

Département de la Vienne (86)

Commune de COULOMBIERS

Prescription	27/10/2014
Arrêt de Projet	28/06/2019
Approbation	

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil Communautaire de Grand Poitiers Communauté urbaine pour approbation en date du .

La Présidente, Mme Florence JARDIN



PLAN LOCAL D'URBANISME

Pièce I. Rapport de présentation

Volume I. Diagnostic territorial et environnemental, justifications du projet de territoire, analyse des incidences potentielles du projet

SOMMAIRE

PRÉAMBULE ET PRÉSENTATION DE LA COMMUNE.....	5
Cadre juridique du Plan Local d'Urbanisme.....	6
Cadre général du projet.....	8
Présentation générale du territoire.....	9
PREMIÈRE PARTIE – ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	17
Contexte géologique et topographique.....	18
Contexte hydrologique et protection de la ressource en eau.....	22
Contexte climatique.....	30
Analyse paysagère.....	32
La commune dans les réseaux écologiques nationaux et régionaux.....	36
Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale.....	43
Synthèse du fonctionnement du réseau écologique local.....	74
Gestion des ressources naturelles, développement des énergies renouvelables.....	77
Gestion des risques, pollutions et nuisances.....	81
DEUXIÈME PARTIE – ANALYSE DE LA POPULATION, DU LOGEMENT ET DE L'ÉCONOMIE.....	99
L'Homme sur le territoire : contexte historique et archéologique.....	100
La dynamique démographique.....	106
L'habitat, le logement et la construction.....	113
Le tissu économique, les activités industrielles, artisanales et commerciales.....	124
Les activités touristiques.....	129
Les activités agricoles et sylvicoles.....	131
TROISIÈME PARTIE – ANALYSE DU FONCTIONNEMENT URBAIN DU TERRITOIRE.....	149
Les équipements et services publics.....	150
les réseaux, la gestion des déchets.....	151
Les communications numériques.....	156
Les déplacements, les transports et les mobilités.....	160
L'organisation des espaces bâtis.....	168
Analyse de la consommation d'espace, bilan du document d'urbanisme précédent.....	185
Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis.....	190
QUATRIÈME PARTIE – CHOIX RETENUS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE.....	199
Démarche et historique d'élaboration du projet.....	200
Définition du projet de territoire.....	203
Mesures de réduction de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.....	209
Justification des choix liés au Projet d'Aménagement et de Développement Durables.....	220
Justification des choix liés aux Orientations d'Aménagement et de Programmation.....	228
Justification des choix liés à la délimitation des zones.....	236
Justification des choix liés à la réglementation du droit des sols.....	254
Justification des choix liés aux servitudes d'urbanisme.....	258
Critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats du Plan.....	264

CINQUIÈME PARTIE – COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES	269
Contexte réglementaire	270
Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou	272
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Loire-Bretagne.....	276
Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Clain	278
Le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes	280
Les autres plans et programmes	284
LEXIQUE	289
Lexique des termes employés dans le présent document.....	290

PRÉAMBULE ET PRÉSENTATION DE LA COMMUNE



CADRE JURIDIQUE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Les objectifs généraux de la réglementation sur l'urbanisme sont résumés par les articles L.101-1 et L.102-2 du Code de l'Urbanisme, reproduits ci-dessous.

Article L.101-1 du Code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le Plan Local d'Urbanisme est régi par le Livre I^{er}, Titre V du Code de l'Urbanisme (articles L.151-1 à L.151-4).

■ CONTENU DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Plan Local d'Urbanisme comprend six pièces, numérotées I à VI. Le présent diagnostic territorial et environnemental constitue la pièce I.

Pièce I. Rapport de présentation

(Article L.151-4 du Code de l'Urbanisme)



Le rapport de présentation assure la cohérence de l'ensemble du document, des principes jusqu'aux règles d'urbanisme, en s'appuyant sur un diagnostic territorial et environnemental et en expliquant les choix retenus pour établir le PADD, les OAP et le règlement. Il justifie enfin les objectifs de modération de consommation d'espace fixés dans le document.

Pièce II. Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

(Article L.151-5 du Code de l'Urbanisme)



Le PADD expose le projet d'urbanisme de la commune et définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.

Pièce III. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

(Articles L.151-6 et L.151-7 du Code de l'Urbanisme)



Dans le respect du PADD, les OAP permettent à la collectivité de fixer, sur certains secteurs ou quartiers ou sur certaines thématiques, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, les paysages, le cadre de vie et le patrimoine, développer l'habitat, assurer le développement économique ou celui des équipements publics, etc.

Pièce IV. Règlement graphique (plans de zonage)

Pièce V. Règlement littéral

(Articles L.151-8 et L.151-42 du Code de l'Urbanisme)



En cohérence avec le PADD, le règlement et ses documents graphiques (plans de zonage) délimitent les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles et forestières. Ils fixent les règles générales d'urbanisation et rappellent les servitudes qui peuvent grever l'utilisation des sols. Le règlement est opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de tous travaux ou constructions.

Pièce VI. Annexes

(Article L.151-43 du Code de l'Urbanisme)



Les annexes comprennent un certain nombre d'indications ou d'informations reportées dans le PLU, parmi lesquelles les servitudes d'utilité publique, les périmètres au sein desquels peuvent s'appliquer des prescriptions spécifiques, les réseaux d'eau potable et d'assainissement et, globalement, toute information nécessaire à la bonne compréhension des choix faits au PLU.

CADRE GÉNÉRAL DU PROJET

La commune de Coulombiers dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal le 29 Avril 2004.

Par délibération du 27 Octobre 2014, le Conseil Municipal de Coulombiers a décidé de prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme.

Créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000, le Plan Local d'Urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols en y intégrant notamment un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD). Destiné aux communes où sont présents des enjeux territoriaux importants, ce document d'urbanisme est ainsi un projet d'aménagement complet. Il permet de maîtriser le développement urbain (localisation des zones constructibles), de le planifier (phasage temporel) et d'en préciser la qualité (dispositions réglementaires).

Le Plan Local d'Urbanisme doit respecter les trois grands objectifs de gestion spatiale inscrits dans la Loi SRU, complétés par les objectifs généraux inscrits à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme (cf. « Cadre juridique du Plan Local d'Urbanisme » ci-avant) :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé [...] d'une part et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages d'autre part [...]
- La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural [...]
- Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux [...]

■ MOTIVATIONS INITIALES DU PROJET

Les motivations ayant conduit l'équipe municipale à élaborer un Plan Local d'Urbanisme sont les suivantes :

- Remplacement du document d'urbanisme en vigueur depuis 2004 afin que la commune se dote d'une politique d'urbanisme à moyen et long termes.
- Prise en compte de la Loi n°2009-967 du 3 Août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement (dite « Grenelle I »).
- Prise en compte de la Loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement (dite « Grenelle II » ou « ENE »).
- Prise en compte de la Loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « Loi ALUR »).

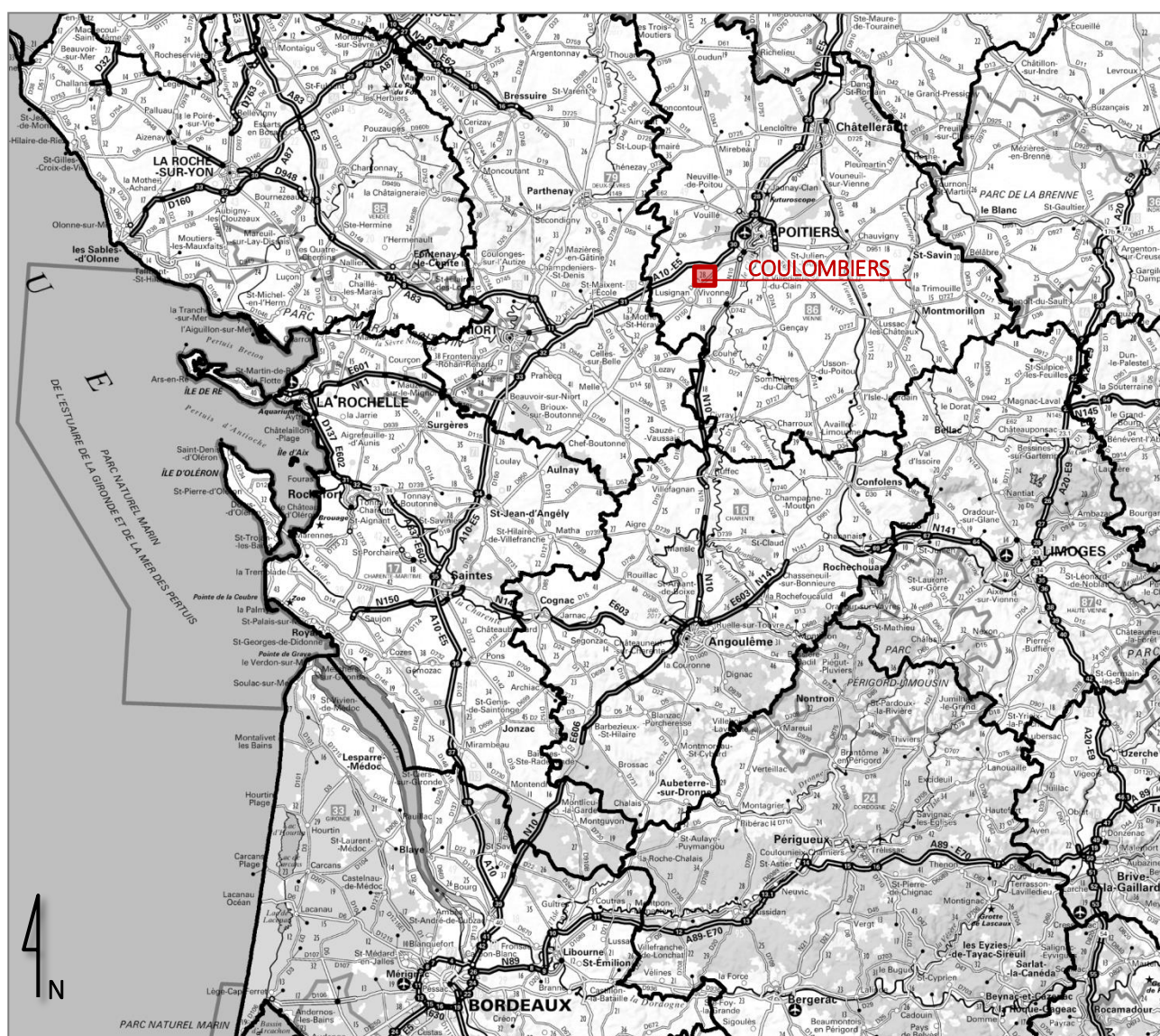
PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE

■ LOCALISATION DE LA COMMUNE

Coulombiers est une commune de 1 136 habitants au recensement INSEE de 2014, localisée au centre Ouest du département de la Vienne.

La commune est située à 13 kilomètres au Sud-Ouest de Poitiers, chef-lieu du département et ancienne capitale régionale. Située sur la RD 611 (ex RN 11 entre Niort et Poitiers) et traversée par l'Autoroute A 10 (Paris/Bordeaux) au Nord de son territoire, Coulombiers est par ailleurs limitrophe des communes de Beruges, Cloué, Fontaine-le-Comte, Jazeneuil, La Chapelle-Montreuil, Lusignan et Marçay.

Situation de la commune à l'échelle régionale



Source : SIG Parcours, données IGN SCAN 1000 - Échelle : 1/1 500 000

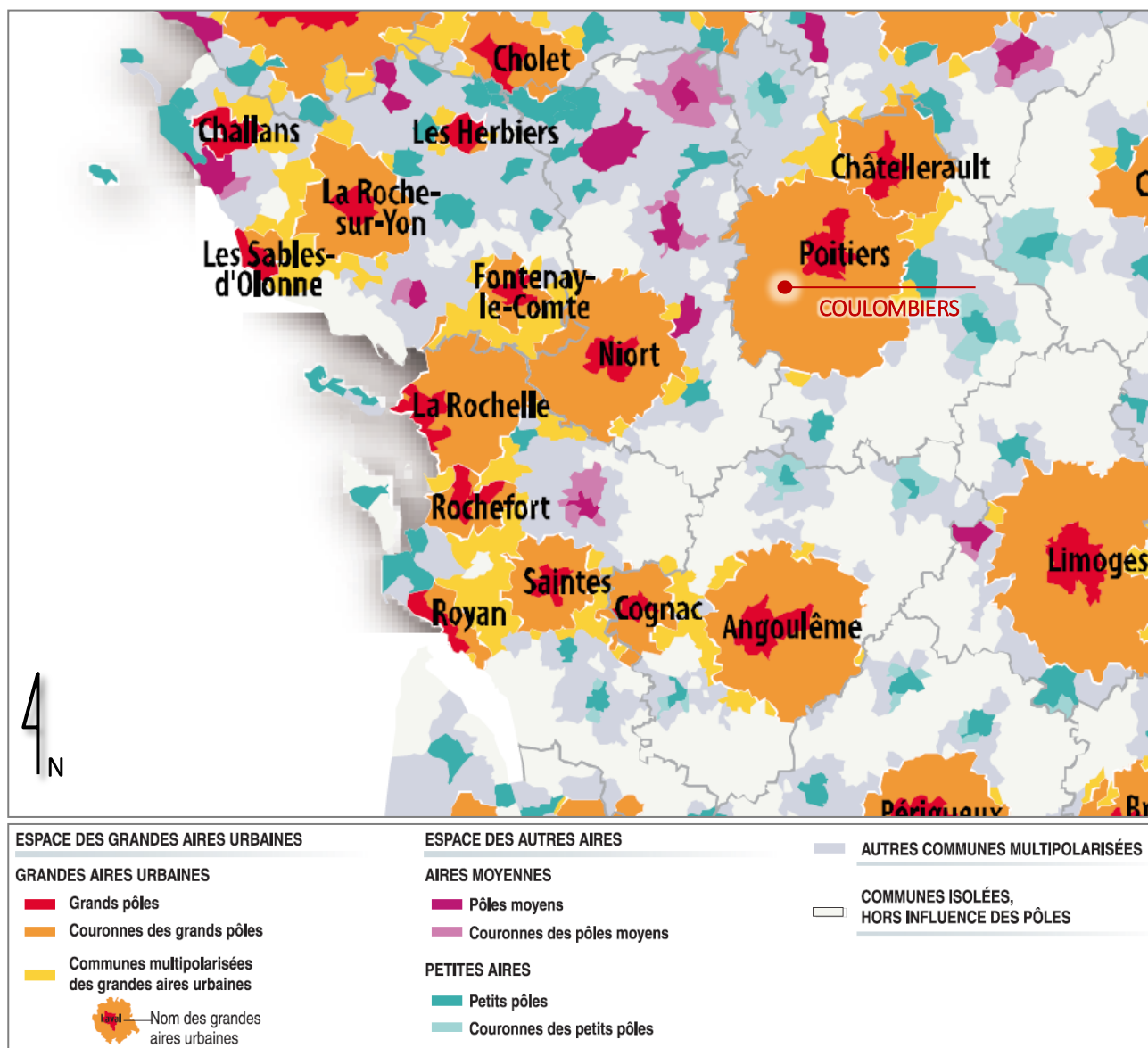
■ FONCTIONNEMENT DE LA COMMUNE AU SEIN DU TERRITOIRE

La notion d'aire urbaine

La notion d'aire urbaine résulte d'une approche développée en 2010 par l'INSEE. L'objectif du zonage en aires urbaines est de décrire l'influence des villes sur l'ensemble du territoire. Ce découpage est fondé sur l'identification de pôles, unités urbaines concentrant au moins 1 500 emplois, puis sur la délimitation de leur aire d'influence en s'appuyant sur les trajets domicile-travail de la population des communes avoisinantes. Cette approche fonctionnelle du territoire permet d'apprécier l'influence des villes au-delà de leurs limites physiques définies par la continuité du bâti.

Comme l'illustre la cartographie ci-dessous, **Coulombiers est une commune considérée comme appartenant à la couronne du pôle urbain de Poitiers**. Elle est, de ce fait, au cœur d'un espace périphérique qui couvre cette partie centre-Ouest du département de la Vienne, jusqu'en limite des Deux-Sèvres. La commune possède une fonction résidentielle non négligeable pour les actifs travaillant sur le pôle urbain de Poitiers, notamment. En 2014, 80,0% des actifs travaillaient ainsi à l'extérieur de la commune.

Carte des aires urbaines 2010 (INSEE)



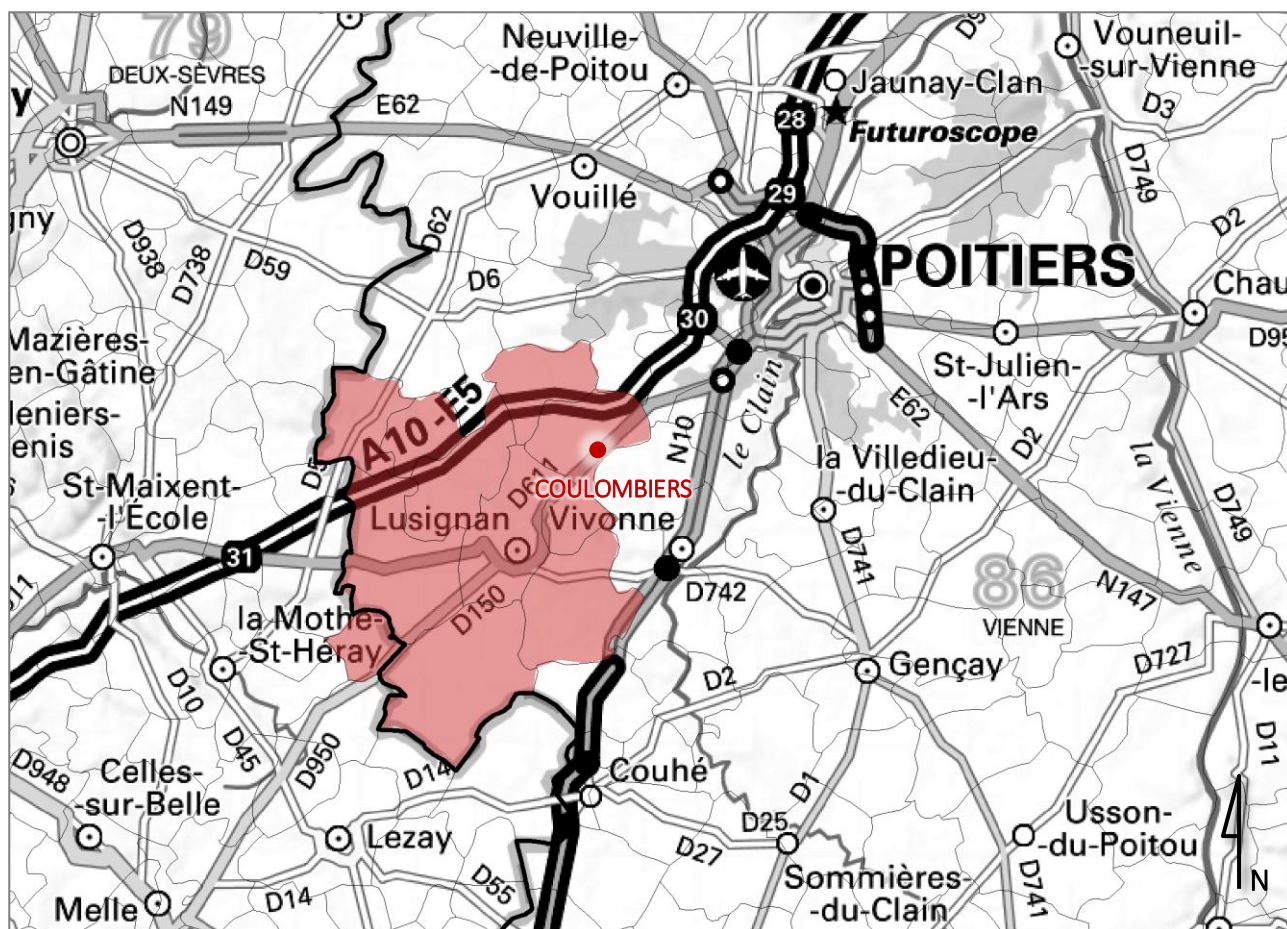
Source : INSEE carte des aires urbaines 2010 - Échelle approximative : 1/1 500 000

La notion de bassin de vie

Le bassin de vie constitue, au sens de l'INSEE, le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès aux équipements et services les plus courants. Ses contours sont délimités en plusieurs étapes : la définition d'un pôle de services comme une commune ou une unité urbaine disposant d'au moins 16 des 31 équipements intermédiaires. Les zones d'influence de chaque pôle de services sont ensuite délimitées en regroupant les communes les plus proches, la proximité se mesurant en temps de trajet, par la route à heure creuse. Ainsi, pour chaque commune et pour chaque équipement non présent sur la commune, on détermine la commune la plus proche proposant cet équipement. Les équipements intermédiaires mais aussi les équipements de proximité sont pris en compte.

Au titre des bassins de vie, Coulombiers relève de celui de Lusignan qui offre la plupart des équipements intermédiaires de proximité (équipements sportifs, commerciaux, culturels...).

Bassin de vie de Lusignan (INSEE 2012)



Source : SIG Parcours, données IGN GeoFLA et SCAN 1000, INSEE carte des bassins de vie 2012 - échelle : 1/400 000

■ SITUATION ADMINISTRATIVE

L'ancienne Communauté de Communes du « Pays Méluzin »

La commune de Coulombiers faisait partie, jusqu'au 31 Décembre 2016, de la Communauté de Communes du « Pays Méluin », qui recouvrait les limites de l'ancien canton de Lusignan. L'Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) était également composé des communes de Celle-l'Évescault, Cloué, Curzay-sur-Vonne, Jazeneuil, Lusignan, Rouillé, Saint-Sauvant et Sanxay. Ces 9 communes représentaient 11 214 habitants selon les chiffres du recensement INSEE de 2014 et un territoire de 304 km².

L'ancien Syndicat Mixte du « Pays des 6 Vallées »

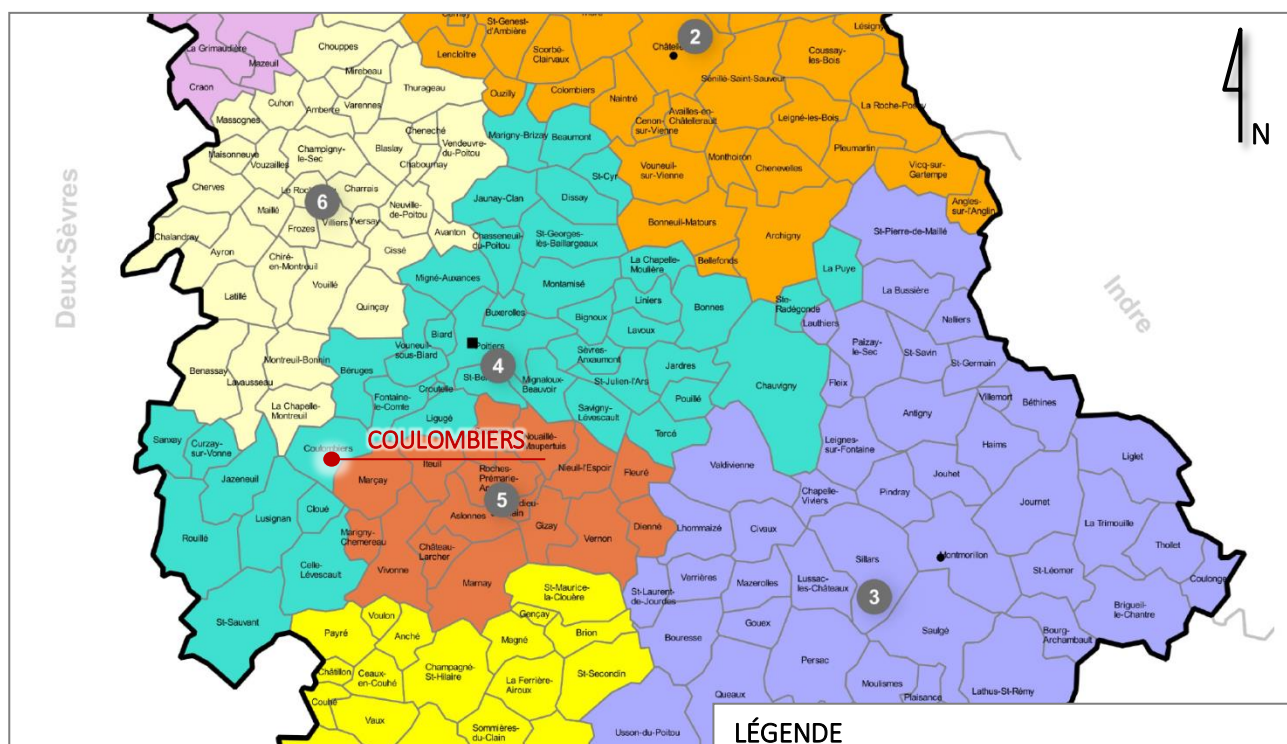
Coulombiers et la Communauté de Communes du « Pays Mélusin » ont fait partie, entre 1998 et 2016, du Syndicat mixte du « Pays des 6 vallées », qui regroupait également la Communautés de Communes du « Pays Vouglaisien » et celle des « Vallées de la Vienne », soit les 39 communes au Sud et à l'Ouest de l'agglomération de Poitiers.

Le « Pays des Six Vallées », né au printemps 1996, s'était structuré en établissement public courant 2004. Auparavant, il était porté par une association dite « Loi de 1901 », dissoute au profit d'un syndicat mixte.

« Loi NOTRe » et réforme des intercommunalités

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République » (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, porte révision des Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale (SDCI) à travers son titre II, « Intercommunalités renforcées ».

Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 (extrait)



Source : Préfecture de la Vienne, DDT86/SG/SIVD - Mars 2016

2. Communauté d'Agglomération du Grand Châtellerault
3. Communauté de Communes « Vienne et Gartempe »
4. Grand Poitiers Communauté urbaine
5. Communauté de Communes des « Vallées du Clain »
6. Communauté de Communes du « Haut Poitou »

Les objectifs de la Loi visent à achever la couverture territoriale entamée avec la Loi n°2010-1563 du 16 Décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales (dite « Loi RCT »), à faire disparaître les enclaves, à développer une cohérence avec les bassins de vie et à réduire le nombre de structures syndicales.

Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale 2016 de la Vienne a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°2016-D2/B1-006 en date du 25 Mars 2016.

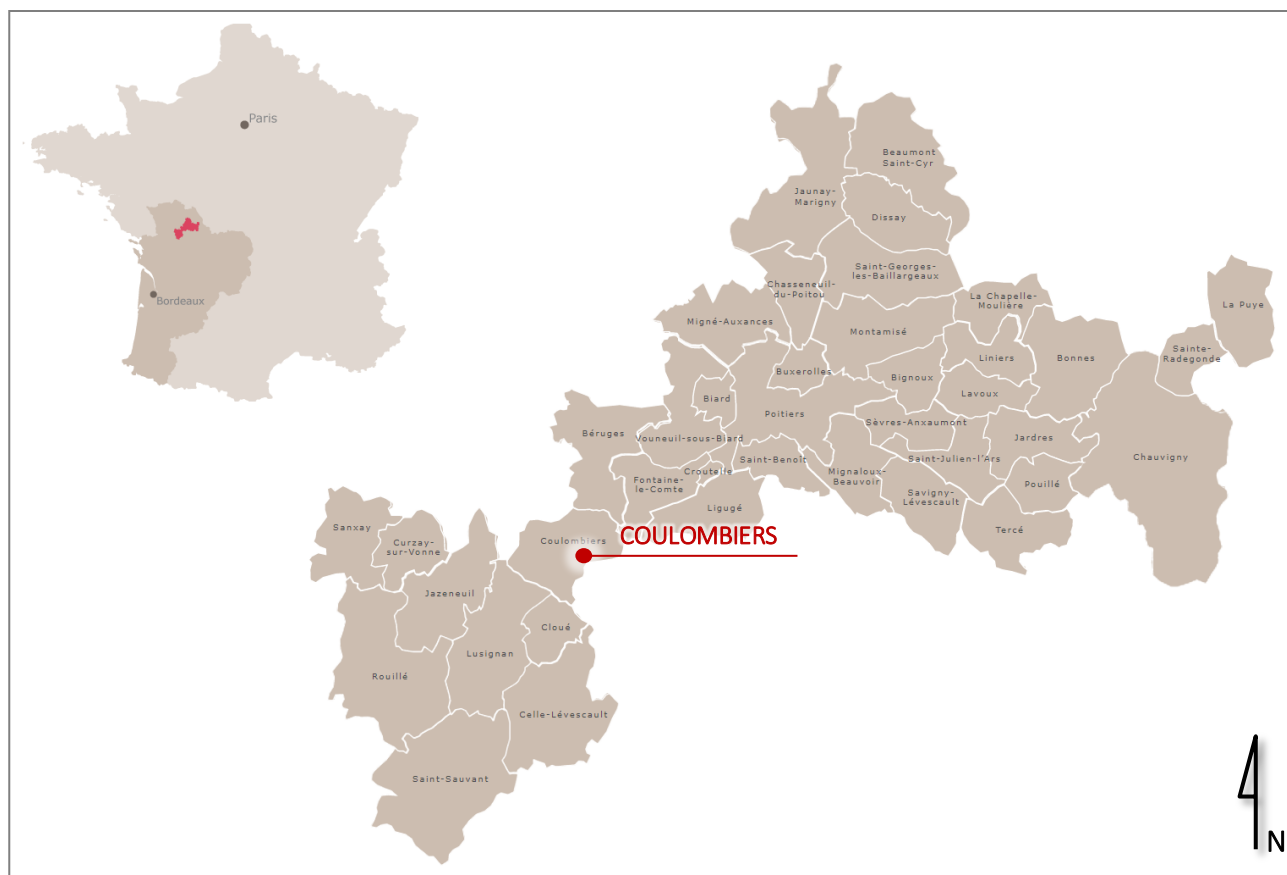
Grand Poitiers Communauté urbaine

Dans ce cadre, la commune de Coulombiers et la Communauté de Communes du « Pays Mélusin » ont rejoint, au 1^{er} Janvier 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers », fusion de cinq intercommunalités (40 communes), qui compte ainsi 189 845 habitants (chiffre 2014).

Au 1^{er} Juillet 2017, la Communauté d'Agglomération du « Grand Poitiers » est devenue Grand Poitiers Communauté urbaine. Destinée aux agglomérations de plus de 250 000 habitants, la possibilité de choisir ce statut a été étendue par la Loi « NOTRe » aux anciennes capitales régionales. Cette transformation a été entérinée par Arrêté Préfectoral n°2017-D2/B1-010 du 30 Juin 2017.

La Communauté Urbaine a, parmi ses compétences obligatoires, l'aménagement et le développement économique, social et culturel de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, la protection et la mise en valeur de l'environnement, la politique du cadre de vie et la gestion des services d'intérêt collectif.

Périmètre de Grand Poitiers Communauté urbaine



Source : Grand Poitiers Communauté urbaine, site d'information « Ensemble vers un nouveau Grand Poitiers »

■ CARTOGRAPHIE DU TERRITOIRE COMMUNAL

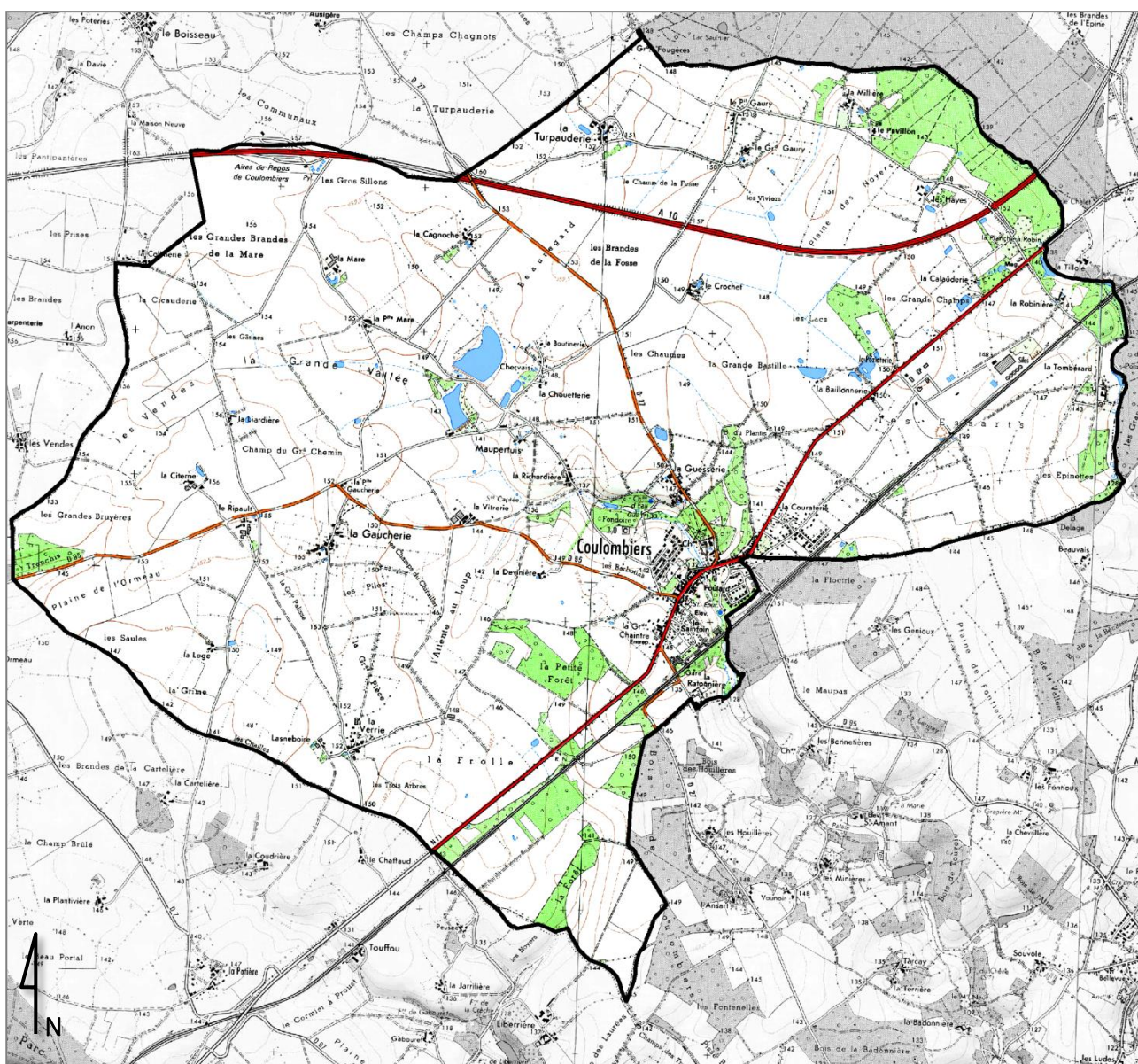
Le territoire communal couvre 2 793 hectares. Ses caractéristiques détaillées sont analysées ci-après dans le présent rapport.

Globalement, on notera une prégnance significative des infrastructures de transport sur le territoire communal : l'autoroute A10 (Paris / Poitiers / Bordeaux) au Nord de la commune, la RD 611 (ex RN 11 Poitiers / La Rochelle), la ligne TGV Paris / Poitiers / La Rochelle et la ligne LGV Paris / Bordeaux longeant la limite Sud-Est, la RD 27 et la RD 95 depuis le Nord-Ouest et l'Ouest vers le Bourg de Coulombiers.

La commune comporte peu de surfaces boisées. Les unités sont localisées en limites Nord-Est (Forêt de l'Épine) et Ouest, ainsi qu'autour du Bourg.

Coulombiers est traversée par deux cours d'eau permanents : *Le Palais*, qui s'écoule en partie centrale de la commune selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est et conflue avec *Le Clain* à Vivonne, ainsi que *La Rhune*, affluent du premier et qui s'écoule selon le même axe en limite Nord-Est de Coulombiers.

Cartographie générale du territoire communal

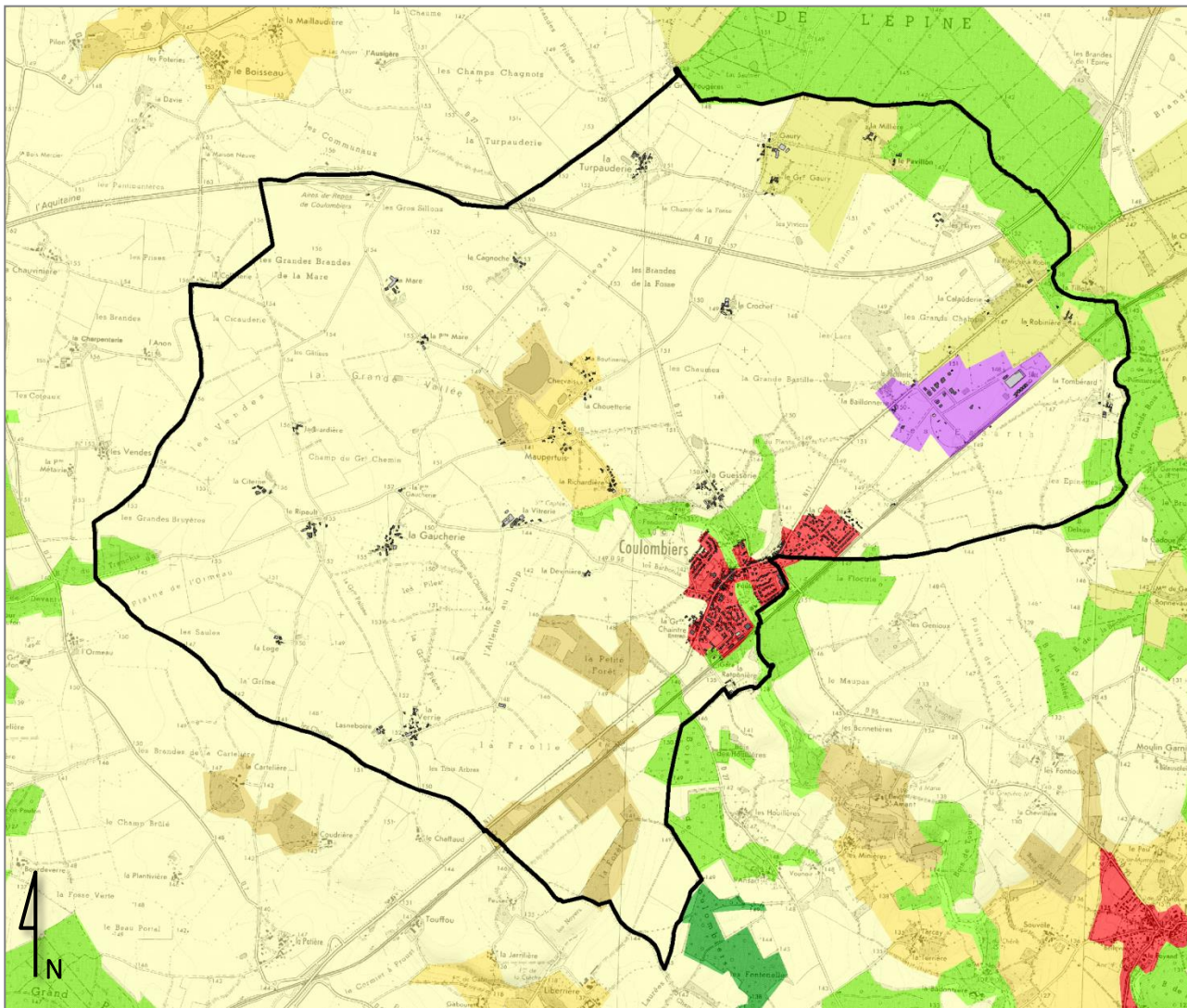


Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25 – Échelle : 1/40 000

■ OCCUPATION DES SOLS

Le territoire de la commune de Coulombiers est occupé comme suit : à 85,8% de terres agricoles, à 11,0% de forêts et milieux semi-naturels et à 3,2% de terres artificialisées (Bourg et espaces bâtis). Il est à noter que ces surfaces sont données en grands ensembles (volumes de plus de 25 hectares). Les données peuvent donc différer de données plus précises données plus avant dans le présent rapport de présentation.

Occupation des sols à Coulombiers



Source : SIG Parcours, Cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25, DREAL Nouvelle-Aquitaine et Agence Européenne de l'Environnement, CORINE Land Cover 2012 – Échelle : 1/45 000

LÉGENDE CORINE Land Cover

Territoires artificialisés – Zones urbanisées

112 – Tissu urbain discontinu

Territoires artificialisés – Zones industrielles ou commerciales et réseaux de communication

121 – Zones industrielles et commerciales

Territoires agricoles – Terres arables

211 – Terres arables hors périmètres d'irrigation

Territoires agricoles – Prairies

231 – Prairies

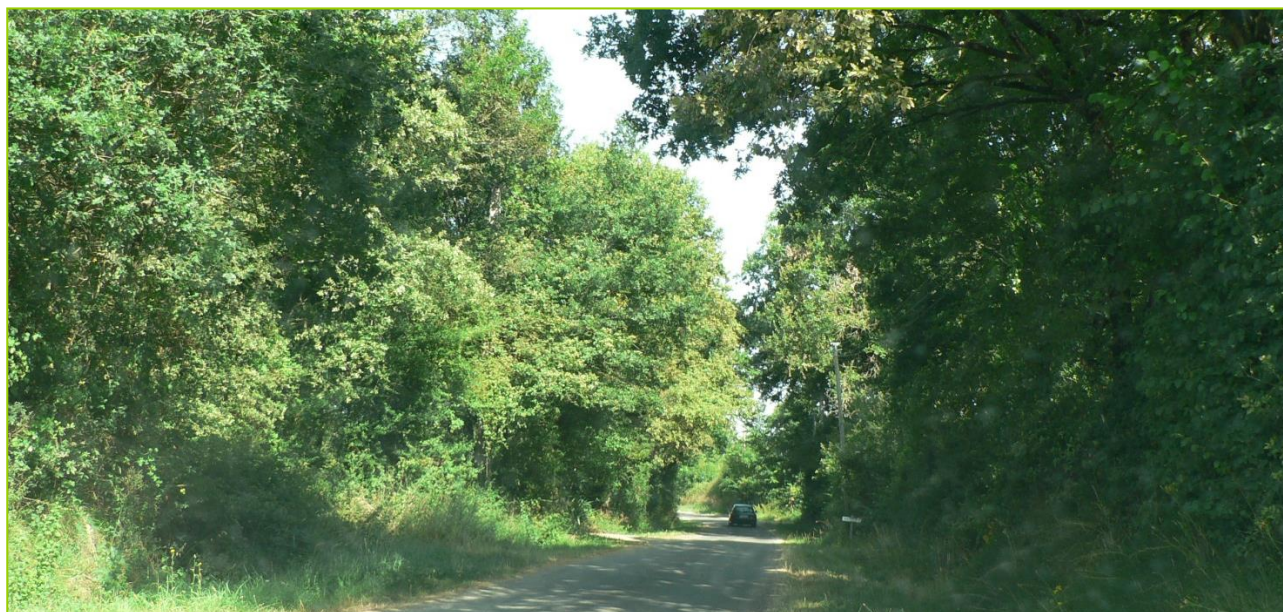
Territoires agricoles – Zones agricoles hétérogènes

243 – Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Forêts et milieux semi-naturels – Forêts

311 – Forêts de feuillus

PREMIÈRE PARTIE — ANALYSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

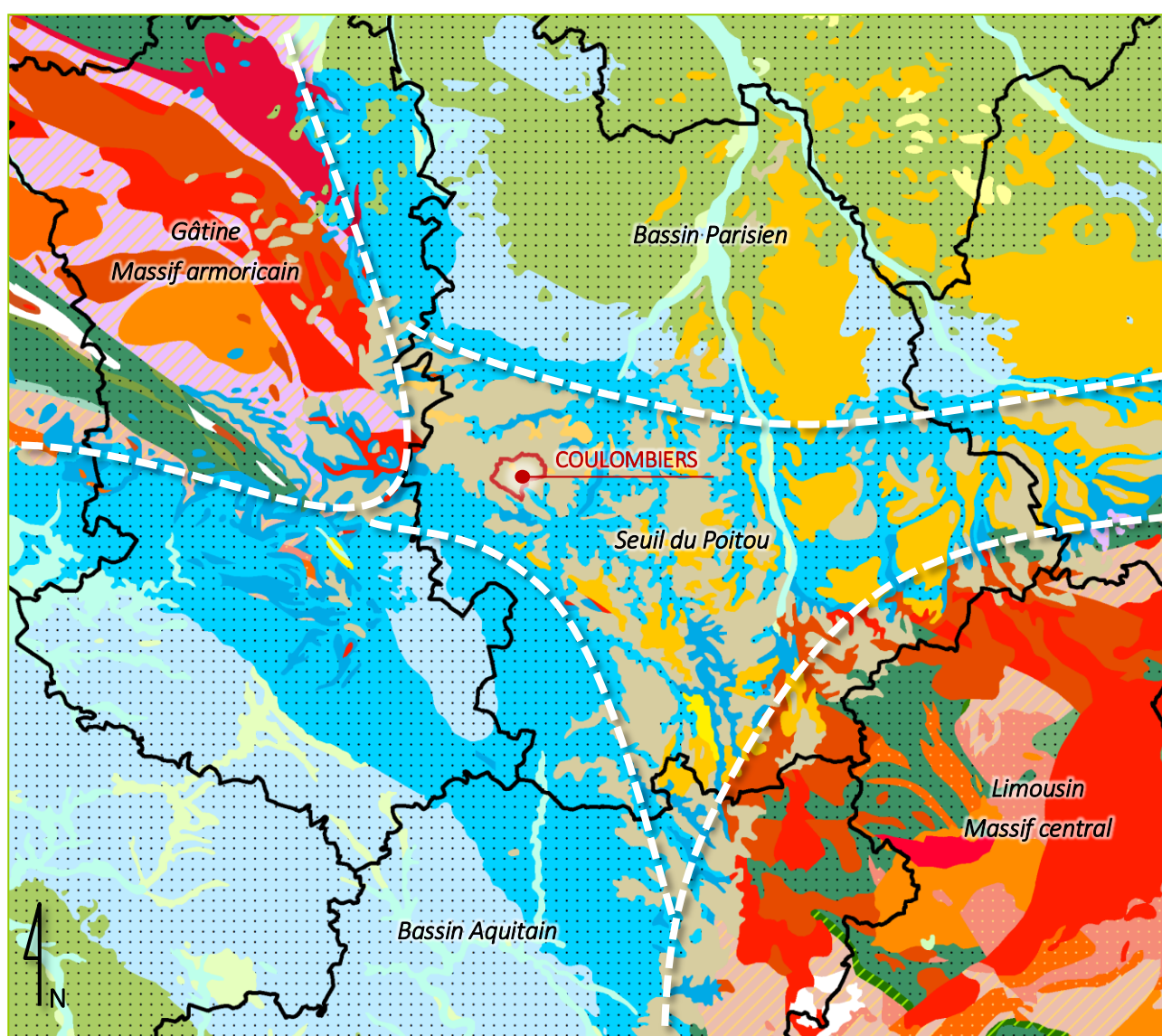


CONTEXTE GÉOLOGIQUE ET TOPOGRAPHIQUE

■ CONTEXTE GÉOLOGIQUE RÉGIONAL

Le territoire de Coulombiers est situé sur la feuille géologique de Poitiers (BRGM n°589) et dans la région centrale du Seuil du Poitou, à l'amorce de son versant parisien. Le Seuil est presque entièrement compris dans le département de la Vienne et touche la bordure orientale du département des Deux-Sèvres.

Contexte géologique micro-régional



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN GeoFLA et BRGM carte géologique - Échelle : 1/850 000

Les terrains cristallins primaires qui affleurent plus à l'Ouest (Gâtine vendéenne) se prolongent sous le Seuil en un bombement anticlinal de direction Nord-Ouest/Sud-Est Sud-Armoricaine, entre le Bassin parisien et le Bassin aquitain. Sur ce bombement, des calcaires jurassiques d'origine marine forment un plateau d'altitude

moyenne 120 à 140 mètres et qui est lui-même recouvert par des formations continentales et lacustres tertiaires. Le long des vallées, souvent bordées de falaises, se sont déposées des alluvions quaternaires.

Au Tertiaire, le socle primaire a été remonté à l’affleurement au centre du Seuil par les horsts granitiques de Ligugé (feuille de Poitiers) et de Champagné-Saint-Hilaire (feuille de Lusignan).

L’histoire géologique du territoire de Coulombiers s’inscrit dans celle, plus générale, du Seuil du Poitou.

L’érosion de la chaîne hercynienne se poursuit jusqu’au Trias (entre 250 et 205 millions d’années) ; la pénéplaine qui en résulte sera progressivement envahie par la mer, à partir du Lias inférieur dans la région. La communication établie à cette époque entre le Bassin Parisien et le Bassin Aquitain aboutit au dépôt de sédiments détritiques puis carbonatés à tendance lagunaire. La sédimentation devient ensuite plus franchement marine à partir du Pliensbachien (entre 205 et 180 millions d’années).

Au cours du Jurassique moyen, le territoire de Coulombiers se situe presque sur la bordure méridionale d’une plateforme carbonatée (au Nord-Est), le faciès des sédiments carbonatés situés au Sud-Ouest traduisant un milieu marin plus franc (bassin à céphalopodes).

À partir du Callovien (vers 150 millions d’années), un épisode transgressif se traduit par le dépôt de sédiments plus fins et argileux, dépôt qui se poursuit durant le Jurassique supérieur.

La longue période d’émersion qui débute à la fin du Jurassique est responsable de l’érosion d’une grande partie des assises du Jurassique supérieur. La région ne semble pas avoir été atteinte par la transgression du Crétacé supérieur et reste donc rattachée au domaine continental depuis la fin du Jurassique.

La phase érosive correspondant au Crétacé inférieur (entre 130 et 100 millions d’années) se poursuit au Tertiaire, notamment sur le massif limousin ; à l’Éocène (entre 53 et 33 millions d’années), les calcaires du Jurassique moyen, érodés et karstifiés, sont recouverts par un épandage de matériaux détritiques provenant de l’érosion des massifs anciens.

À la fin de l’Éocène et au début de l’Oligocène (entre 33 et 23 millions d’années), une sédimentation lacustre comble les dépressions du substratum jurassique.

Du Miocène au Quaternaire (entre 23 et 1,6 millions d’années), un nouvel épandage de matériaux détritiques s’accompagne du remaniement des formations continentales antérieures. Les mouvements des orogènes pyrénéen et alpin affectent la région, provoquant le rejeu de failles anciennes.

Dès la fin de l’ère tertiaire et durant le Quaternaire (de 1,6 millions d’années à nos jours), la région acquiert sa morphologie actuelle : le creusement des vallées est accompagné par le dépôt de différents niveaux d’alluvions. Des dépôts de type périglaciaire se sont également formés à cette époque (limons éoliens, grèzes et autres dépôts de versants).

■ CONTEXTE GÉOLOGIQUE LOCAL

Les entités géologiques affleurant avec la surface sont les suivantes. Elles sont présentées dans un ordre chronologique de formation et cartographiées en page suivante.

Rs – Formations résiduelles d’altération. Argiles à silex, Argiles à châtaigniers, Terres rouges du Poitou.
Ces formations résiduelles rougeâtres à brun-rouge, à dominante argileuse, ont pour origine, d’une part, la décarbonatation des calcaires jurassiques par action chimique des eaux et, d’autre part, des apports importants d’argile kaolinique et de sables fins pouvant provenir des dépôts tertiaires. Parallèlement à la formation des karsts, il en résulte une accumulation de l’argile résiduelle sur des épaisseurs parfois importantes (plus de 15 mètres).

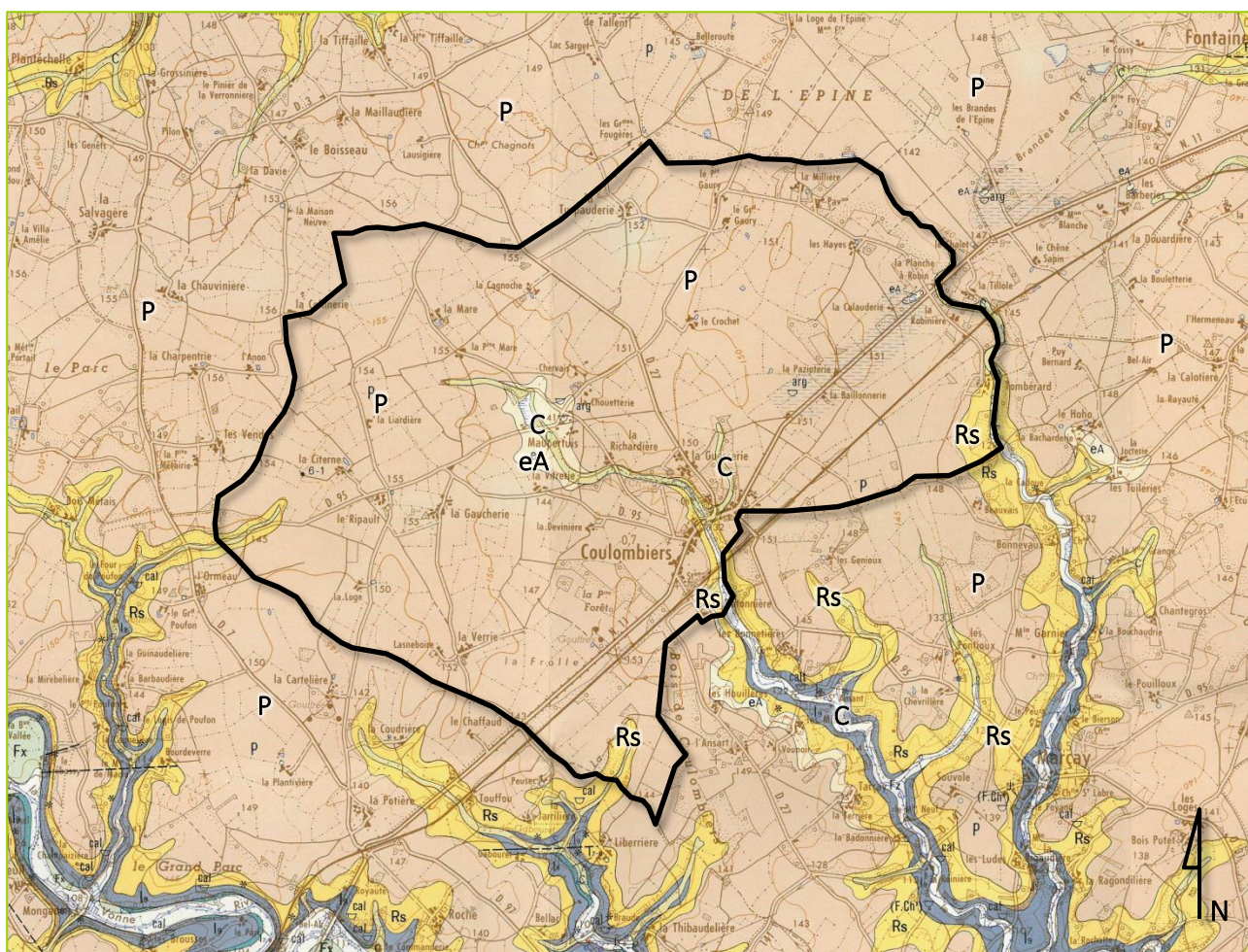
eA – Argiles silteuses blanches ou panachées. Sur le substratum calcaire du Jurassique se sont déposés plus de 5 mètres d'argiles plastiques blanches ou panachées de violet et de rouge, finement silteuses le plus souvent, où s'intercalent de façon désordonnée des sables quartzeux et qui contiennent de nombreux modules ferrugineux, pisolithes véritables ou concrétions.

P – Plio-Quaternaire. Complexe des Bornais. À part dans la région proche de Poitiers, les plateaux de l'ensemble de la feuille sont recouverts par un épandage détritique très constant qui masque complètement et indifféremment les calcaires jurassiques, l'argile à silex et les dépôts tertiaires.

C – Colluvions de vallons secs. Argiles sableuses et limons. Ils remplissent le fond des thalwegs, surtout les plus encaissés, et se raccordent à l'aval avec les alluvions fluviales récentes notées Fz. Leur nature est très variable et directement en rapport avec celle du substratum qu'ils entaillent.

Ainsi, le plus souvent, il s'agit d'argiles sableuses dérivant principalement des formations plio-quaternaires et éocènes mais, sur les calcaires jurassiques, de nombreux silex peuvent s'y rencontrer, ainsi que des petits débris anguleux calcaires, un peu analogues à des grèzes.

Contexte géologique local



Source : BRGM carte géologique de Poitiers (589) – Échelle : 1/50 000

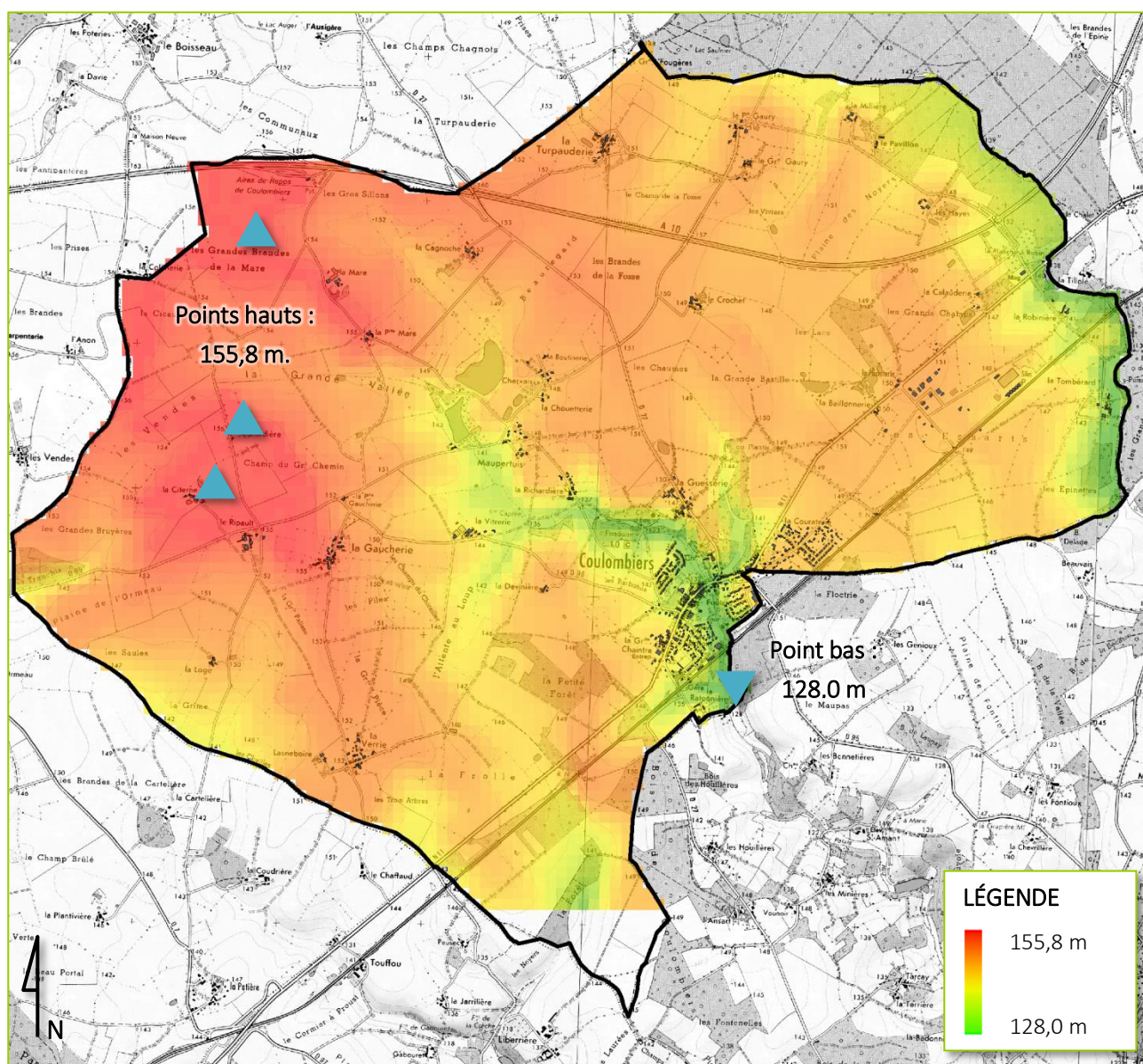
■ CONTEXTE TOPOGRAPHIQUE

La commune de Coulombiers est localisée sur un plateau au relief peu marqué, d'altitude moyenne comprise entre 130 et 150 mètres, entrecoupé par de légers vallonnements pour les ruisseaux.

Le dénivelé global de la commune, très faible (27,8 mètres entre le point haut et le point bas), est marqué par les vallonnements de *La Rhune* et du *Palais*. Le point le plus bas du territoire communal est situé à une altitude de 128 mètres (vallonnement du *palais* aval, en limite avec la commune de Marçay) et les points les plus hauts sont situés à une altitude de 155,8 mètres, au Nord-Ouest de la commune, au niveau des lieux-dits « La Citerne », « La Liardière » et « Les Grandes Brandes de la Mare ».

Le Bourg est implanté en légère dépression (altitude moyenne de 130 à 135 mètres), au bord du *Palais*.

Relief de la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN BD Alti 75 et IGN SCAN 25 – Échelle : 1/40 000

CONTEXTE HYDROLOGIQUE ET PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

■ RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE SOUTERRAIN

L'histoire géologique du territoire, évoquée ci-avant, induit des différences de perméabilité des roches. Les pendages des couches géologiques sont à l'origine de la présence, sous la commune, de plusieurs aquifères¹, classés par ordre de profondeur croissante. De manière générale, les aquifères peuvent se superposer en tout point du territoire. En France métropolitaine, on peut ainsi compter jusqu'à 10 niveaux de superposition des aquifères. Les aquifères suivants sont répertoriés à Coulombiers :

- « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rangs 1 et 2).
- « Calcaires et marnes de l'infra-Toarcien au Nord du Seuil du Poitou » (masse d'eau de rangs 2 et 3).

La mesure de qualité de ces masses d'eau souterraines et les objectifs de remise en bon état écologique sont présentés ci-après.

■ RÉSEAU HYDROGRAPHIQUE DE SURFACE

Réseau hydrographique permanent

Outre le réseau hydrologique souterrain présenté ci-avant, l'eau est présente sur la commune à travers plusieurs cours d'eau et plans d'eau.

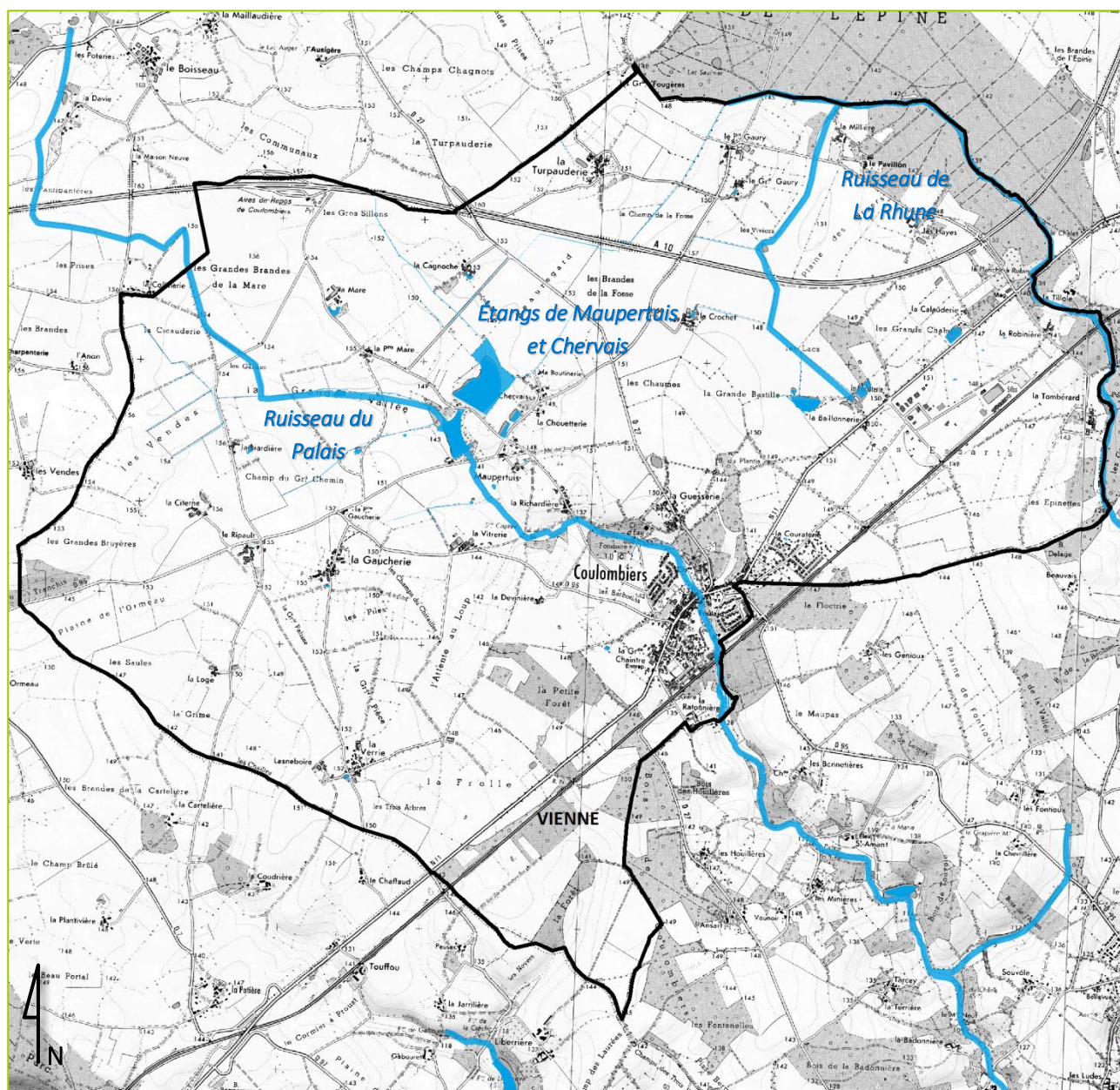
- **Le Palais** s'écoule en partie centrale de la commune selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est et traverse le Bourg.
- **La Rhune** prend naissance dans la Forêt de l'Épine et s'écoule en limite Nord-Est de la commune. Elle est abondée notamment par un fossé représenté sur la cartographie précédente.
- Deux étangs principaux, dits « **Étangs de Maupertuis** », en partie centrale de la commune, qui présentent un intérêt écologique certain et servent également à des activités de loisirs.

Un réseau assez dense de fossés, liés à la topographie, draine l'ensemble du territoire. À travers un remembrement agricole, des travaux d'hydraulique ont été réalisés pour assainir les sols, ce qui explique l'importance du nombre de fossés.

Les données hydrologiques de la commune sont cartographiées en page suivante, de manière synthétique, le réseau de fossés essentiellement agricoles n'étant pas répertorié par le SANDRE.

¹ Source : SANDRE (Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau), référentiel sur les masses d'eau conforme au rapportage de 2016, BRGM, Agences de l'Eau.

Contexte hydrologique de la commune

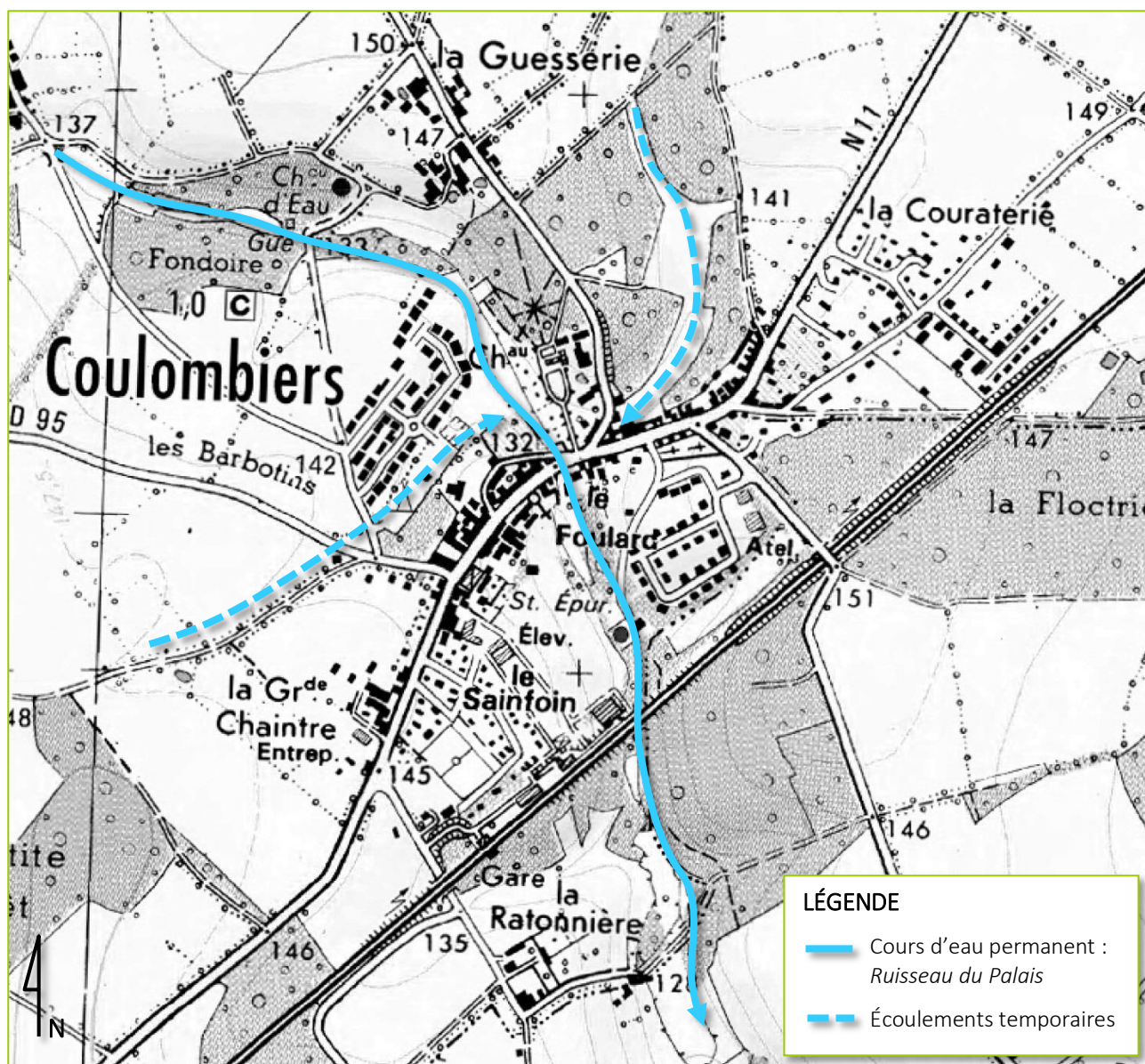


Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25, SANDRE Base « Carthage » – Échelle : 1/40 000

Écoulements temporaires

Le Bourg de Coulombiers est traversé par le *Ruisseau du Palais*, exutoire naturel de tous ces écoulements temporaires. Au fil du temps, des travaux d'hydraulique ont également été réalisés dans le Bourg afin d'améliorer les écoulements, sur deux axes essentiels : au Nord-Est du Bourg, sur les sites de « La Guesserie » et « La Coulée », et au Nord-Ouest du Bourg, à travers l'espace public créé entre les lotissements « Les Barbotins » et « Les Champs de la Métairie » et le centre-bourg historique.

La cartographie ci-après donne une vision synthétique des écoulements temporaires présents sur le Bourg.



Source : SIG Parcours, données IGN SCAN 25, Mairie de Coulombiers - Échelle : 1/10 000

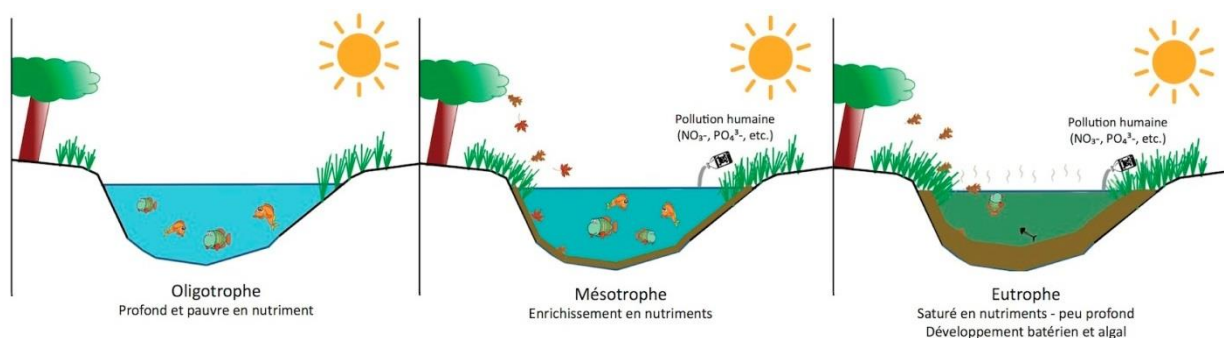
■ PROTECTION DE LA RESSOURCE HYDROGRAPHIQUE

Eutrophisation des eaux

La commune de Coulombiers a été classée en zone sensible à l'eutrophisation de ses eaux superficielles selon l'Arrêté du Préfet de Région Centre, Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne, en date du 9 Janvier 2006, qui complète les classements pris en application de la Directive n°91/271/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 21 Mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduelles.

Ce phénomène correspond à un enrichissement de l'eau en éléments nutritifs tels que l'Azote et/ou le Phosphore, qui provoquent un développement accéléré des algues et végétaux aquatiques. Il est ainsi à l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'écosystème aquatique ainsi que d'une dégradation de la qualité des eaux.

Caractérisation du milieu aquatique selon la richesse des eaux en éléments nutritifs



Vulnérabilité aux nitrates

La commune de Coulombiers a été intégralement classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole selon les Arrêtés n°17.014 et 17.018 du Préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne en date du 02 Février 2017. Ces Arrêtés sont pris dans le cadre de la sixième campagne de surveillance nitrates.

Par conséquent, l'Arrêté relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole est applicable. Il définit les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines dans la zone vulnérable du département.

Zone de Répartition des Eaux (ZRE)

Une Zone de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. Cette caractérisation exclut les insuffisances exceptionnelles.

L'inscription d'un bassin en ZRE constitue un moyen, pour l'État, d'assurer une meilleure maîtrise de la demande en eau afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et de concilier les usages économiques de l'eau.

Le Préfet coordonnateur de bassin arrête la délimitation des ZRE et les communes de bassins versants sont listées par Arrêtés Préfectoraux.

Ainsi, selon l'Arrêté Préfectoral n°2010/DDT/SEB/974 du 30 Décembre 2010 modifié par l'Arrêté du 5 Avril 2011, la commune de Coulombiers figure parmi les communes concernées par la Zone de Répartition des Eaux superficielles.

Objectif de qualité des masses d'eau

Les masses d'eau correspondent à un référentiel établi par la Directive Cadre sur l'Eau (Directive CE n°2000/60 du 23 Octobre 2000). Elles sont de cinq ordres : masses d'eau des cours d'eau, masses d'eau des plans d'eau, masses d'eau de transition (estuaires), masses d'eau côtières (eaux marines le long du littoral) et masses d'eau souterraines.

L'Arrêté du 12 Janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'Environnement, a permis la

catégorisation des unités hydrographiques (eaux de surface) ou hydrogéologique (eaux souterraines) et la définition d'un état et d'un échéancier de qualité pour celles-ci.

Ce classement vise à atteindre un « bon état des eaux » et la non-dégradation de l'existant et fixe un calendrier de réalisation à partir d'états des lieux. La qualité des eaux est établie pour les cinq altérations décrites dans le tableau suivant.

Matières organiques et oxydables (MOOX)	Altération prenant en compte la présence de matières organiques carbonées ou azotées susceptibles de consommer de l'oxygène du cours d'eau.
Matières azotées (hors nitrates)	Altération prenant en compte la présence de nutriments (NH_4^+ , NJK et NO_2) de type matières azotées susceptibles d'augmenter le développement des végétaux aquatiques.
Nitrates	Altération prenant en compte la présence de nitrates participant en tant que nutriments au processus d'eutrophisation des cours d'eau et gênant la production d'eau potable.
Matières phosphorées	Altération prenant en compte la présence de nutriments de type matières phosphorées (PO_4 , phosphore total) constituant des nutriments pour la croissance des végétaux et étant considérés comme des facteurs de maîtrise de la croissance du phytoplancton.
Phytoplancton ou effets des proliférations végétales	Altération prenant en compte, à travers les teneurs en chlorophylle, le développement des micro-algues en suspension dans l'eau. La prolifération des algues, entraînant une dégradation de la qualité de l'eau, est liée à un excès de nutriments (phosphore et azote).

Les objectifs de qualité correspondent aux niveaux de qualité fixés pour un tronçon de cours d'eau à une échéance déterminée, afin que celui-ci puisse remplir la ou les fonctions jugées prioritaires (eau potabilisable, baignade, vie piscicole, équilibre biologique...). Ils se traduisent par une liste de valeurs à ne pas dépasser pour un certain nombre de paramètres. En outre, la Directive Cadre sur l'Eau impose aux États membres de l'Union Européenne de parvenir d'ici 2015 à un bon état écologique des eaux de surface européennes. Cet objectif peut être repoussé à 2021 ou 2027 pour les cours d'eau jugés secondaires ou rencontrant des difficultés particulières de protection et/ou de restauration.

Un état des lieux a été validé en 2015 par le SDAGE Loire-Bretagne pour les masses d'eau souterraines, s'appuyant sur une évaluation menée entre 2008 et 2013. Cet état des lieux a permis de qualifier l'état chimique, l'état quantitatif, la tendance et l'objectif assigné par le SDAGE pour chaque masse d'eau. Les objectifs de qualité suivants ont été définis.

- « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » (masse d'eau de rangs 1 et 2).
Objectif de bon état quantitatif en 2021 et de bon état chimique en 2027 en raison de la présence de nitrates.
- « Calcaires et marnes de l'infra-Toarcien au Nord du Seuil du Poitou » (masse d'eau de rangs 2 et 3).
Objectif de bon état quantitatif en 2015 et de bon état chimique en 2015.

État des lieux 2015 masses d'eau souterraines	Très Bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
« Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain »					
État quantitatif					
État chimique					
- dont paramètre « nitrates »					
- dont paramètre « pesticides »					

État des lieux 2015 masses d'eau souterraines	Très Bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
« Calcaires et marnes de l'infra-Toarcien au Nord du Seuil du Poitou »					
État quantitatif					
État chimique					
- dont paramètre « nitrates »					
- dont paramètre « pesticides »					

Source : Agende de l'Eau Loire-Bretagne (SDAGE Loire-Bretagne)

S'agissant des masses d'eau de surface, pour la commune de Coulombiers, un état des lieux a été réalisé de 2011 à 2014 sur l'état écologique global des principaux bassins versants de cours d'eau, *la Vonne, la Boivre et le Palais*. Les objectifs de qualité suivants ont été définis.

- *La Vonne* et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec *le Clain* :
Objectif de bon état écologique en 2027 et de bon état chimique non déterminé.
- *La Boivre* et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec *le Clain* :
Objectif de bon état écologique en 2021 et de bon état chimique non déterminé.
- *Le Palais* et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec *le Clain* :
Objectif de bon état écologique en 2021 et de bon état chimique non déterminé.

État des lieux 2011/2014 masses d'eau de surface	Très Bon	Bon	Moyen	Médiocre	Mauvais
La Vonne et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Clain					
État écologique					
État biologique					
État physico-chimique					
État des polluants spécifiques					
La Boivre et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Clain					
État écologique					
État biologique					
État physico-chimique					
État des polluants spécifiques					
Le Palais et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec le Clain					
État écologique					
État biologique					
État physico-chimique					
État des polluants spécifiques					

Réglementation concernant les plans d'eau

Les plans d'eau ont de nombreuses fonctions : loisirs, pêche, réserves pour l'irrigation... Ils sont souvent une composante de la culture locale et jouent un rôle social réel. Toutefois, leur multiplication entraîne des

conséquences néfastes sur les milieux : atteinte aux peuplements piscicoles et à la continuité écologique. Pour les plans d'eau existants, il est nécessaire de sensibiliser les propriétaires sur l'importance d'un entretien régulier des ouvrages visant à diminuer l'impact des vidanges sur l'environnement et empêcher l'introduction d'espèces indésirables dans l'environnement : poissons, écrevisses de Louisiane...

L'amélioration de la continuité écologique (cf. partie « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale » ci-après) peut passer par la déconnexion des plans d'eau en travers des cours d'eau (création d'un contournement).

Le SDAGE Loire-Bretagne, dans son objectif 1E, prévoit de limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau.

Classement des cours d'eau au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux nouveaux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

La commune de Coulombiers n'est pas concernée par un classement des cours d'eau la traversant.

Protection des migrateurs

La mesure 9A du SDAGE du bassin Loire-Bretagne définit des « axes Grands Migrateurs » (migrateurs amphihalins). Il s'agit de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire.

Ce classement a été élaboré à partir des connaissances disponibles au Printemps 2009 pour la mise en œuvre de mesures de protection et de restauration.

La commune de Coulombiers n'est pas concernée par un classement des cours d'eau la traversant.

Protection des zones humides

Le SDAGE Loire-Bretagne prévoit, dans son objectif 8, de « préserver les zones humides ».

La mesure 8A1 se rapporte spécifiquement aux Plans Locaux d'Urbanisme et aux documents d'urbanisme en tenant lieu en l'absence de SCoT approuvé sur le territoire.

En l'absence de SCoT, les plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales, conformément à l'article L.111-1-1 du code de l'urbanisme, doivent être compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE et dans les SAGE.

En l'absence d'inventaire précis sur leur territoire ou de démarche en cours à l'initiative d'une commission locale de l'eau, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale élaborant ou révisant son document d'urbanisme est invité à réaliser cet inventaire dans le cadre de l'état initial de l'environnement, à une échelle compatible avec la délimitation des zones humides dans le document.

Les PLU incorporent dans les documents graphiques des zonages protecteurs des zones humides et, le cas échéant, précisent dans le règlement ou dans les orientations d'aménagement et de programmation, les dispositions particulières qui leur sont applicables en matière d'urbanisme. Ces dispositions tiennent compte des fonctionnalités des zones humides identifiées.

En matière d'aménagement, les projets de la collectivité pouvant porter atteinte à une zone humide devront être compatibles avec la mesure 8B1 qui prévoit :

Les maîtres d'ouvrage de projets impactant une zone humide cherchent une autre implantation à leur projet, afin d'éviter de dégrader la zone humide.

À défaut d'alternative avérée et après réduction des impacts du projet, dès lors que sa mise en œuvre conduit à la dégradation ou à la disparition de zones humides, la compensation vise prioritairement le rétablissement des fonctionnalités.

À cette fin, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir la création ou la restauration de zones humides, cumulativement :

- équivalente sur le plan fonctionnel ;*
- équivalente sur le plan de la qualité de la biodiversité ;*
- dans le bassin versant de la masse d'eau.*

En dernier recours, et à défaut de la capacité à réunir les trois critères listés précédemment, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface, sur le même bassin versant ou sur le bassin versant d'une masse d'eau à proximité.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la doctrine nationale «éviter, réduire, compenser», les mesures compensatoires sont définies par le maître d'ouvrage lors de la conception du projet et sont fixées, ainsi que les modalités de leur suivi, dans les actes administratifs liés au projet (autorisation, récépissé de déclaration...).

La gestion, l'entretien de ces zones humides compensées sont de la responsabilité du maître d'ouvrage et doivent être garantis à long terme.

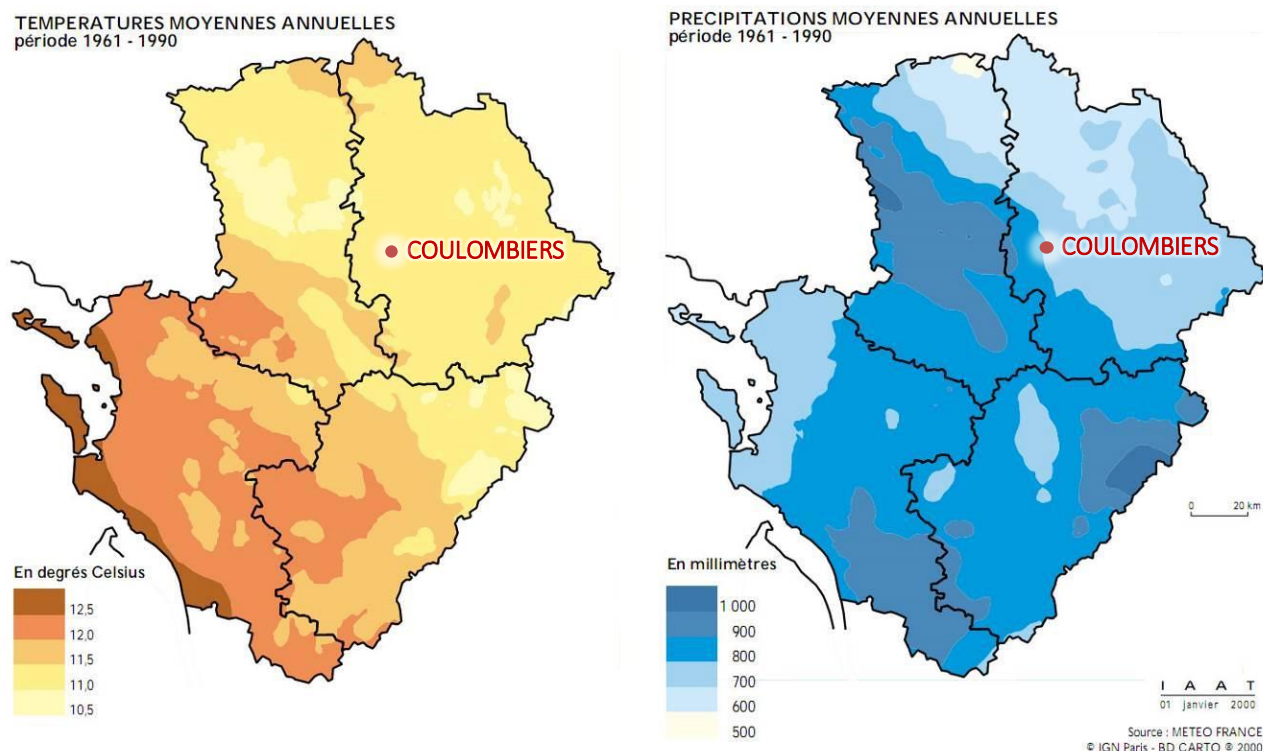
Aucun inventaire exhaustif des zones humides n'a été effectué sur le territoire de Coulombiers. Comme détaillé ci-après, plusieurs inventaires de « prélocalisation d'espaces à dominante humide » ont été réalisés, par photo-interprétation.

Ces inventaires de prélocalisation ne répondent pas aux principes définis par l'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009 et par l'article R.211-108 du Code de l'Environnement. Ils sont donc reportés à titre informatif, au chapitre « Analyse écologique de la commune, définition d'une trame verte et bleue locale » ci-après, en tant que « prélocalisation d'espaces à dominante humide » et doivent être compris comme la localisation d'enveloppes de probabilité.

Les prescriptions réglementaires afférentes sont précisées en pièce V du dossier de PLU et justifiées ci-après en partie « Justification des choix liés à la réglementation du droit des sols ».

CONTEXTE CLIMATIQUE

Le climat local présente un caractère doux et sec affirmé. La hauteur assez modérée des précipitations s'explique en particulier par un effet d'abri généré par les faibles reliefs de la Vendée et de la Gâtine. Ces secteurs concentrent en effet les précipitations venues de l'Atlantique, ce qui assèche les masses d'air et réduit les précipitations sur une grande partie de la Vienne.



Source : Météo France, données IGN BD Carto - Réalisation IAAT (Janvier 2000)

Les données statistiques sur la climatologie au niveau du secteur d'étude proviennent de la station Météo-France de Poitiers-Biard (aéroport situé à l'Ouest de l'agglomération de Poitiers, à environ 14 kilomètres au Nord-Est du Bourg de Coulombiers). La période d'observation est suffisamment longue pour permettre d'étudier les précipitations, les températures et les vents de façon fiable et significative. Elle couvre ainsi 30 années, de 1981 à 2010 pour les températures et les précipitations.

Les températures

Les températures moyennes s'échelonnent de 4,6°C en hiver à plus de 19,4°C en été.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Températures moy. mini. (°C)	1,5	1,3	3,1	4,9	8,6	11,5	13,4	13,1	10,4	8,2	4,0	2,0
Températures mini. record (°C)	-17,9	-17,3	-13,1	-5,6	-2,7	0,8	1,5	0,8	0,8	-6,5	-10,0	-16,5
Températures moy. maxi. (°C)	7,8	9,3	12,9	15,5	19,5	23,2	25,8	25,7	22,2	17,4	11,5	8,2
Températures maxi. record (°C)	17,7	21,8	25,1	29,3	33,6	38,0	10,8	39,6	34,8	30,9	22,4	19,0

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

Les précipitations

Les précipitations annuelles sont de 685,6 mm par an en moyenne. 109 jours avec précipitations sont comptabilisés dans l'année. Les plus forts abats d'eau sont observés lors du passage des orages estivaux.

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Ht. moy. des précipitations (mm)	61,8	46,2	47,4	56,1	62,6	51,5	50,5	41,2	51,1	75,6	72,8	68,8
Ht. maxi. des précipitations (mm)	37,6	29,0	37,3	41,3	92,3	70,6	60,0	49,8	48,9	57,6	51,3	54,3

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

L'ensoleillement

On comptabilise en moyenne 1 888 heures d'ensoleillement par an à Poitiers, ce qui est relativement important. Il est également relevé 131 jours avec faible ensoleillement et 69 jours avec fort ensoleillement en moyenne annuelle.

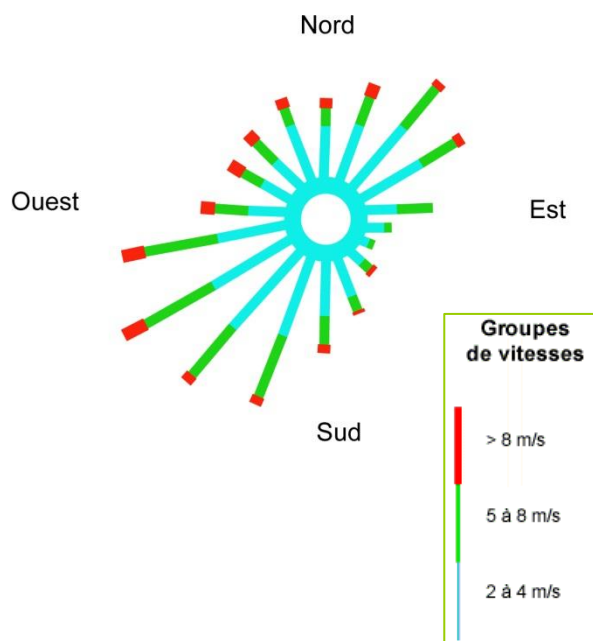
	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Durée d'ensoleillement moy. (h)	69,7	96,1	153,8	174,6	206,5	232,9	242,7	241,8	194,2	128,8	82,6	65,2
Durée d'ensoleillement maxi. (h)	101,5	160,3	227,4	316,0	294,6	302,5	300,4	303,3	298,6	181,9	127,4	124,7

Source : données météorologiques de la station Météo France de Poitiers

Les vents

Les vents dominants viennent de l'Ouest et du Sud-Ouest et apportent les précipitations venues de l'Atlantique. Les vents secondaires, quant à eux, viennent du Nord et du Nord-Est.

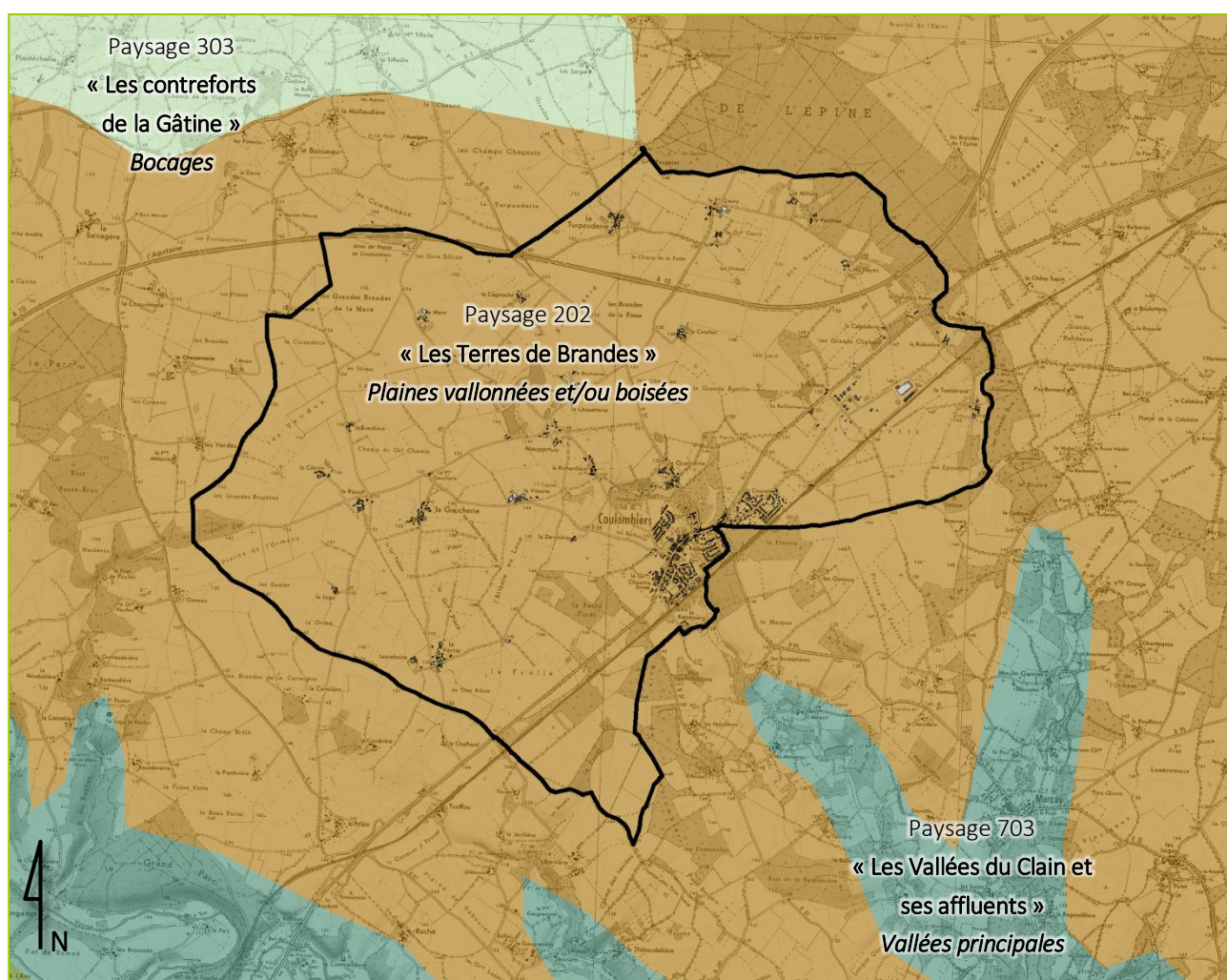
Données anémométriques
Rose des vents de Poitiers : fréquences en pourcentage des vents par groupe de vitesse et directions



■ CARACTÉRISTIQUES GLOBALES DES UNITÉS PAYSAGÈRES DE LA COMMUNE

Au regard de l'Atlas Régional des Paysages, réalisé par le Conservatoire Régional des Espaces Naturels en 2008, la commune de Coulombiers fait partie d'une seule unité paysagère, comme illustré sur la cartographie suivante.

Entités paysagères à Coulombiers et à proximité de la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Conservatoire Régional des Espaces Naturels, Atlas régional des paysages 2008 – Échelle : 1/60 000

Les « Terres de Brande » (plaines vallonnées et/ou boisées)

Cet ensemble paysager du centre et de l'Est de la Vienne est décrit de la manière suivante :

« La perception des paysages des plateaux des terres de brandes est principalement conditionnée par la platitude du relief, qu'occupent des cultures et des prairies sans originalité. On n'y trouve cependant pas les vastes amplitudes des plaines plates et dégagées : non seulement les parcelles n'ont pas le gigantisme des plaines d'openfields, mais en outre, la campagne est hérissée de nombreux motifs végétaux qui interviennent entre

l'observateur et l'horizon. Bosquets, haies, arbres isolés, s'articulent entre eux et aux cultures avec une certaine variété.

C'est probablement parce que ces combinaisons ne rencontrent aucun « paysage mental » auquel elles correspondraient, faute de représentation. Il en résulte, il est vrai, un certain ennui, du fait de la pauvreté des horizons, de la rareté du bâti, un ennui que renforce une certaine maigreur des motifs végétaux eux-mêmes. »

Source : Atlas Régional des Paysages de Poitou-Charentes

■ LES ENTITÉS PAYSAGÈRES PRÉSENTES SUR LA COMMUNE

Le paysage est le fruit de l'interaction historique entre l'Homme, ses activités et l'espace physique et naturel. Il est donc par nature évolutif et son historicité constitue une part importante de l'identité et de l'image renvoyée par le territoire. L'objectif du PLU sera d'accompagner cette évolution en maintenant une cohérence entre les interventions et aménagements actuels et les éléments qui composent ce paysage.

En dehors des espaces bâtis, les paysages de la commune sont caractérisés par la présence de trois entités paysagères : les espaces boisés, les espaces agricoles semi-bocagers et les espaces agricoles ouverts. Des éléments de modernité viennent ponctuer ces secteurs.

■ Les espaces boisés

Les espaces boisés couvrent une faible proportion du territoire communal mais en constituent néanmoins une des représentations dominantes, notamment depuis la RD 611. La présence de boisements autour du bourg permet l'intégration de celui-ci au sein du plateau agricole. De même, leur concentration le long du ruisseau de *La Rhune* au Nord-Est de la commune crée un sentiment de rupture avec les espaces périurbains de l'agglomération de Poitiers, toute proche. Ils jouent ainsi un rôle efficace de « ceinture verte ».

Les espaces boisés participent à la qualité du cadre de vie mais leur fragmentation altère leur attrait pour la randonnée ou les loisirs.



Boisements près de « La Richardière »

■ Les espaces agricoles semi-bocagers

Cette entité paysagère est le reliquat d'une organisation agricole du territoire initialement plus étendue et qui caractérisait le Pays Méluzin. La présence d'un maillage incomplet de haies bocagères à strates basses ferme les vues et donne un aspect verdoyant au territoire. L'activité agricole y est moins intensive, avec la présence récurrente de terrains non utilisés pour les productions.

Les espaces semi-bocagers sont localisés autour des principaux massifs boisés et assurent ainsi une transition douce avec les espaces agricoles ouverts. Outre leur fonction paysagère, ils possèdent également un rôle écologique important de corridor écologique diffus.



Haies bocagères au Nord-Ouest du Bourg

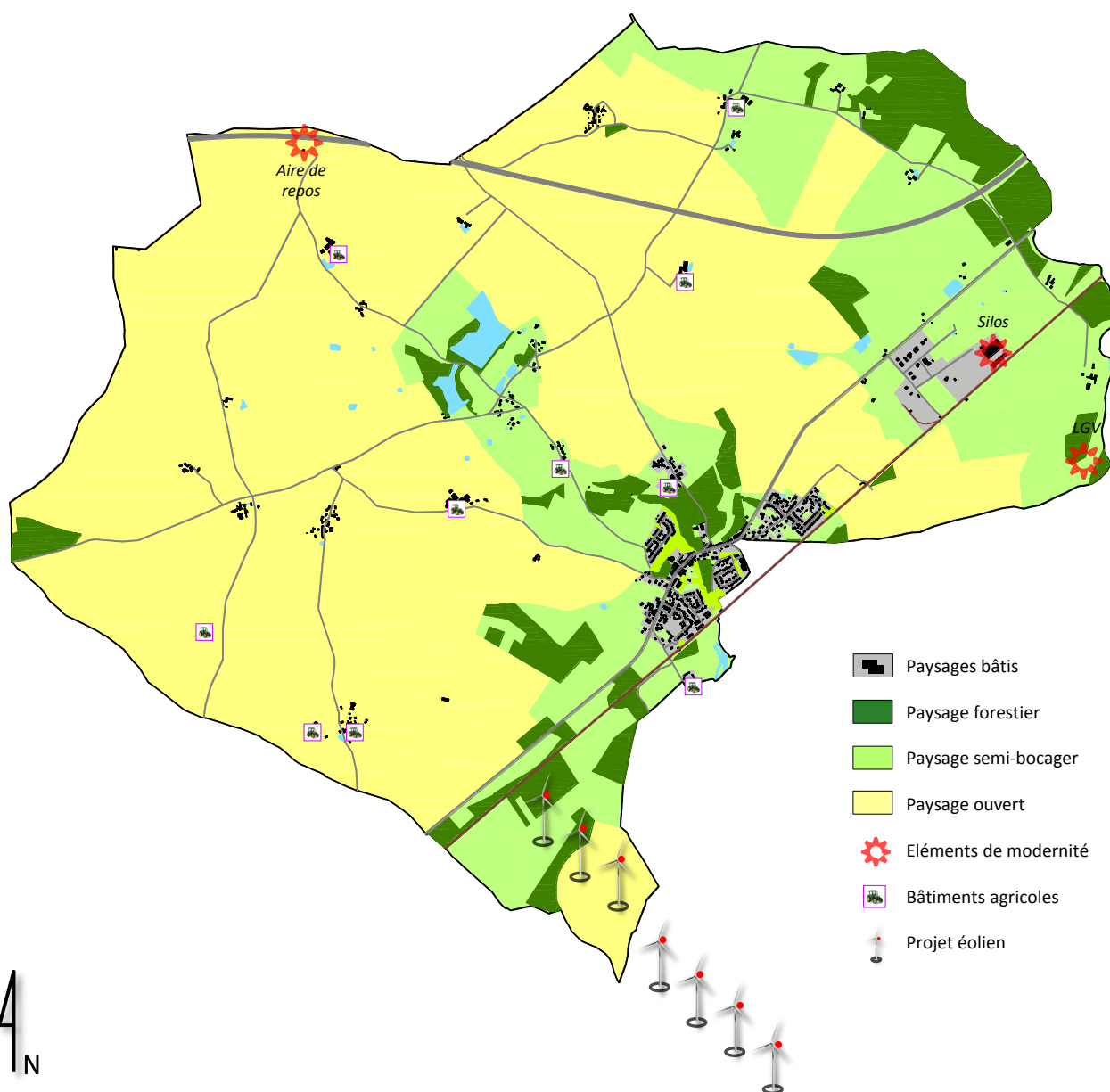
▪ Les espaces agricoles ouverts

Cette entité paysagère recouvre la très grande majorité du territoire communal. Il s'agit d'espaces dédiés aux grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, maïs...) et faiblement pourvus en éléments de végétation (haies, bosquets...). Les aménagements fonciers y ont fortement agrandi la taille des parcelles et les chemins d'exploitations y sont souvent rectilignes et calibrés. Sur ce plateau, les vues lointaines conduisent à mettre en valeur tout objet vertical : arbre isolé, bâtiment... En retour, toute nouvelle construction ou aménagement est susceptible d'y générer un impact visuel important.



Grands espaces agricoles autour du lieu-dit « Le Ripault »

Organisation paysagère du territoire communal



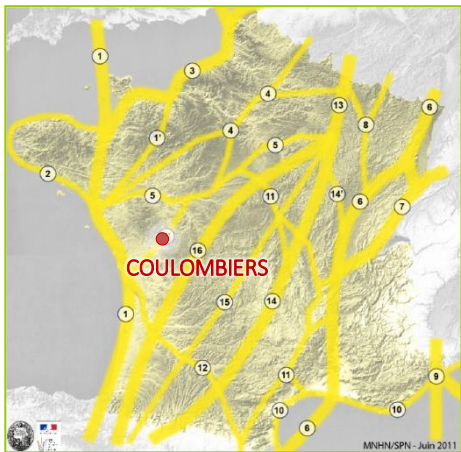
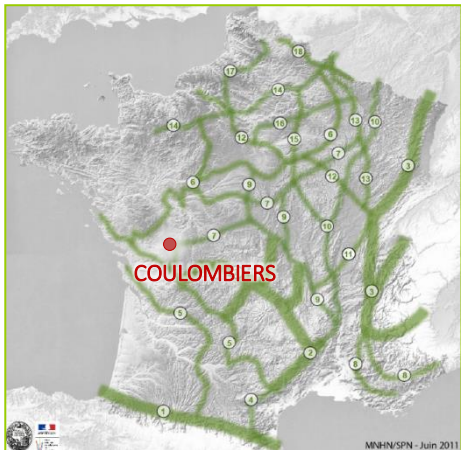
Échelle : 1/50 000

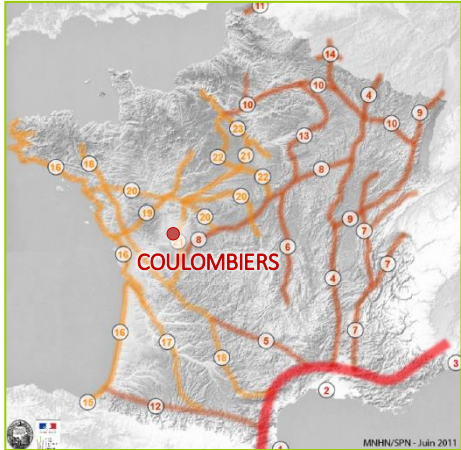
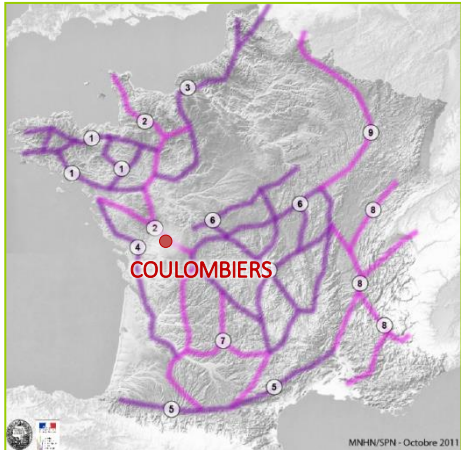
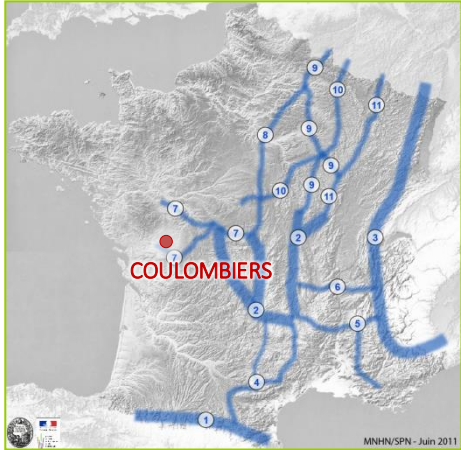
En raison de l'absence de topographie marquée, il n'existe pas de grandes perspectives paysagères. Dans ce contexte horizontal, l'aménagement du parc éolien des « Fontenelles », au Sud de la commune, constituera un événement visuel marquant sur le territoire.

LA COMMUNE DANS LES RÉSEAUX ÉCOLOGIQUES NATIONAUX ET RÉGIONAUX

■ LA COMMUNE DANS LE RÉSEAU NATIONAL DES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

Les informations contenues dans le document-cadre d'orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques permettent de localiser le territoire de Coulombiers au sein des grandes continuités écologiques suivantes.

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
VOIES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MIGRATIONS DE L'AVIFAUNE	
	<p>N°1' : Littoral atlantique, traversée de la Bretagne puis de la Manche jusqu'à l'Angleterre</p> <p>Prénuptial : Arrivée des oiseaux par la péninsule ibérique puis remontée jusqu'à l'Angleterre par la façade atlantique et la traversée de la Manche. Certains oiseaux coupent directement à travers l'intérieur des terres (matérialisé par les voies 1'), par exemple au niveau du Delta de la Gironde ou de l'embouchure de la Loire mais d'autres décrochés sont possibles aussi.</p> <p>Postnuptial : Retour des oiseaux d'Europe du Nord par la Manche longeant ensuite la façade atlantique pour rejoindre la péninsule ibérique.</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX BOISÉS	
	<p>N°7 : Axe longeant le Nord-Ouest du Massif Central. En se mêlant au 9, il se prolonge ensuite jusqu'à la Lorraine</p> <p>Longe le Massif Central au Nord-Ouest (répartition de <i>Hordelymus europaeus</i>), rejoint la Sologne puis remonte jusqu'à la Lorraine en passant par la Bourgogne et la Champagne-Ardenne.</p> <p>En Champagne-Ardenne, cette continuité de milieux fermés et plutôt calcicoles traverse le Sud du département de l'Aube (Barrois aubois) jusqu'au Barrois haut marnais.</p>

Localisation	Continuité(s) écologique(s) nationale(s) et description
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX OUVERTS THERMOPHILES	
	<p>N°21 : Seuil du Poitou permettant le passage vers le Bassin Parisien</p> <p>Dans la poursuite de la continuité 18, le seuil du Poitou permet le passage vers l'Ouest du Bassin Parisien où il rejoint la vallée de l'Essonne. Exemple d'espèce : <i>Pieris mannii</i> (Mayer, 1851).</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX BOCAGERS	
	<p>N°2 : Axe bocager depuis le Cotentin jusqu'au Massif Central</p> <p>Cette continuité part de la Basse-Normandie puis descend ensuite vers le Sud entre Laval et le Mans et traverse ainsi les paysages bocagers des Pays-de-la-Loire.</p> <p>La continuité poursuit ensuite à nouveau vers le Sud et arrive en Poitou-Charentes. La région Poitou-Charentes compte deux secteurs bocagers qui peuvent permettre une certaine continuité jusqu'au Massif Central : le Bressuirais, au Nord-Ouest de la région, et le Montmorillonnais, au Sud-Est de la région.</p> <p>Le système bocager du Nord-Ouest de Poitou-Charentes prolonge également le bocage vendéen. La continuité 2 se caractérise ainsi par l'existence d'une « branche » en provenance de l'embouchure de <i>la Loire</i> qui rejoint le Bressuirais.</p>
CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES D'IMPORTANCE NATIONALE DE MILIEUX OUVERTS FRAIS À FROIDS	
	<p>N°7 : Continuité longeant les contreforts du Massif Central dans sa partie Nord puis rejoignant la vallée de Germigny</p> <p>Le Sud et le Nord de Poitiers apparaissent comme participant d'une même continuité reliée au Nord du Massif Central. Cette continuité suit ensuite les contreforts du Massif Central pour remonter par la vallée de Germigny.</p>

Source : Document-cadre « Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques » - Annexe au Décret n°2014-45 du 20 Janvier 2014

Ces grandes continuités écologiques sont déclinées dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE), présenté ci-après.

■ LA COMMUNE DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE RÉGIONALE

Le Schéma Régional de Cohérence Écologique de Poitou-Charentes (SRCE)

■ État d'avancement du schéma

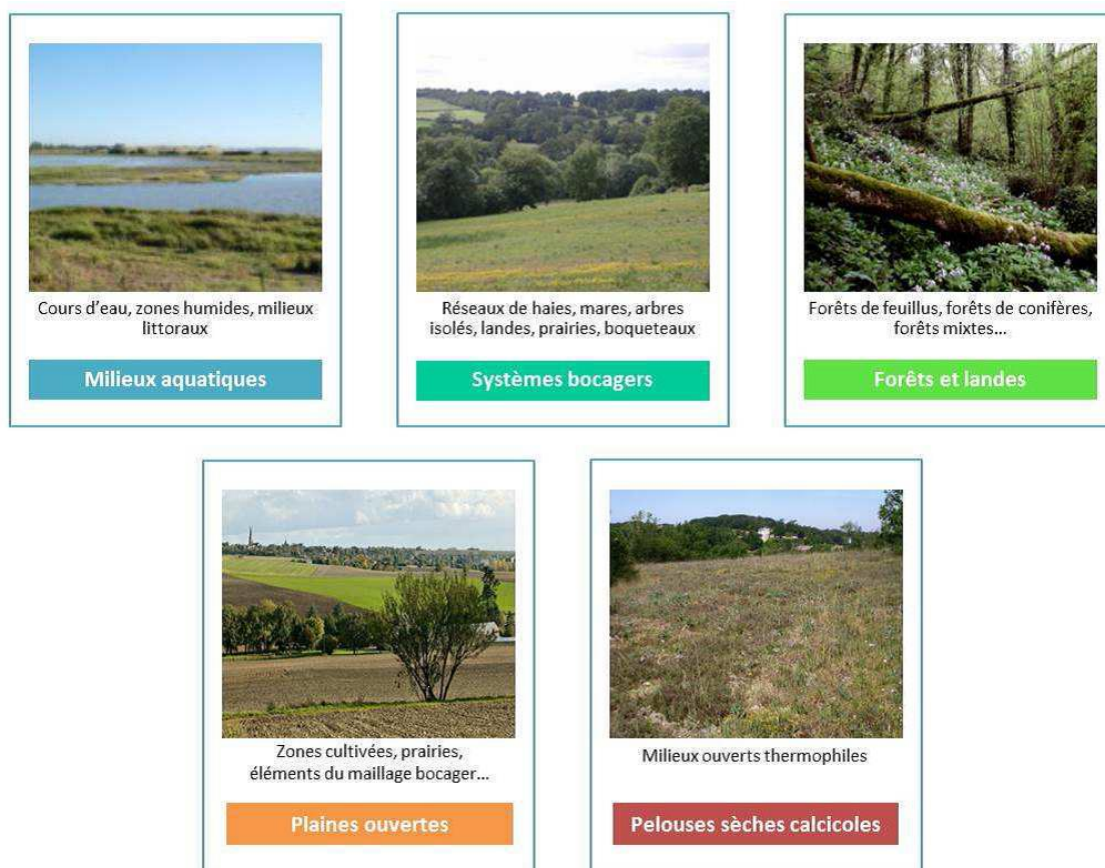
En attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la Région Nouvelle-Aquitaine, le territoire de Coulombiers est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014.

Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015. L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes.

■ Les sous-trames

En Poitou-Charentes, cinq sous trames ont été retenues afin de mieux identifier le réseau écologique régional. Elles sont représentatives des entités paysagères régionales et se rattachent aux grandes continuités nationales.

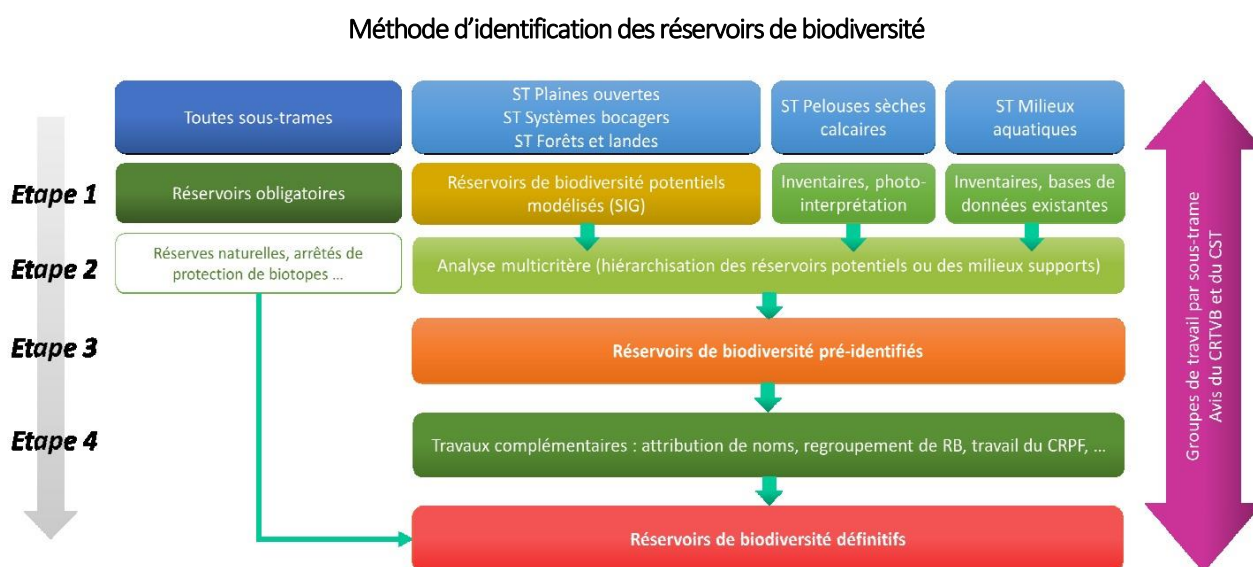


Sur un territoire donné, une sous-trame représente l'ensemble des espaces composés par un même type de milieu et le réseau que constituent ces espaces plus ou moins connectés. Ils sont composés de réservoirs de biodiversité, de corridors et autres espaces fréquentés régulièrement par les espèces typiques des espaces considérés.

▪ Les réservoirs de biodiversité

Basée sur l'analyse de l'occupation du sol et complétée par la prise en compte de la localisation des espèces, la méthodologie mise en œuvre pour identifier les réservoirs de biodiversité à l'échelle régionale vise l'identification objective, homogène et standardisée du réseau écologique du territoire. Les réservoirs de biodiversité de la région Poitou-Charentes ont été identifiés de manière différente selon les sous-trames :

- Modélisation et analyse multicritères pour les Systèmes bocagers, Plaines ouvertes et Forêts et landes.
- Recueil de données disponibles (inventaires, photo-interprétations, zonages existants...) et analyse multicritères pour les Pelouses sèches calcicoles et les Milieux aquatiques.



Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes (résumé non technique)

Les résultats obtenus ont ensuite été ajustés en groupes de travail.

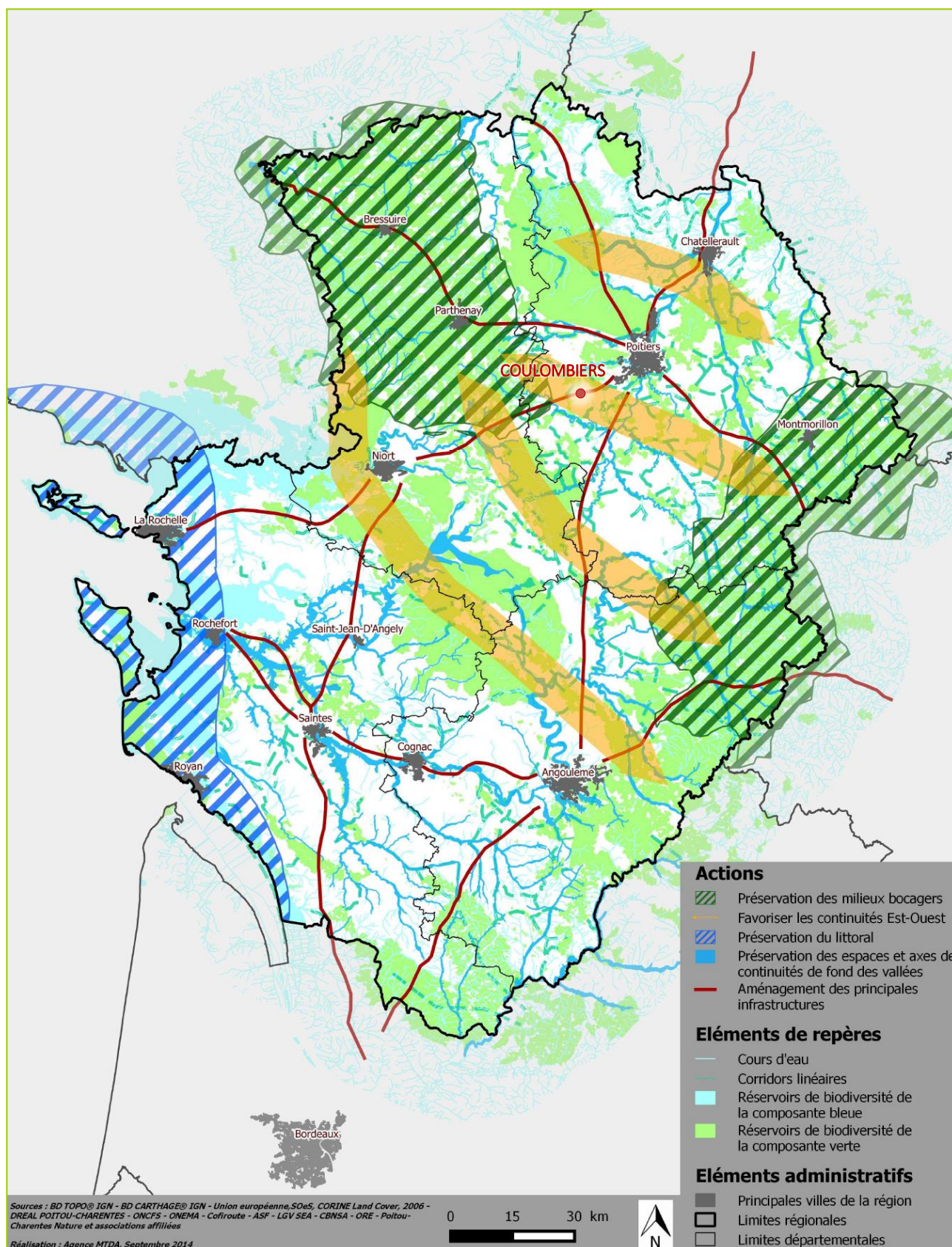
▪ Les corridors écologiques

Après identification des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, couloirs empruntés par la faune et la flore pour se déplacer entre les réservoirs, ont été mis en évidence. Au final, trois types de corridors ont été représentés en Poitou-Charentes :

- Les corridors linéaires, obtenus par la méthode du chemin de moindre coût, qui relient des groupes de réservoirs de biodiversité en eux.
- Les zones de corridors diffus, qui sont les zones favorables au déplacement des espèces entre réservoirs de biodiversité. Les corridors diffus et les chemins de moindre coût sont « multi-trames ». Les corridors identifiés s'affranchissent donc de la notion de sous-trame.
- Les corridors en pas japonais, qui ne concernent que la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles ».

Les données publiées dans ce document permettent de mettre en exergue les enjeux écologiques que porte ce territoire, à savoir la nécessité de maintenir et même de favoriser les continuités écologiques Est et Ouest entre les espaces bocagers du Montmorillonnais et ceux de la Gâtine.

La carte ci-après, issue du SRCE Poitou-Charentes, rend compte de cette exigence réglementaire régionale à laquelle le PLU doit répondre, dans une logique de compatibilité.

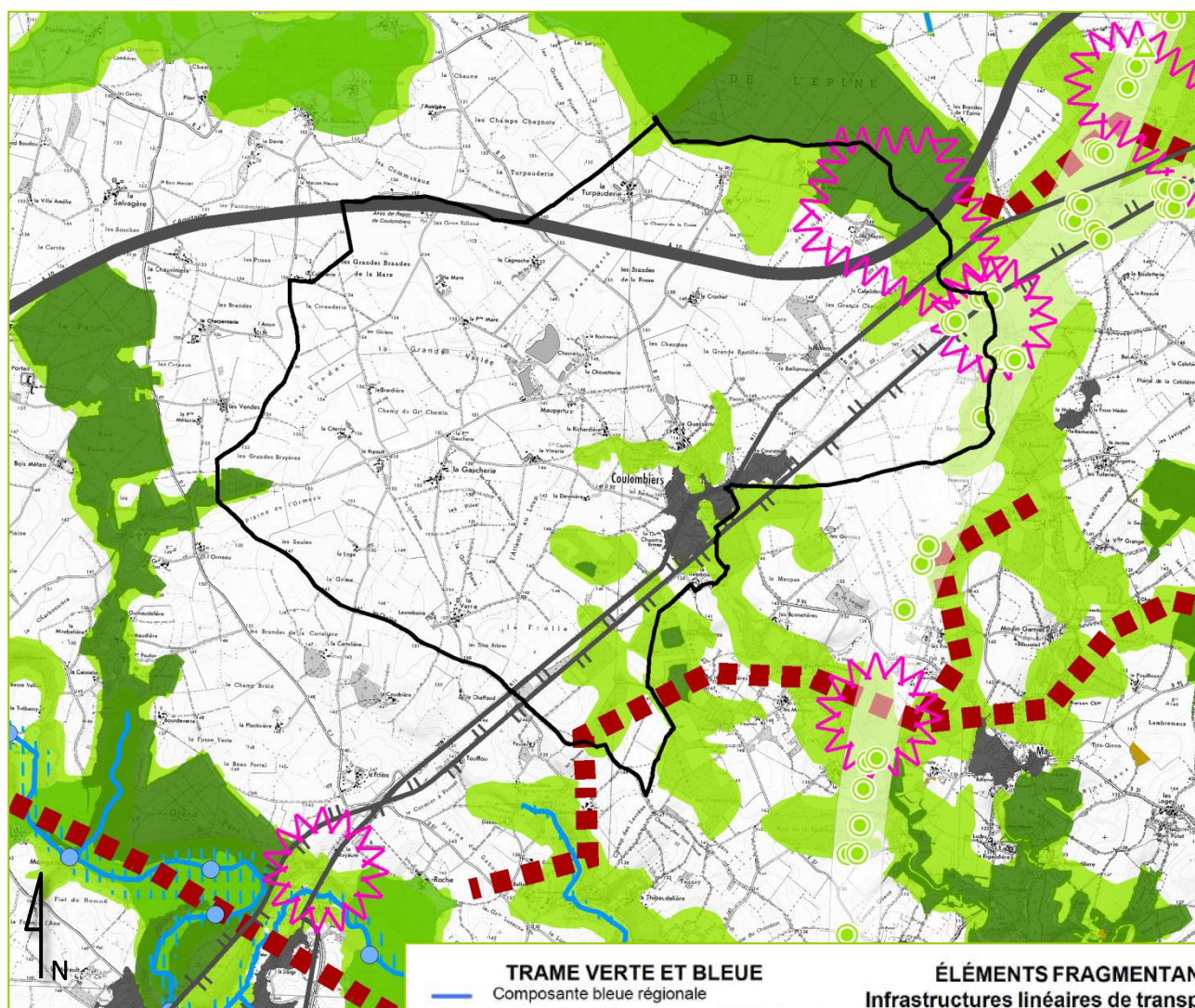


Source : Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes

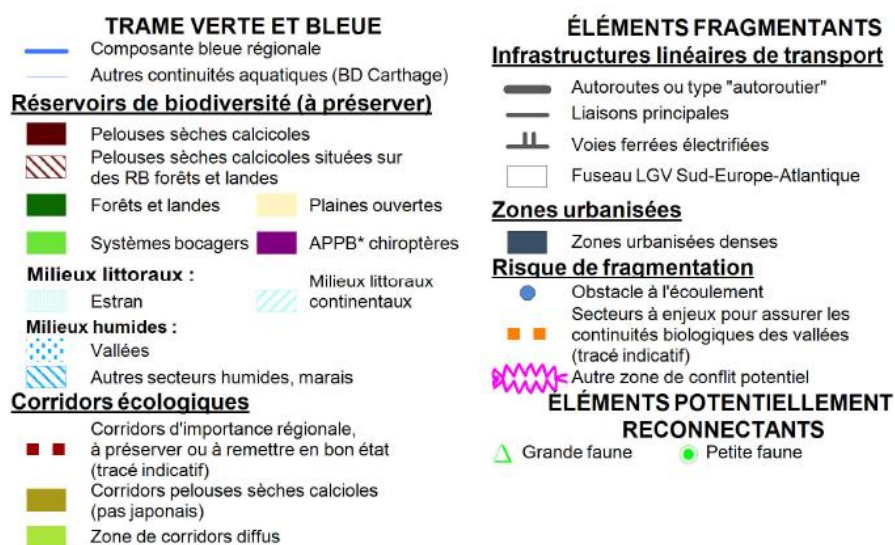
■ Enjeux écologiques identifiés sur la commune

La carte suivante, à plus grande échelle, permet de spécifier, pour le territoire de Coulombiers, les composantes de la Trame verte et bleue régionale jugées essentielles.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune et des alentours



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes
Échelle : 1/60 000



La publication des travaux destinés à identifier la trame verte et bleue régionale permet d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire qui comporte ainsi :

- **Deux réservoirs de biodiversité de la sous-trame « forêt et landes »** sur :
 - Le Bois du Tranchis, en limite Ouest de la commune.
 - La Forêt de l'Épine, en limite Nord-Est de Coulombiers.
- **Deux zones de corridors diffus** sur :
 - La lisière de la Forêt de l'Épine.
 - La lisière des boisements épars répartis au Sud de la commune.
- Un **corridor écologique d'importance régionale** sur ce dernier secteur, joignant les ensembles boisés de Cloué et Lusignan avec ceux de Marçay.

Il est à noter qu'un nombre significatif d'éléments fragmentants peuvent être en conflit avec les corridors écologiques reliant ces nombreux réservoirs de biodiversité :

- Pour la trame verte, les voies de grande circulation que sont l'autoroute A10, la RD 611, ainsi que la voie ferrée TGV Paris / Poitiers / La Rochelle.
- Pour la trame verte, le fuseau de la Ligne à Grande Vitesse « Sud-Europe-Atlantique » (LGV SEA), qui longe la limite Est de Coulombiers, présente des possibilités de fragmentation, mais aussi de reconnexion.

ANALYSE ÉCOLOGIQUE DE LA COMMUNE, DÉFINITION D'UNE TRAME VERTE ET BLEUE LOCALE

■ ANALYSE DE TERRAIN LIMINAIRE DES MILIEUX ÉCOLOGIQUES

Préambule

Les investigations de terrain ont été réalisées dans le courant du mois de Juin 2016. De ce fait, compte-tenu de la période et dans un souci de rigueur scientifique, il ne sera évoqué que des potentialités. La présence ou l'absence d'espèces est corrélée à de nombreux facteurs qui sont propres à chaque site. Ces facteurs sont liés aux conditions édaphiques des sols, à la gestion anthropique, à l'histoire du site, aux variations du climat (réchauffement climatique), à la dynamique des populations animales ou végétales (populations isolées, système métapopulationnel...), à la biocénose (espèces liées les unes aux autres), autant de rouages qui, si un élément venait à être modifié, entraînerait l'absence d'espèces alors que tout semble propice. *A contrario*, des espèces dont la biologie est méconnue sont observées sur des sites où on ne les attendait pas.

Seule l'observation directe d'une espèce peut permettre d'affirmer sa présence. A l'inverse, l'absence de preuve n'étant pas la preuve de l'absence, des espèces peuvent passer inaperçues lors d'une saison, selon leur biologie (cycles), les facteurs extérieurs (météorologie, fluctuation des effectifs et des comportements, etc.). Qui plus est, en écologie, les observations sont issues de données prises à un instant donné, dans un environnement spécifique qui est lui-même amené à évoluer, de façon naturelle ou anthropique.

De plus, un site où une espèce n'est pas observée depuis plusieurs années peut tout à fait la voir réapparaître à la faveur d'une gestion conservatoire. Ceci est fonction de l'écologie de l'espèce et de ses habitats. Ce peut être le cas dans un système métapopulationnel avec des zones-sources et des zones-puits, connectées par des corridors écologiques. Ce concept est matérialisé par la trame verte et bleue.

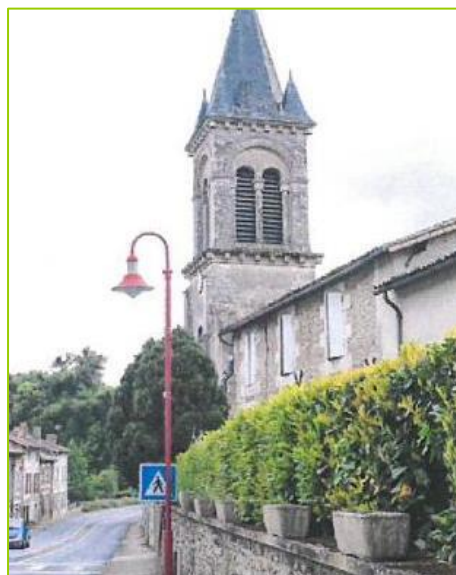
Introduction

La commune est traversée par un cours d'eau, *le Palais*. Elle possède également une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I, l'Étang de Maupertuis et une partie restreinte d'une seconde ZNIEFF de type I, la Forêt de l'épine. Essentiellement agricole, le territoire présente quelques zones boisées autour du Bourg de Coulombiers et le long du *Palais*. Il est à noter la présence de nombreuses haies dans les zones cultivées ayant le potentiel de corridor écologique pour les espèces (papillons, reptiles, oiseaux, petits mammifères).

Le patrimoine bâti

Les églises sont souvent utilisées par des colonies de reproduction de chauve-souris et/ou par des rapaces nocturnes. Il conviendra de veiller à ce maintien d'accessibilité pour ces groupes d'espèces en cas de restauration. De simples recherches à de bonnes périodes permettent de mettre en évidence des colonies non connues de chauve-souris.

Il a été observé par ailleurs une population importante d'Hirondelles de fenêtre, preuve de l'intérêt des habitations et locaux environnants pour cette population. La préservation de ces lieux de vie est à maintenir, tout en les aménageant au besoin en cas d'inconvenance.



L'église et le clocher dans le Bourg de Coulombiers

Les milieux aquatiques

Le Palais est un petit cours d'eau permanent traversant la commune. Les abords de ce dernier sont plutôt artificialisés mais pourraient servir de lieu de vie pour des espèces avec quelques aménagements (amphibiens, insectes, plantes aquatiques). Ce cours d'eau possède des zones ouvertes et d'autres fermées (voire paragraphes sur les zones prairiales et forestières, ci-après), augmentant ainsi le nombre de niches écologiques et donc, potentiellement, le nombre d'espèces. Le lavoir est un patrimoine bâti et culturel, vestige du passé de la commune, sur lequel s'ajoute aujourd'hui le patrimoine naturel, servant de lieu de vie et de reproduction pour de nombreuses espèces (insectes, amphibiens, etc.). Le contexte environnant est lui aussi intéressant.



Le Palais



Le lavoir dans son environnement

Les mares du territoire présentent un potentiel patrimonial important, qu'il s'agisse de mares forestières ou bien de mares de milieux plus ouverts telles les prairies. Ces milieux sont à la fois des lieux de vie et de reproduction de nombreuses espèces comme les amphibiens (tritons, grenouilles et salamandres). Les amphibiens ne sont pas les seules espèces pour lesquelles les mares sont vitales ; les libellules et de nombreux autres insectes s'y reproduisent. Il s'agit également d'un habitat pour une flore spécifique. Il convient de surveiller le contexte paysager dans lequel s'inscrit ce biotope. Ainsi, les mares forestières ne sont pas à dissocier des bois dans lesquels on peut les trouver.

Concernant les mares situées sur le domaine privé (champs, parcelles de pacage, jardins privés...), la préservation et la valorisation sont possibles à travers une sensibilisation auprès des propriétaires.

Le moindre point d'eau, même temporaire, possède un intérêt dans la préservation de la biodiversité communale, en tant que site de reproduction pour de nombreuses espèces. À l'inverse, les mares non naturelles, dont le seul but est d'ordre esthétique ou fonctionnel, présentent un faible intérêt écologique. La végétation y est souvent plus ornementale que naturelle, le tout étant peu propice à la faune liée à ces milieux.



Mare forestière, aux abords de « La Chouetterie »



Mare en milieu ouvert, à l'Ouest de l'étang de Maupertuis



Mare ornementale



Fossé intéressant en bord de route

Les lieux de pêche (publics ou privés), comme aux abords du lieu-dit « La Pazioterie », sont également notables. Leur intérêt pour beaucoup d'espèces (libellules, oiseaux, amphibiens), tant pour la reproduction que pour l'hivernage, peut être sensible en fonction la gestion pratiquée sur étang et son pourtour.

Les fossés rencontrés le long des bords de route, comme illustré ci-dessus, peuvent enfin présenter un intérêt. Qu'elle soit temporaire ou pérenne, la possible présence d'eau dans ces fossés, favorable à certaines espèces (plantes et amphibiens), justifie leur préservation.

Les milieux prairiaux

En ce qui concerne les milieux prairiaux, il convient de préciser qu'au-delà de leur simple présence, ceux-ci ont un intérêt en fonction de la gestion qui y est pratiquée (dates de fauche, pression de pâturage...), ainsi que de la nature du sol (humide ou sec).

Toutes ces zones sont des lieux de vie et de reproduction pour de nombreux insectes (orthoptères, papillons...), ainsi que pour de nombreuses plantes (à fleurs ou non). Elles sont également des zones de nourrissage pour les oiseaux, les mammifères et les reptiles.

Le territoire présente, par sa topographie et son réseau hydrographique, deux types principaux de prairie, humide le long de la vallée alluviale, et celles rencontrées en majorité sur les terres agricoles. De belles plaines humides sont visibles sur le chemin menant du lavoir de Coulombiers vers le parc de jeux. Ces lieux sont d'autant plus à fort potentiel s'ils sont entourés de zones boisées comme le parc du château.



Chemin entre le lavoir et le parc de jeux



*Plaine humide (en arrière-plan),
entourée d'une zone boisée*

Les zones de cultures

Bien que les prairies humides présentent plus d'intérêt écologique que les zones cultivées, par la diversité des espèces végétales et animales rencontrées, par leur capacité de refuge (lieu de vie, de nourrissage et de reproduction), il ne faut cependant pas occulter le potentiel des plaines agricoles. En effet, toutes ces zones sont des lieux de vie et de reproduction pour de très nombreux insectes (orthoptères, papillons...), ainsi que pour de nombreuses plantes messicoles (Chrysanthème des moissons, Bleuet, Adonis, Nielle des blés, etc.). Le contexte de production intensive (utilisation d'herbicides et autres produits phytosanitaires) rend peu probable le développement potentiel de ces messicoles. Toutefois, en fonction des actions entreprises par les agriculteurs pour la préservation de haies, une biodiversité intéressante peut apparaître et subsister. Ces plaines sont aussi des zones de nourrissage pour les oiseaux (rapaces et avifaune de plaine), mais également pour les mammifères et les reptiles.

Les terres agricoles présentent des nuances sur le territoire communal. Au Nord et à l'Ouest (lieux-dits « Les Brandes de la Fosse », « Les grandes Brandes de la mare »...), elles sont de grande superficie, peu arborées, et proposent un faible potentiel. Celles situées plus au Sud, sont plus petites et présentent un réseau de haies parcellaires. Elles semblent plus intéressantes pour créer ou maintenir des corridors écologiques. Toutefois, certains lieux peuvent être intéressants, au Nord, comme le site de « La Cagnoche » où se trouve une mosaïque de paysages : plaines céréalières, prairies fauchées, haies isolées et présence d'un fossé enherbé.

Un environnement difficilement classable est à prendre en considération dans cette analyse. Il s'agit de ces lieux traversés par la nouvelle Ligne à Grande Vitesse. Son pouvoir écologique est binaire. Là où elle peut être un frein, sorte de « rift » écologique impossible à traverser pour de nombreuses espèces, elle peut devenir une zone pionnière pour des espèces floristiques adaptées à de tels milieux transformés par les travaux occasionnés. L'apparition de cette végétation spécifique a pour conséquence le développement d'un

tout nouvel écosystème (insectes en premier lieu, puis avifaune). Cet « effet » peut aussi se remarquer au niveau des friches industrielles. Il ne faut donc pas éluder le potentiel écologique de ces dernières.

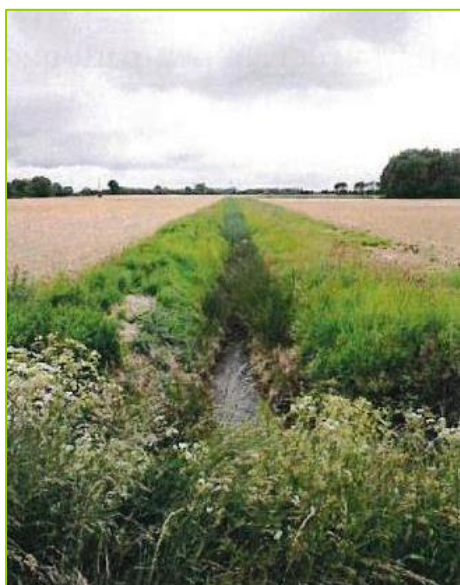
Enfin, le bord des routes et des chemins constituent des milieux prairiaux importants au regard de leur linéaire à l'échelle d'une commune. Ils sont souvent les derniers refuges pour de nombreuses espèces telles que les plantes, les papillons et les insectes pollinisateurs.



Grande plaine céréalière



Zone pionnière avec la LGV en arrière-plan



Site de « La Cagnoche » : présence d'un fossé avec bords enherbés en zone cultivée



Friche industrielle

Les milieux boisés

Il n'a pas été noté la présence de boisements patrimoniaux en matière d'habitats. Toutefois, ils sont le lieu de vie d'espèces patrimoniales comme les oiseaux, les mammifères et de nombreux insectes.

Le milieu boisé n'est pas présent sur la commune en grands ensembles, exception faite, près de Coulombiers, le long de la vallée alluviale et, dans la partie Nord-Est du territoire, aux abords de la Forêt de l'Épine (ZNIEFF de type I). Sur la zone forestière faisant partie du territoire communal, cette forêt est sujette à exploitation (futaie) et conserve un intérêt écologique, en tant que zone de refuge et de reproduction.

La commune présente néanmoins plusieurs petites zones boisées, essentiellement des bosquets et, surtout, un fort maillage de haie qu'il convient de préserver voire de développer. Certaines zones présentent une faible variété de haies tandis que d'autres présentent toutes les strates représentatives (herbacées, arbustives et arborées), apportant ainsi de beaux corridors écologiques entre les zones boisées et, également, des lieux de repos, de reproduction et de nourrissage pour de nombreuses espèces (insectes,

oiseaux, mammifères). L'effet est d'autant plus important que ces haies sont denses, offrant protection contre les facteurs extérieurs (météorologie, prédateurs...).

Dans l'éventualité d'actions de développement ou de création de haies, il conviendra de porter une attention particulière aux essences utilisées ainsi qu'à la manière de les planter. Il est préférable d'utiliser des essences locales et d'éviter les bâches, facilement déchirées et éparpillées.



Présence de haie et d'arbres isolés en zone cultivée



Haie basse en partie droite de la route et haie haute en partie gauche



Chemin de randonnée à proximité de la LGV avec présence de haies multistrates



Forêt de l'Épine

Les arbres isolés à conserver

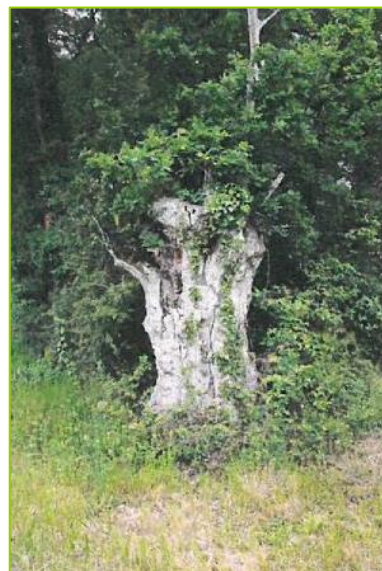
Les vieux arbres, dont certains sont recouverts de lierre, servent à des espèces remarquables comme les oiseaux ou les chiroptères. Même morts, ces arbres continuent à jouer un rôle comme abri et site de reproduction pour la biodiversité (insectes...). Il est alors intéressant d'en conserver, dans la limite du cadre de sécurité (risque de chute de branches sur les zones publiques et de passages).



Arbre mort ne présentant aucun risque pour les riverains



Arbre sénéscent utile pour les rapaces (repos et guêt)



Arbre mort utile pour les insectes

Conclusion

La commune de Coulombiers possède une mosaïque de paysages à conserver. Sans toutefois posséder de grandes zones à fort potentiel, hormis la vallée alluviale où coule *le Palais*, le territoire possède des qualités propres à la conservation d'une biodiversité intéressante.

Les plaines agricoles du Nord de la commune ne présentent pas un intérêt significatif mais recèlent une nature « ordinaire ». Les zones cultivées du Sud et de l'Ouest fonctionnent sous la forme de plus petites parcelles avec un réseau de haies multistrates, de petits massifs forestiers et de bosquets. Cette conservation de tels corridors écologiques est à encourager.

Le maillage et la diversité des haies est un autre point remarquable. À l'échelle de la commune et en dehors de ses limites, ces milieux sont des habitats préférentiels pour de nombreuses espèces patrimoniales et servent de corridors écologiques entre les diverses zones boisées parcourant le territoire (et au-delà de celui-ci). Ceci assure un brassage génétique des populations animales dans le contexte généralisé de fragmentation des habitats. Il convient de préserver ces haies, de laisser toutes les strates rencontrées (des bandes herbacées aux arbres) autant que possible, et en privilégiant les essences locales en cas de nouvelle plantation ou d'étoffement.

Les milieux aquatiques sont peu présents, à l'exception de la vallée alluviale, du fait du faible réseau hydrographique présent sur le territoire. Comme dans la zone du lavoir et près du parc arboré du château, il est bon de continuer à préserver les prairies humides, les abords des zones aquatiques, lieux à fort potentiel biologique. Il est donc préférable de ne pas impacter le cours d'eau et ses environs. Il existe par ailleurs un réseau intéressant de mares, variées par leur dimension, leur diversité et leur localisation : mares forestières et mares ouvertes sont à préserver particulièrement, notamment pour la végétation et les animaux y vivant (insecte, amphibien).

Enfin, certaines particularités du territoire, éphémères ou contextuelles, sont à prendre en considération. Ainsi, les arbres morts ou sénescents, si tant est qu'il n'y ait aucun danger pour la population, sont à préserver. Ce sont des habitats d'importance pour de nombreuses espèces (insectes, oiseaux). Les zones transformées par l'Homme (autour de la LGV notamment) peuvent devenir des zones pionnières avec l'apparition de nombreuses essences végétales liées à ce type d'environnement, attirant tout un cortège associé à ce dernier (notamment les insectes).

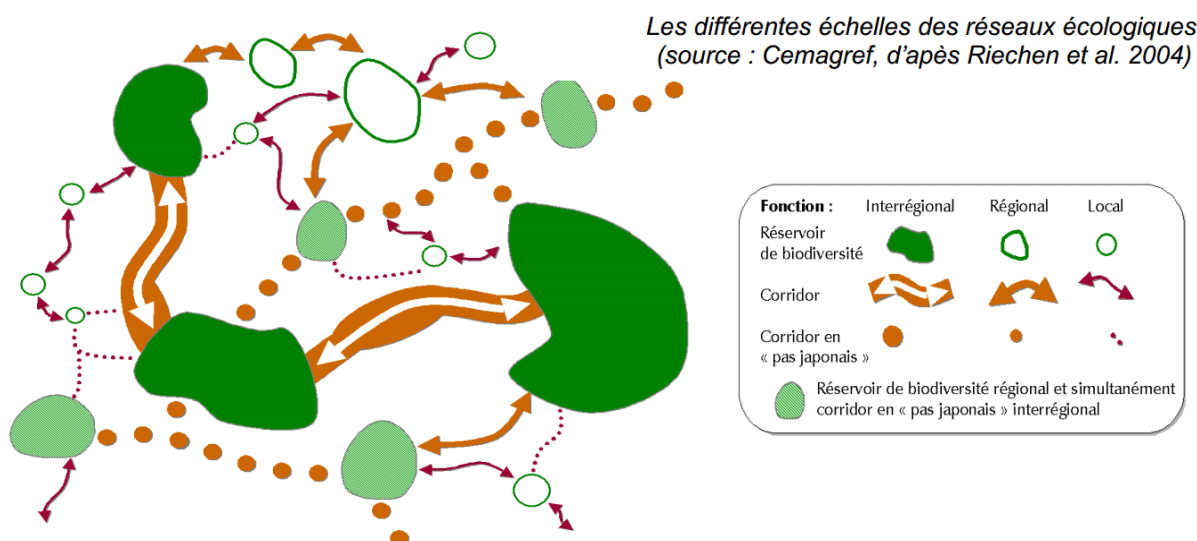
■ DÉFINITION DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

La définition du concept de Trame verte et bleue est donnée en référence au Document-cadre « **Orientations nationales pour la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques** », annexé au Décret n°2014-45 du 20 Janvier 2014.

*« La Trame verte et bleue, **réseau écologique formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques** (identifiées par les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique ainsi que par les documents de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels des dispositions législatives reconnaissent la compétence d'identifier, de délimiter ou de localiser ces continuités), est un outil d'aménagement durable du territoire qui contribue à enrayer la perte de biodiversité, à maintenir et restaurer ses capacités d'évolution et à préserver les services rendus, en prenant en compte les activités humaines.*

La Trame verte et bleue contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau. Elle doit permettre aux espèces animales et végétales de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les continuités écologiques constitutives de la Trame verte et bleue comprennent deux types d'éléments : des « réservoirs de biodiversité » et des « corridors écologiques ».



La Trame verte et bleue d'un territoire constitue par elle-même un réseau écologique dont la fonctionnalité repose sur la préservation ou la remise en bon état des continuités écologiques qui le composent. La préservation des continuités écologiques vise au moins le maintien de leur fonctionnalité. La remise en bon état des continuités écologiques vise le rétablissement ou l'amélioration de leur fonctionnalité. Cette fonctionnalité des continuités écologiques s'apprécie notamment au regard :

- de la diversité et la structure des milieux qui leur sont nécessaires et de leur niveau de fragmentation ;
- des interactions entre milieux, entre espèces et entre espèces et milieux ;
- de la densité nécessaire à l'échelle du territoire concerné.

La fonctionnalité de la Trame verte et bleue sur un territoire sera confortée par la qualité écologique des espaces situés en dehors des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques, et leur contribution au fonctionnement écologique global du territoire. »

Éléments de cadrage juridique

Article L371-1 du Code de l'Environnement

I. - La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. À cette fin, ces trames contribuent à :

- 1° Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique ;
- 2° Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques ;
- 3° Mettre en œuvre les objectifs visés au IV de l'article L.212-1 et préserver les zones humides visées aux 2° et 3° du III du présent article ;
- 4° Prendre en compte la biologie des espèces sauvages ;
- 5° Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- 6° Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

II. — La trame verte comprend :

- 1° Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;
- 2° Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;
- 3° Les surfaces mentionnées au I de l'article L.211-14.

III. — La trame bleue comprend :

- 1° Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'article L.214-17 ;
- 2° Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'article L.212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'article L.211-3 ;
- 3° Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III.

[...]

Article R371-19 du Code de l'Environnement

I. — Les continuités écologiques constituant la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

II. — Les réservoirs de biodiversité sont des espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante, qui abritent des noyaux de populations d'espèces à partir desquels les individus se dispersent ou qui sont susceptibles de permettre l'accueil de nouvelles populations d'espèces.

Un réservoir de biodiversité peut être isolé des autres continuités de la trame verte et bleue lorsque les exigences particulières de la conservation de la biodiversité ou la nécessité d'éviter la propagation de maladies végétales ou animales le justifient.

Les espaces définis au 1° du II de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité.

III. — Les corridors écologiques assurent des connexions entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie.

Les corridors écologiques peuvent être linéaires, discontinus ou paysagers.

Les espaces mentionnés aux 2° et 3° du II de l'article L.371-1 constituent des corridors écologiques.

IV. — Les cours d'eau, parties de cours d'eau et canaux mentionnés au 1° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent à la fois des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Les zones humides mentionnées au 2° et au 3° du III de l'article L.371-1 constituent des réservoirs de biodiversité ou des corridors écologiques ou les deux à la fois.

■ LA PRISE EN COMPTE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE DANS LES DOCUMENTS D'URBANISME

La Loi prévoit que « *les collectivités territoriales [...] prennent en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents [...] d'urbanisme* ».

Cette notion de « prise en compte » induit une obligation de compatibilité sous réserve de possibilités de dérogation pour des motifs déterminés, avec un contrôle approfondi du Juge sur la dérogation.

Dans le cadre des Plans Locaux d'urbanisme, la compatibilité est appréciée au regard des objectifs de préservation de la biodiversité ainsi que du maintien et de la restauration des continuités écologiques exprimés dans les articles L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

Afin de mettre en œuvre ces orientations et en complément des autres outils réglementaires du PLU, l'article R.151-43 du Code de l'Urbanisme donne la possibilité de définir « *les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état* ».

Le respect de ces objectifs et la mise en place d'une programmation environnementale nécessitent d'identifier au préalable les éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale. Les données qui suivent constituent un support de réflexion en ce sens.

■ MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION PARTICIPATIVE ET DE RECENSEMENT

La définition de la Trame verte et bleue de Coulombiers a été élaborée de manière participative.

Un premier travail technique du bureau d'études a permis de collecter les données bibliographiques disponibles, de procéder à des analyses de terrain et des analyses par photo-interprétation et de concevoir un état initial de la Trame verte et bleue. Ce travail a été mené de Juillet 2015 à Janvier 2016.

À l'occasion de la réunion du 26 Janvier 2016, cette première approche a été présentée à un groupe de travail « Trame verte et bleue », constitué pour l'occasion et composé d'élus et de membres de la société civile.

Par la suite, celui-ci a confirmé, par un travail d'analyses de terrain et d'inventaires, les données compilées par le bureau d'études. À l'exception des données périmétrales réglementaires (ZNIEFF), les groupes ont pu confirmer ou infirmer par des observations *in situ* la présence des boisements, haies et mares répertoriés en première approche.

Les éléments exposés ci-après sont le résultat de ces deux approches.

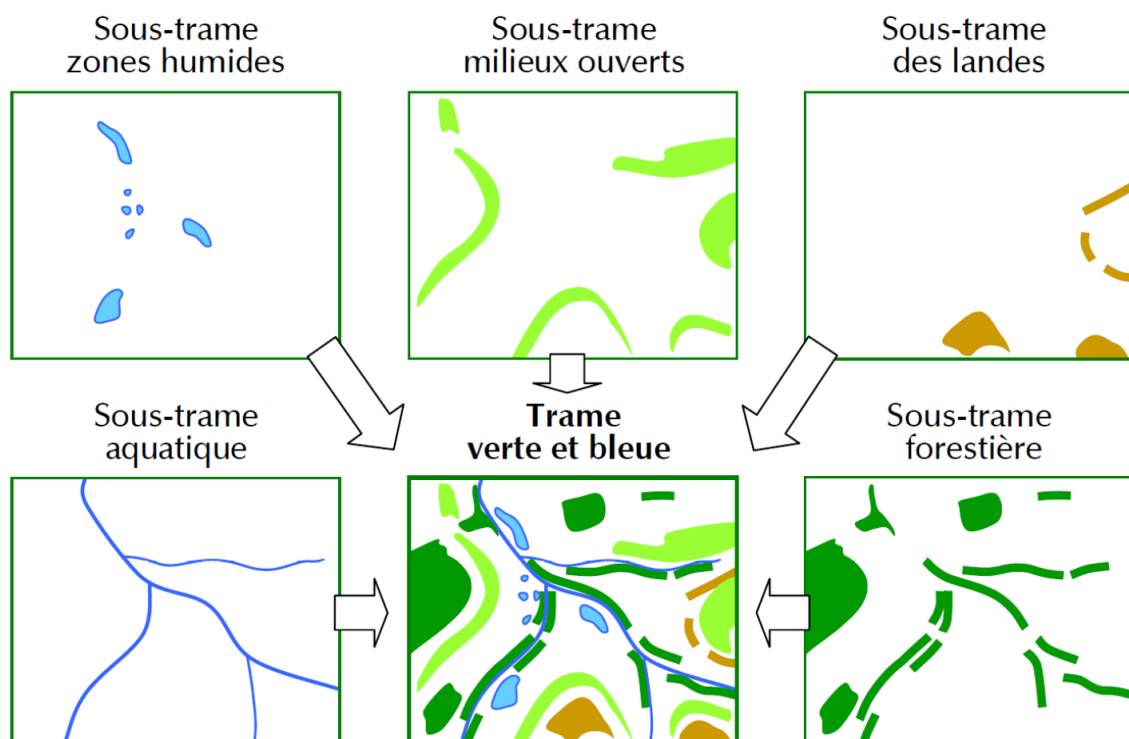
Par juxtaposition, ces éléments ont permis de dresser la structure de la trame verte et bleue communale et de faire émerger les enjeux sur le territoire.

Ainsi, le travail de recensement s'est attaché à déployer une méthode cumulative, sur chacun des éléments suivants.

ÉLÉMENTS GÉNÉRAUX DE PROTECTION ET DE CONNAISSANCE	<ul style="list-style-type: none"> - Espaces protégés pour la préservation de la biodiversité. - Espaces importants pour la préservation de la biodiversité.
TRAME VERTE	<ul style="list-style-type: none"> - Boisements et milieux boisés. - Espaces naturels et semi-naturels pris en référence à leur utilisation ou délaissement agricole. - Haies, maillage bocager, arbres isolés et/ou remarquables. - Couvertures végétales et bandes enherbées le long des cours d'eau.
TRAME BLEUE	<ul style="list-style-type: none"> - Cours d'eau, fils d'eau et leur « espace de mobilité ». - Mares et points d'eau. - Espaces à dominante humide.

Comme illustré ci-dessous, les différents éléments composant la trame verte et bleue sont analysés à suivre, individuellement, afin de déterminer les enjeux et l'importance respective de ces milieux ou éléments de milieux dans la trame verte et bleue communale. Leur superposition permet, en conclusion, de dresser un état des lieux de la richesse naturelle et biologique de la commune.

Définition de la méthode cumulative employée pour le recensement de la trame verte et bleue locale



Source : Comité Opérationnel (COMOP) « Trame Verte et Bleue », *Guide Choix stratégiques de nature à contribuer à la préservation et à la remise en état des continuités écologiques*, Juillet 2010

■ LES ESPACES NATURELS PROTÉGÉS POUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Le tableau ci-dessous répertorie la situation de Coulombiers au regard des différents types d'espaces protégés pour la préservation de la biodiversité.

Le territoire communal n'accueille pas de site Natura 2000 (ZPS ou ZSC), le plus proche se trouvant à 16,1 kilomètres du Bourg de Coulombiers (ZPS « Plaine de La Mothe Saint-Héray Lezay ») et étant sans lien fonctionnel avec la commune.

Situation de la commune par rapport aux espaces protégés pour la biodiversité

Espace protégé pour la préservation de la biodiversité		Distance du site le plus proche*
Zone de Protection Spéciale (ZPS)	■	16,1 kilomètres
Site d'Intérêt Communautaire ou Zone Spéciale de Conservation (ZSC)	■	17,5 kilomètres
Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)	■	18,2 kilomètres
Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APB)	■	21,4 kilomètres
Espace Naturel Sensible (ENS)	■	2 ENS sur la commune
Site classé	■	6,2 kilomètres
Site inscrit	■	5,3 kilomètres
Parc Naturel National (PN)	■	338,8 kilomètres
Parc Naturel Régional (PNR)	■	46,4 kilomètres
Parc Naturel Marin (PNM)	■	Sans objet
Réserve Naturelle Nationale (RNN)	■	35,9 kilomètres
Réserve Naturelle Régionale (RNR)	■	66,7 kilomètres
Réserve de biosphère	■	107,4 kilomètres
Réserve Biologique domaniale (RB)	■	57,6 kilomètres
Réserve Nationale de Chasse et Faune Sauvage (RNCFS)	■	158,3 kilomètres
Site RAMSAR	■	64,7 kilomètres

Légende : ■ Site présent sur la commune, ■ Site présent sur une commune limitrophe, ■ Aucun site à proximité
 * distance calculée par rapport au Bourg de Coulombiers

Les espaces naturels sensibles

En revanche, la commune accueille deux espaces naturels sensibles, délimités par le Conseil Départemental de la Vienne en 2006/2007, en collaboration avec les acteurs départementaux de la préservation de l'environnement, afin de protéger et gérer le patrimoine naturel départemental.

Si ce recensement n'implique pas de contraintes réglementaires particulières pour les collectivités ou les propriétaires concernés, il permet une bonne prise en compte des sites dans les projets et programmes d'aménagement du territoire et ouvre droit à des aides du Conseil Départemental pour financer toute initiative de protection ou de valorisation de ces espaces naturels.

■ Espace Naturel Sensible de « l'Étang de Maupertuis »

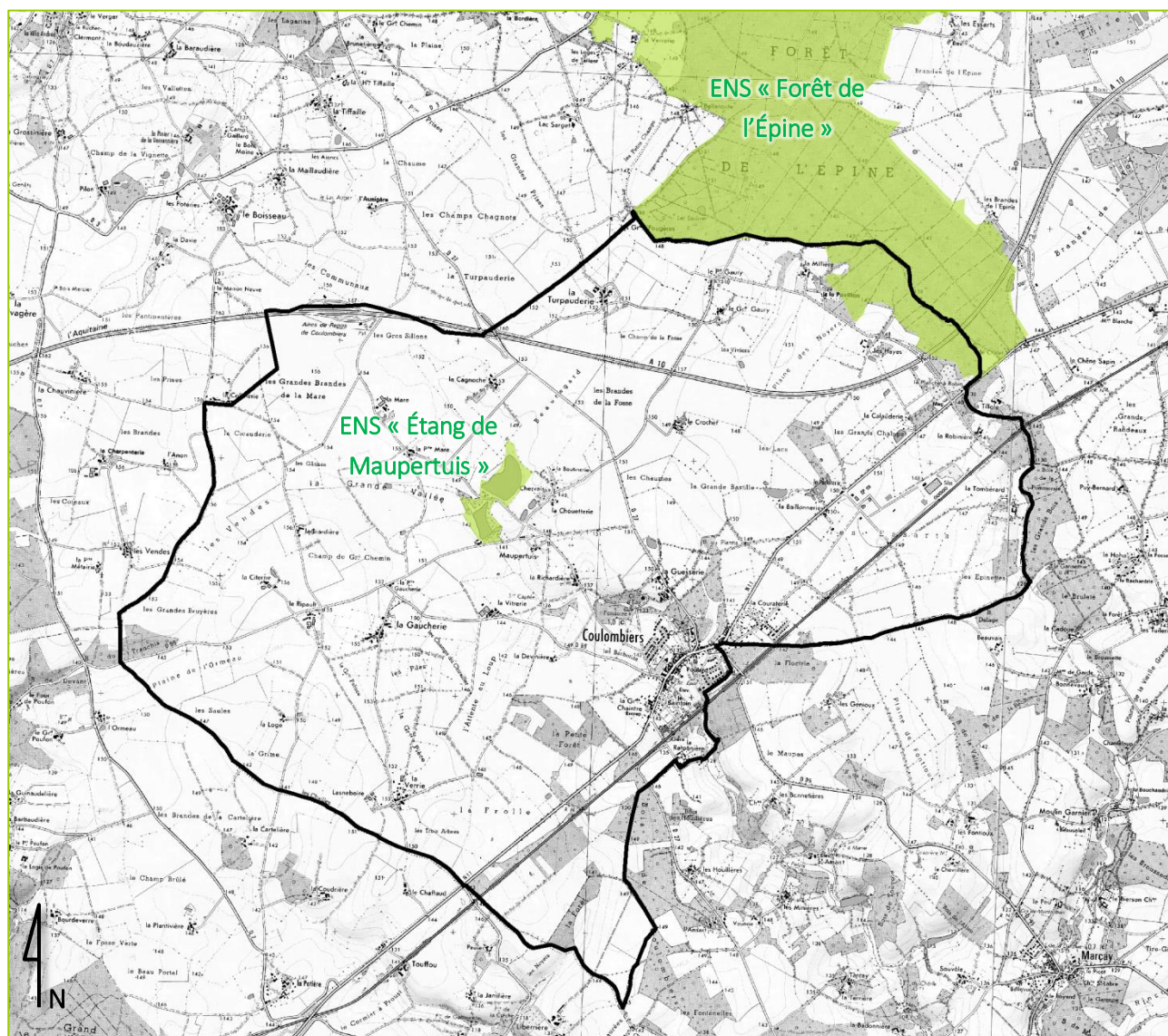
Ce site a une superficie totale de **20,2 hectares, intégralement sur la commune de Coulombiers**. Il correspond à deux étangs situés au Nord du hameau de « Maupertuis », par ailleurs classés en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), et dont la description biologique est donnée ci-après, sur la

base des données de la ZNIEFF correspondante. Cet Espace Naturel Sensible n'a pas été retenu comme site d'intervention par le Département.

- **Espace Naturel Sensible de la « Forêt de l'Épine »**

Ce site a une superficie totale de 766,3 hectares, dont **53,9 hectares sur la commune de Coulombiers** (7,0 % de l'ensemble). Il correspond à la Forêt de l'Épine, par ailleurs classées en Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), et dont la description biologique est donnée ci-après, sur la base des données de la ZNIEFF correspondante. Cet Espace Naturel Sensible n'a pas été retenu comme site d'intervention par le Département.

Localisation des Espaces Naturels Sensibles sur la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN BD Ortho50, Conseil Départemental de la Vienne – Échelle : 1/50 000

■ LES ESPACES NATURELS IMPORTANTS POUR LA PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

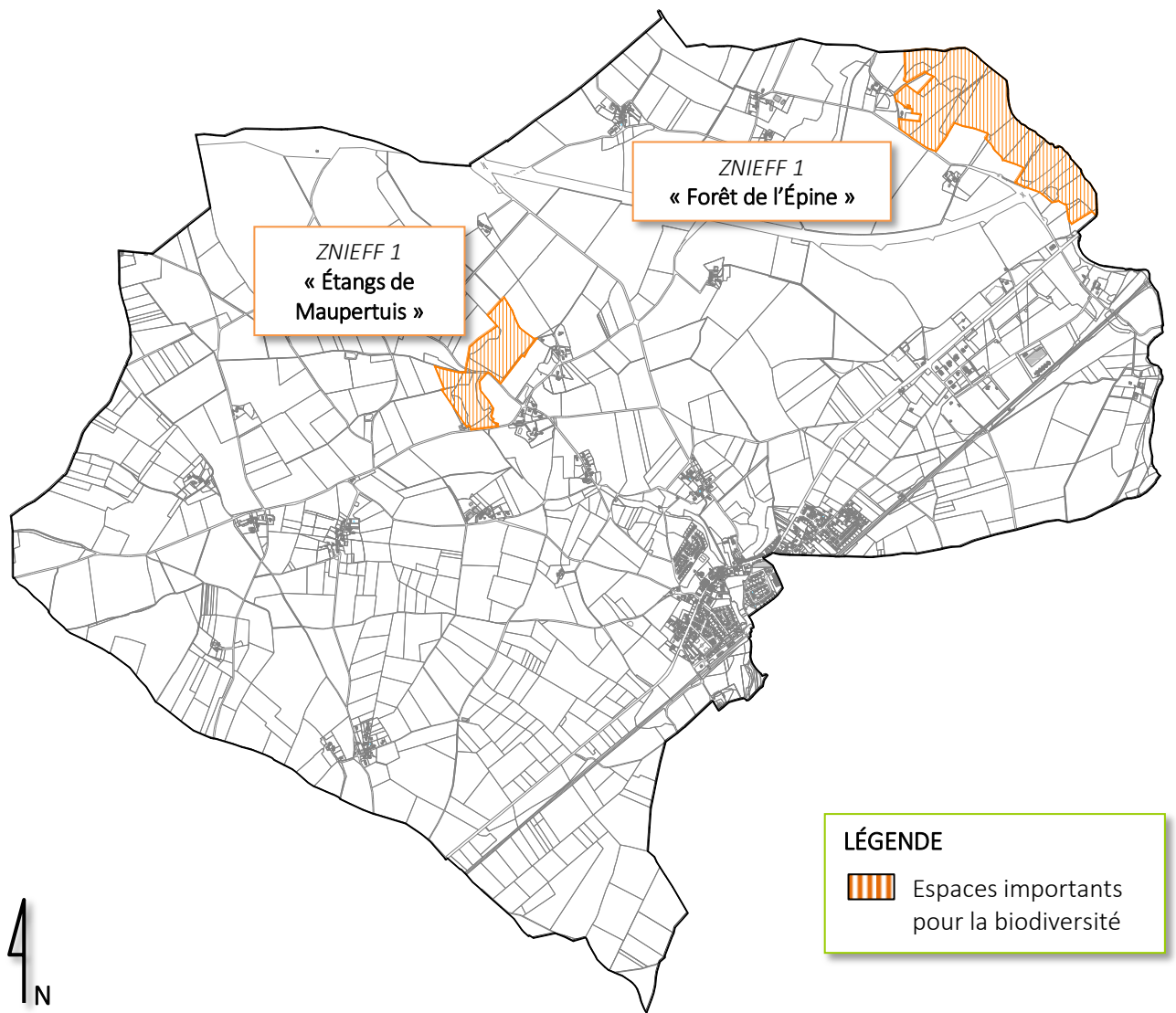
Le tableau ci-dessous répertorie la situation de Coulombiers au regard des différents types d’espaces importants pour la préservation de la biodiversité.

Situation de la commune par rapport aux espaces importants pour la biodiversité

Espace important pour la préservation de la biodiversité		Distance du site le plus proche*
ZNIEFF continentale de type I	■	2 ZNIEFF I sur la commune
ZNIEFF continentale de type II	■	9,3 kilomètres
ZNIEFF marine de type I	■	Sans objet
ZNIEFF marine de type II	■	Sans objet
Terrains du Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN)	■	5,2 kilomètres
Terrains du Conservatoire du Littoral	■	Sans objet

Légende : ■ Site présent sur la commune, ■ Site présent sur une commune limitrophe, ■ Aucun site à proximité
 * distance calculée par rapport au Bourg de Coulombiers

Espaces reconnus comme importants pour la préservation de la biodiversité



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données INPN - Échelle : 1/40 000

Le territoire communal accueille deux Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I. **Ces espaces naturels représentent 81,1 hectares, soit 2,9 % du territoire communal.** Leur description, ci-après, est effectuée d'après les fiches éditées par la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

La ZNIEFF de type I « Étangs de Maupertuis »

■ Présentation du site

La ZNIEFF est intégralement située sur le territoire de la commune et couvre une superficie de 22,7 hectares.

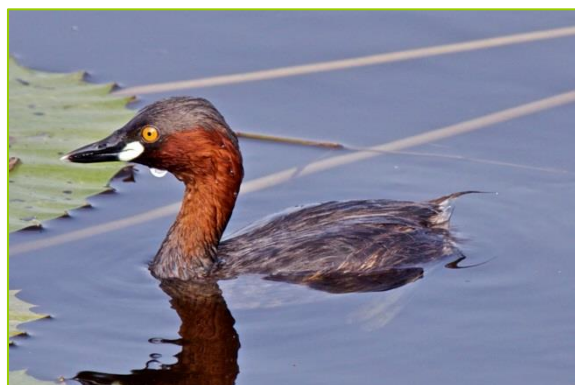
À mi-chemin entre Poitiers et Lusignan, à quelques kilomètres au Sud-Ouest de la Forêt de l'Épine, la zone englobe deux étangs, ainsi que quelques mares et lambeaux de landes périphériques et des boisements attenants. Dans ce secteur du Seuil du Poitou, le relief est peu différencié et les étangs occupent une petite cuvette au sein d'un plateau couvert de limons reposant sur des assises argileuses tertiaires remaniées. Sur ces sols limoneux ou limono-sableux profonds, acides et hydromorphes, les étangs et les habitats humides les ceinturant présentent un certain nombre de caractères typiques : eaux acides et oligotrophes (pauvres en substances nutritives), subissant selon les saisons des variations de niveau, bordées de ceintures de végétation amphibie ou palustre (cariçaie, jonçaie) et de boisements de saules. Dans l'état actuel des connaissances, la zone offre un intérêt biologique remarquable, tant sur le plan de la faune que de la flore, bien qu'un certain nombre de plantes signalées là il y a plus d'un siècle n'aient pu être retrouvées récemment et doivent être considérées comme disparues.

■ Intérêt faunistique

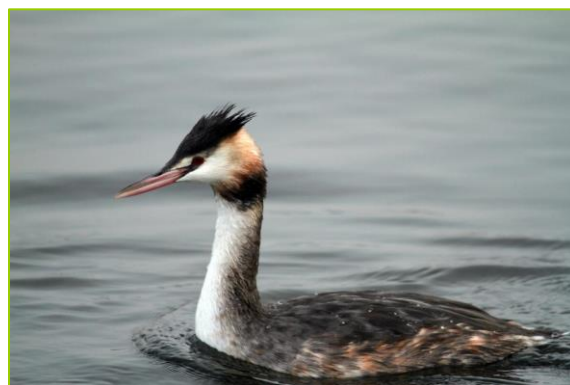
L'avifaune constitue le groupe faunistique le plus remarquable du site, qui accueille de nombreux oiseaux d'eau à différents moments cruciaux de leur cycle biologique : nidification des Grèbe huppé et castagneux, deux espèces peu communes dans la région, halte migratoire pour certains canards et petits échassiers, et zone d'alimentation pour de nombreuses espèces, dont quelques rapaces nichant aux alentours. Concernant les mammifères, les étangs constituent aussi une zone de chasse favorite pour les chauves-souris, qui trouvent là les nombreux insectes qui représentent l'essentiel de leur diète. Quant aux invertébrés, ils se signalent par la présence du Cordulégastre annelé, une des plus grandes libellules de France, dont le thorax et l'abdomen sont ornés de cercles jaunes sur un fond noir.

■ Intérêt floristique

Autrefois très riche, la flore du site semble s'être appauvrie, puisque des espèces aussi précieuses que l'Étoile d'eau ou la Littorelle, deux plantes bénéficiant d'une protection nationale, n'ont pas été revues, de même que la Centenille naine, minuscule espèce de la famille des Primulacées, poussant sur les sables humides et protégée en Poitou-Charentes. Il subsiste toutefois quelques éléments intéressants, tels que l'Utrriculaire citrine, une curieuse plante aquatique carnivore dont les feuilles possèdent de petites urnes (les utricules) capables de piéger par aspiration les micro-invertébrés aquatiques qui lui apportent un complément de nutrition azotée dans ces eaux très pauvres en sels nutritifs.



Grèbe castagneux (*Tachybaptus ruficollis*)



Grèbe huppé (*Podiceps cristatus*)



Cordulégastre annelé (Cordulegaster boltonii)



Utriculaire citrine (Utricularia australis)



Espèces déterminantes

Faune

Mammifères

Murin de Daubenton *Myotis daubentoni* (DH) (PN)

Insectes

Cordulégastre annelé *Cordulegaster boltonii*

Oiseaux

Bouscarle de Cetti *Cettia cetti* (PN)

Grèbe castagneux *Tachybaptus ruficollis* (PN)

Grèbe huppé *Podiceps cristatus* (PN)

Huppe fasciée *Upupa epops* (PN)

Sarcelle d'été *Anas querquedula*



Espèces déterminantes

Flore

Bartsie visqueuse *Bartsia viscosa*

Centenille naine *Centunculus minimus* (PR)

Cicendie naine *Exaculum pusillum*

Étoile d'eau *Damasonium alsima* (PN)

Littorelle uniflore *Littorella lacustris* (PN)

Nard raide *Nardus stricta*

Utriculaire citrine *Utricularia australis*

DH : espèce inscrite à la Directive « Habitats » (annexe II et/ou IV) – DO : espèce inscrite à la Directive « Oiseaux » (annexe II) – PN : espèce protégée en France – PR : espèce protégée régionalement

La ZNIEFF de type I « Forêt de l'Épine »

■ Présentation du site

La ZNIEFF couvre une superficie totale de 766,8 hectares, répartie sur les trois communes de Béruges, Coulombiers et Fontaine-le-Comte. **À Coulombiers, la zone couvre 58,4 hectares**, en bordure Nord-Est de la commune.

À une dizaine de kilomètres au Sud-Ouest de Poitiers, la zone englobe un massif forestier de 600 hectares incluant plusieurs petits étangs, dont celui du Merle, situé légèrement au Nord des limites de la forêt proprement dite. Dans ce secteur du Seuil du Poitou, les formations de calcaires secondaires sont surmontées de dépôts d'argiles tertiaires remaniées (les terrains de transport des plateaux) ayant donné naissance à un type de sols limoneux ou limono-sableux, assez profonds, acides et hydromorphes, connus sous le nom vernaculaire de « bornais ». La forêt occupe un plateau faiblement ondulé, sans accident topographique majeur, hormis une combe dans le secteur du Bois des Essarts. Malgré cette uniformité topographique et pédologique, la zone doit à son statut de forêt privée de présenter une grande variété de faciès résultant autant des modes de traitements actuels (réserve de chevreuils, vocation feuillue avec un faible taux d'enrésinement) que d'une ancienne surexploitation (traces d'une ancienne forge qui exploitait le fer sur place) et du passage régulier des incendies : clairières à trembles et bouleaux, chênaie sessiliflore avec quelques hêtres, chênaie pédonculée à Molinie, landes à bruyère, mares et petits étangs forestiers aux eaux acides et pauvres en substances nutritives, parfois envahies par les sphaignes. En dépit de dégradations

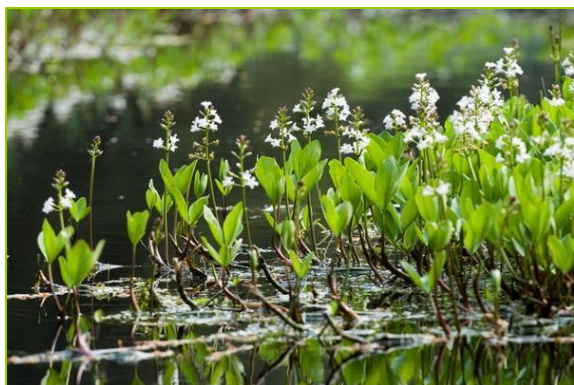
récentes dues à la construction de l'autoroute A10, dont le tracé à écorné la pointe Sud de la forêt, celle-ci a conservé un intérêt biologique marqué, notamment en ce qui concerne la flore et l'avifaune.

▪ Intérêt floristique

Sur le plan botanique, les mares et étangs constituent l'habitat le plus précieux, notamment l'étang Saunier et celui du Merle. C'est sur leurs rives et dans leurs eaux que se localisent en effet plusieurs espèces rares de la zone, comme le Ménianthe trifolié ou l'Hottonie des marais, deux espèces liées aux eaux stagnantes, acides et riches en matière organique, ou encore l'Utriculaire citrine, une des rares plantes carnivores de la flore française. C'est là aussi qu'a été observée autrefois l'Étoile d'eau, espèce protégée au niveau national, non revue récemment, mais dont le caractère fugace ne peut faire exclure une réapparition éventuelle. Quant à la forêt elle-même, elle doit à son humus acide de posséder une remarquable richesse mycologique, comme en témoignent les quelque 200 espèces de champignons qui y ont déjà été recensées.

▪ Intérêt faunistique

La surface du massif, ainsi que la variété des biotopes forestiers, expliquent en partie l'intérêt de la zone pour l'avifaune. Un riche cortège de rapaces (7 espèces différentes), parmi lesquels des espèces menacées comme le Busard Saint-Martin ou la Bondrée, exploitent ainsi les différentes niches écologiques présentes, alors que plusieurs passereaux rares ou localisés en Poitou-Charentes, comme le Pouillot siffleur ou le Gros-bec casse-noyaux, nichent sur la zone.



Ménianthe trifolié (Menyanthes trifoliata)



Hottonie des Marais (Hottonia palustris)



Gros-bec casse-noyaux (Coccothraustes coccothraustes)



Pouillot siffleur (Phylloscopus sibilatrix)



Espèces déterminantes

Faune

Oiseaux

Bondrée apivore *Pernis apivorus* (DO) (PN)

Bouvreuil pivoine *Pyrrhula pyrrhula*

Busard Saint-Martin *Circus cyaneus* (DO) (PN)

Faucon hobereau *Falco subbuteo* (PN)

Gros-bec casse-noyaux *Coccothraustes coccothr.* (PN)

Pouillot siffleur *Phylloscopus sibilatrix* (PN)



Espèces déterminantes

Flore

Bartsie visqueuse *Bartsia viscosa*

Drosera à feuilles rondes *Drosera rotundifolia* (PN)

Étoile d'eau *Samolus alsina* (PN)

Hêtre d'Europe *Fagus sylvatica*

Hottonie des marais *Hottonia palustris*

Laser à feuilles larges *Laserpitium latifolium*

Ményanthe trifolié *Menyanthes trifoliata*

Ophioglosse commun *Ophioglossum vulgatum*

Poirier à feuilles cordées *Pyrus cordata*

Scille du Printemps *Scilla verna*

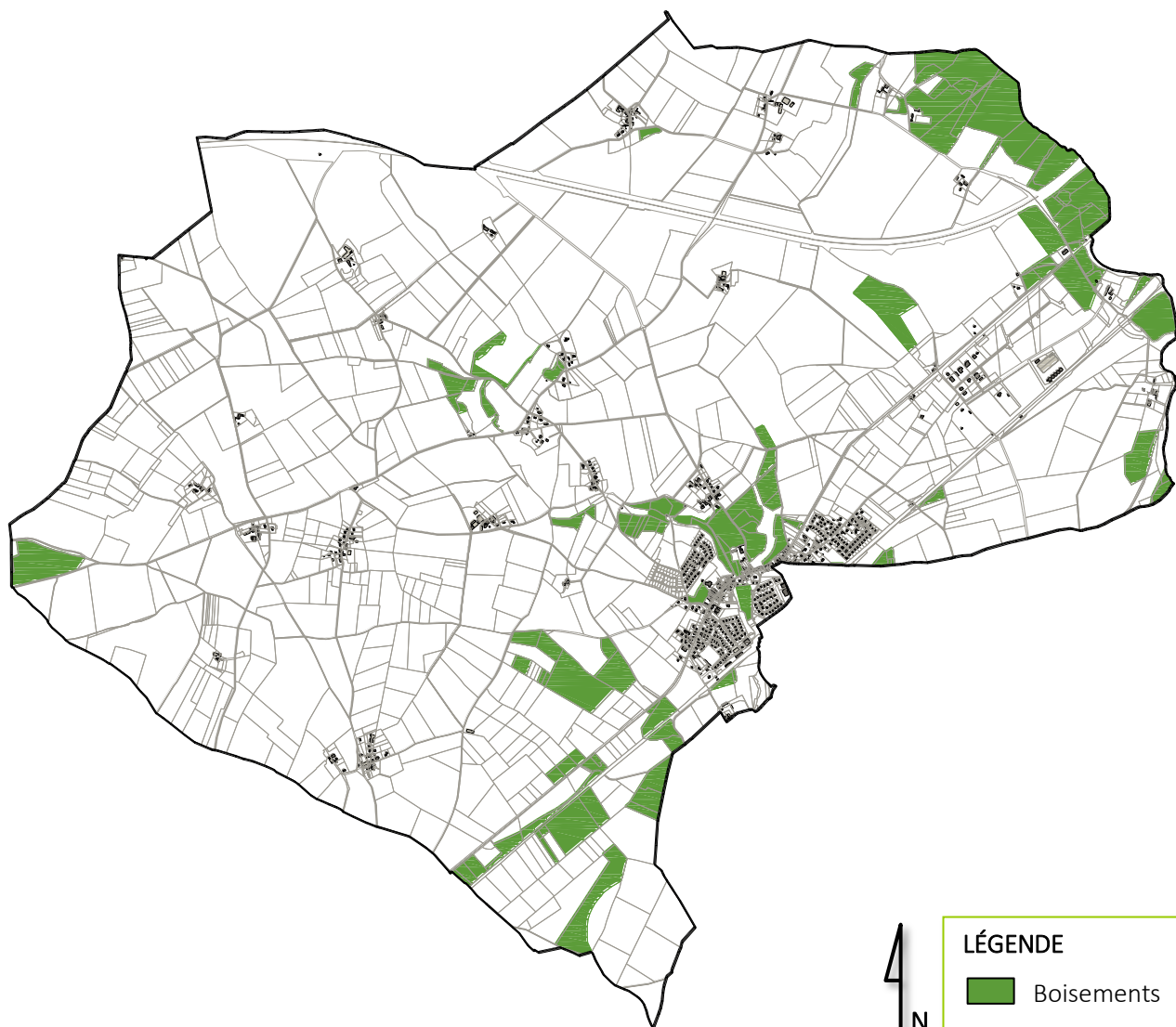
Utriculaire citrine *Utricularia australis*

DH : espèce inscrite à la Directive « Habitats » (annexe II et/ou IV) – DO : espèce inscrite à la Directive « Oiseaux » (annexe II) – PN : espèce protégée en France – PR : espèce protégée régionalement

■ LES BOISEMENTS

Les forêts contribuent à assurer des fonctions de production (bois d'œuvre, bois d'énergie), de protection (espèces, qualité des eaux) et sociales (accueil du public). Les forêts les plus anciennes ou implantées dans des conditions écologiques particulières (pentes, bords des cours d'eau...) abritent en général la biodiversité la plus forte. La commune est située dans la sylvoécocorégion « Brenne et Brandes ».

Boisements recensés sur la commune



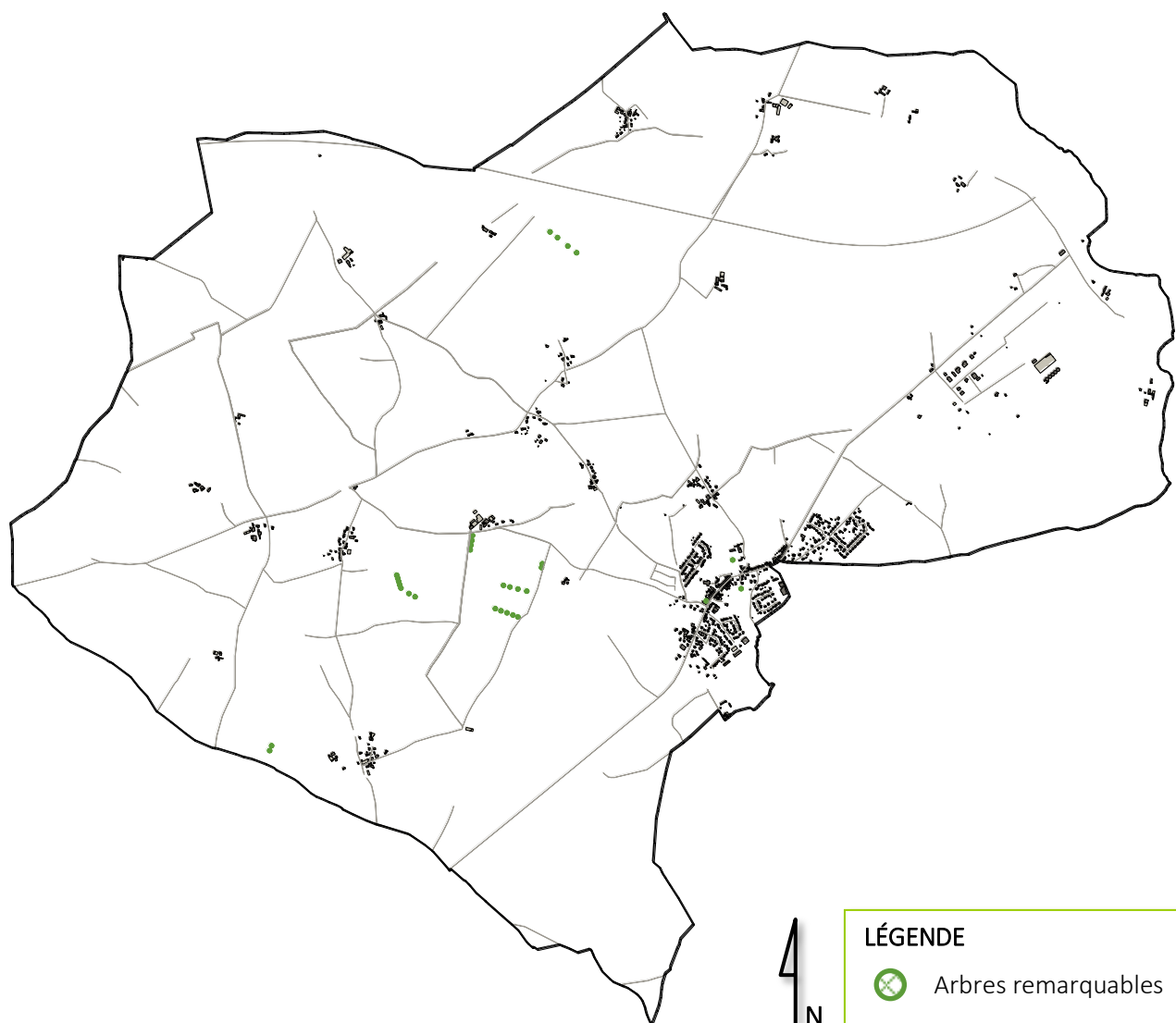
Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), travail de recensement de la Trame verte et bleue communale - Échelle : 1/40 000

À Coulombiers, l'inventaire révèle l'existence de 52 unités boisées, qui couvrent une superficie totale de **192,4 hectares**. Rapporté à la superficie de la commune, le taux de boisement est ainsi de 6,9%, alors qu'il est de 18,2% à l'échelle du département de la Vienne.

■ LES ARBRES REMARQUABLES ET LES ARBRES ISOLÉS

Les arbres isolés, morts ou remarquables jouent un rôle de relais biologique et, notamment, de soutien à l'avifaune pour laquelle les arbres constituent des lieux d'observation, de nourrissage, voire de reproduction, y compris les sujets morts pour l'entomofaune. Ils participent également à la qualité des paysages, dont ils sont un élément de composition notable. De ce fait, ils sont un élément de l'identité du territoire.

Arbres remarquables recensés sur la commune



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), travail de recensement de la Trame verte et bleue communale - Échelle : 1/40 000

L'inventaire réalisé lors de l'élaboration du PLU fait état de la présence de **30 arbres isolés et d'un arbre remarquable** pour la biodiversité, tous susceptibles de jouer un rôle écologique pour l'hébergement des insectes et les cycles biologiques de l'avifaune.

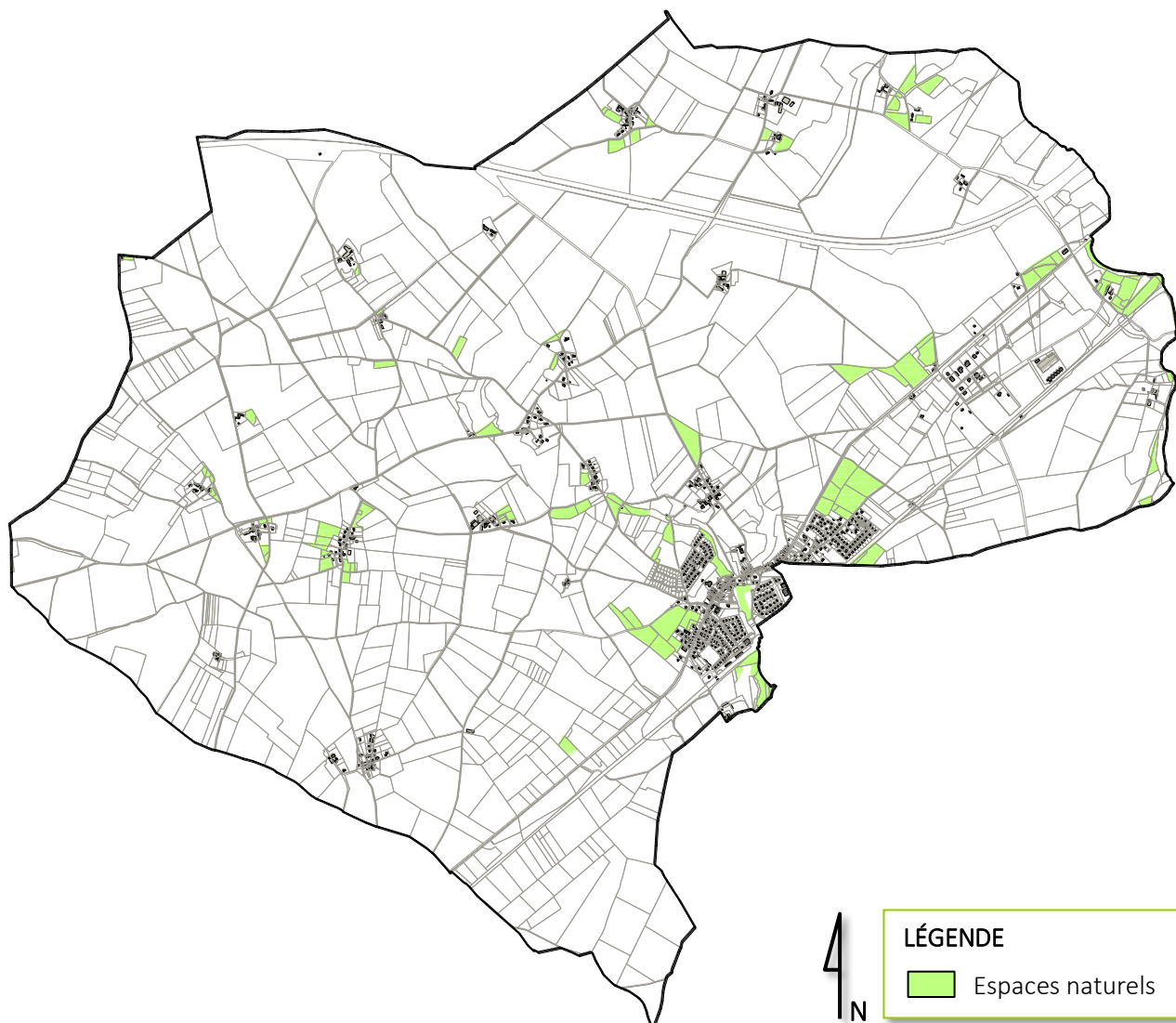
Au projet de Plan Local d'Urbanisme, leur pérennité pourra être assurée par une protection stricte à travers une identification en tant qu'espace boisé classé (article L.113-1 du Code de l'Urbanisme) ou élément de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme).

L'arbre remarquable est situé en centre-bourg de Coulombiers. Il s'agit d'un Peuplier noir d'Italie (*Populus nigra italica*), d'une hauteur de 26 mètres, d'une envergure de 10 mètres, âgé d'environ 155 ans. Il fait partie de l'inventaire réalisé par Vienne Nature en 2000.

■ LES ESPACES NATURELS

La présence de milieux naturels riches et diversifiés permet d'offrir des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces pour l'accomplissement de leur cycle vital (reproduction, alimentation, déplacement, refuge). À Coulombiers, les espaces naturels sont représentés, outre les espaces boisés traités précédemment, par toutes les terres non urbanisées et non mises en valeur par l'agriculture. Ces espaces sont indicatifs car évolutifs dans le temps en fonction de leur remise en valeur agricole, le cas échéant. Les espaces naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

Espaces naturels présents sur la commune



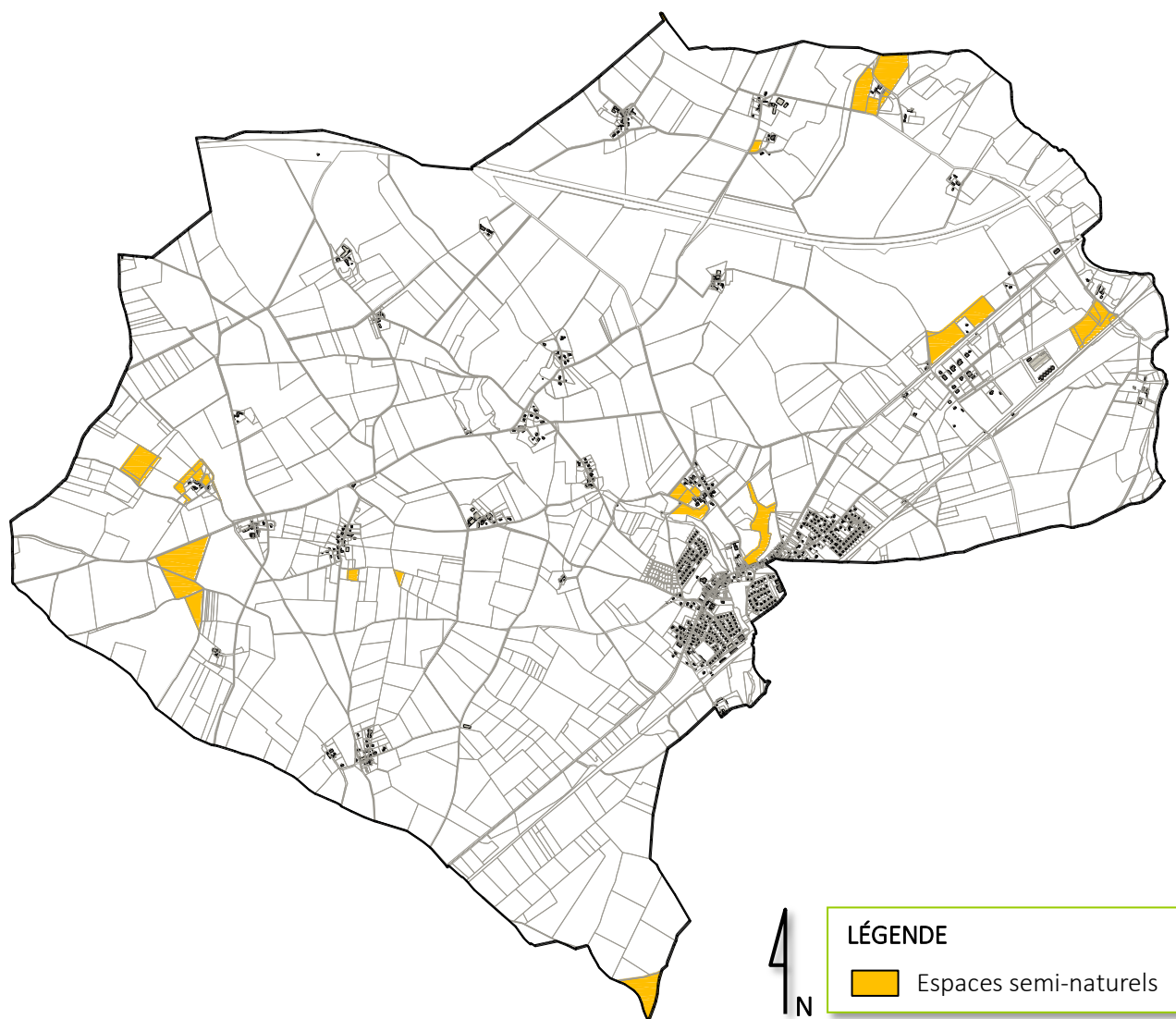
Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), Agence de Paiements et Services, Référentiel Parcellaire Graphique (RPG 2014) - Échelle : 1/40 000

En 2014, la commune comportait **70,9 hectares** d'espaces naturels, soit 2,5% du territoire communal. Ils sont répartis majoritairement en partie Est du territoire communal, ainsi qu'autour du Bourg, des écarts et en lisières des espaces boisés.

■ LES ESPACES SEMI-NATURELS

Comme pour les espaces naturels, la présence de milieux semi-naturels riches et diversifiés participe des conditions favorables à l'accueil de nombreuses espèces. À Coulombiers, les espaces semi-naturels sont représentés par les prairies, les espaces en jachère ou en gel, ainsi que les délaissés. Ces espaces sont indicatifs car évolutifs dans le temps en fonction de leur remise en valeur agricole, le cas échéant. Les espaces semi-naturels participent de la trame verte en améliorant la perméabilité des corridors écologiques pour la circulation des espèces animales et végétales.

Espaces semi-naturels présents sur la commune



LÉGENDE

 Espaces semi-naturels

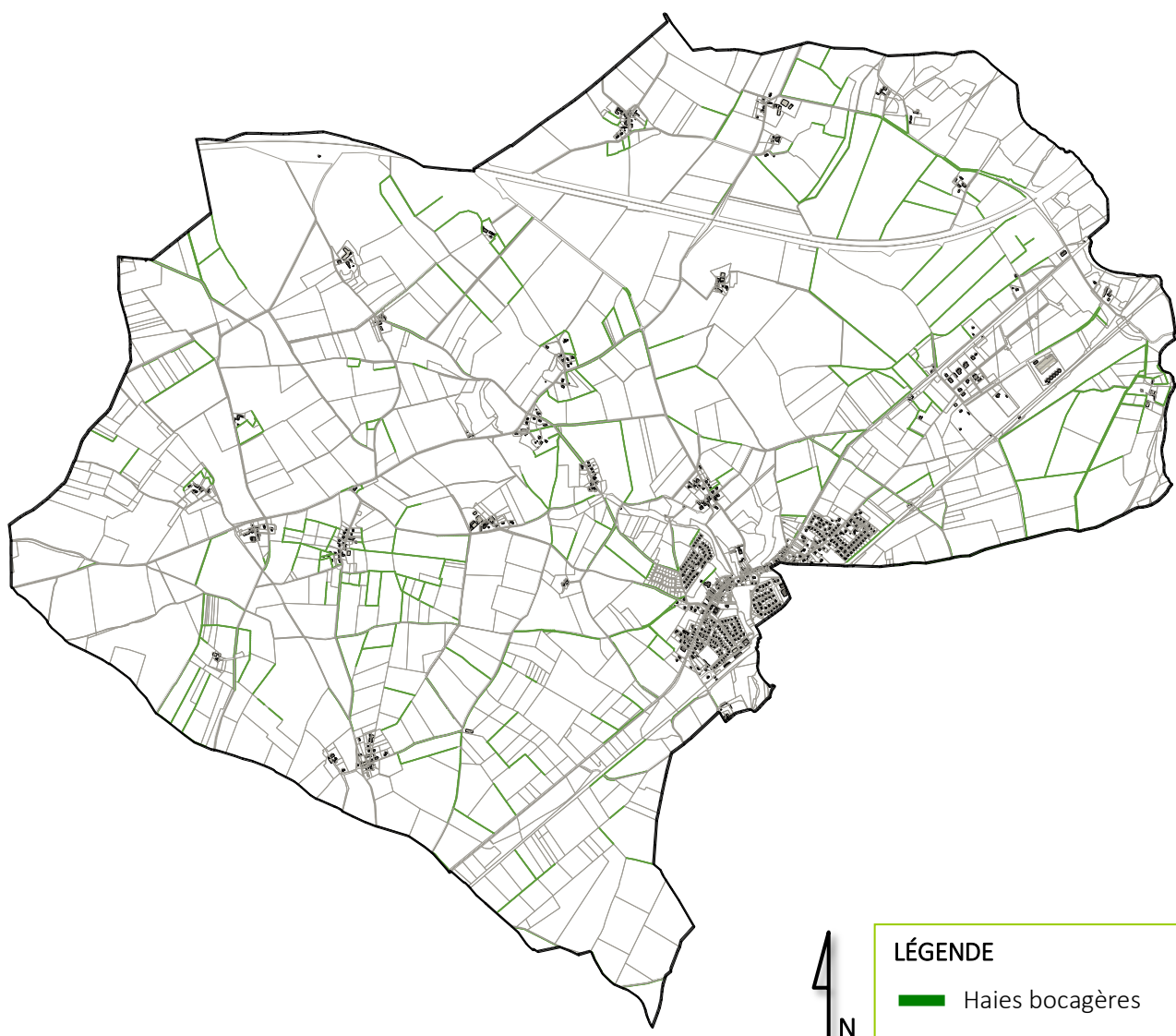
Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), Agence de Paiements et Services, Référentiel Parcellaire Graphique (RPG 2014) - Échelle : 1/40 000

En 2014, la commune comportait **45,8 hectares** d'espaces semi-naturels, soit 1,6% du territoire communal. Ils sont assez peu nombreux. Outre quelques espaces au Nord du Bourg, aux abords du *Palais*, quelques espaces semi-naturels sont présents en partie Ouest de la commune et en partie Est, aux abords de la zone d'activités de « La Pazioterie », ainsi qu'en lisière de la Forêt de l'Épine.

■ LES HAIES BOCAGÈRES

À la fois habitats et corridors biologiques, les haies bocagères jouent de nombreux rôles dans le fonctionnement écologique, l'aménagement et le développement des territoires. Elles participent à la création de paysages divers et variés, contribuent à une meilleure qualité des eaux, permettent son infiltration et protègent ainsi contre l'érosion des sols. Elles constituent des zones de refuge pour la biodiversité, sont sources de production (bois de chauffage, fruits...), ont un rôle de régulation climatique et de nombreux intérêts agronomiques (brise vent, protection du bétail, etc.).

Haies recensées sur la commune



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), travail de recensement de la Trame verte et bleue communale - Échelle : 1/40 000

Les espaces de Coulombiers comportent un linéaire important de haies bocagères, d'intérêt écologique divers. Un recensement, réalisé à partir de photographies aériennes et d'un travail de terrain, identifie environ **81,8 kilomètres de haies bocagères** sur le territoire. Ces haies sont assez également réparties sur le territoire communal.

Ce recensement ne prend pas en compte les haies basses (buissonnantes) ainsi que les haies ornementales situées autour des lieux d'habitation.

■ LES COURS D'EAU

Les cours d'eau, du ruisseau jusqu'au fleuve, forment, avec la diversité des espaces à dominante humide adjacentes qui en dépendent, un réseau écologique et paysager particulier qui constitue l'élément structurant de la trame bleue. La diversité biologique des cours d'eau dépend directement de la quantité et de qualité physico-chimique de la ressource en eau tout au long de l'année et de l'état des habitats aquatiques : pour de nombreuses espèces aquatiques, notamment les grands poissons migrateurs, les possibilités de déplacements sont des conditions indispensables à leur survie.

Coulombiers comporte **deux cours d'eau permanents** sur son territoire : *Le Palais*, sur une longueur de 5 900 mètres environ, s'écoulant en partie centrale de la commune selon un axe Nord-Ouest/Sud-Est et traversant le Bourg, et *La Rhune*, sur une longueur de 5 300 mètres environ, longeant la limite Nord-Est de Coulombiers selon le même axe d'écoulement.

■ « Espace de mobilité » des cours d'eau

Comme défini par le CEMAGREF, chaque cours d'eau dispose d'un « espace de mobilité », c'est-à-dire d'un lit majeur dans lequel le lit mineur s'ajuste au gré des fluctuations du débit. Ces espaces de mobilité sont une composante de la trame bleue dans le sens où ils influent sur la mobilisation des sédiments et/ou sur le fonctionnement des écosystèmes aquatiques.

Sur la commune de Coulombiers, en l'absence de modélisation de crue sur les deux cours d'eau de la commune, l'espace de mobilité n'a pas pu être cartographié.

■ La protection des cours d'eau comme continuité écologique

La Loi sur l'Eau du 31 Décembre 2006 a introduit deux types de classement pour les cours d'eau, en vertu de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement : un classement en « liste 1 » en vue de préserver les cours d'eau ciblés de toute nouvelle atteinte à la continuité écologique, et un classement en « liste 2 » en vue de rétablir la continuité sur les ouvrages existants sur les cours d'eau identifiés.

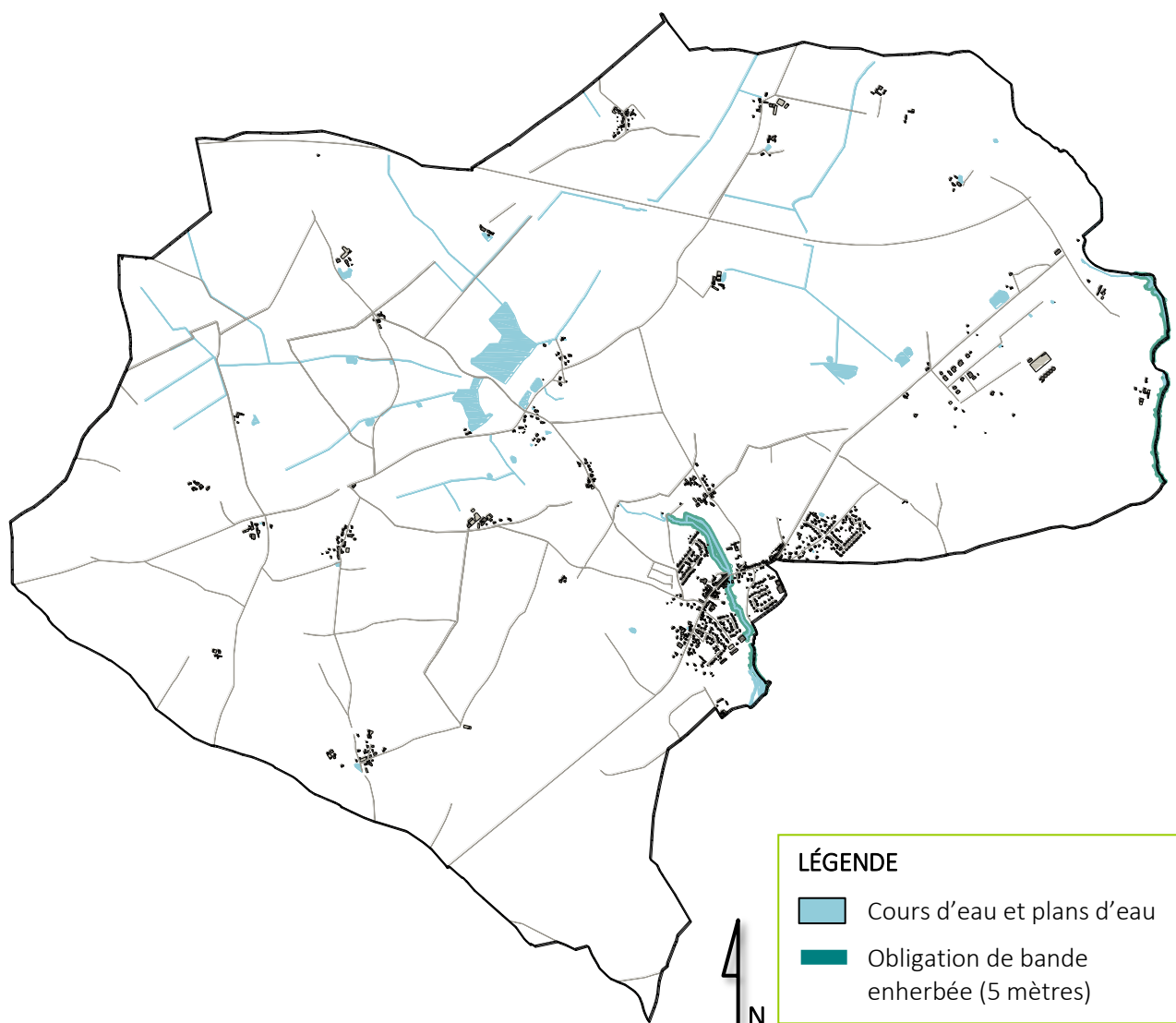
Aucun des cours d'eau de la commune n'est classé au titre de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement. Leur préservation au sein de la trame bleue n'en reste pas moins un enjeu.

■ Les bandes enherbées en bordure de cours d'eau

Celles-ci ont été généralisées par la Directive européenne 91/676/CEE du 12 Décembre 1991, également appelée « Directive Nitrates » et visant à lutter contre la pollution des eaux. Un couvert végétal, d'une largeur variant de 5 à 10 mètres, est aménagé en bordure des cours d'eau fixés par Arrêté Préfectoral. Les bandes enherbées participent des BCAE, les bonnes conditions agricoles et environnementales, et constituent des zones non traitées (ZNT) pour limiter l'entrée de produits phytosanitaires dans les cours d'eau, conformément à l'Arrêté du 12 Septembre 2006.

Les bandes enherbées participent également du cinquième Programme d'Action en Zone Vulnérable (PAZV). À Coulombiers, elles concernent *le Palais* (depuis le gué de « Fondeire », vers le Sud) et *La Rhune* (depuis le Nord-Est de « La Robinière », en limite communale, vers le Sud), sur une largeur de **5 mètres de part et d'autre du cours d'eau**. Les bandes enherbées sont cartographiées ci-après.

Les bandes enherbées au bord des cours d'eau

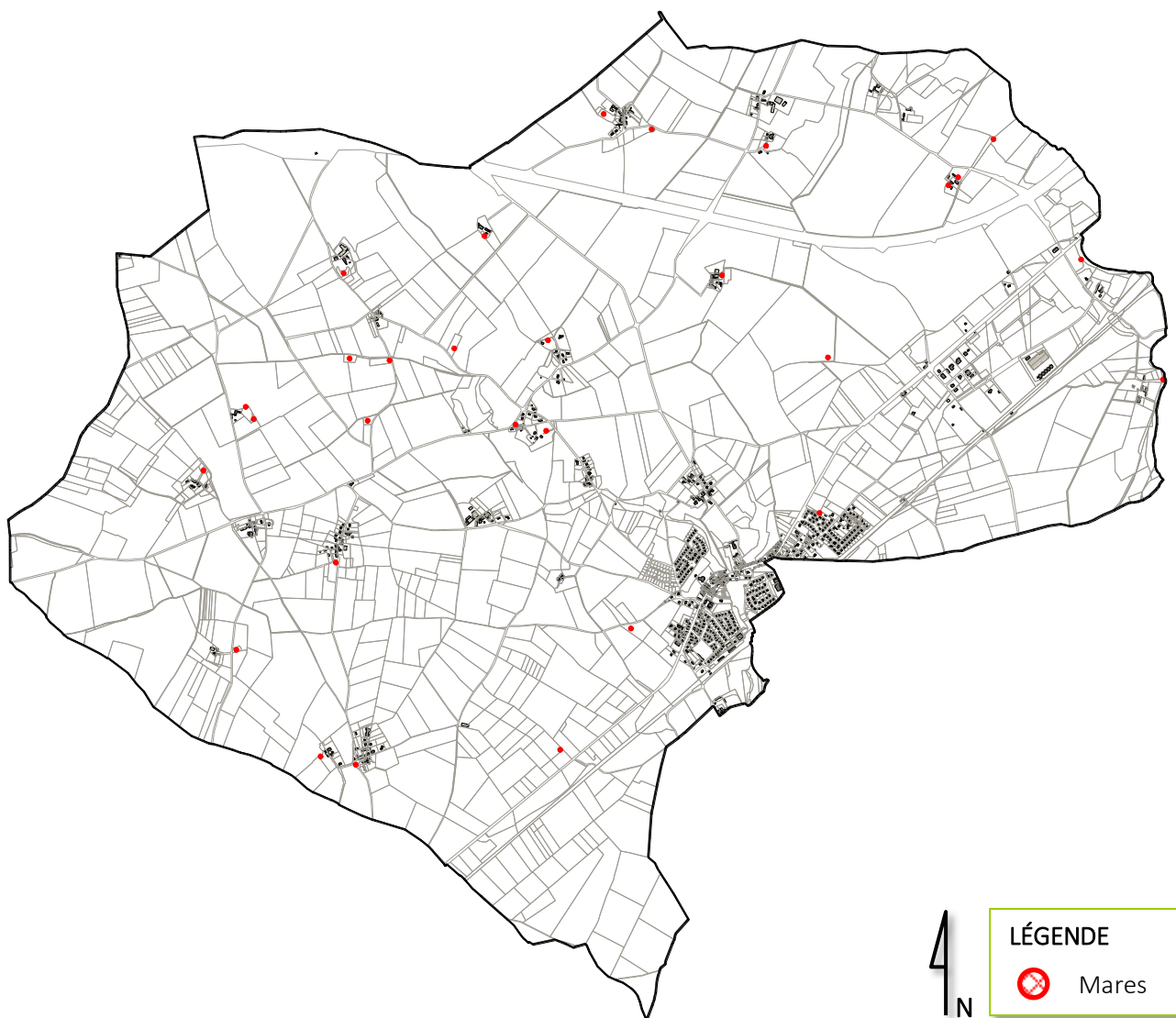


Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données DREAL Nouvelle-Aquitaine - Échelle : 1/40 000

■ LES MARES

Les mares sont des étendues d'eau de faible surface, pérennes ou non, de profondeur limitée. L'alimentation en eau provient du ruissellement ou de la remontée du plafond de la nappe phréatique, notamment en l'absence de cours d'eau. La plupart des mares ont été créées par l'homme, notamment pour répondre aux besoins en eau des habitants (mares communautaires), du cheptel ou suite à des activités extractives (argile, marne, pierres meulières). Très riches au niveau botanique, elles jouent un rôle majeur pour les batraciens (tritons, grenouilles), les reptiles (couleuvres) et les odonates (libellules).

Mares recensées sur la commune



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), travail de recensement de la Trame verte et bleue communale - Échelle : 1/40 000

Le territoire de Coulombiers comporte un nombre modéré de points d'eau. L'inventaire réalisé fait état de la **présence de 29 mares**. Cette reconnaissance ne prend pas en compte les étendues d'eau artificialisées (bâchées...) ou servant à l'irrigation agricole.

La disparition des petites mares par comblement est rapide dans les zones d'abandon de l'élevage. Elles constituent pourtant des espaces symboliques du patrimoine rural et sont essentielles pour le maintien de la biodiversité.

■ LES ESPACES À DOMINANTE HUMIDE

D'après la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992, les zones humides sont « *les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ». Les zones humides remplissent de nombreuses fonctions utiles aux équilibres naturels et aux activités humaines : écrêtement des crues et soutien d'étiage, épuration naturelle, réservoirs de biodiversité, support de loisirs et de tourisme...

Cette définition a été complétée à plusieurs reprises. L'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009, modifiant l'Arrêté du 24 Juin 2008, pris en application de l'article R.211-108 du Code de l'Environnement, précise :

I. - Les critères à retenir pour la définition des zones humides mentionnées au 1° du I de l'article L.211-1 sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique. En l'absence de végétation hygrophile, la morphologie des sols suffit à définir une zone humide.

II. - La délimitation des zones humides est effectuée à l'aide des cotes de crue ou de niveau phréatique, ou des fréquences et amplitudes des marées, pertinentes au regard des critères relatifs à la morphologie des sols et à la végétation définis au I.

III. - Un Arrêté des Ministres chargés de l'environnement et de l'agriculture précise, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent article et établit notamment les listes des types de sols et des plantes mentionnés au I.

IV. - Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cours d'eau, plans d'eau et canaux, ainsi qu'aux infrastructures créées en vue du traitement des eaux usées ou des eaux pluviales.

Ainsi, les morphologies de sols propices à la présence de zones humides sont fixées en annexe de l'Arrêté cité ci-dessus :

Toutes références d'Histosols, toutes références de Réductisols, les Rédoxisols (pro parte), les Fluviosols bruts rédoxisols (pro parte), les Fluviosols typiques rédoxisols (pro parte), les Fluviosols brunifiés rédoxisols (pro parte), toutes références de Thalassosols rédoxisols, les Planosols typiques (pro parte), les Luvisols dégradés rédoxisols (pro parte), les Luvisols typiques rédoxisols (pro parte), toutes références de Sols salsodiques, toutes références de Pélosols rédoxisols, les Colluviosols rédoxisols, les Podzols humiques et podzols humoduriques.

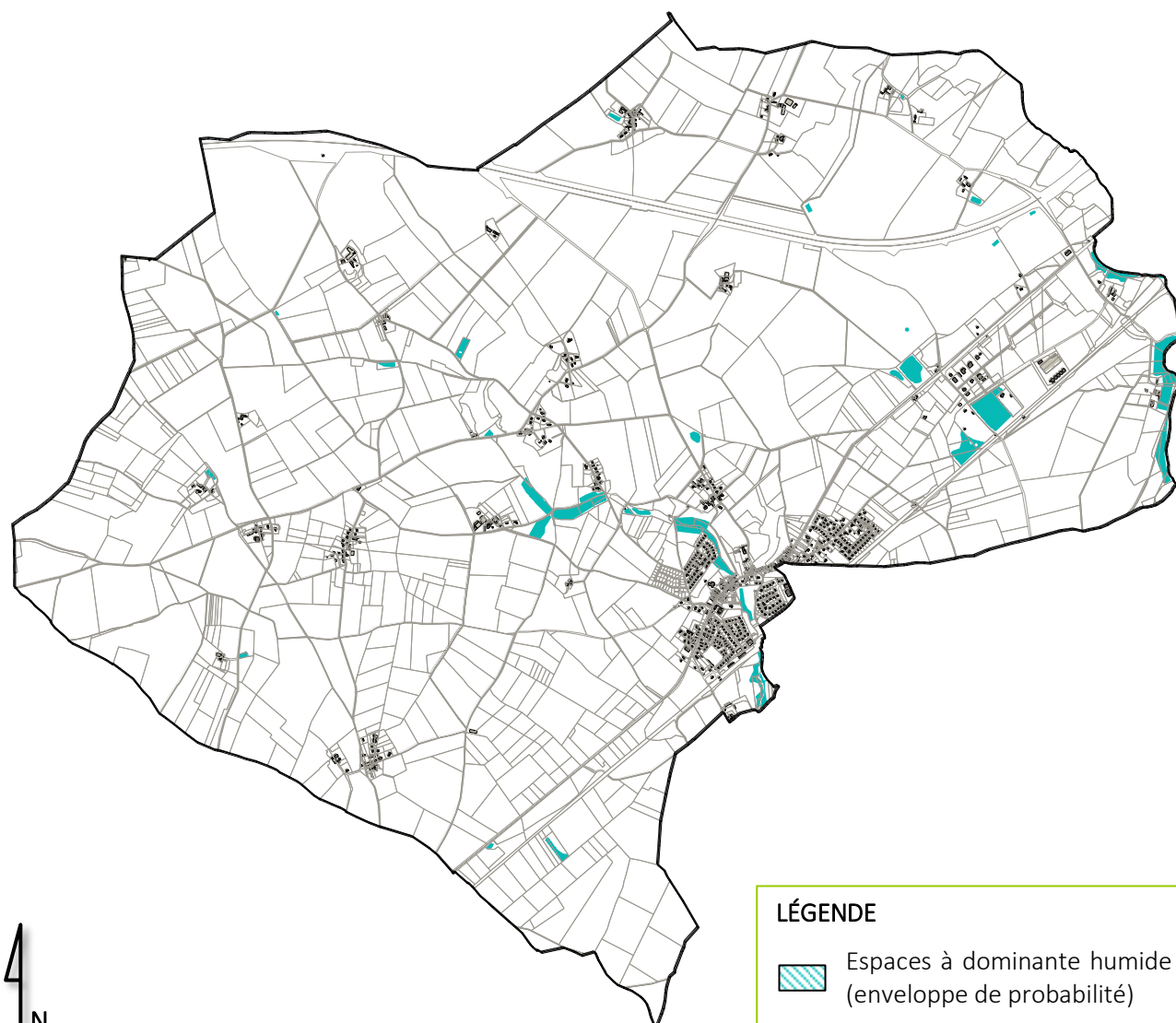
Comme détaillé ci-après, plusieurs inventaires de « prélocalisation d'espaces à dominante humide » ont été réalisés, par photo-interprétation.

Ces inventaires de prélocalisation ne répondent pas aux principes définis par l'Arrêté du 1^{er} Octobre 2009 et par l'article R.211-108 du Code de l'Environnement. Ils sont donc reportés à titre informatif en tant que « prélocalisation d'espaces à dominante humide » et doivent être compris comme la localisation d'enveloppes de probabilité.

■ Inventaire de prélocalisation réalisé par la DREAL Nouvelle-Aquitaine

Un inventaire de « prélocalisation des espaces à dominante humide » a été réalisé pour le compte de la DREAL Nouvelle-Aquitaine en 2015. Ce travail a été conduit sur la base d'une interprétation visuelle, au 1/5000, de l'orthophotoplan de 2011, de la carte IGN au 1/25 000 et de la carte d'État-major de 1860.

Inventaire de prélocalisation des espaces à dominante humide (enveloppes de probabilité)



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), données DREAL Nouvelle-Aquitaine - Échelle : 1/40 000

L'inventaire de prélocalisation a permis d'identifier **29,5 hectares** d'espaces à dominante humide. Ces secteurs sont essentiellement localisés en bordures du *Palais* et de *La Rhune*.

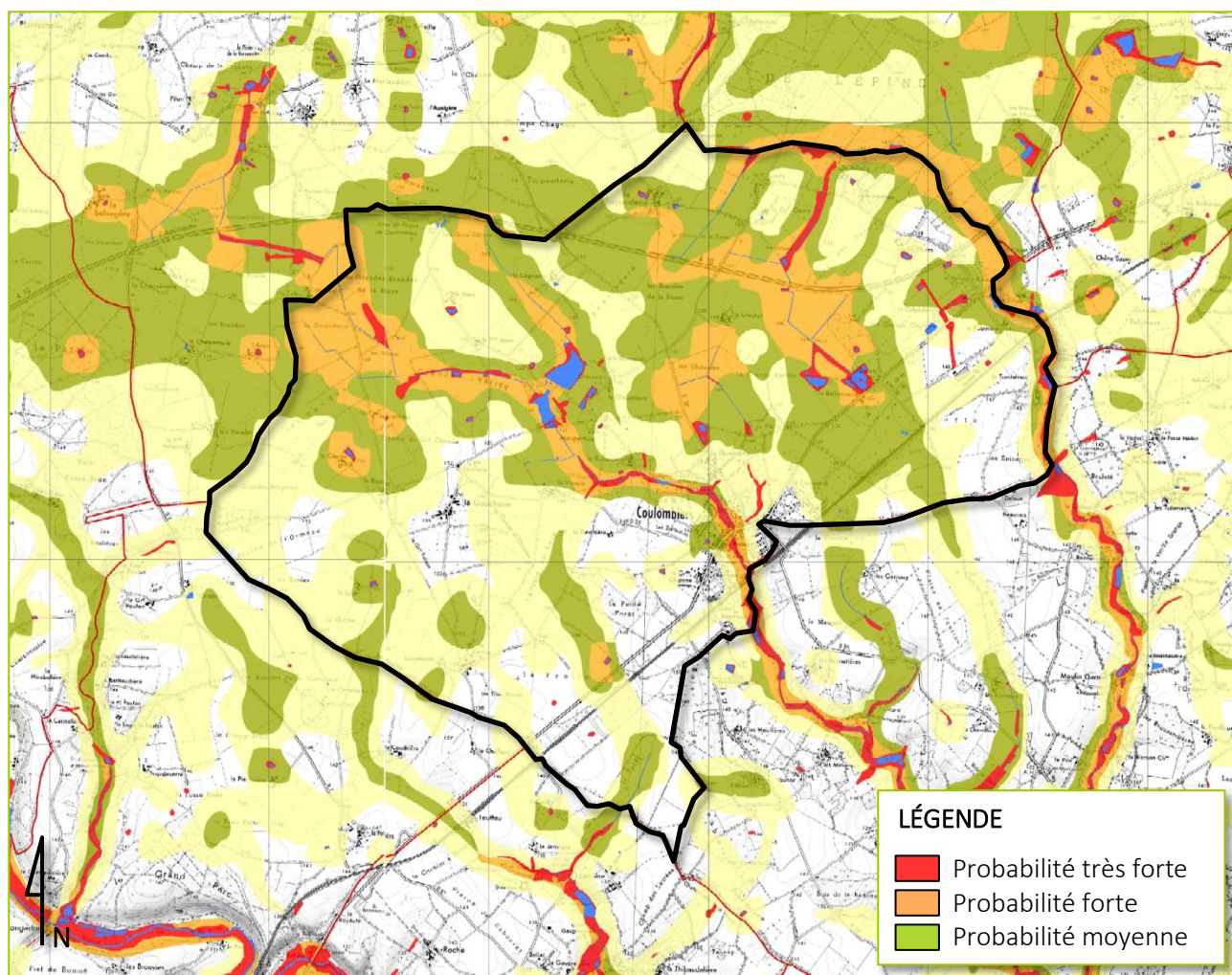
■ Inventaire de prélocalisation réalisé dans le cadre du SAGE du Clain

En conformité avec les objectifs du SDAGE Loire-Bretagne, le SAGE du Clain a procédé à la réalisation d'une étude préliminaire sur les espaces à dominante humide afin de définir, à l'échelle du bassin du Clain, des « enveloppes de probabilité de présence de zones humides ». Ce document a un caractère informatif et non prescriptif ; il vise à améliorer la connaissance sur les territoires.

Trois niveaux de probabilité ont été retenus :

- Probabilité très forte : sur la base de photo-interprétations et d'inventaires de terrain existants.
- Probabilité forte : sur la base de données pédologiques, historiques, ou de calculs théoriques.
- Probabilité moyenne : sur la base de calculs théoriques.

Enveloppes de probabilité d'espaces à dominante humide sur la commune (SAGE Clain)



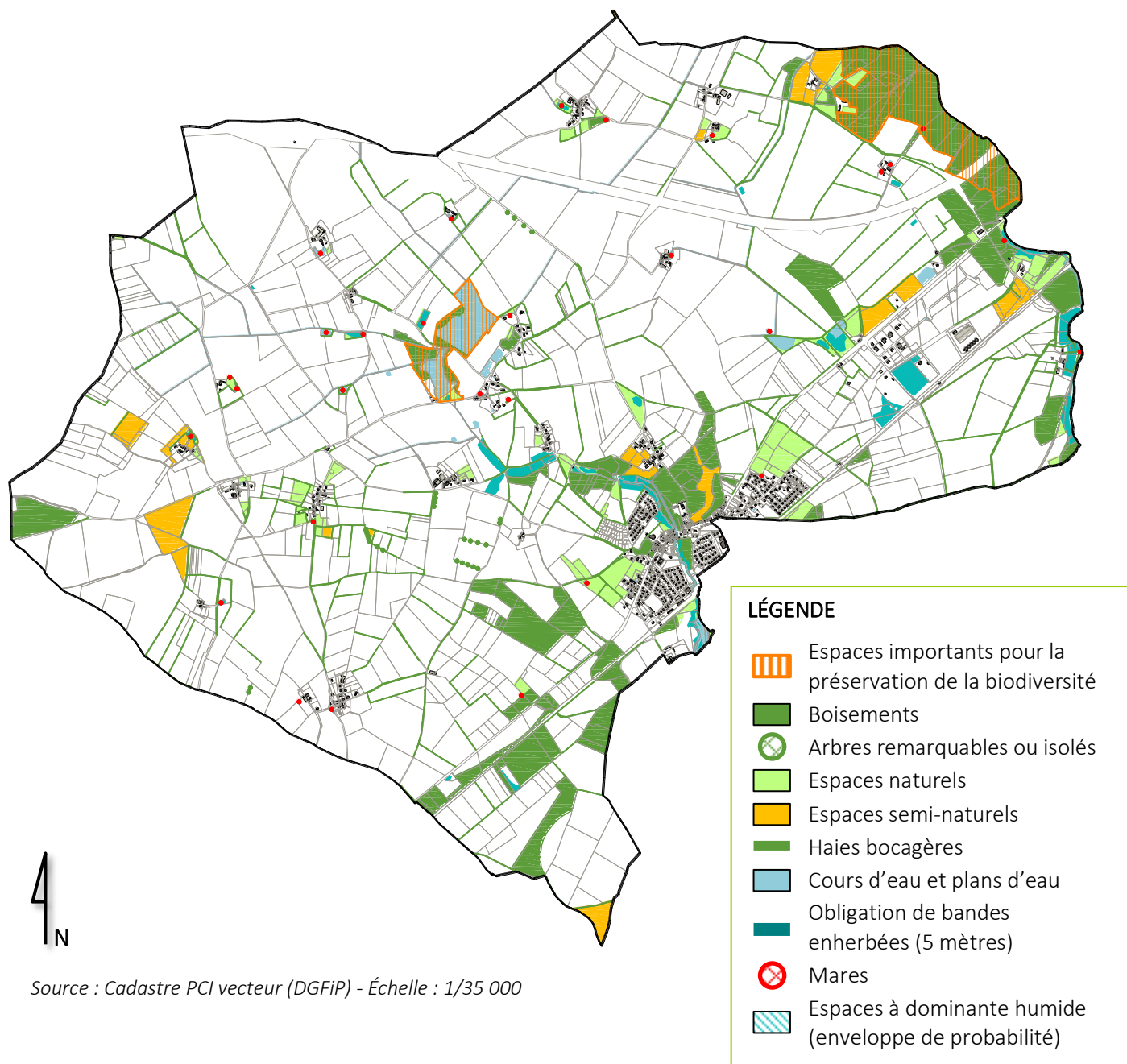
Source : Atlas de prélocalisation des zones humides probables du périmètre du SAGE Clain (enveloppes de probabilité de présence) – Conseil Départemental de la Vienne, bureaux d'études TTI et Biotope

Les enveloppes de probabilité apparaissent comme étendues et recoupent essentiellement, pour les secteurs à forte probabilité, les vallées des principaux cours d'eau de la commune (*le Palais*, en partie centrale, et *la Rhune*, en partie Est), ainsi que les abords des étangs de Maupertuis, ceux de différents fossés constituant des écoulements temporaires, et les abords des deux étangs situés au Nord-Ouest de la zone d'activités de « La Pazioterie ».

■ SYNTHÈSE DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

Les éléments constitutifs de la Trame verte et bleue sont cartographiés ci-après. Leur superposition permet d'appréhender la richesse biologique potentiellement présente sur le territoire communal.

Éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale à Coulombiers



La trame verte et bleue à Coulombiers apparaît comme éparse et discontinue.

Le recensement de ses éléments vient confirmer les données du Schéma Régional de Cohérence Écologique, faisant état d'un territoire doté d'une **biodiversité principalement concentrée sur sa composante verte (boisements)**. Il est à noter que le tissu bocager est assez lâche dans le contexte d'un **territoire fortement mis en valeur sur le plan agricole**. Les espaces intéressants sur le plan écologique apparaissent ainsi comme épars et discontinus, avec assez peu de liens entre eux.

La mosaïque de milieux est réduite mais intéressante, ce qui illustre sa complexité et sa fragilité. Afin de bien prendre en compte ce patrimoine naturel remarquable et de le protéger, il est essentiel de poursuivre l'élargissement de la connaissance.

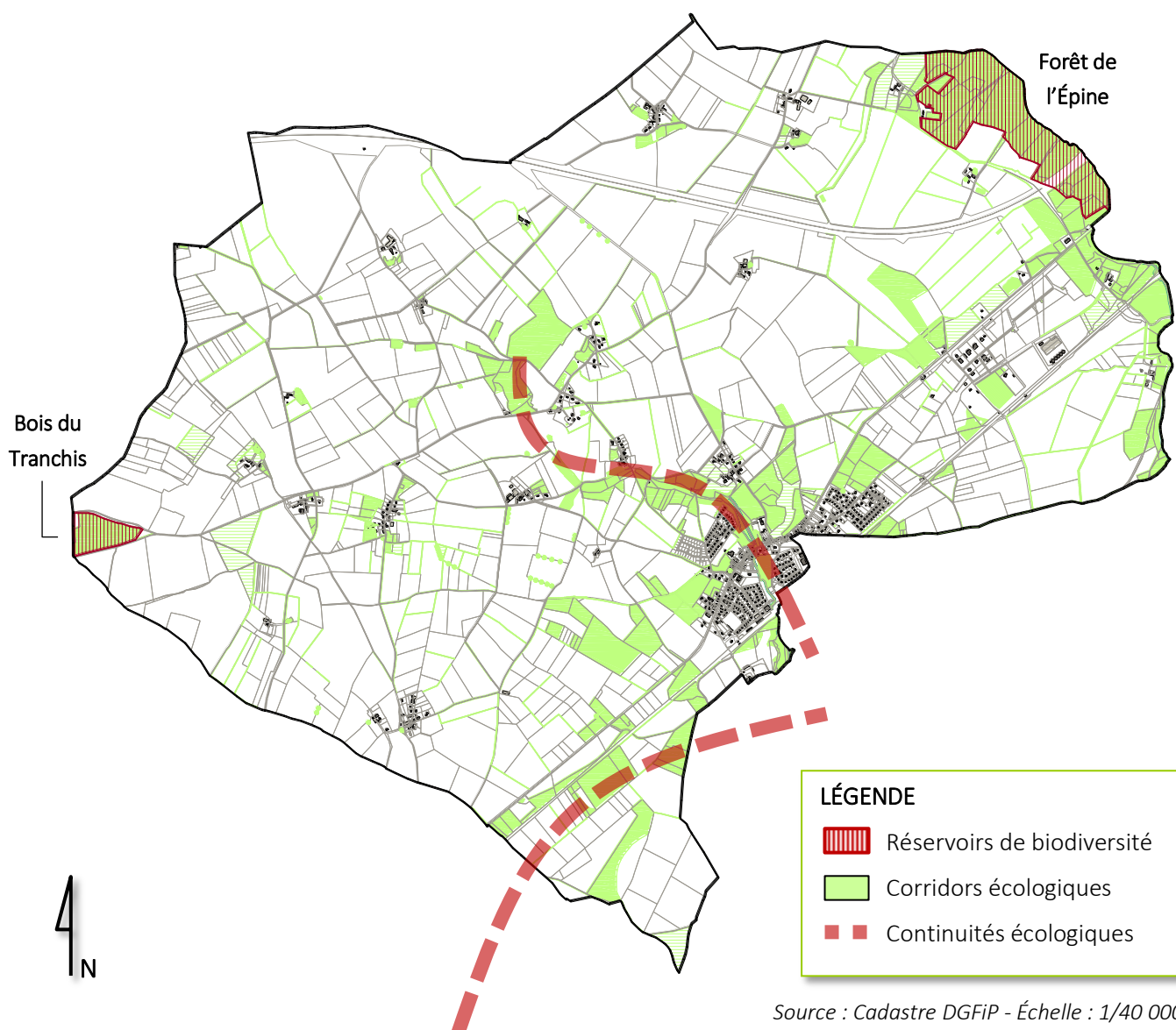
SYNTHÈSE DU FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE LOCAL

■ DÉFINITION DE CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

L'objectif de cette analyse est d'identifier les **corridors écologiques** et les **réservoirs de biodiversité** constitutifs des **continuités écologiques** de la Trame verte et bleue de Coulombiers. L'application des dispositions du Code de l'Environnement (articles L.371-1 et R.371-19 notamment) permet de constituer le schéma de fonctionnement présenté en page suivante.

L'analyse au regard du Code de l'Environnement fait apparaître une densité inégalement répartie du réseau écologique. Compte-tenu de la faiblesse du maillage bocager, la circulation des espèces entre les différents réservoirs de biodiversité est tenue, assurée essentiellement par les boisements.

Réservoirs de biodiversité, corridors écologiques et continuités écologiques



Une première continuité écologique peut être identifiée sur le territoire communal, à travers la pointe Sud du territoire, entre la vallée du *Ruisseau de Gabouret*, sur la commune de Cloué, au Sud-Ouest, et les boisements épars de la commune de Marçay, à l'Est. Sur la commune de Coulombiers, cette continuité prend appui sur les boisements épars situés au Sud-Est de la RD 611 (« Bois de Coulombiers »). Cette analyse précise celle du schéma Régional de Cohérence Écologique, qui reconnaît la valeur importante de cette continuité.

Une seconde continuité écologique « locale » mérite d'être identifiée et protégée. Depuis les étangs de « Maupertuis », au centre du territoire communal, elle suit les boisements autour du ruisseau du *Palais* et traverse les espaces verts du Bourg en direction du Sud.

Ces continuités devront être préservées au Plan Local d'Urbanisme, en particulier contre le développement diffus de l'urbanisation. La préservation du lien écologique formé par ces boisements paraît pouvoir être assurée en raison de la concentration de l'urbanisation sur le Bourg.

■ PRESSION ANTHROPIQUE ET RISQUE DE FRAGMENTATION

La pression anthropique est mesurée au travers de trois facteurs :

- **L'urbanisation**, qui artificialise les sols et détruit les éléments constitutifs de la trame verte et bleue ;
- **La fragmentation des milieux** par les infrastructures linéaires, qui isolent les populations ;
- **Les pollutions et les nuisances** (dont la mortalité routière) qui impactent directement les espèces.

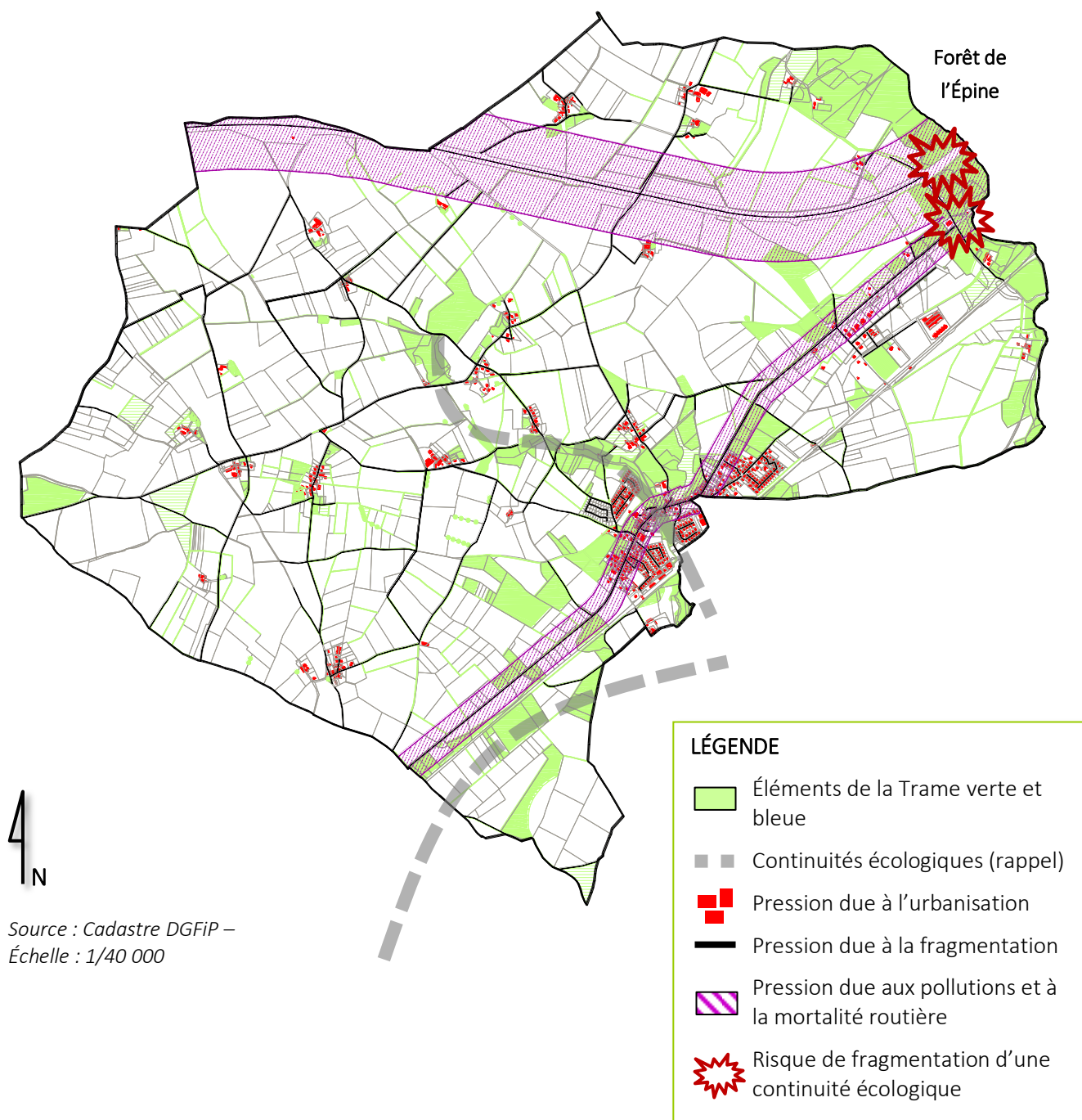
À Coulombiers, les enjeux suivants peuvent être relevés en matière de pression anthropique :

- La **pression due à l'urbanisation** est assez modeste au regard de l'ampleur limitée du Bourg de Coulombiers, ainsi que des villages et hameaux de la commune. En raison d'une constructibilité principalement opérée sur des espaces dénués d'éléments de biodiversité, l'urbanisation n'a pas impacté de manière récente de réservoir de biodiversité ou de continuité écologique.
- La **pression due à la fragmentation** est liée aux infrastructures linéaires. À Coulombiers, cela concerne l'autoroute A10 (34 276 véhicules/jour en 2014) et la RD 611 (7 925 véhicules/jour en 2015). Au vu du trafic très conséquent sur ces axes, le réservoir de biodiversité de la Forêt de l'Épine subit un risque de fragmentation. Compte-tenu de la taille modérée des villages et écarts qui maillent le territoire, le gabarit des routes de desserte de ceux-ci est modéré et la pression due à la fragmentation est faible.
- La **pression due aux pollutions** et à la mortalité routière des espèces concerne ces mêmes infrastructures à circulation importante, ainsi que la voie ferroviaire Poitiers / La Rochelle.

Des actions peuvent être entreprises pour limiter la pression anthropique :

- **Préserver de l'urbanisation** les espaces agricoles et naturels de la commune afin de préserver les éléments-support de la biodiversité.
- **Préserver des coupures d'urbanisation** entre le Bourg et les différents villages et écarts de la commune.

Éléments participant de la pression anthropique sur la commune



GESTION DES RESSOURCES NATURELLES, DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

■ L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET SA PROTECTION

Origine et qualité de l'eau potable distribuée

L'approvisionnement, la gestion et la distribution de l'eau potable sur la commune est assurée par le Syndicat Eaux de Vienne (ex SIVEER). Au sein du territoire, trois Unités de Distribution d'eau (UDI) ont été définies. Coulombiers dépend intégralement de l'UDI B, de même que les communes de Curzay-sur-Vonne, Jazeneuil, Lusignan (pour partie), Rouillé (pour partie) et Sanxay.

L'UDI B est desservie un mélange d'eaux réalisé à partir de deux captages situés sur la commune de Curzay-sur-Vonne, la Source de « La Jallière » (nappe libre supra-toarcienne) et le forage de « La Forêt » (nappe captive de l'infra-toarcien), en adjonction avec le forage de « La Roche-Perrin » (commune de Jazeneuil), sollicitant l'aquifère captif de l'infra-toarcien.

Paramètres de qualité de l'eau potable

Date du dernier prélèvement	18/05/2018 - 08h35	
Conformité bactériologique	OUI	
Conformité physico-chimique	OUI	
Respect des références de qualité	OUI	
Paramètres analytiques	Valeur	Référence de qualité
Ammonium (en NH ₄)	<0,01 mg/l	≤0,1 mg/l
Bactéries aérobies revivifiables à 22°-68h	0 n/ml	
Bactéries aérobies revivifiables à 36°-44h	0 n/ml	
Bactéries et spores sulfato-réductrices / 100ml	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Bactéries coliformes / 100ml-MS	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Chlore libre *	0,3 mg/LCl ₂	
Chlore total *	0,4 mg/LCl ₂	
Conductivité à 25°C *	563 μS/cm	≥200 et ≤1100 μS/cm
Entérocoques / 100ml-MS	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Escherichia coli / 100ml-MF	0 n/100 ml	≤0 n/100 ml
Fer total	<30 μg/L	≤200 μg/L
Fluorures mg/L	0,9 mg/L	≤1,5 mg/L
Nitrates (en NO ₃)	39 mg/L	≤50 mg/L
Odeur (qualitatif) *	0	
Saveur (qualitatif) *	0	
Température de l'eau *	16°C	≤25°C
Turbidité néphélométrique NFU	<0,3 NFU	≤2 NFU
pH *	7,4 unitépH	≥6,5 et ≤9 unitépH

Source : Ministère des Solidarités et de la Santé, portail Orobnat

* Analyse réalisée sur le terrain

Protection de l'approvisionnement en eau potable

Le territoire communal de Coulombiers n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage.

■ L'APPROVISIONNEMENT ÉNERGÉTIQUE, LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Situation actuelle et enjeux

L'électricité et l'éolien sont les deux modes d'approvisionnement énergétique principaux sur la commune. Toutefois, deux autres sources d'énergies renouvelables principales sont potentiellement mobilisables sur le territoire de Coulombiers : le solaire (thermique ou photovoltaïque) et, éventuellement, le bois-énergie.

Pour répondre aux objectifs de maîtrise des consommations d'énergie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre, un recours plus important aux énergies renouvelables est nécessaire. Les énergies renouvelables sont fournies par le soleil, le vent, la chaleur de la terre, la biomasse (bois énergie, biocarburant, biogaz) et la mer. Leur exploitation n'engendre pas ou peu de déchets ou de gaz à effet de serre.

Développement de l'énergie bois

On notera que le bois constitue une ressource modestement représentée sur le territoire de la commune, notamment du point de vue du taux de boisement rapporté à la superficie de la commune. Le développement d'une filière bois locale pourrait cependant être envisagé si elle est gérée de manière durable.

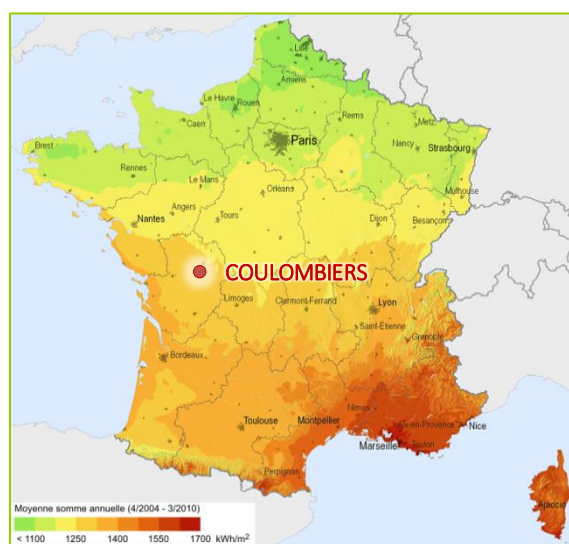
Développement de l'énergie solaire

Comme illustré sur la cartographie ci-contre, sur le secteur de Coulombiers 1 325 kWh/m² et par an. Cette valeur est assez favorable au développement de la fourniture d'énergie par les apports solaires.

Les équipements mis en place devront toutefois prendre en considération les principes suivants :

- L'implantation de centrales solaires au sol est à éviter en raison de la sensibilité environnementale du territoire communal et des impacts potentiels sur l'activité agricole.
- La mise en place de panneaux solaires sur les bâtiments devra être réalisée avec discrétion afin d'éviter un impact visuel trop important, notamment autour du Bourg, en référence au bâti patrimonial de qualité.

Irradiation globale horizontale



Développement de la méthanisation

Un recensement des entreprises et des installations agricoles produisant des déchets fermentescibles pourrait être pertinent. En effet, dans le cas où le territoire de commune hébergerait de tels établissements, la question de la mise en place d'une filière de méthanisation serait opportune.

La méthanisation a été reconnue par le « Grenelle II » comme une activité agricole lorsqu'il s'agit majoritairement de ressources issus des effluents d'élevage.

Développement de la biomasse

Dans le cadre de la réflexion sur le choix des énergies des bâtiments publics et/ou collectifs, voire des opérations d'ensemble, la question de la mise en place de la filière biomasse (utilisation de l'énergie issue de la combustion de matières organiques : paille, bois, palettes, etc.) serait opportune, notamment pour les réseaux de chaleur.

Développement de l'énergie éolienne

La mise en place du Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE) constitue une des déclinaisons du Grenelle de l'Environnement.

Il définit les orientations et objectifs régionaux à l'horizon 2020 et 2050 pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de la consommation énergétique, le développement des énergies renouvelables, la lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique. Il comprend un rapport et un document d'orientations assorti de documents cartographiques indicatifs et un volet annexé intitulé « schéma régional éolien ».

L'élaboration des Schémas Régionaux « Climat, Air, Énergie » découle de l'article 68 de la Loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement, dite Loi « Grenelle 2 ». Cette Loi est une application territorialisée de la Loi de programmation n°2009-967 du 3 Août 2009 relative à la mise en œuvre du « Grenelle de l'environnement », dite Loi « Grenelle 1 ».

La Loi « Grenelle 2 », qui prévoit l'élaboration du SRCAE, précise dans son article 90 que le **Schéma Régional Éolien (SRE)** constitue un volet annexé à ce document. En cohérence avec les objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat, le SRE a pour vocation d'identifier la contribution régionale à l'effort national en matière de production d'énergie renouvelable d'origine éolienne terrestre. Il a pour objet de définir les parties du territoire régional favorables au développement de l'énergie éolienne en s'assurant que l'objectif quantitatif régional puisse être effectivement atteint.

En l'attente d'une refonte du SRCAE et du SRE à l'échelle de la Région Nouvelle-Aquitaine, les données suivantes sont basées sur le SRE Poitou-Charentes. **Il est à noter que celui a été annulé par Arrêt de la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux en date du 04 Avril 2017. Les données suivantes sont donc données à titre informatif.**

Le Schéma Régional Éolien a cartographié les espaces régionaux en fonction de la typologie dominante du secteur et en corrélation avec les contraintes découlant d'incompatibilités réglementaires ou d'enjeux importants liés à l'application de politiques publiques (ZNIEFF de type I et II, ZPS, ZSC, ZICO, Arrêtés Préfectoraux de Biotopie, réserves naturelles, espaces littoraux importants, ZPPAUP et/ou périmètre de site classé ou inscrit, sites UNESCO, zones archéologiques, territoires emblématiques sur le plan paysager, massifs forestiers, vallées, zones urbanisées, servitudes techniques de l'aviation civile, servitudes radioélectriques, voies de communication).

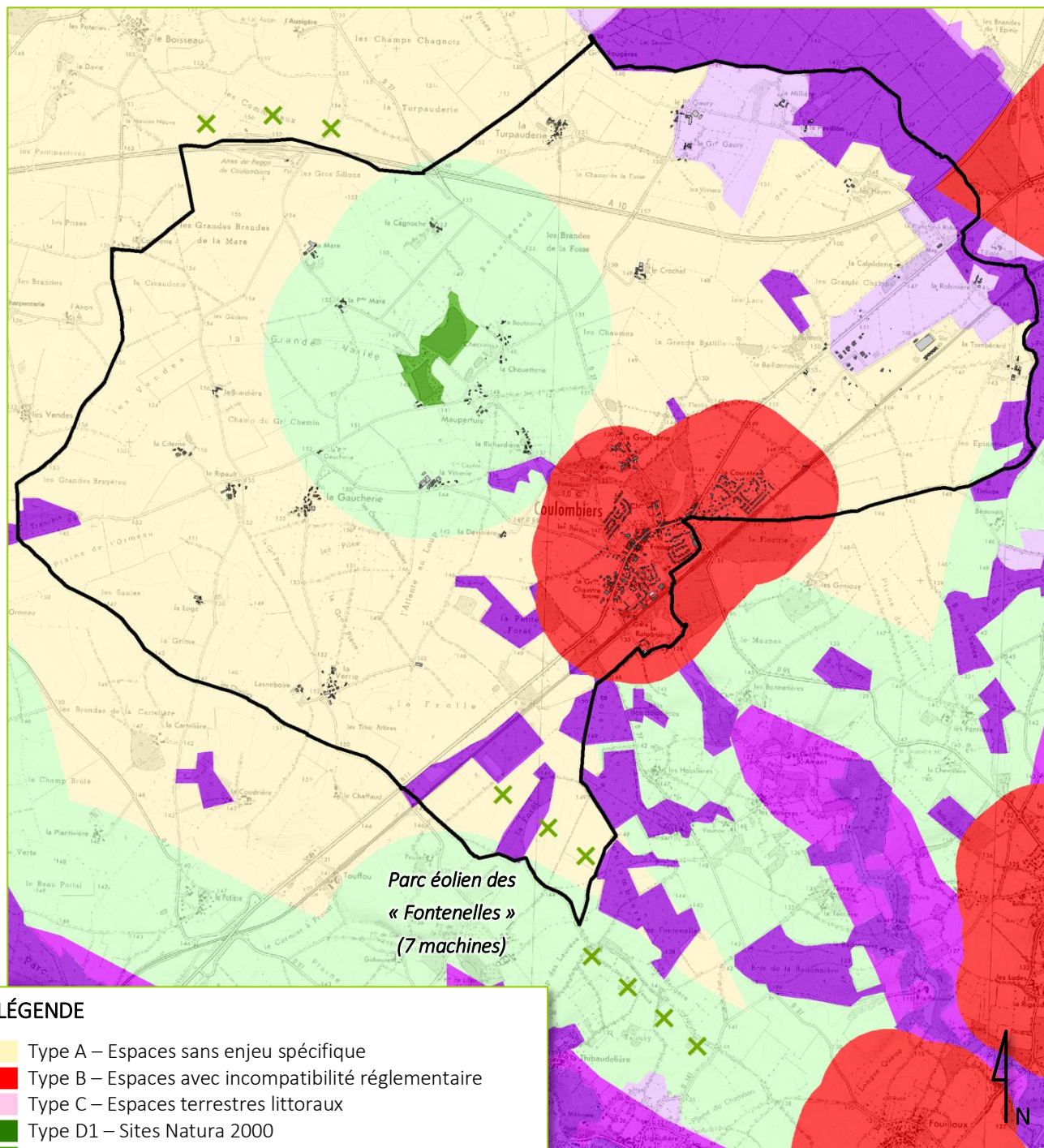
Trois éoliennes sont d'ores et déjà installées en limite Sud de la commune, dans le cadre d'un parc de plus grande envergure (Parc des « Fontenelles ») qui comporte, au total, sept machines.

Le Schéma Régional Éolien fait apparaître des zones sur le territoire communal qui sont favorables à l'implantation d'éolienne(s), comme illustré en page suivante. Le bourg et ses abords sont couverts par des incompatibilités réglementaires (proximité d'habitations, servitudes d'urbanisme, risques de nuisances...) et sont impropres à l'installation d'éoliennes non-domestiques.

Autour des étangs de Maupertuis et des principaux espaces boisés de la commune, la préservation du bocage, des paysages et des unités boisées est un enjeu important, ce qui rend les installations inopportunes.

Les espaces agricoles partout ailleurs sur la commune offrent des espaces potentiellement favorables (en jaune clair sur la carte suivante).

Typologie des espaces de la commune dans le cadre du Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes



LÉGENDE

- Type A – Espaces sans enjeu spécifique
- Type B – Espaces avec incompatibilité réglementaire
- Type C – Espaces terrestres littoraux
- Type D1 – Sites Natura 2000
- Type D2-1 – ZNIEFF I et II (oiseaux et chiro)
- Type D2-2 – Zones de connectivité
- Type E1 – Espaces culturels et paysagers emblématiques
- Type E2 – Massifs forestiers
- Type E3 – Vallées
- Type E4 – ZNIEFF I et II (non oiseaux et chiro)
- Type E5 – Bocages
- Type F – Autres espaces présentant des contraintes

Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Schéma Régional Éolien Poitou-Charentes - Échelle : 1/45 000

GESTION DES RISQUES, POLLUTIONS ET NUISANCES

■ LA CONNAISSANCE ET LA LEÇON DES RISQUES PASSÉS

Sur les dernières décennies, la commune de Coulombiers a fait l'objet de neuf arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle. Ces arrêtés sont pris en application du Code des Assurances à l'échelle de la commune. Ils précisent le type de catastrophe naturelle ouvrant droit à indemnisation des dommages mais ne localisent pas les phénomènes concernés. Ils sont donc donnés ci-après pour information.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondations et coulées de boue	08/12/1982	31/12/1982	11/01/1983	13/01/1983
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/06/1989	31/12/1990	10/06/1991	19/07/1991
Inondations et coulées de boue	24/12/1993	11/01/1994	02/02/1994	18/02/1994
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	25/08/2004	26/08/2004
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2003	30/09/2003	11/01/2005	01/02/2005
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	15/05/2008	22/05/2008
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	04/04/2011	30/06/2011	18/10/2012	21/10/2012

Source : Portail Géorisques, base « GASPAR » (Mai 2018)

Les risques identifiés comme générateurs d'atteintes aux biens ou aux personnes, soit par la récurrence d'événements déjà survenus, soit par l'importance du risque potentiel, sont les suivants :

- Mouvements de terrain et mouvement de terrain par tassements différentiels.
- Phénomènes sismiques.
- Phénomènes météorologiques.
- Transport de matières dangereuses.

La localisation de ces risques est présentée aux pages ci-après.

Rappel des obligations réglementaires des collectivités

En vertu des articles R.125-11 et suivants du Code de l'Environnement, toutes les communes du département de la Vienne sont concernées par l'obligation de réaliser un Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM).

Ce document, élaboré dans le but d'informer la population, indique les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde répondant aux risques majeurs susceptibles d'affecter la commune. Ces mesures comprennent, en tant que de besoin, les consignes de sécurité devant être mises en œuvre en cas de survenue du risque.

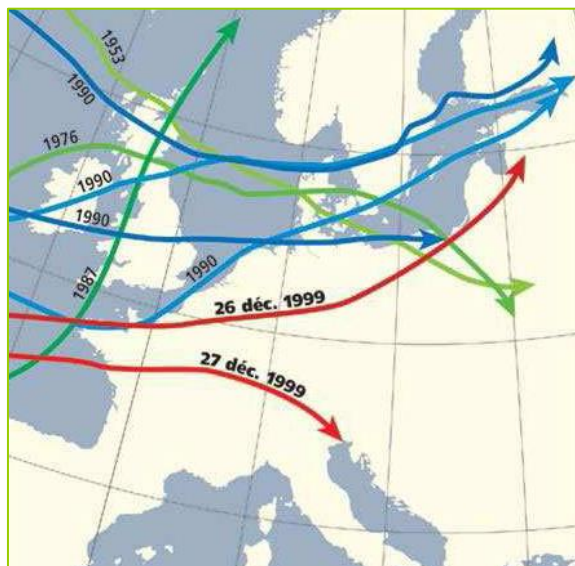
L'article 13 de la Loi de modernisation de la Sécurité Civile du 13 Août 2004 rend obligatoire la réalisation par le Maire d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) pour les communes disposant d'un Plan de Prévention des Risques naturels (PPRn) approuvé ou celles comprises dans le champ d'application d'un Plan Particulier d'Intervention (PPI).

Ce document est un outil opérationnel à l'échelle communale pour gérer les secours en cas de crise majeure. Il comprend les mesures qui permettent d'organiser la sauvegarde et la protection des personnes, la diffusion de l'alerte et des consignes de sécurité, les moyens d'accompagnement et de soutien de la population. Le DICRIM constitue la première partie du PCS sur le volet relatif à l'information sur les risques majeurs.

Les communes qui ne sont pas soumises à cette obligation réglementaire sont fortement incitées à réaliser également un PCS.

■ LES RISQUES MÉTÉOROLOGIQUES

Le risque de tempêtes océaniques



Trajectoires de quelques tempêtes ayant touché l'Europe entre 1950 et 2000

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique (ou dépression), dans laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes en température et en teneur d'eau. De cette confrontation naissent des vents parfois très violents. On parle de tempête lorsque les vents dépassent 89 kilomètres/heure.

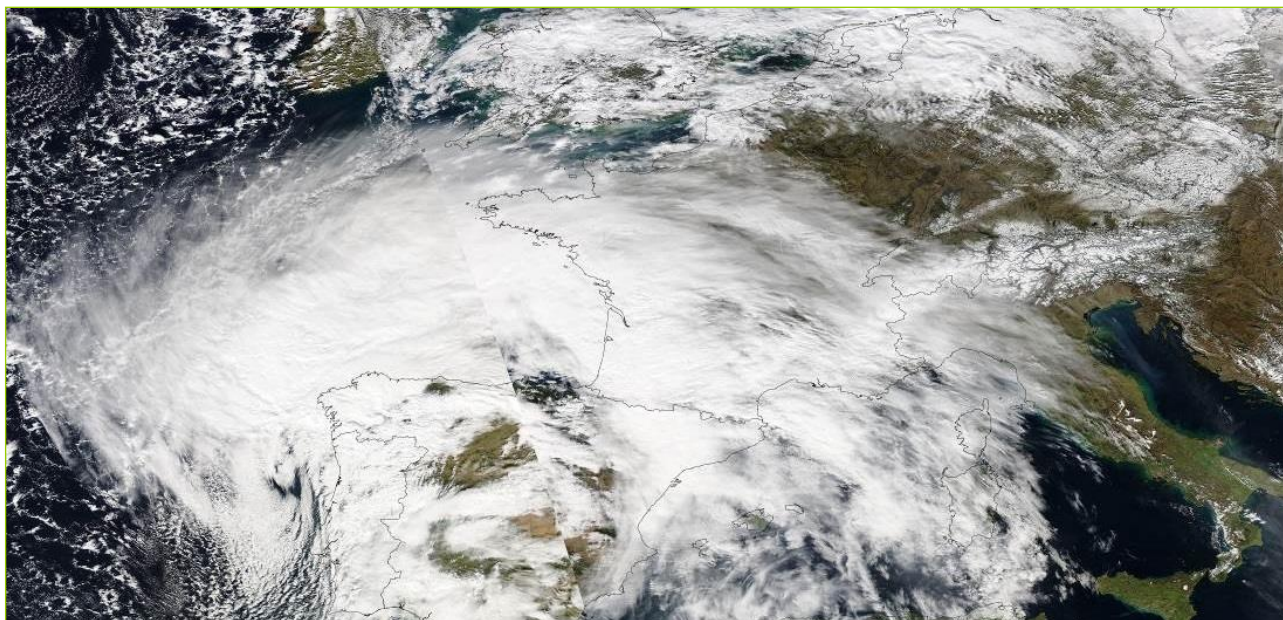
Le risque de tempêtes océaniques (passage de « Martin » en 1999 et de « Xynthia » en 2010) est possible sur la commune.

Quoiqu'impuissants face à l'occurrence du phénomène, il est possible d'en prévenir les effets par le biais de mesures d'ordre constructif, par la surveillance météorologique (prévision) et par l'information et l'alerte de la population.

Le risque de phénomènes orageux violents

Un orage est une perturbation atmosphérique d'origine convective associée à un type de nuage particulier : le cumulonimbus. Les orages peuvent générer des pluies fortes à diluviennes, des coups de foudre, des chutes de grêle, des vents très violents et, rarement, des tornades.

À nos latitudes, le risque orageux est essentiellement présent durant la saison chaude, de la moitié du printemps à la moitié de l'automne. Le Poitou-Charentes est particulièrement exposé à ce risque en raison de sa localisation en bordure du principal couloir d'orages allant de l'Aquitaine à la Bourgogne. Des épisodes orageux violents se produisent régulièrement, plus spécifiquement sur la Charente et la Vienne.



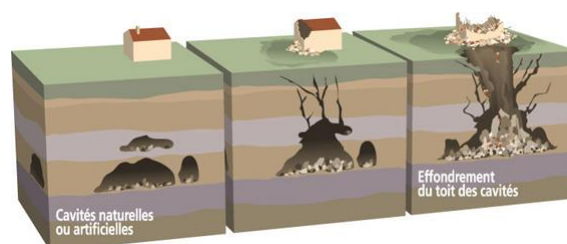
La tempête « Xynthia » aborde les côtes européennes en Février 2010.

■ LES RISQUES LIÉS À LA GÉOLOGIE

Le risque « cavités souterraines »

L'attention de la collectivité locale est attirée sur les dispositions résultant de la loi du 30 Juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages qui modifient le Code de l'Environnement (article L.563-6) en confiant aux communes ou à leurs groupements compétents en matière de documents d'urbanisme le soin d'élaborer en tant que de besoin des cartes délimitant les sites où sont situés des cavités souterraines et des marnières susceptibles de provoquer l'effondrement du sol. Le Maire a la responsabilité de communiquer, sans délai, au représentant de l'État dans le département et au Président du Conseil Départemental les éléments dont il dispose à ce sujet.

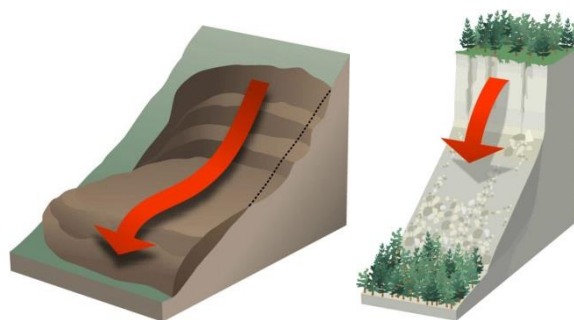
Des précautions liées aux dispositifs de construction sont donc à préconiser et l'attention des constructeurs doit être sensibilisée sur ce point. En tout état de cause, il y a lieu d'éviter le développement des constructions dans les zones connues comme susceptibles de comporter des cavités en sous-sol.



Aucune cavité n'a été identifiée à ce jour par le BRGM sur le territoire communal. L'attention de la collectivité est attirée sur le fait que l'inventaire préalable du BRGM ne préjuge pas de l'absence de cavités non encore répertoriées.

Le risque « mouvements de terrain »

Outre les mouvements de terrain liés au retrait et gonflement des argiles, développés ci-après, des mouvements de terrain peuvent survenir de manière lente et continue (tassements, affaiblissements, assèchements...) ou de manière rapide et discontinue (écroulements, chutes de blocs, coulées de boue torrentielles...). En tout état de cause, il y a lieu d'éviter le développement des constructions dans les zones qui présentent un risque d'affaissement ou d'éboulement.



À Coulombiers, aucun mouvement de terrain n'a été répertorié au titre des arrêtés de catastrophes naturelles. Hors retrait et gonflement des argiles, **le risque de mouvements de terrain par affaissement ou éboulement semble modéré.**

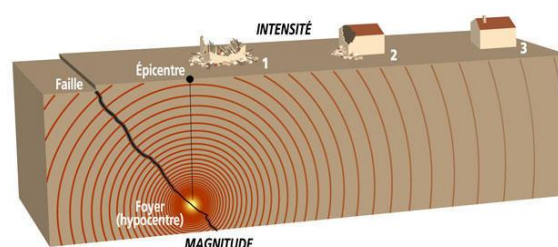
Le risque sismique

Le Ministère de la Transition écologique et solidaire a élaboré un Programme National de Prévention du Risque Sismique (PNPRS), présenté en Novembre 2005.

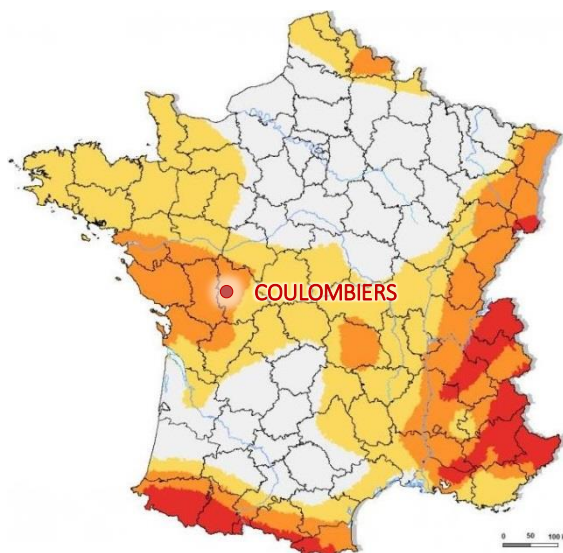
Ce programme s'inscrit dans le cadre de la politique gouvernementale de Développement Durable et s'attache à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.

Suite au zonage sismique de la France, élaboré le 21 Novembre 2005, **la commune est classée en zone de sismicité 3 (risque mesuré)**, avec des accélérations du sol pouvant aller de $1,1 \text{ m/s}^2$ à $1,6 \text{ m/s}^2$. La mise en œuvre de ce plan a pour effet de renforcer les mesures constructives des bâtiments existants ou futurs.

La Direction Départementale des Territoires de la Vienne a élaboré, en Décembre 2010, une délimitation des zones de sismicité sur le territoire départemental, conformément aux Décrets n°2010-245 et n°2010-1255 et à l'Arrêté du 22 Octobre 2010, complété par l'Arrêté du 11 Juillet 2011 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

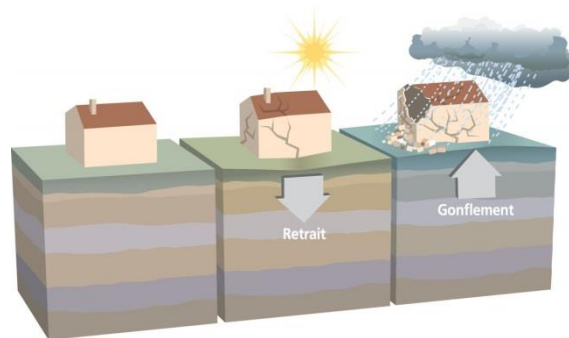


Zonage sismique de la France



Le risque « retrait et gonflement des argiles »

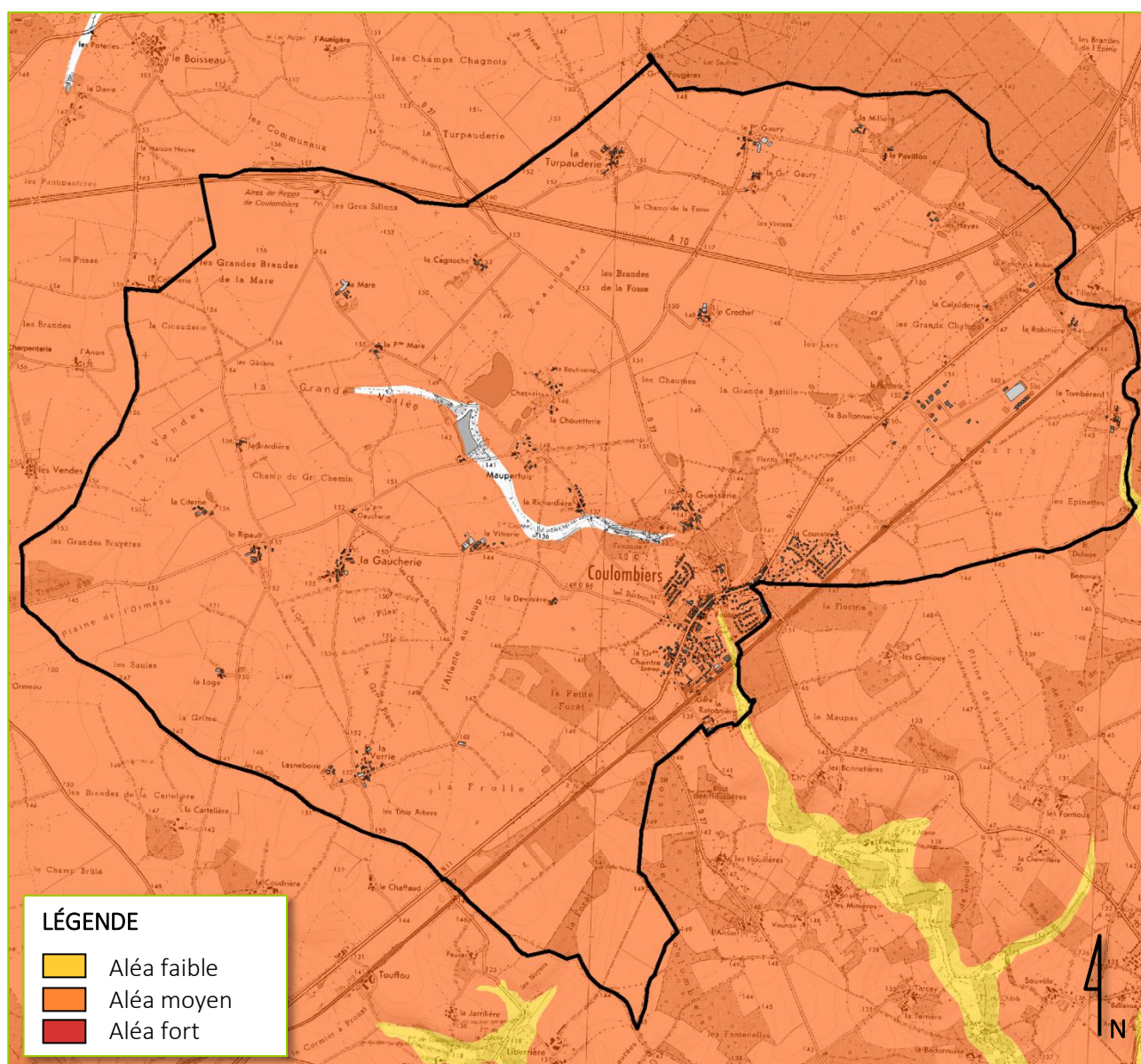
Ce phénomène est également connu sous le nom de « risque sécheresse ». Les argiles sont sensibles à la teneur en eau du sol : elles gonflent en présence d'eau puis se rétractent quand la teneur en eau diminue. La présence d'argile dans le sol ou le sous-sol peut donc conduire à des mouvements de terrain différentiels qui peuvent être à l'origine de désordres aux bâtiments (fissuration des murs, etc.).



Afin de se prémunir des désordres, un certain nombre de dispositions doivent être respectées :

- Dispositions constructives pour ce qui concerne les fondations et la structure des bâtiments (profondeur des fondations, chaînage, etc.).
- Dispositions relatives à l'environnement des bâtiments en vue de limiter les variations de teneur en eau du sol à proximité des bâtiments (gestion des eaux pluviales, etc.).

Localisation du risque « argiles » sur la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCi vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25 et BRGM - Échelle : 1/40 000

Le phénomène concerne intégralement la commune de Coulombiers. La quasi-totalité du bâti est concerné par un aléa moyen incluant le Bourg et les hameaux. Seul le vallonnement du cours d'eau *Le Palais* est soumis à un aléa faible, ou exempt d'aléa au niveau des étangs de Maupertuis.

Le risque « argiles » doit être porté à la connaissance des tiers envisageant des projets. L'attention des porteurs de projets est attirée sur l'existence de ce risque. Une étude de sol détaillée doit être réalisée et la conception des constructions doit être adaptée à la situation pédologique, y compris dans les zones définies comme constructibles au Plan Local d'Urbanisme.

Le risque incendie et feux de forêt

La commune de Coulombiers ne comporte pas de massif classé à risque dans le Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI). Celui-ci a été approuvé, pour la période 2015/2024, par Arrêté Préfectoral n°2014-DDT-748 du 12 Novembre 2014.

Néanmoins, l'Arrêté n°2017-SIDPC-014 du 24 Mai 2017, portant règlement permanent de l'emploi du feu et du brûlage des déchets verts dans le Département de la Vienne, s'applique à tout le territoire départemental.

■ LES RISQUES LIÉS À L'HYDROLOGIE

Le risque d'inondation par débordement de cours d'eau

La commune n'est pas concernée par le risque d'inondation par débordement de cours d'eau.

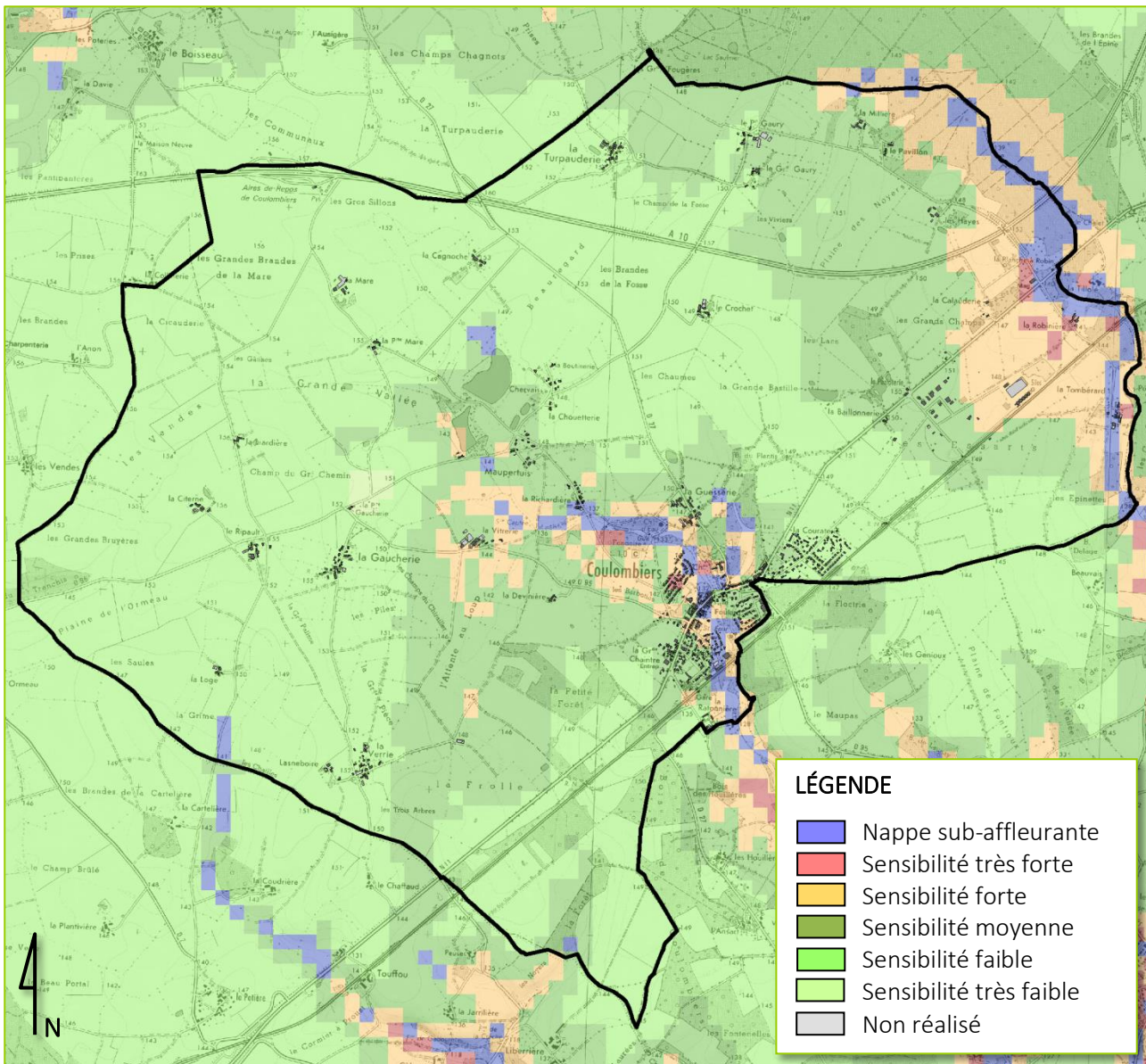
En application de la Directive 2007/60/CE du Parlement Européen et du Conseil, du 23 Octobre 2007, dite « Directive Inondation », et de la Stratégie Nationale de Gestion du Risque Inondation (SNGRI), le bassin Loire-Bretagne fait l'objet de l'élaboration d'un Plan de Gestion du Risque d'Inondation (PGRI). La commune n'est pas classée en Territoire à Risque d'Inondation (TRI) eu titre du PGRI Loire-Bretagne. La compatibilité du projet de Plan Local d'Urbanisme avec le PGRI Loire-Bretagne est évaluée ci-après, au chapitre « Compatibilité avec les autres plans et programmes ».

Le risque de remontées de nappes

La remontée de nappes phréatiques est un phénomène complexe. Lors d'épisodes pluvieux abondants et/ou prolongés, les nappes peuvent remonter à la surface jusqu'à saturer le sol et envahir les points bas (vallons, cuvettes). Ce phénomène peut générer des dommages aux fondations des bâtiments et perturber le fonctionnement de certains réseaux, et en particulier des systèmes d'assainissement non collectifs. Il convient donc de le prendre en compte.



Localisation du risque « remontées de nappes » sur la commune



Source : SIG Parcours, cadastre PCi vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25 et BRGM - Échelle : 1/40 000

Les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches cristallines imperméables ne sont pas concernés par ce risque. Celles-ci présentent en effet un trop faible potentiel de retenue d'eau pour générer des remontées de nappes phréatiques. En revanche, les secteurs de la commune dont le sous-sol est constitué de roches calcaires, sont concernés de manière variable par ce risque.

La commune est diversement concernée par ce risque. Les secteurs potentiellement les plus concernés sont les points bas topographiques : vallonements du *Palais* et de *La Rhune*. Le risque sous-jacent à la remontée de nappes est la saturation des sols, notamment lors d'épisodes pluvieux importants et de ruissellements qui satureront les dépressions du relief.

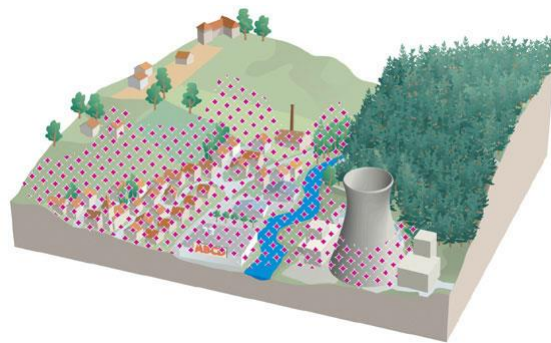
■ LES RISQUES INDUSTRIELS ET TECHNOLOGIQUES

Le risque « rupture de barrage » et onde de submersion

La commune n'est pas concernée par le risque « rupture de barrage ».

Le risque nucléaire

La commune n'est pas concernée par un risque nucléaire. Un PPI (Plan Particulier d'Intervention) est en vigueur concernant le Centre Nucléaire de Production d'Électricité (CNPE) de Civaux, situé à 36 kilomètres à l'Est du Bourg de Coulombiers. Ce PPI ne s'applique qu'aux communes à proximité immédiate de Civaux, le risque d'accident étant extrêmement faible.



En revanche, un accident impliquant un transport de matières radioactives (cf. partie « risque lié au transport de matières dangereuses » ci-après) peut aussi être à l'origine d'un événement radiologique grave. En conséquence, un volet ORSEC « transport de matières radioactives » a été signé par le Préfet de la Vienne le 1^{er} Octobre 2007.

Le risque lié au transport d'énergies : le gaz

GRT Gaz ne possède pas d'ouvrage de transport de gaz sur le territoire de la commune de Coulombiers.

Le risque lié à l'exploitation de carrières

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un Schéma Départemental des Carrières (SDC). Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration. Celui de la Vienne a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°99-D2/B3-206 du 9 Juin 1999.

La Loi n°2014-366 du 24 Mars 2014, dite Loi « ALUR », à travers son article 129, introduit la nécessité pour les Conseils Régionaux de procéder à l'élaboration d'un Schéma Régional des Carrières (SRC). Le document doit être approuvé avant le 1^{er} Janvier 2020. Le SRC Nouvelle-Aquitaine est en cours d'élaboration.

Sur le territoire de la commune de Coulombiers, il n'existe pas de carrière en activité.

Le risque industriel (installations ICPE)

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement.

Il est indispensable de tenir compte de l'existant sur la commune de façon à ce que les futurs secteurs à urbaniser soient préservés d'éventuelles nuisances liées à la présence de ces établissements.



Les mesures à prendre sont celles veillant à assurer la mise en sécurité des personnes, la non-aggravation d'un risque, ainsi que des dispositions liées aux gênes sonores ou/et olfactives lors du fonctionnement des installations.

La présence de tiers-habitants n'est pas recommandée dans un périmètre variable entre 50 et 100 mètres en fonction de la nature du site, sauf en cas d'antériorité constructive et de dérogation préfectorale accordée.

La base ICPE fait état de cinq Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) recensées sur la commune de Coulombiers.

Liste des installations ICPE (base Ministère de l'Environnement)

Installation et localisation	Régime et statut	Organisme de contrôle	Nomenclature des activités en fonctionnement
EROME (ex DDE) ZA « La Pazioterie »	A (Autorisation) En fonctionnement <i>non SEVESO</i> <i>non IED</i>	DREAL Nouvelle-Aquitaine	120. Procédés de chauffage 1420. Emploi ou stockage d'amines inflammables liquéfiées 1432. Stockage de liquides inflammables 1433. Mélange ou emploi de liquides inflammables 1434. Remplissage ou distribution de liquides inflammables 1520. Dépôt de houille, coke, etc. 1521. Traitement ou emploi de goudron, asphalte, etc. 1611. Emploi ou stockage d'acide acétique, chlorhydrique, formique, etc. 211. Dépôts de gaz combustibles liquéfiés 216. Traitement à chaud de goudrons, brais 2521. Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers 253. Dépôts de liquides inflammables 261. Mélange ou emploi de liquides inflammables 261bis. Installation de remplissage de liquides inflammables 2910. Combustion 2915. Procédé de chauffage de fluide caloporteur organique combustible 4718. Gaz inflammables liquéfiés de catégories 1 et 2 4801. Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumeuses 48bis. Dépôt d'amines combustibles liquéfiées 48ter. Emploi d'amines combustibles liquéfiées
NEOEN « Parc des Fontenelles »	Régime inconnu En construction <i>non SEVESO</i> <i>non IED</i>	DREAL Nouvelle-Aquitaine	<i>Installation d'un parc éolien en cours de construction</i> <i>(Arrêté Préfectoral n°2014-DRCLAJ/BUPPE-231 du 29 Octobre 2014)</i>
RIVAUULT Michel « La Fraule »	A (Autorisation) En fonctionnement <i>non SEVESO</i> <i>non IED</i>	DREAL Nouvelle-Aquitaine	1520. Dépôt de houille, coke, etc. 1530. Dépôt de bois, papier, carton ou analogues 2420. Fabrication du charbon de bois
TERRENA ZA « La Pazioterie »	A (Autorisation) En fonctionnement <i>non SEVESO</i> <i>non IED</i>	DREAL Nouvelle-Aquitaine	1331. Stockage d'engrais simples solides, base nitrates 2160. Silos de stockage de céréales, grains, etc. dégageant des poussières inflammables

Installation et localisation	Régime et statut	Organisme de contrôle	Nomenclature des activités en fonctionnement
VALRECY ZA « La Pazioterie »	A (Autorisation) En fonctionnement <i>non SEVESO</i> <i>Installation IED</i>	DREAL Nouvelle-Aquitaine	1435. Stations-service 2711. Transit, regroupement, tri d'équipements électriques mis au rebut 2712. Stockage, dépollution, broyage de VHU 2713. Transit de métaux et déchets de métaux 2714. Transit de déchets non dangereux de papiers, plastiques, bois 2718. Transit ou tri de déchets dangereux ou contenant des substances ou préparations dangereuses 2790. Traitement de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses 2791. Traitement de déchets non dangereux 3532. Valorisation de déchets non dangereux

Source : Portail ICPE, Ministère de la Transition écologique et solidaire

Le risque industriel (installations IED)

La Directive européenne n°2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement, grâce à une prévention et à une réduction intégrées de la pollution provenant d'un large éventail d'activités industrielles et agricoles. Elle est le pendant, pour les risques chroniques, de la Directive n°2012/18/UE du 4 Juillet 2012, dite « Directive SEVESO 3 ». Elle réunit en un seul texte sept directives préexistantes distinctes relatives aux émissions industrielles, dont la Directive n°2008/1/CE, dite « Directive IPPC ».

Le Décret n°2013-375 créé quarante nouvelles rubriques dans la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), établie à l'article R.511-9 du Code de l'Environnement. L'ensemble des activités énumérées dans l'annexe I de la Directive est ainsi classé dans les « rubriques 3000 ».

Sur le territoire de la commune de Coulombiers, la société VALRECY relève de la Directive IED.

Le risque lié aux émissions polluantes

Le Registre Français des Émissions Polluantes (iREP) a pour objet de faciliter l'accès au public à l'information en matière d'environnement en ce qui concerne les émissions dans l'eau, dans l'air, dans le sol ainsi que la production de déchets dangereux des installations industrielles et des élevages. Ce registre, réalisé avec l'appui technique de l'Office International de l'Eau (OIE), contribue ainsi à l'amélioration de la connaissance environnementale, à la prévention et à la réduction de la pollution et des risques pour l'environnement.

Ce registre est constitué des données déclarées chaque année par les exploitants. L'obligation de déclaration par les exploitants des installations industrielles et des élevages est fixée (polluants concernés et seuils de déclaration) par l'Arrêté du 24 décembre 2002 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation (JO du 7 Mars 2003).

Les installations concernées sont les installations classées soumises à autorisation préfectorale, et plus particulièrement les installations relevant de la directive IPPC (Directive 96/61/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution). Le registre vise cent polluants pour les émissions dans l'eau,

cinquante pour les émissions dans l'air (notamment des substances toxiques et cancérigènes) et 400 catégories de déchets dangereux.

Ces données sont notamment utilisées par l'Administration dans les diverses actions de réduction des pollutions qui sont engagées par l'inspection des installations classées. Elles permettent de réaliser les synthèses nationales sur la qualité de l'air, de justifier du respect par la France de ses engagements internationaux, de la mise en œuvre des directives européennes, d'alimenter le registre national CO₂ créé pour la mise en œuvre de la Directive du 13 Octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre dans la communauté.

Sur la commune de Coulombiers, l'entreprise VALRECY (ex AFM Recyclage) fait l'objet d'une fiche dans la base iREP.

Émissions dans l'air (en tonnes/an)	2012	2013	2014	2015	2016
Production de déchets dangereux	447	386	876	1 000	509
Production de déchets non dangereux	52 684	44 418	37 792	28 882	0
Traitement de déchets dangereux	954	970	1 469	1 650	973
Traitement de déchets non dangereux	38 903	17 483	16 389	11 521	13 742

Source : Base iRep, Ministère de la Transition écologique et solidaire (Juillet 2018)

Le risque lié à la pollution des sols

Deux bases de données du Ministère de la Transition écologique et solidaire recensent les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) :

- BASOL : sites pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.
- BASIAS (Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service), réalisée en collaboration avec le BRGM.

On notera que l'inscription d'un site dans la banque de données BASIAS ne signifie pas obligatoirement qu'une pollution du sol existe à son endroit, mais seulement qu'une activité polluante occupe ou a occupé le site et qu'en conséquence les sols peuvent avoir été souillés ou peuvent l'être.

Sur la commune de Coulombiers, aucun site BASOL n'est recensé. En revanche, 14 sites BASIAS sont recensés, comme présenté dans le tableau suivant.

Liste des installations BASIAS sur la commune

Code	Propriétaire	Activité	Statut
POC8600552	Société coopérative agricole des producteurs de la Région de Poitiers	Dépôt d'engrais en sacs	Inconnu
POC8601282	BERTHOMIER	Dépôt de gaz combustible liquéfié	Inconnu
POC8601406	BOILEAU Raymond	Atelier de charronnage et de carrosserie	Inconnu
POC8601576	Direction Départementale de l'Équipement (DDE)	Usine d'émulsion de bitume	Inconnu
POC8601775	Compagnie Française de Raffinage TOTAL	Dépôt d'hydrocarbures	Inconnu

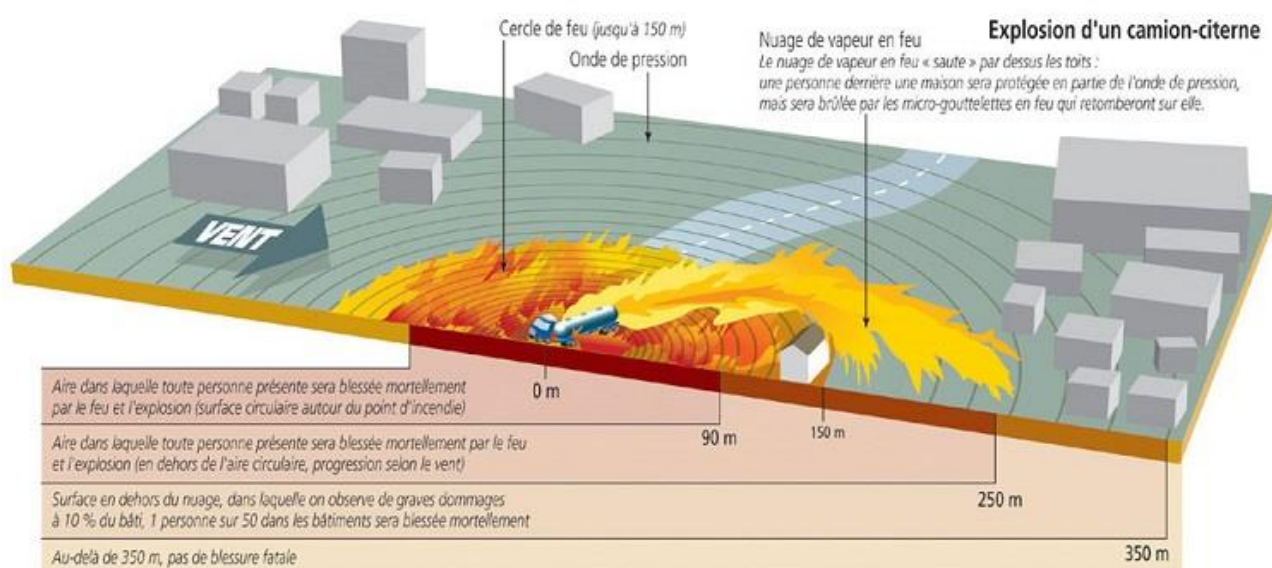
Code	Propriétaire	Activité	Statut
POC8601931	Société Anonyme Française de Broyage Industriel (SAFBI)	Chantier de récupération de vieux métaux	Inconnu
POC8602100	LONGUET Marcel	Dépôt de liquides inflammables	Inconnu
POC8602183	GUERIN Michèle	Dépôt de gaz combustible liquéfié	Inconnu
POC8602310	Groupeement des entreprises WEILER Frères et BERNARD Jean	Centrale temporaire d'enrobage à chaud au bitume de matériaux routiers	Activité terminée
POC8602886	POILBLANC Gilbert	Travail du bois (atelier de menuiserie)	Inconnu
POC8602905	GUERIN André	Dépôt de liquide inflammable de 2 ^e catégorie	Inconnu
POC8602906	Société Via France	Centrale temporaire d'enrobage à chaud de matériaux routiers	Inconnu
POC8602907	Société SATAR	Centrale d'enrobage de matériaux routiers	Inconnu
POC8602908	Compagnie moderne des routes	Centrale temporaire d'enrobage à chaud de matériaux routiers	Inconnu

Source : Portail BASIAS, Ministère de la Transition écologique et solidaire (Juillet 2018)

Le risque lié au transport de matières dangereuses

La situation stratégique occupée par le Poitou-Charentes sur l'Arc Atlantique, combinée à l'activité portuaire en constante augmentation en font une véritable plaque tournante des échanges Est/Ouest et Nord/Sud et, de ce fait, un important trafic de matières dangereuses transite par le Poitou-Charentes avec tous les risques que cela peut engendrer.

Il est estimé que le transport de matières dangereuses par route est de l'ordre de 5% du trafic total de poids-lourds sur le département de la Vienne (Dossier Départemental des Risques Majeurs).

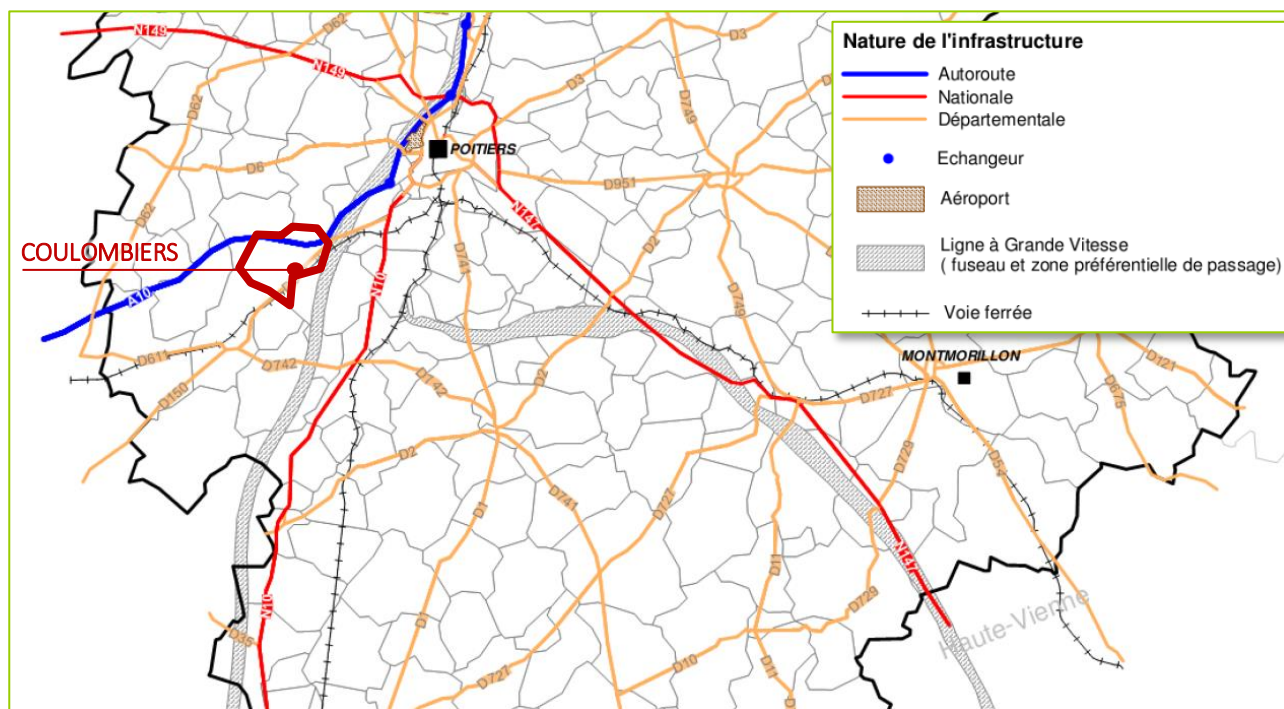


Les conséquences d'un accident de transport de matières dangereuses se traduisent de plusieurs manières : explosion, incendie, dispersion toxique dans l'air notamment, et peuvent avoir des répercussions importantes voire irréversibles pour la population qui s'y trouve exposée.

Les infrastructures les plus exposées à ce risque sont celles recevant les fréquentations les plus importantes, notamment de poids-lourds.

La commune de Coulombiers est concernée par le risque lié au transport de matières dangereuses. Les infrastructures potentiellement « à risque » sur le territoire sont la RD 611, l'autoroute A10 Paris / Bordeaux et la voie ferrée Paris / Poitiers / La Rochelle.

Le risque de transport de matières dangereuses à et à proximité de Coulombiers



Source : Direction Départementale des Territoires de la Vienne, Dossier Départemental des Risques Majeurs

Le risque routier

La Commission Européenne, réunie le 20 Juillet 2010, a donné les orientations politiques en matière de sécurité routière pour la période 2011/2020. Il s'agit de fournir un cadre général et des objectifs qui devraient orienter les stratégies nationales. L'ambition première est de réduire de moitié le nombre de tués sur les routes. Elle passe par la mise en application de plusieurs mesures :

- Améliorer l'éducation et la formation des usagers de la route.
- Améliorer le contrôle de l'application de la réglementation.
- Rendre les infrastructures routières plus sûres.
- Rendre les véhicules plus sûrs.
- Promouvoir l'utilisation de la technologie moderne pour améliorer la sécurité routière.
- Améliorer les services d'urgence et la prise en charge des blessés.
- Protéger les usagers vulnérables.

Les principales voies de circulation à Coulombiers sont la RD 611 (Poitiers / La Rochelle), qui traverse la commune et le Bourg selon un axe Sud-Ouest/Nord-Est, la RD 95, qui joint Jazeneuil et Marçay en passant par le Bourg de Coulombiers, et la RD 27, qui traverse également le Bourg entre Montreuil-Bonnin et Vivonne.

Des comptages routiers ont été réalisés en 2015 afin de chiffrer le trafic :

- RD 611 (vers Poitiers) : 7 925 véhicules/jour dont 6,5% de poids-lourds
- RD 611 (vers Niort) : 4 395 véhicules/jour dont 12,5% de poids lourds
- RD 95 (vers Jazeneuil) : 570 véhicules/jour
- RD 95 (vers Marçay) : 660 véhicules/jour
- RD 27 (vers Vivonne) : 415 véhicules/jour

Les données de l'accidentologie sur la commune, sur la période allant du 1^{er} Janvier 2009 au 31 Décembre 2013, dénombrent 5 accidents à Coulombiers, ayant totalisé **7 blessés hospitalisés**. Il est à noter que 2 de ces accidents (ayant totalisé 2 blessés hospitalisés) ont eu lieu sur l'autoroute A10, dont les questions de sécurité routière relèvent d'une politique indépendante de la commune.

Les nuisances liées au bruit

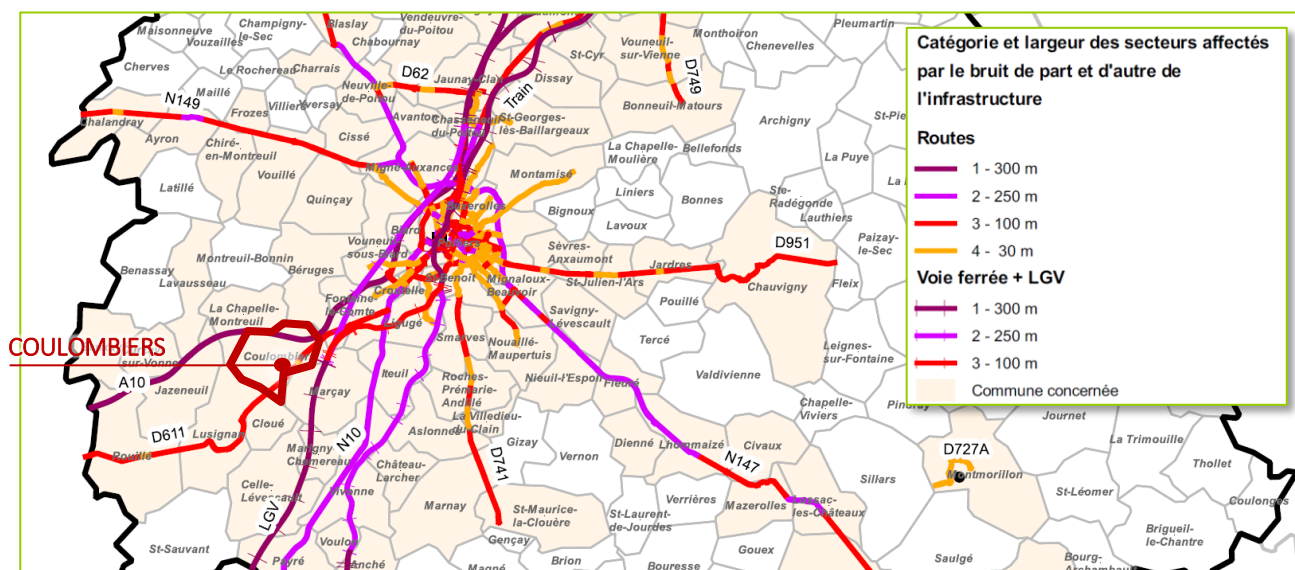
La Loi cadre n°92-1444 du 31 Décembre 1992 a pour objet principal d'offrir un cadre législatif complet à la problématique du bruit et de poser des bases cohérentes de traitement réglementaire de cette nuisance. Les dispositions prévues par cette Loi concernent :

- La prévention des nuisances sonores : troubles du voisinage, activités de loisirs bruyantes...
- L'urbanisme et la construction au voisinage des infrastructures de transport.
- La protection des riverains des aéroports.
- Le renforcement des modalités de contrôle et de surveillance.
- Le renforcement des sanctions en matière de nuisances sonores.

Un nouveau classement sonore des infrastructures de transport terrestre du département de la Vienne a été pris par Arrêté Préfectoral n°2015-DDT-830 du 1^{er} Septembre 2015. Il a été modifié par Arrêté Préfectoral modificatif n°2015-DDT-1149 du 27 Octobre 2015.

La commune de Coulombiers est concernée au titre de l'autoroute A10 et de la RD 611 (y compris dans la traversée du Bourg). Un secteur de nuisances de 300 mètres de part et d'autre de l'emprise de l'autoroute A10 s'applique et un secteur de 100 mètres de part et d'autre de la RD 611 (30 mètres dans certaines parties du Bourg), comme cartographié ci-après. La LGV Sud-Europe-Atlantique, sur toute la longueur du fuseau sur la commune, est concernée par un secteur de 100 mètres de part et d'autre de l'infrastructure.

Classement sonore des infrastructures de transport terrestre dans la Vienne (extrait)



Source : Direction Départementale des Territoires de la Vienne, Arrêté Préfectoral n°2015-DDT-1149

■ LES RISQUES LIÉS AU LOGEMENT

Le risque d'exposition au plomb

En application de l'article R.151-53 du Code de l'Urbanisme, le plan des zones à risque d'exposition au plomb doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme.

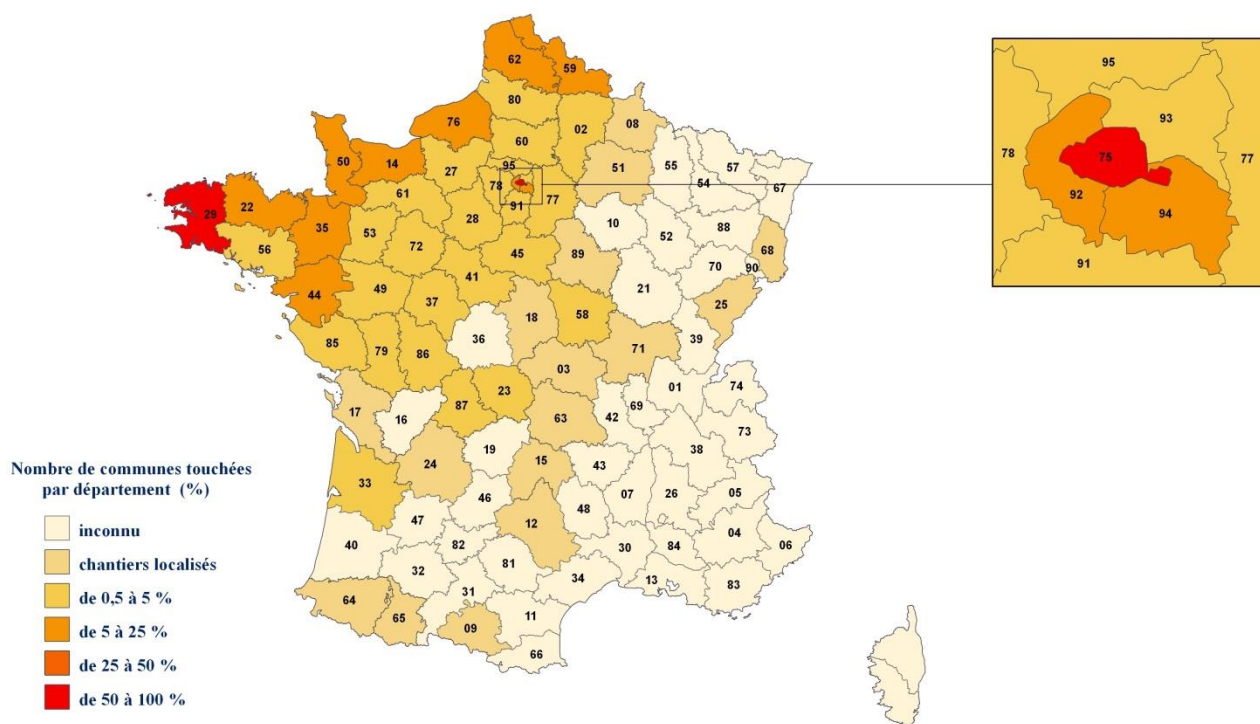
Dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et conformément à l'Arrêté Préfectoral n°01/ASS/SE-013 du 15 Juillet 2002, l'ensemble du département de la Vienne est déclaré zone à risque d'exposition au plomb.

Par suite, pour toutes les transactions afférentes à des logements d'avant 1948, un état des risques d'accessibilité au plomb devra être produit.

Le risque mérules et autres champignons lignivores

La loi n°2014-366 du 24 Mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite « Loi ALUR ») crée, dans son article 76, de nouvelles obligations constructives et destructives pour lutter contre la propagation des mérules et autres champignons lignivores. Ceux-ci attaquent les constructions bois, charpentes et structures et confèrent au bois un aspect spongieux.

La Vienne est un département potentiellement impacté par ce phénomène. L'attention de la collectivité est donc appelée sur l'obligation de signalisation en Préfecture de tout chantier où un foyer de mérules est identifié, afin que les services de l'État puissent prendre, le cas échéant, un arrêté de délimitation des zones où un risque est présent.



Source : Institut technologique FCBA, Octobre 2012

Le risque termites et autres insectes xylophages

Le département de la Vienne est en partie concerné par la contamination des termites dans les habitations, comme une large partie des départements du Sud et de l'Ouest de la France.

La commune de Coulombiers est concernée par l'Arrêté Préfectoral n°2017-DDT-161 du 8 Mars 2017 relatif à la présence de termites. Une vigilance est donc appelée de la part de la collectivité sur cette question.

Le risque lié au Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre. Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction. Le radon est un des agents responsables du cancer du poumon.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants. Sa concentration est très variable : de quelques becquerels par mètre cube (Bq.m³) à plusieurs milliers de becquerels par mètre cube.

C'est le risque de cancer du poumon qui motive la vigilance à l'égard du radon dans les habitations ou autres locaux. Le radon et ses descendants solides pénètrent dans les poumons avec l'air respiré. Ces descendants émettent des rayonnements alpha qui peuvent induire le développement d'un cancer. L'exposition des populations au radon dans les habitations peut atteindre des niveaux d'exposition proches de ceux qui ont été observés dans les mines d'uranium en France.

Parmi les facteurs influençant les niveaux de concentration mesurés dans les bâtiments, la géologie, en particulier la teneur en uranium des terrains sous-jacents, est l'un des plus déterminants. Elle conditionne le potentiel radon des formations géologiques. Sur une zone géographique donnée, plus le potentiel est important, plus la probabilité de présence de radon à des niveaux élevés dans les bâtiments est forte. Sur certains secteurs, l'existence de caractéristiques particulières du sous-sol (failles, ouvrages miniers, sources hydrothermales) peut constituer un facteur aggravant en facilitant les conditions de transfert du radon vers la surface et ainsi conduire à modifier localement le potentiel.

La connaissance des caractéristiques des formations géologiques sur le territoire rend ainsi possible l'établissement d'une cartographie des zones sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable. Ce travail a été réalisé par l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) et a permis d'établir une cartographie du potentiel radon des formations géologiques du territoire métropolitain et de l'Outre-Mer.

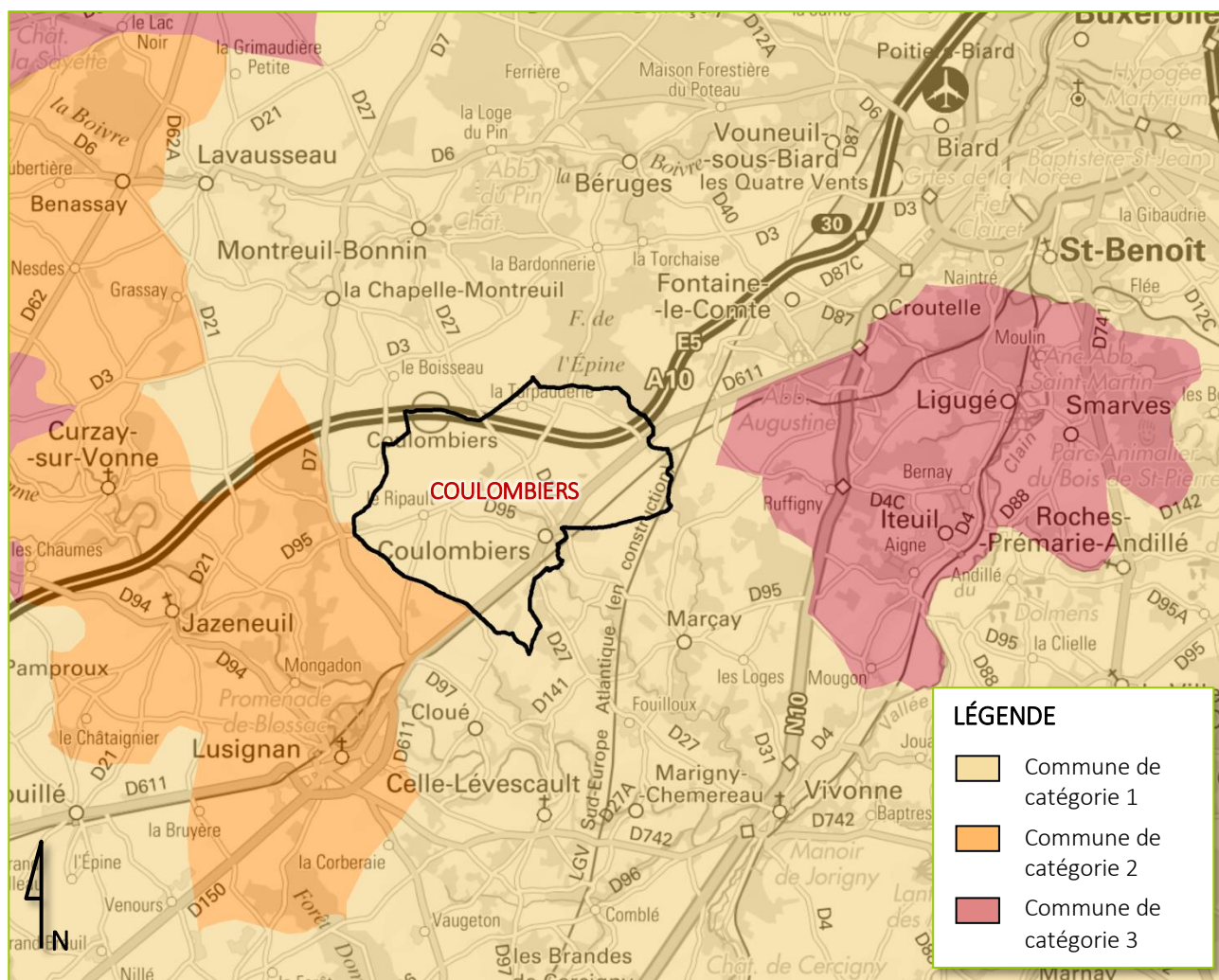
Comme cartographié ci-après, les communes du territoire national ont été découpées en trois catégories selon la probabilité de concentrations élevées de radon dans les bâtiments.

- **Commune de catégorie 1 (dont Coulombiers)** : ce sont les communes localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central, Polynésie française, Antilles...). Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que seulement 20% des bâtiments dépassent 100 Bq.m³ et moins de 2% dépassent 400 Bq.m³.
- Commune de catégorie 2 : ce sont les communes localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments. Les communes concernées sont notamment

celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains. Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et, ainsi, augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments.

- Commune de catégorie 3 : ce sont les communes qui, au moins sur une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées, comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives des massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française...), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte...) mais également certains grès et schistes noirs. Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire. Les résultats de la campagne nationale de mesure en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 Bq.m³ et plus de 6% dépassent 400 Bq.m³.

Cartographie du risque Radon sur le territoire



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 250, IRSN, ASN – Échelle : 1/150 000

La commune de Coulombiers est classée en catégorie 1 (probabilité de concentrations faibles). En revanche, la commune limitrophe de Lusignan est classée en catégorie 2, témoignant de potentiels facteurs géologiques renforçant la concentration en radon dans les bâtiments.

■ LES ENJEUX LIÉS À LA SANTÉ PUBLIQUE

Le Plan Régional Santé Environnement (PRSE) Nouvelle-Aquitaine

Les Plans Régionaux Santé Environnement sont une déclinaison du Plan National Santé Environnement (PNSE). Ces documents de planification sont élaborés en concertation avec la société civile et ont été institués par la Loi de Santé Publique du 9 Août 2004.

Trois séries de plans ont été mis en œuvre, faisant suite au PNSE 1 (2005/2009), au PNSE 2 (2009/2013) et au PNSE 3 (2015/2019).

Au niveau régional, le PRSE 3 Nouvelle Aquitaine a été signé le 11 Juillet 2017 par le Préfet de Région Nouvelle-Aquitaine, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et le Président du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine. Le plan couvre la période 2017/2021.

Objectifs stratégiques du Plan Régional Santé Environnement 2017/2021



Source : DREAL Nouvelle-Aquitaine, PRSE 3 Nouvelle-Aquitaine (2017/2021)

Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte le PRSE 3 Nouvelle-Aquitaine. La compatibilité entre ces deux documents est analysée ci-après, au chapitre « Compatibilité avec les autres plans et programmes ».

DEUXIÈME PARTIE – ANALYSE DE LA POPULATION, DU LOGEMENT ET DE L'ÉCONOMIE



L'HOMME SUR LE TERRITOIRE : CONTEXTE HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

■ ÉLÉMENTS D'HISTOIRE

L'occupation humaine à Coulombiers est ancienne et assez bien documentée, notamment d'un point de vue archéologique. On retrouve ainsi des traces d'occupation dès les périodes de l'Âge de Bronze (entre 3 750 et 2 700 avant JC) et de l'Âge du Fer (entre 2 700 avant JC et le début de notre ère). Une butte datant de ces époques a été découverte au niveau du lieu-dit « La Forêt », au Sud-Ouest du Bourg.

Durant l'Antiquité, des traces d'occupation humaine et des restes de bâtiments datant de l'époque gallo-romaine ont été identifiés à « La Tombérard » (ou « La Tomberrard »). Sur ce site, une villa gallo-romaine devait exploiter un large domaine agricole, aidée en cela par la proximité du cours d'eau *La Rhune*.

De cette même époque datent les premiers ferriers qui ont été identifiés sur la commune. Un ferrier est un monticule composé de déchets ou de scories issus de la production du fer (charbon de bois, cendres, argiles cuites, restes de minerais...). *De Longuemar (1870) signale que les calcaires dolomitiques étaient extraits pour servir de fondant² (ou « castine ») aux forges de [la Vienne]. Les pisolithes et concrétions d'oxyde de fer des formations éocènes et plio-quaternaires étaient exploitées pour l'industrie métallurgique locale. Cette ancienne activité, qui remonterait aux Gaulois, est marquée dans les sols par la présence de déchets de forges et fourneaux »³.*

De très nombreux ferriers ont été retrouvés sur la commune. On compte ainsi 18 sites archéologiques où des déchets issus de la production du fer ont été identifiés, parmi lesquels les ferriers d'époque gallo-romaine de « La Frolle » et « Champ du Grand Chemin ».

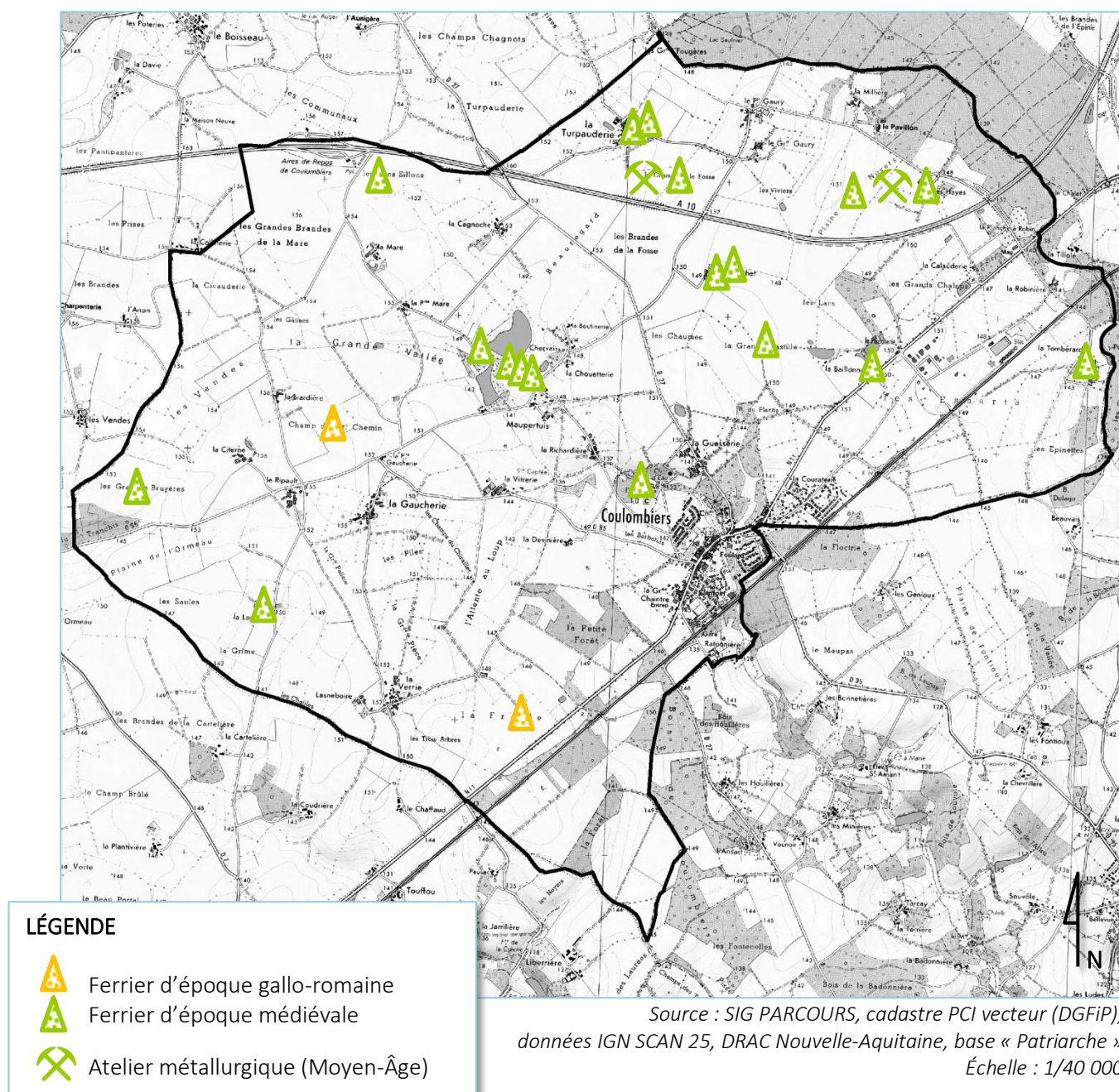
Les activités d'extraction et de travail métallurgique se poursuivent au Moyen-Âge. Des ferriers ont été identifiés sur les lieux-dits « Les Gros Sillons », « Les Grandes Bruyères », « La Loge », « Les Lacs », « Fonderie », « La Grande Bastille », « La Baillonnerie », « La Tombérard », « Le Crochet », « La Turpauderie », « Le Champ de la Fosse », « La Plaine des Noyers ». La concentration de ces résidus est très significative et témoigne de l'importance de cette activité artisanale depuis l'Antiquité et pendant toute la période médiévale.

Par ailleurs, deux ateliers de traitement du minerai ont été identifiés à « Les Hayes » et « Le Champs de la Fosse ». Ces deux lieux-dits se trouvent au Nord de l'actuelle autoroute A10, en lisière de la Forêt de l'Épine. On peut supposer que la localisation était propice compte-tenu de la présence de bois à proximité pour alimenter les forges.

² Le « fondant » est utilisé pour diminuer la température à laquelle la charge fond, ce qui facilite le travail de forge.

³ Source : notice de la carte géologique n°590 (feuille Chauvigny), BRGM.

Localisation des activités métallurgiques sur Coulombiers durant l'Antiquité et le Moyen-Âge (localisation de principe)



Le Bourg de Coulombiers se développe pendant la période médiévale autour de l'église Notre-Dame, fondée au XI^e siècle. Progressivement tombée en délabrement, l'édifice est reconstruit au même emplacement durant le XIX^e siècle.

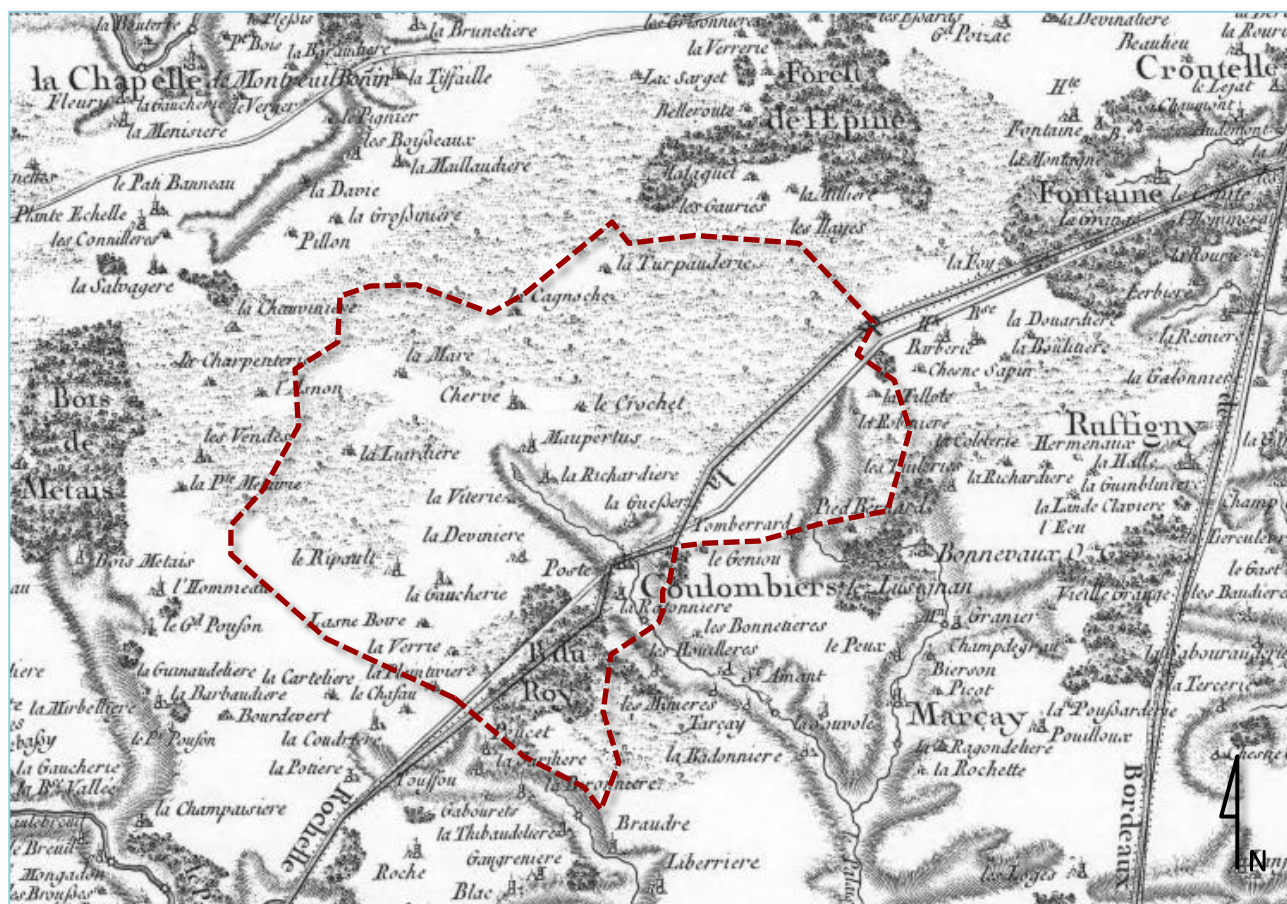
Le Bourg médiéval se situe entre l'actuelle Mairie et le lavoir sur le ruisseau du Palais. La présence d'un cours d'eau permanent facilite le développement du village. La paroisse est d'importance modeste et se trouve dans la mouvance de la Seigneurie de Lusignan, principal fief du territoire environnant.

On notera l'existence d'un hôpital dès le Bas Moyen-Âge sur le lieu-dit « La Tombérard », ainsi que d'un atelier de potier à « La Turpaderie » et d'un moulin à eau aux « Épinettes ».

La Carte de Cassini, dont un extrait est reproduit ci-après, permet de vérifier que l'occupation humaine à Coulombiers était d'ores et déjà organisée en 1740 dans les mêmes conditions qu'actuellement ; les principaux lieux-dits y sont mentionnés. On notera la superposition sur la carte de l'actuelle RD 611,

ancienne voie royale de Poitiers à La Rochelle (figurée sur la carte avec ses alignements d'arbres de part et d'autre), et de l'ancienne voie, probablement médiévale, voire plus ancienne.

Extrait de la carte de Cassini (vers 1740)



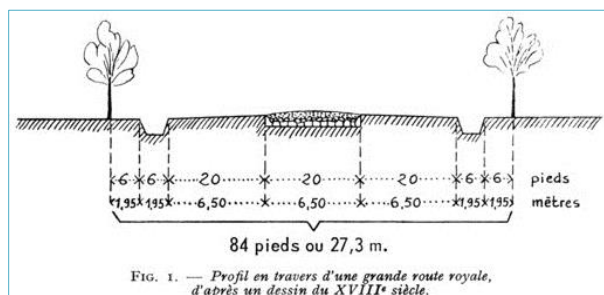
Source : IGN, site « Remonter le temps »

Les voies royales, dont le tracé est quasiment identique au réseau routier actuel, ont participé au développement des territoires qu'elles traversaient : installation de la Poste Royale et des relais de poste (dont on trouve un exemple sur la cartographie ci-dessus, à l'Ouest du Bourg de Coulombiers, sous l'intitulé « poste »).

La construction de la route royale a été entérinée par une Ordonnance royale du 30 Juin 1752.

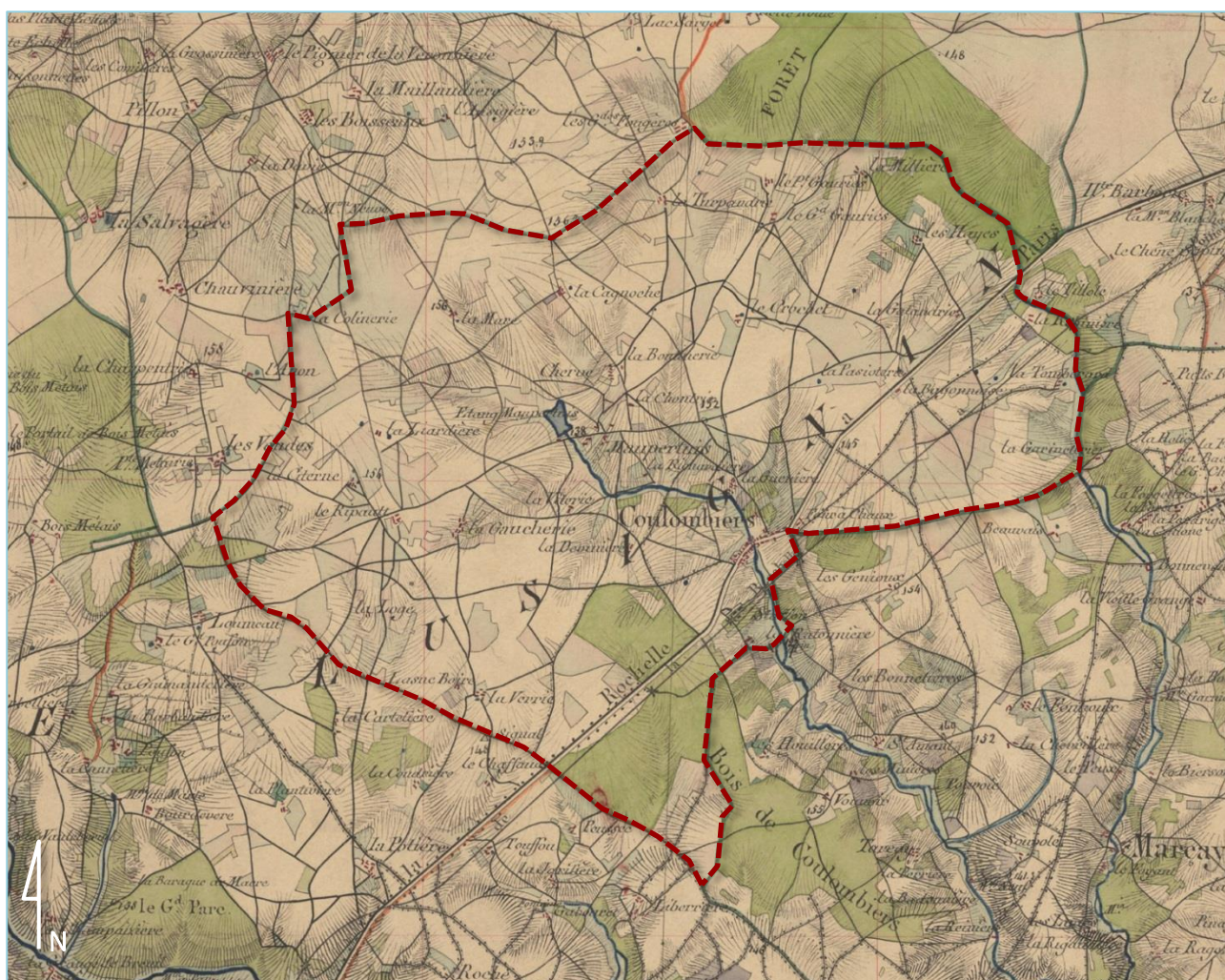
La route, dont le profil en travers est reproduit ci-contre selon un dessin d'époque, est arborée de chaque côté, comme figuré à la carte ci-dessus par les points de chaque côté de la voie.

La carte d'État-Major, datant de 1866, et dont un extrait est reproduit en page suivante, permet de constater l'extension linéaire de Coulombiers le long de l'ancienne route royale, devenue route impériale. Le Bourg se développe de part et d'autre de l'axe. Ce développement est renforcé par l'arrivée du chemin de fer, déjà matérialisé sur la carte.



Profil en travers d'une route royale

Source : La grande mutation des routes de France au XVIII^e siècle, Guy ARBELLOT (1973)



Source : IGN, site « Remonter le temps »

■ LE PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Réglementation concernant l'archéologie préventive

Les articles du Livre V, Titre II, Chapitre 4 du Code du Patrimoine (partie législative) et le Décret n°2004-490 du 03 Juin 2004 ont modifié la prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire.

Ce décret est relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive :

« L'archéologie préventive a pour but d'assurer la protection des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par des travaux publics ou privés concourant à l'aménagement ».

« Les mesures édictées par la loi précitée en matière d'archéologie doivent être prises en compte par les Plans Locaux d'Urbanisme dans la mesure où elles concernent les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ».

Réglementation concernant la découverte de sites archéologiques

L'article L.531-14 du Code du Patrimoine est applicable à l'ensemble du territoire communal :

« Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, ruines, [...], ou plus généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au Maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au Préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie ».

Autorité compétente sur le territoire :

Direction Régionale des affaires Culturelles, Service régional de l'archéologie

102 Grande Rue - BP. 553 - 86 020 POITIERS Cedex

Inventaire des sites archéologiques par la DRAC Poitou-Charentes

Dans le cadre du Porter À Connaissance transmis par les Services de l'État préalablement à l'élaboration du présent Plan Local d'Urbanisme, **27 sites archéologiques** ont été répertoriés sur la commune.

Numéro de l'entité	Description (lieu/objet/époque)
86 083 0001	Bourg / Église / Moyen-Âge classique
86 083 0002	« Tombérard » / Hôpital / Bas Moyen-Âge
86 083 0004	« La Forêt » / Butte / Âge du Bronze – Âge du Fer
86 083 0005	« Les Lacs » / Ferrier / Moyen-Âge classique
86 083 0006	« Plaine des Noyers » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0007	« Le Champ de la Fosse » / Traitement du minerai / Époque indéterminée
86 083 0008	« La Turpauerie » / Ferrier / Moyen-Âge classique
86 083 0009	« La Loge » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0010	« Les Grandes Bruyères » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0011	« Tombérard » / Villa / Époque gallo-romaine
86 083 0012	« Champ du Grand Chemin » / Ferrier / Époque gallo-romaine
86 083 0013	« Fonderie » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0014	« La Turpauerie » / Atelier de potier ? / Moyen-Âge ?
86 083 0015	L «es Épinettes », « La Chaussée du Moulin » / Moulin à eau / Moyen-Âge
86 083 0016	ZA « La Pazioterie » / Atelier métallurgique ? / Époque moderne ?
86 083 0017	« Les Hayes » / Traitement du minerai / Moyen-Âge ?
86 083 0018	« La Frolle » / Ferrier / Époque gallo-romaine
86 083 0019	« La Tombérard » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0020	« Le Crochet » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0021	« La Turpauerie » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0022	« Les Gros Sillons » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0023	« Les Lacs » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0024	« Les Lacs » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0025	« Les Lacs » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0026	« La Grande Bastille » / Ferrier / Époque indéterminée

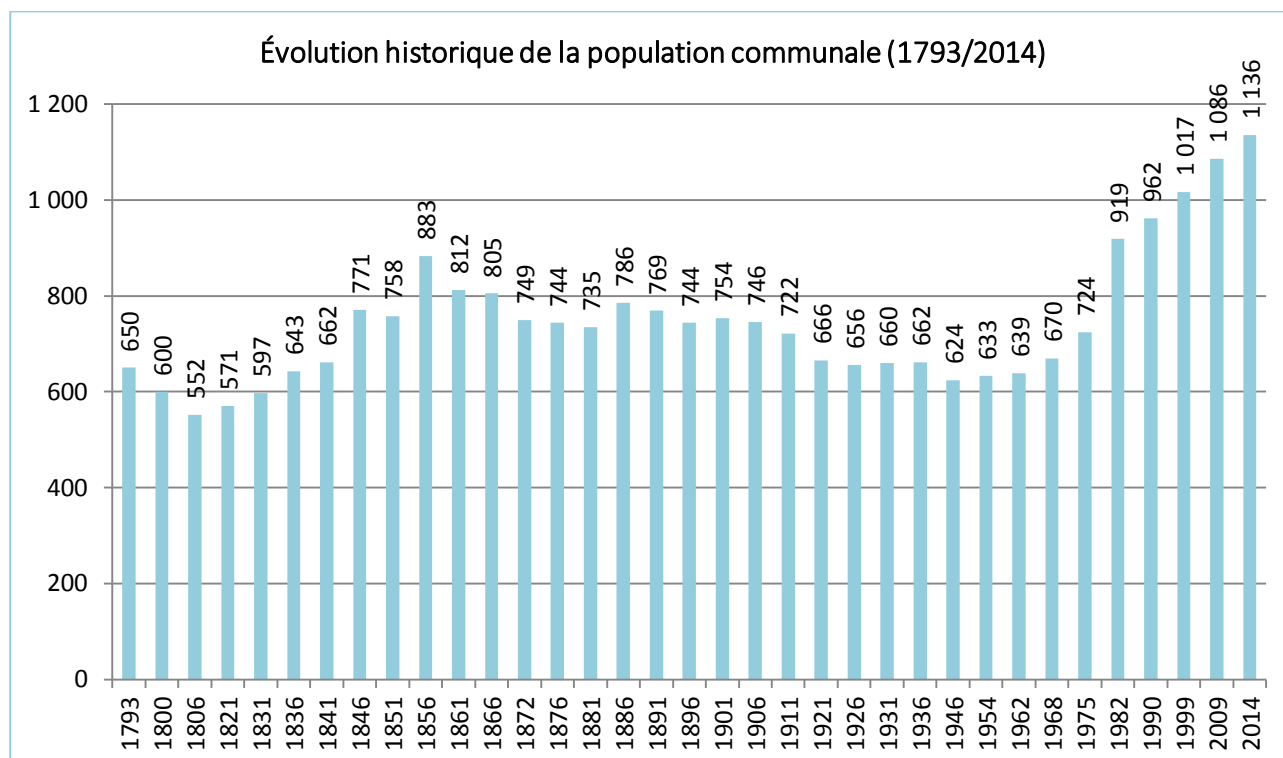
Numéro de l'entité	Description (lieu/objet/époque)
86 083 0027	« La Baillonnerie » / Ferrier / Époque indéterminée
86 083 0028	« Le Crochet » / Ferrier / Époque indéterminée

Source : DRAC Nouvelle-Aquitaine, base « Patriarche » (Juin 2013)

LA DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE

■ ÉVOLUTION HISTORIQUE DE LA POPULATION

Historiquement, Coulombiers est une commune de l'espace rural, qui est directement concernée par les grandes évolutions spatiales qui marquent les territoires.



Source : Site « Des villages de Cassini aux communes d'aujourd'hui », BNF, EHESS

Durant la première moitié du XIX^e siècle, l'amélioration des techniques agricoles (mécanisation, engrais chimiques...) engendre une forte hausse des rendements. Cette révolution agricole permet d'éviter les grandes famines qui décimaient périodiquement une partie de la population. Associée aux premiers comportements hygiénistes, elle engendre une croissance démographique forte dont bénéficie la commune qui compte 552 habitants en 1806 et 883 habitants en 1856.

La période de 1856 à 1946 est marquée par un déclin en dents de scie de la population. Les premiers départs, liés à l'essor des bassins industriels autour de Poitiers et au Nord de la Vienne, sont enregistrés. Les habitants en recherche d'emploi quittent Coulombiers pour travailler dans des industries fortement consommatrices de main d'œuvre.

L'impact de la Première et de la Seconde Guerres mondiales est clairement perceptible sur la population communale.

L'ensemble du territoire national est concerné, depuis la Seconde Guerre mondiale, par un phénomène global d'urbanisation : la population des villes augmente de manière très importante, sous l'effet de la tertiarisation de l'économie et des progrès techniques. L'agriculture, qui constituait une source importante d'emplois dans les espaces ruraux connaît également une deuxième révolution et devient de moins en moins utilisatrice de main d'œuvre.

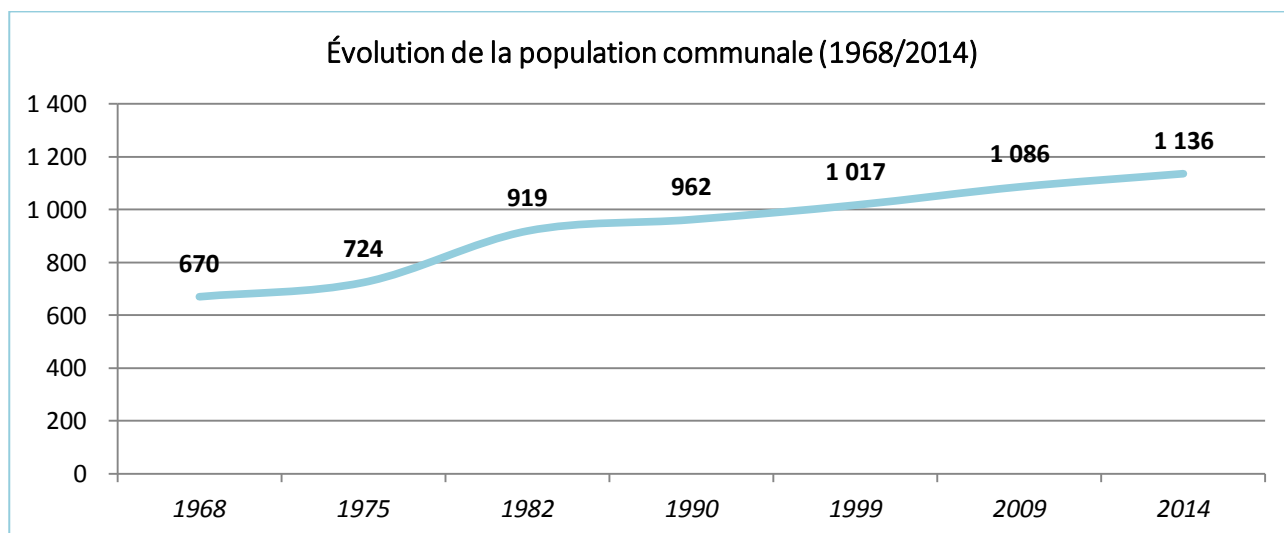
Depuis le milieu des années 1950 et, plus encore depuis les années 1980, la tendance démographique de Coulombiers s'est donc, à nouveau, inversée, avec une augmentation importante de la population communale en raison du développement de la fonction résidentielle de la commune, liée à la proximité du bassin économique de Poitiers et à la vitalité économique globale. Coulombiers accueille plus de 500 nouveaux habitants entre 1954 et 2014.

■ ÉVOLUTION RÉCENTE DE LA POPULATION : VERS UNE REPRISE DÉMOGRAPHIQUE

Les données présentées pour l'intercommunalité, ci-après, sont celles de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin », dissoute au 31 Décembre 2016, mais dont les statistiques restent en application en l'attente d'un recensement INSEE prenant en compte la nouvelle Communauté urbaine du « Grand Poitiers ».

Évolution au niveau communal

La commune de Coulombiers compte 1 136 habitants en 2014. Elle n'en comptait que 670 en 1968, soit une évolution globale de 69,6% en quatre décennies et une augmentation moyenne de 1,5% par an.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2014 exploitations principales

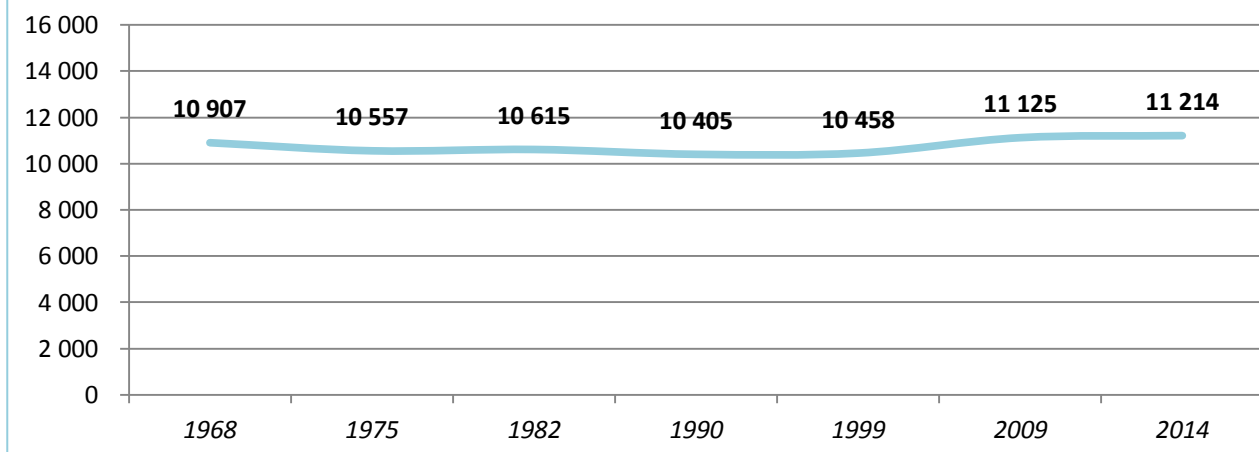
L'évolution dans le temps peut être observée selon plusieurs phases : touchée par un important phénomène de périurbanisation entre 1968 et 1982, la population communale a d'abord augmenté de manière forte, avec notamment une hausse de population de 3,8% en moyenne annuelle entre 1975 et 1982. Depuis 1982, la hausse de population est plus mesurée mais pérenne.

Évolution au niveau intercommunal

Les tendances démographiques sont sensiblement différentes à l'échelle de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin », qui a connu une évolution de population en légères dents de scie jusqu'en 1999, avec une tendance globale à la baisse, et un regain significatif depuis 1999.

Globalement, la population a augmenté de 2,8% depuis 1968 sur cet ancien espace intercommunal. Sur l'ensemble de la période observée, l'augmentation moyenne annuelle de population a été de 0,1%.

Évolution de la population intercommunale (1968/2014)



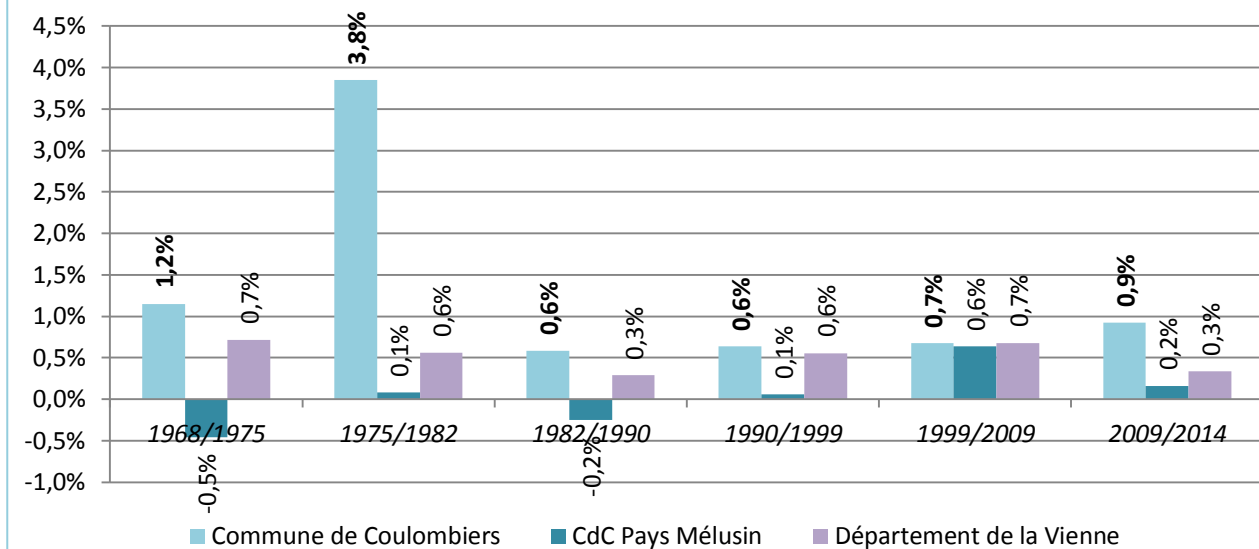
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Comparaison avec les autres territoires

Les chiffres comparés des recensements de 1968 à 2014 montrent que les variations de population observées sur la commune de Coulombiers sont assez comparables à la tendance démographique constatée à l'échelle du département de la Vienne, à l'exception de la période 1975/1982. Sur cet espace départemental, la croissance moyenne annuelle de la population est toujours restée positive, comprise entre 0,3 et 0,7% sur la période 1968/2014.

Parallèlement, l'ancienne Communauté de Communes a connu des baisses de population, entre 1968 et 1975 et entre 1982 et 1990. Depuis 1999, les indicateurs sont positifs et retrouvent des niveaux comparables à ceux du département.

Évolution comparée de la population (1968/2014) en moyenne annuelle

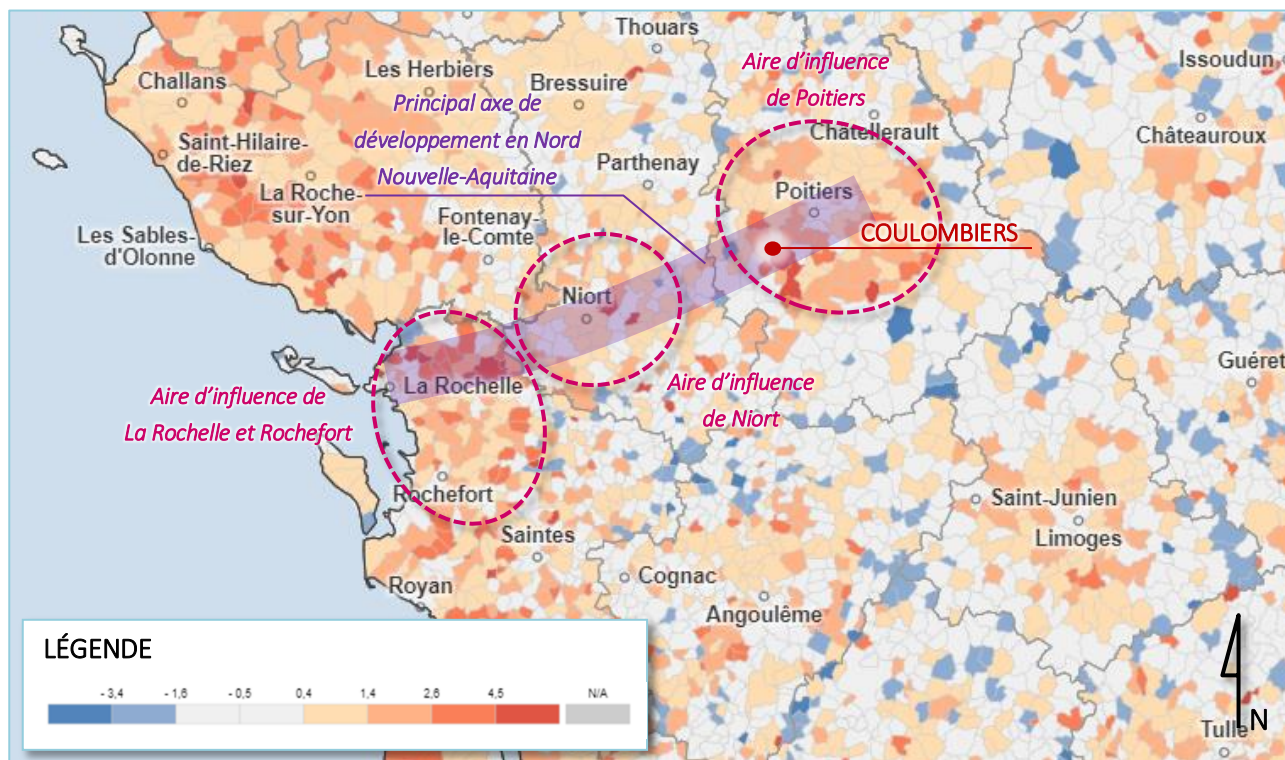


Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Au cours des deux dernières décennies, l'augmentation de la demande en logements et la recherche de marchés immobiliers plus abordables ont été à l'origine d'un accueil important de population sur le Pays Mélusin. En effet, les ménages ont eu tendance à délaisser les premières couronnes périurbaines de Poitiers pour profiter, à plus grande distance de leur lieu de travail, d'un habitat moins coûteux et/ou plus spacieux.

La carte ci-après, constituée à partir des recensements de population de 2009 et 2014, montre, à l'échelle régionale, l'intégration de la commune à l'aire de développement économique et démographique de l'agglomération de Poitiers.

Il convient de noter que le bassin de vie du Mélusin est un espace possédant potentiellement une bonne vitalité sur le plan démographique, aidé en cela par sa situation sur l'axe de développement principal en Poitou-Charentes et par la présence d'infrastructures de transports qui mettent Coulombiers à une quinzaine de minutes du cœur de l'agglomération de Poitiers. Enfin, l'intégration de cet espace à Grand Poitiers Communauté urbaine devrait lui permettre de bénéficier d'une dynamique d'ensemble à l'échelle de l'ensemble de la Communauté urbaine.



Source : INSEE Statistiques locales, RP 2008 et 2013 exploitations principales

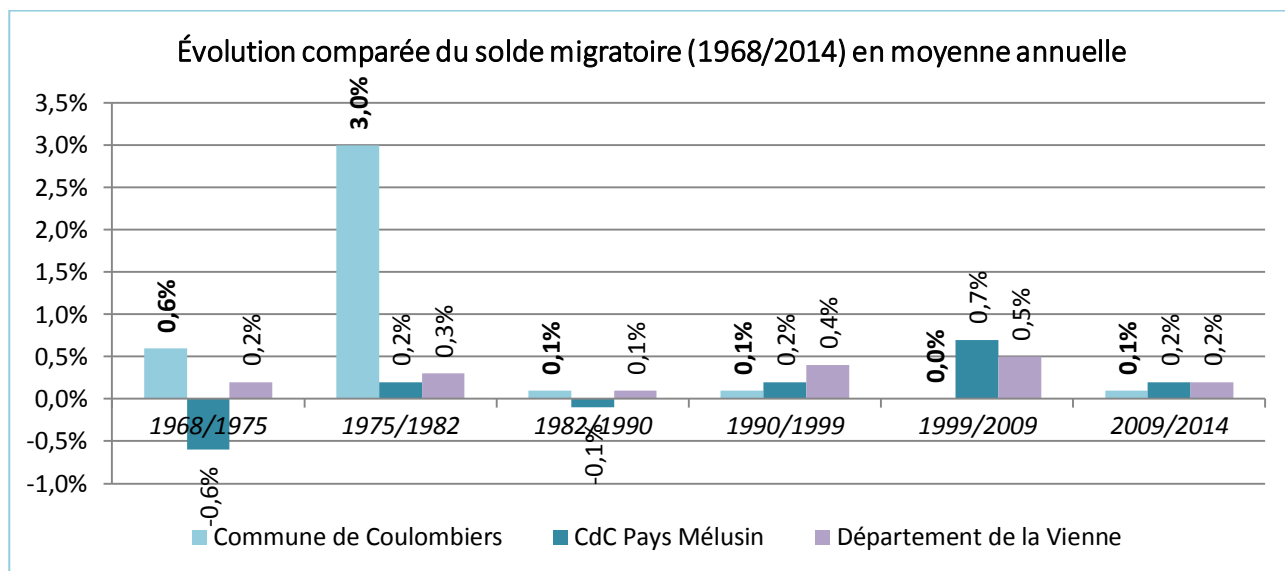
■ LE SOLDE MIGRATOIRE ET LE SOLDE NATUREL, LES TAUX DE NATALITÉ ET DE MORTALITÉ

Le solde migratoire : un enjeu résidentiel pour la commune

Le solde migratoire⁴ de Coulombiers est toujours resté positif depuis 1968, illustrant la capacité de la commune à attirer de nouveaux habitants. Comme abordé ci-avant la période d'installation la plus importante a été entre 1975 et 1982. Sur les périodes les plus récentes, le solde migratoire est resté compris entre 0,0% et 0,1% en moyenne annuelle.

L'attrait de jeunes actifs et de ménages en âge d'avoir des enfants est un enjeu démographique pour la commune, dans une optique de vitalité du territoire.

⁴ Solde migratoire : différence entre les personnes venant s'installer sur la commune et celles qui la quittent.



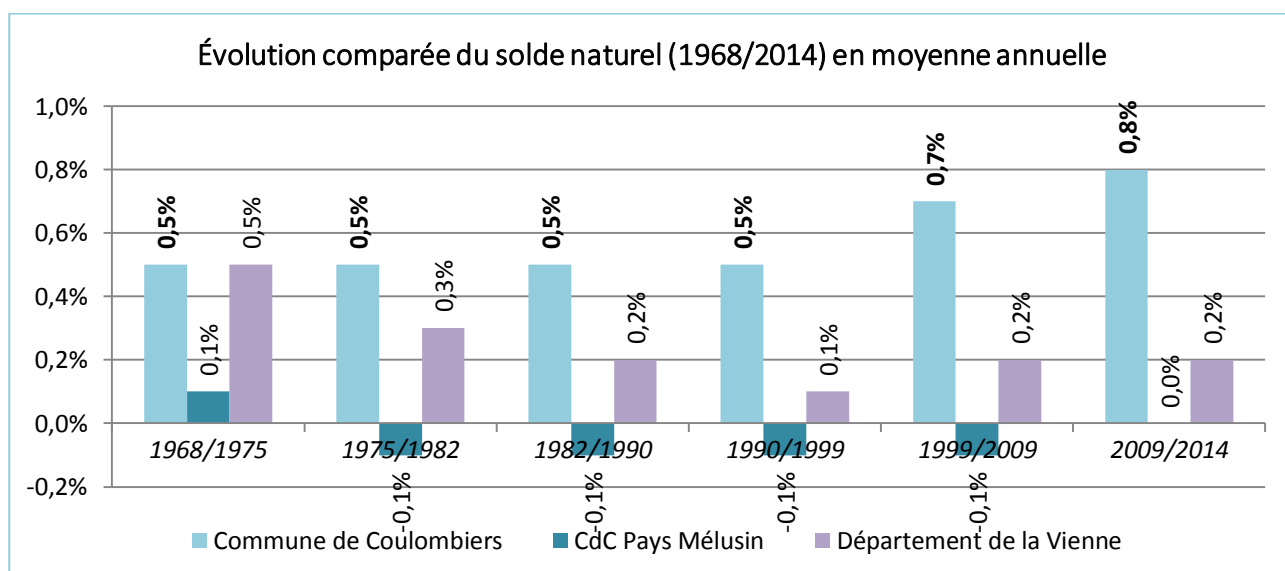
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Le solde naturel : une résultante de l'attrait résidentiel

Le solde naturel⁵ de Coulombiers est toujours resté nettement positif depuis 1968, compris entre 0,5% et 0,8% en moyenne annuelle. On notera également une tendance à l'augmentation du solde naturel depuis 1999. Cette amélioration résulte de l'arrivée de nouveaux habitants qui participent d'un renouvellement démographique de la commune.

Par ailleurs, comme évoqué ci-avant, le coût du logement diminuant concentriquement en s'éloignant de Poitiers, les jeunes ménages ont tendance à s'installer dans des communes de plus en plus éloignées des grands centres urbains afin de trouver des conditions d'installation plus abordables.

Dans un contexte national d'augmentation du nombre de naissances, il conviendra cependant de noter la persistance d'un solde naturel négatif ou nul sur l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin » depuis 1975.



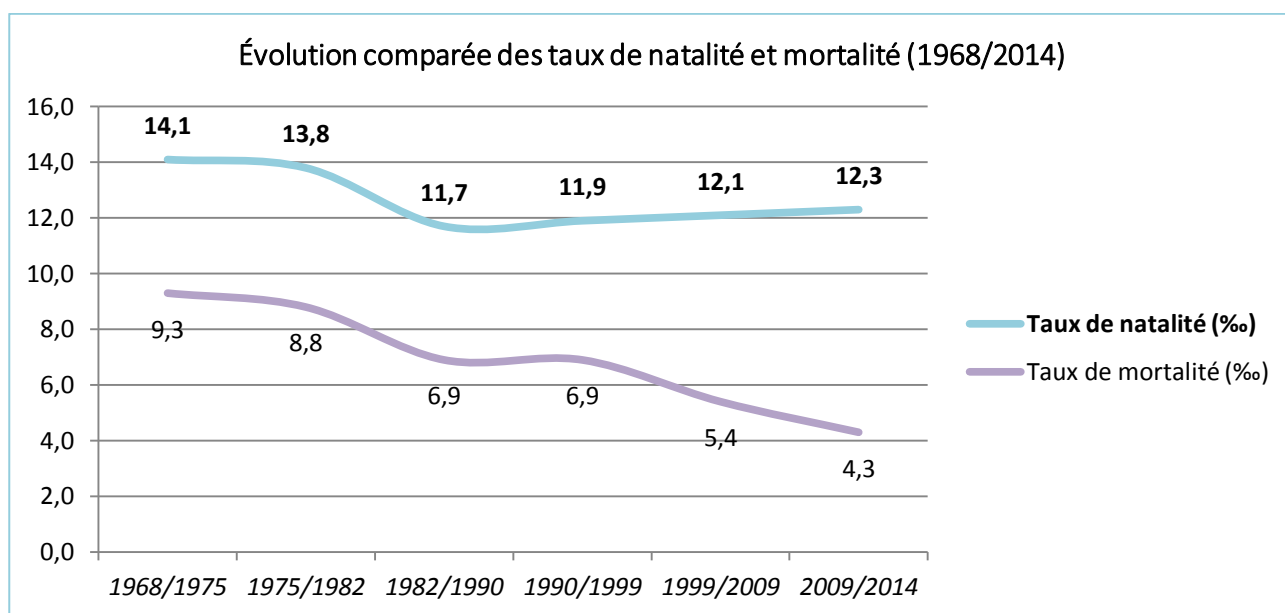
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

⁵ Solde naturel : différence entre les naissances et les décès sur la commune.

Les taux de natalité et de mortalité

L'évolution comparée des taux de natalité et de mortalité confirme l'analyse démographique développée ci-avant.

Comme illustré par les graphiques précédents, l'installation de jeunes ménages favorise la natalité. C'est pourquoi le taux de natalité, bien qu'en baisse sur la commune entre 1968 et 1990, est en amélioration lente mais pérenne depuis lors. C'est par rapport au taux de mortalité, en baisse sensible et continue entre 1968 et 2014, que l'amélioration du solde naturel et l'augmentation de la population communale prennent leur sens. Il importe de maintenir sur la commune un taux de natalité clairement supérieur au taux de mortalité afin de conserver à la commune une dynamique démographique pérenne.



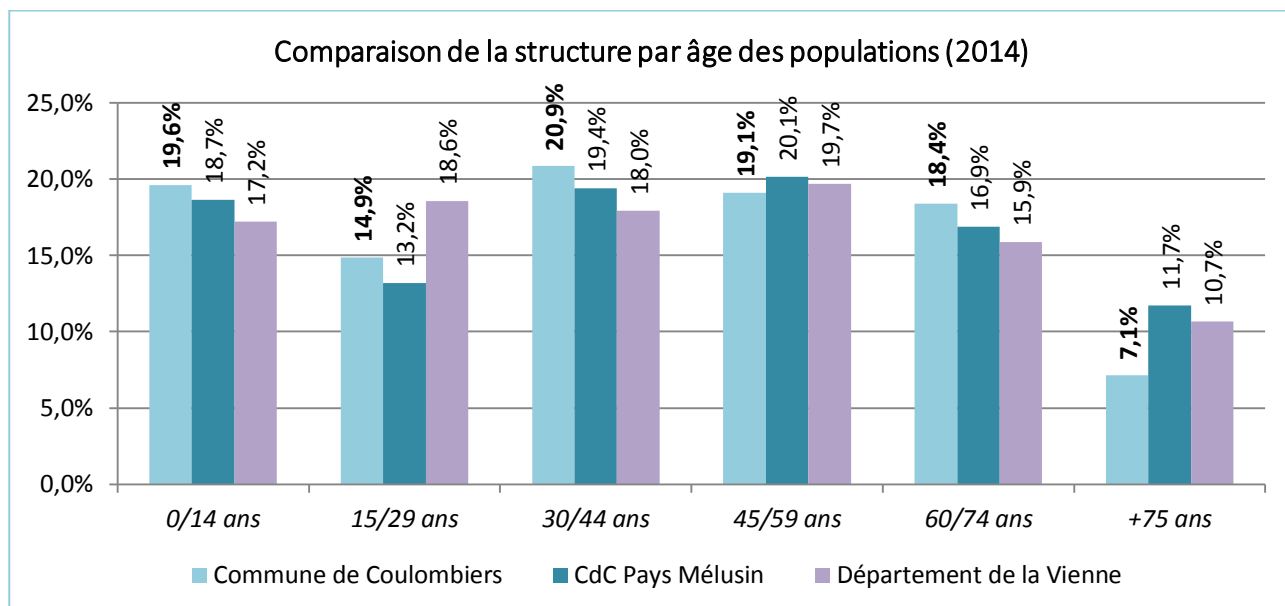
Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombrements, RP 1999 à 2014 exploitations principales

■ STRUCTURE PAR ÂGE DE LA POPULATION : UNE POPULATION COMMUNALE ÉQUILBRÉE

Les résultats du recensement de 2014 mettent à jour une structure de population plutôt jeune, caractérisée par une représentation sensible des tranches de 0 à 44 ans. Chacune de ces tranches est globalement de 3 à 4 points plus importante dans la population communale qu'à l'échelle départementale.

La tranche des 15/29 ans n'est pas nécessairement pertinente à l'analyse compte-tenu de l'absence de structure d'enseignement secondaire ou supérieur sur la commune.

À l'inverse, la tranche des plus de 75 ans est globalement plus faible que la moyenne départementale, de l'ordre de 3 points. Le rajeunissement de la population peut, à terme, devenir un enjeu communal, notamment en matière d'adaptation des équipements. L'installation de ménages en âge d'avoir des enfants doit néanmoins rester un objectif de renouvellement de la population.



Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

L'indice de jeunesse

La caractéristique jeune d'une population s'exprime notamment à travers l'indice de jeunesse⁶. À Coulombiers, il est de 0,98, ce qui traduit un équilibre entre les moins de 20 ans dans la population que les plus de 60 ans.

À titre de comparaison, la part des moins de 20 ans dans la population de l'ancienne Communauté de Communes est nettement inférieure (indice de jeunesse de 0,83), tandis que celle du Département est plus proche de l'équilibre (indice de jeunesse de 0,89). Les personnes jeunes sont quasiment aussi nombreuses que les personnes âgées à l'échelle départementale.

Indice de jeunesse	2014
Commune de Coulombiers	0,98
Communauté de Communes du « Pays Mélusin »	0,83
Département de la Vienne	0,89

Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

■ CONCLUSION

La commune de Coulombiers s'inscrit dans un contexte territorial positif, caractérisé par des indicateurs démographiques favorables. La croissance démographique de la commune est manifestée par la vitalité des excédents naturels et par l'équilibre de la structure par âge de la population (indice de jeunesse). Il existe un potentiel de poursuite du renouvellement de la population si la politique de logement reste orientée vers l'accueil de jeunes ménages à même de favoriser le solde naturel.

La dynamique démographique est, en tout état de cause, profondément corrélée avec la politique du logement, avec la gestion des équipements publics et avec la dynamique économique du territoire, comme développé ci-après.

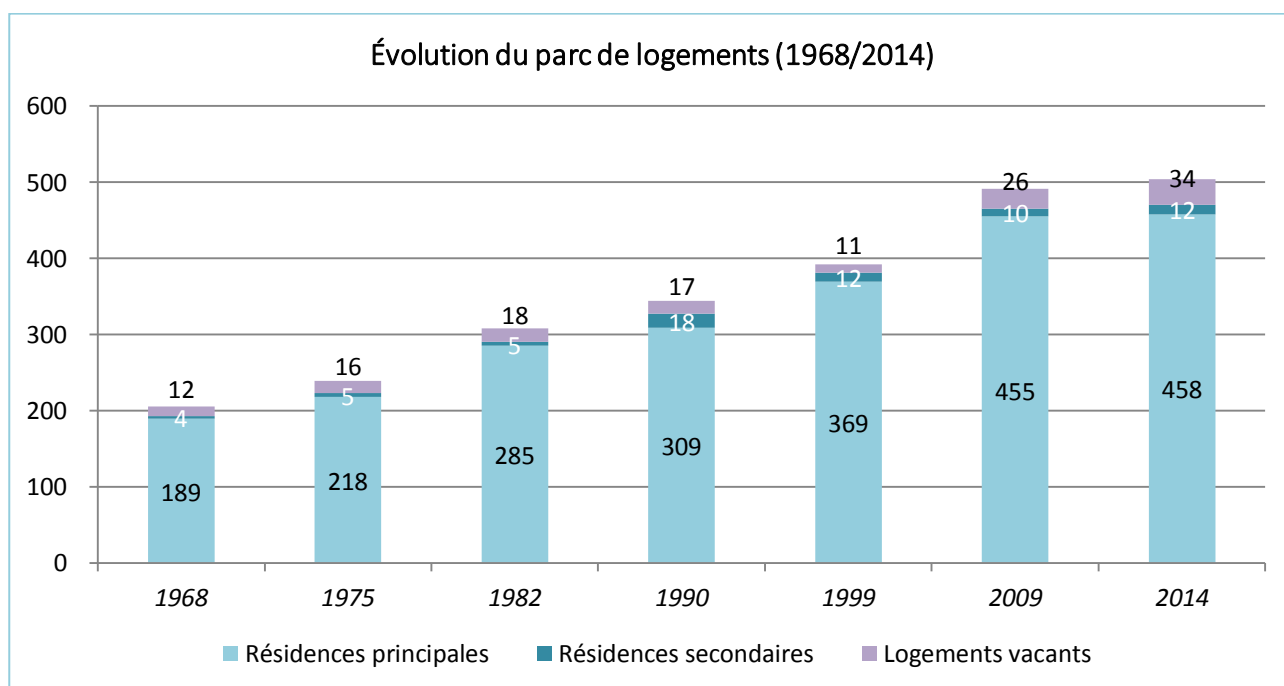
⁶ Indice de jeunesse : rapport entre les personnes âgées de moins de 20 ans et celles âgées de plus de 60 ans. Un indice de 1,0 montre un nombre égal de jeunes et de seniors. En-dessous, la proportion de seniors est plus importante.

L'HABITAT, LE LOGEMENT ET LA CONSTRUCTION

■ LE PARC DE LOGEMENTS

Évolution du parc de logements : une augmentation significative du nombre d'unités

Coulombiers compte 504 logements en 2014, soit une augmentation de 145,9% du nombre d'unités depuis 1968.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

L'augmentation est irrégulière dans le temps, comme détaillé ci-dessous :

- 1968/1975 : + 2,4% par an
- 1975/1982 : + 4,1% par an
- 1982/1990 : + 1,5% par an
- 1990/1999 : + 1,6% par an
- 1999/2009 : + 2,5% par an
- 2009/2014 : + 0,5% par an

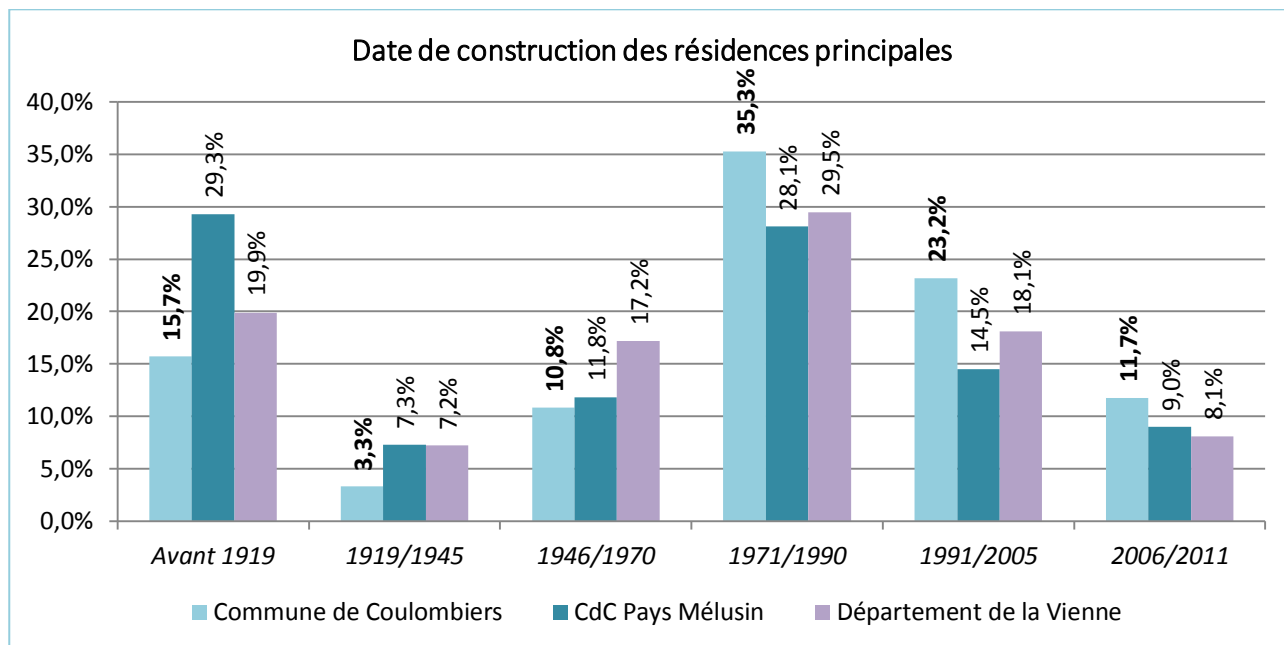
Les périodes 1968/1982 et 1999/2009 sont marquées par une production plus importante de nouveaux logements. La croissance du parc de logements sur les périodes les plus récentes correspond à l'aménagement de lotissements ainsi qu'à la poursuite du développement urbain pour permettre à de nouveaux ménages de s'installer sur la commune.

Globalement, l'augmentation du parc de logements entre 1968 et 2014 aura été de 3,2% en moyenne annuelle. Cette augmentation est à mettre en rapport avec l'augmentation moyenne de la population communale qui a été de 1,5% par an sur cette période.

Un parc de logements plutôt récent

Plus de 7 logements sur 10 (70,2%) ont été construits après 1970 à Coulombiers. La proportion y est bien plus importante qu'au niveau de l'ancienne intercommunalité (51,6%) et qu'au niveau départemental (55,7%).

Cette situation est à mettre en relation avec le développement démographique et périurbain de la commune depuis 1990. Sur les périodes les plus récentes, le rythme de la construction a été soutenu à Coulombiers.



Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

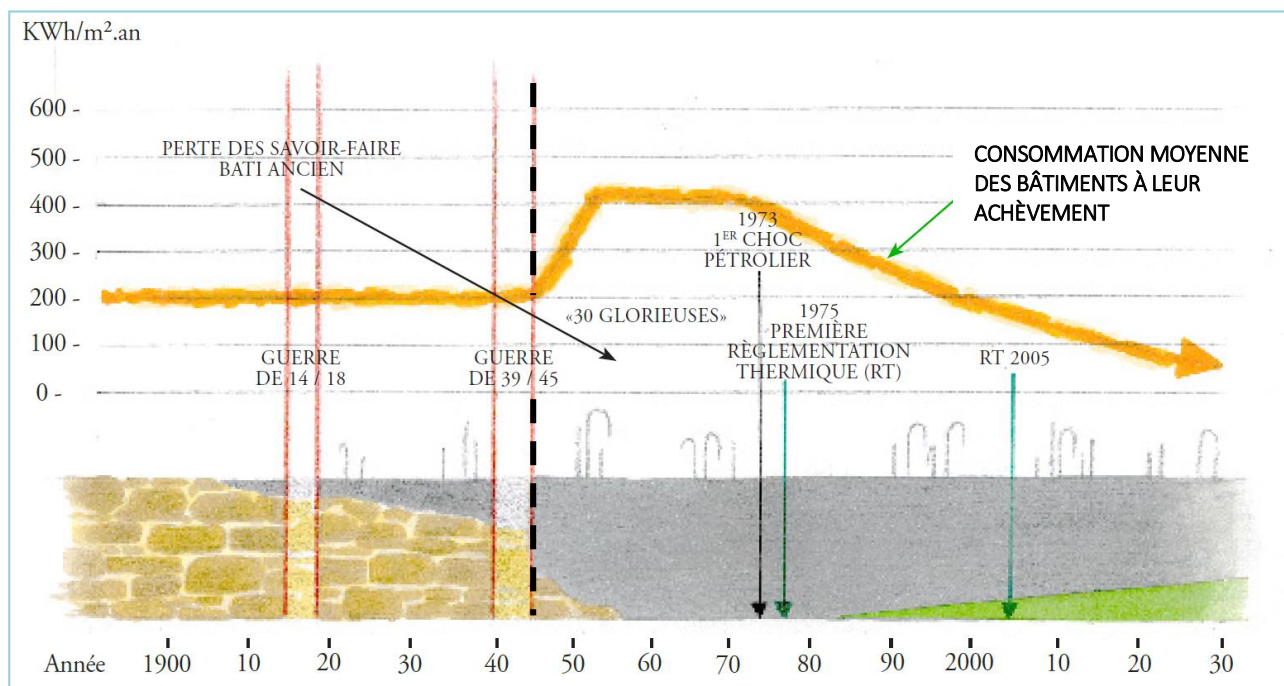
La question de la précarité énergétique du logement

Paradoxalement, les logements construits avant la Seconde Guerre mondiale affichent des performances énergétiques de très bonne tenue, comme illustré ci-après.

La consommation moyenne d'un logement à son achèvement est passée de 200 KWh/m² par an avant-guerre à plus de 400 KWh/m² par an par la suite, soit un doublement de la facture énergétique pour les ménages. Cette évolution est liée à plusieurs facteurs, parmi lesquels la perte de savoir-faire quant au bâti ancien, généralement construit avec des matériaux ou selon des dispositions naturellement bioclimatiques, ou encore la multiplication des appareils électriques ou électroniques.

Les chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont permis une prise de conscience sur ce sujet, à travers l'augmentation massive du prix de l'énergie. En conséquence, un savoir-faire thermique a été développé et de nouvelles normes mises en œuvre sous le nom de « réglementation thermique » ou « RT ». Différentes versions (RT 1974, RT 1988, RT 2000, RT 2005, RT 2012, future RT 2020), aux exigences et aux champs d'application croissants, ont permis et vont continuer à permettre de diminuer la consommation des logements dans les domaines du chauffage, de la ventilation, de la climatisation, de la production d'eau chaude sanitaire et de l'éclairage.

Une partie importante des logements de Coulombiers, dont 35,3% ont été construits entre 1970 et 1990, est susceptible de créer une situation de précarité énergétique pour les ménages y résidant si ceux-ci ont des revenus modestes.



Source : Maisons paysannes de France, programme ATHEBA (Amélioration THERmique du Bâti Ancien), fiche 1 « Connaissance du bâti ancien », Juin 2010

Évolution du nombre de résidences secondaires et de logements vacants

Coulombiers compte 34 logements vacants et 12 résidences secondaires en 2014, soit un total de 9,1% du parc de logements. Les habitations de la commune sont très majoritairement des résidences principales, occupées à temps plein par leur propriétaire ou locataire.

La proportion de logements vacants est assez nettement inférieure aux moyennes observées sur l'ancienne Communauté de Communes et le Département de la Vienne où le taux de logements vacants est de 2,8% supérieur. S'agissant des résidences secondaires, leur nombre est de 3,1% inférieur sur Coulombiers par rapport au niveau départemental.

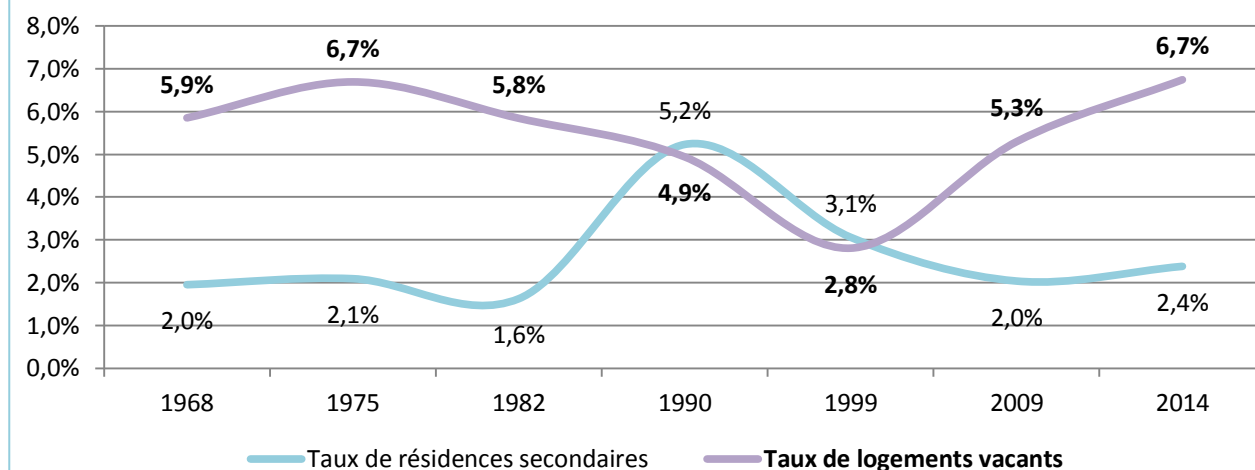
Répartition comparée du parc de logements	Résidences principales	Résidences secondaires	Logements vacants
Commune de Coulombiers	90,9%	2,4%	6,7%
Communauté de Communes du « Pays Mélusin »	83,1%	6,1%	10,8%
Département de la Vienne	85,0%	5,5%	9,5%

Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

L'évolution des taux de vacance et de logements secondaires est contrastée dans le temps. Globalement, on notera une diminution très significative de la part des logements vacants entre 1975 et 1999 et une reprise significative depuis.

La question de la vocation touristique du bâti ancien et/ou vacant (gîtes, chambres d'hôtes, hôtellerie particulière...) peut également être posée, en référence à la qualité architecturale et paysagère du Bourg et des villages. L'attractivité touristique du territoire peut participer à l'amélioration du solde migratoire. Le faible taux de résidences secondaires sur la commune (2,4% du parc total de logements) témoigne cependant de la bonne mobilisation du bâti pour l'habitat principal.

Évolution comparée du taux de résidences secondaires et de logements vacants (1968/2014)



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Les disponibilités d'accueil dans le parc de logements existants apparaissent comme relativement faibles. Pour porter le projet de développement démographique inscrit dans le Plan Local d'Urbanisme, le recours à la construction neuve apparaît donc comme vraisemblablement nécessaire et sera soumis à une réflexion préalable sur la mobilisation potentielle des espaces interstitiels et des logements vacants.

Une mobilité résidentielle plus faible que sur les autres territoires

La mobilité résidentielle est définie par la fréquence de changement de logement par les ménages qui les occupent. Les chiffres publiés par l'INSEE montrent que les habitants de Coulombiers, à l'image de ceux de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin », restent plus longtemps dans leur logement qu'en moyenne sur le territoire départemental. Cela est particulièrement vrai pour les personnes ayant emménagé sur la commune depuis plus de 10 ans, dont la part est de 13,3 points supérieure à la moyenne de la Vienne.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2014	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	Plus de 10 ans
Commune de Coulombiers	10,2%	11,4%	16,2%	62,2%
Communauté de Communes du « Pays Mélusin »	10,8%	16,1%	17,2%	55,8%
Département de la Vienne	15,1%	19,9%	16,2%	48,9%

Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

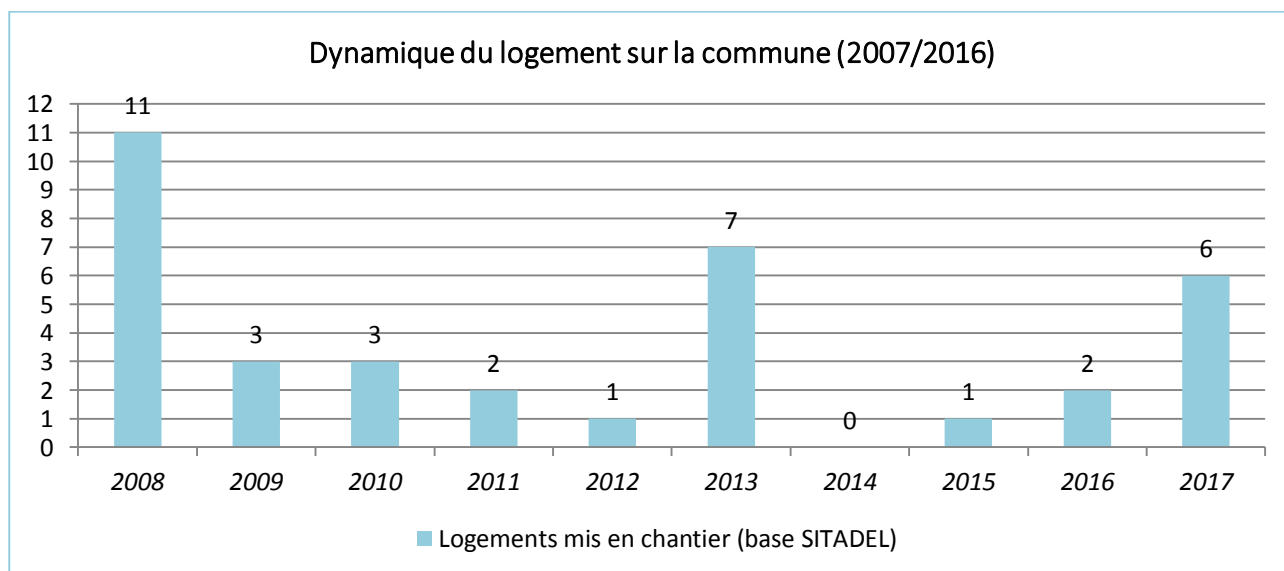
Cette situation s'explique par la part importante des propriétaires-occupants à Coulombiers en 2014 (75,8%, en augmentation de 2,5 points par rapport à 2009), pour une moyenne de 61,8 % dans la Vienne. Les personnes qui achètent un logement sur la commune sont majoritaires et ont, de fait, tendance à rester longtemps dans leur logement.

■ LA PRODUCTION DE LOGEMENTS NEUFS

Rythme de la construction

Le rythme moyen de la construction neuve sur la commune est de 3,6 nouveaux logements par an en moyenne depuis 10 ans (période 2007/2016), comme illustré par le graphique ci-après qui recense les logements neufs (de tous types) par année de mise en chantier effective.

Globalement, le rythme de la construction a faibli sur la période la plus récente. La majeure partie des constructions ont été réalisées dans le cadre d'opérations d'ensemble en périphérie du Bourg, investies progressivement, « à la parcelle ».



Source : Base de données SITADEL, données Mairie de Coulombiers

La satisfaction de la demande en nouveaux logements est développée et analysée spatialement ci-après au chapitre « Analyse de la consommation d'espace, bilan du document d'urbanisme précédent ».

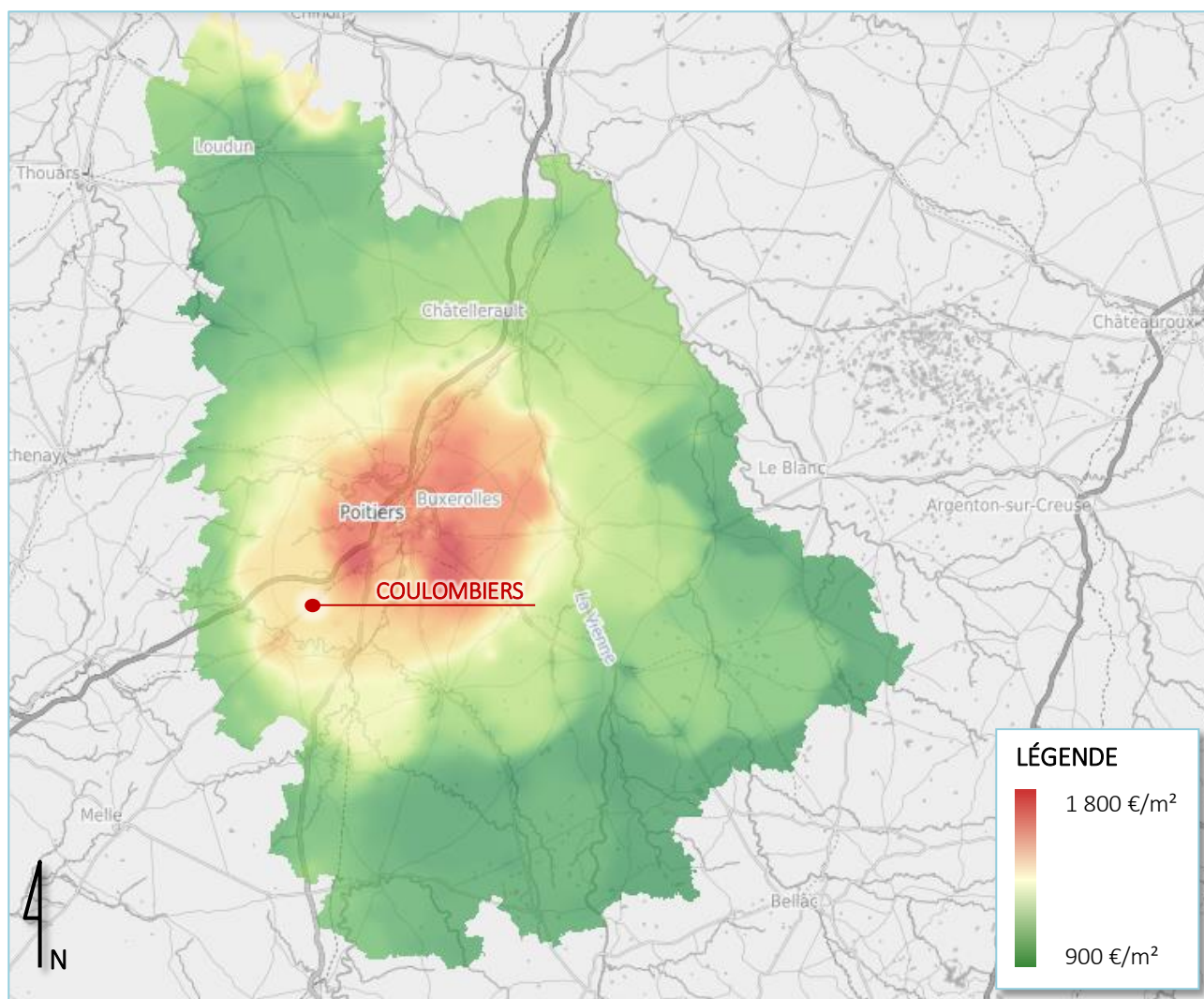
En tout état de cause, l'implantation de constructions individuelles sur les hameaux ou même en dehors des hameaux est un mode de développement urbain particulièrement consommateur d'espace. Les habitations construites en dehors des opérations d'ensemble sont en effet généralement implantées sur des terrains d'assiette foncière plus importante.

La relation entre développement du parc de logements et urbanisation des espaces naturels et agricoles devra être définie dans le Plan Local d'Urbanisme. Le choix éventuel d'un rythme important de production de nouveaux logements est en effet conditionné à l'application du principe de gestion économe des sols. Cette démarche permettra de ne pas générer une urbanisation excessive et inadaptée au territoire en orientant la politique d'urbanisme vers la production de formes urbaines moins consommatrice d'espace.

Dynamisme du marché immobilier

Le prix moyen constaté pour l'achat d'une maison, dans la Vienne (Juillet 2018), est de 1 330 €/m² et, pour un appartement, de 1 500 €/m². À Coulombiers, le prix moyen pour l'achat d'une maison est de 1 470 €/m², soit supérieur de 10,5% au prix moyen dans le département.

Cet indicateur est en hausse de 4,7% sur 6 mois et de 4,0% sur 12 mois à Coulombiers, ce qui atteste d'un marché immobilier compétitif, comme illustré ci-après.



Source : données Agence EffiCity, OpenStreetMap, DGFIP (Juillet 2018)

■ L'ENJEU DE LA MIXITÉ SOCIALE ET DE LA DIVERSITÉ DES TYPOLOGIES DE BÂTI

L'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat

Le parc de logements de Coulombiers est composé en 2014 de 496 maisons individuelles (en progression de 18 unités par rapport à 2009) et de 6 appartements (en régression de 6 unités par rapport à 2009). La prédominance de l'habitat individuel est clairement exprimée sur la commune par la part très significative des maisons (98,8% du parc de logements) et la régression du nombre d'appartements.

Évolution de la typologie du parc de logements	2009	2014
Maisons	478	496
Appartements	12	6

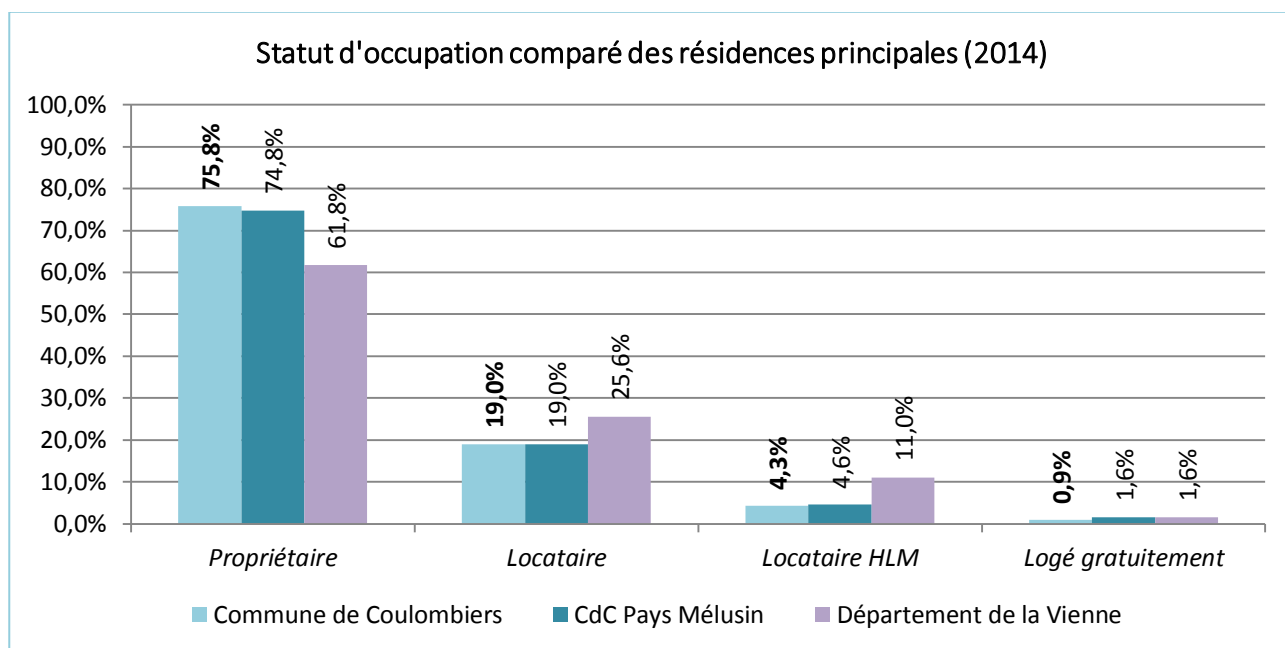
Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Parallèlement, une augmentation générale de la taille moyenne des habitations est observée. Le nombre moyen de pièces par logement est ainsi de 4,7 en 2014, tous types de logements confondus, en

augmentation de 0,1 pièce par logement depuis 2009. La part des logements de 5 pièces ou plus est passée de 49,6% du parc en 2009 à 54,0% en 2014, au détriment de toutes les catégories de logements de taille inférieure.

Le développement d'une offre de logements de taille modeste (de type T2 et T3) pourrait être un enjeu dans les prochaines années pour la commune afin d'adapter le parc de logements à l'accueil de jeunes couples primo-accédants, de familles monoparentales ou de personnes isolées. Ces dispositions seraient en outre à même de limiter la consommation d'espace et à favoriser la mixité sociale et générationnelle.

Comme évoqué précédemment, la proportion de propriétaires-occupants est de 75,8% à Coulombiers en 2014. Globalement, les statistiques d'occupation sur la commune sont plus orientées vers la propriété que celles constatées au niveau intercommunal et départemental. Le parc locatif est ainsi moins développé à Coulombiers (19,0% des résidents), et notamment au niveau du locatif social (4,3% des résidents de la commune pour une part de 11,0% à l'échelle départementale).



Source : INSEE, RP 2014 exploitation principale

La présence de logements de plus en plus grands pose la question du maintien de la mixité sociale sur la commune. La généralisation des grands logements, plus chers, est susceptible d'exclure de la commune certaines populations disposant de revenus modestes (jeunes, personnes âgées, travailleurs précaires...).

L'accueil des gens du voyage

En référence à la Loi n°90-449 du 31 Mai 1990 et à la Loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 modifiée relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, chaque département élabore un Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage (SDAGV) qui définit :

- Les communes d'implantation des aires permanentes.
- Les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de grands rassemblements traditionnels ou occasionnels.
- La politique de sédentarisation, le cas échéant.

Dans la Vienne, le schéma couvrant la période 2019/2025 a été signé conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental le 31 Juillet 2020.

La commune de Coulombiers n'est pas concernée par le dispositif. Sur le territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine, 7 aires d'accueil sont disponibles (Poitiers Beaulieu, Poitiers Dompptigarde, Poitiers CHU en cas de proche hospitalisé, Fontaine-le-Comte, Saint-Benoît, Jaunay-Marigny et Chauvigny). Par ailleurs, une aire de grand passage, ouverte en 2016 et d'une superficie de 3 hectares, est disponible à Poitiers Ouest. La gestion et l'entretien des aires d'accueil sur le territoire communautaire sont confiées à l'Association Départementale pour l'Accueil et la Promotion des Gens du Voyage (ADAPGV).

Ni le travail de diagnostic mené dans le cadre du présent Plan Local d'Urbanisme ni le Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage 2019/2025 n'ont pas fait émerger de demande spécifique en terrains familiaux privés ou locatifs sur la commune.

La lutte contre l'habitat indigne et dégradé

La Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009 pour le logement et de lutte contre l'exclusion définit comme habitat indigne trois catégories de logements :

- Les bâtiments menaçant ruine, pour lesquels le Maire a autorité de police spéciale en application des articles L.511-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation.
- Les bâtiments insalubres, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1311-4, L.1331-23, L.1331-26 à 31 et L.1336-3 du Code de la Santé Publique.
- Les logements présentant un risque de saturnisme, que le Maire peut signaler au Préfet, qui a autorité de police spéciale en application des articles L.1334-1 à 13 du Code de la Santé Publique.

Dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme, une réflexion pourra être menée sur ces logements, le cas échéant, ou plus globalement sur tout logement ancien pouvant être réhabilité à des fins de mixité sociale et d'amélioration de l'habitat.

La lutte contre la précarité

Il y a lieu d'évaluer les besoins en logements des personnes ou des familles visées au Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) et de favoriser les conditions de développement de logements correspondant aux capacités contributives des ménages en prenant en compte leurs habitudes de vie et d'occupation.

Depuis la Loi n°2009-323 du 25 Mars 2009, le PDALPD inclut et prolonge les dispositions du Plan Départemental d'Accueil, Hébergement et Insertion (PDAHI). Le PDALPD de la Vienne pour la période 2012/2016, élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, a été arrêté au 27 Août 2012 et est arrivé à échéance le 31 Décembre 2016.

Par décision conjointe du 8 Juin 2016, l'élaboration d'un Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) a été lancée pour couvrir la période 2017/2021. Celui-ci, élaboré conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, a été arrêté en date du 29 Août 2017.

En matière de précarité, les habitants de la commune de Coulombiers ont des revenus globalement supérieurs aux moyennes de l'ancienne intercommunalité et du Département, avec une médiane du revenu disponible en 2014⁷ de 19 923 € alors qu'elle est de 19 358 € pour les foyers du « Pays Mélusin » et de 19 654 € pour la Vienne.

⁷ Médiane du revenu disponible : moyenne des revenus fiscaux des ménages, qui tient compte de la taille et de la composition de ceux-ci. La médiane est la valeur du revenu fiscal partageant la population en deux groupes de taille strictement égale. Cet indicateur est calculé sur les ménages de l'année fiscale 2013.

■ PRÉVISIONS DE DÉVELOPPEMENT, CORRÉLATION ENTRE DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

Évolution de la taille des ménages

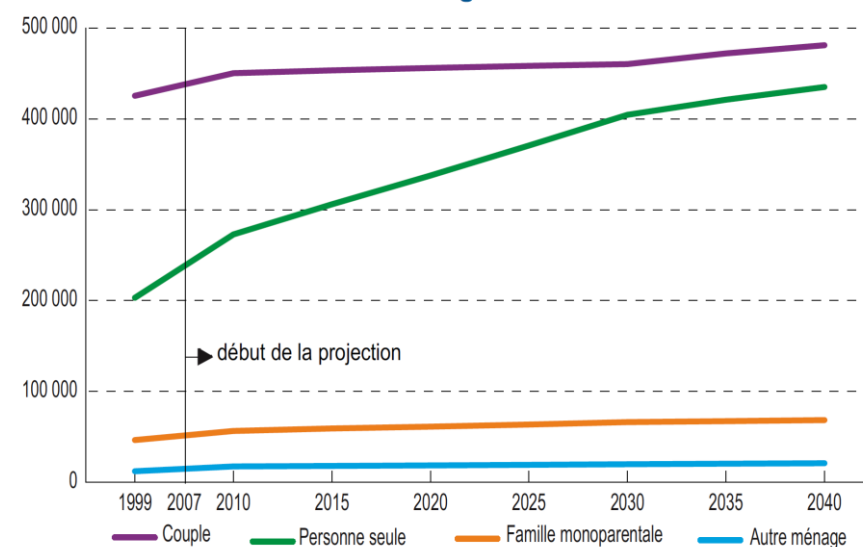
■ Tendance générale et importance de prise en compte

L'évolution générale de la taille des ménages est liée, au niveau global, à la conjonction de deux facteurs, le vieillissement de la population et le phénomène dit « de décohabitation », dont les effets peuvent être cumulatifs.

- **L'allongement de la durée de la vie** a des conséquences sur l'adaptation des équipements publics, la fréquence de remise sur le marché des logements, ainsi que sur la nature des logements à construire. Le vieillissement peut s'accompagner de dépendance. En 2030, la région Poitou-Charentes devrait compter 61 000 personnes dépendantes, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2010⁸. Pour maintenir ces personnes à domicile, les logements à construire devront tenir compte de cette contrainte et proposer des solutions appropriées.
- **Le phénomène de « décohabitation »** tend à modifier les modes de vie. Les enfants quittent aujourd'hui plus tôt le foyer familial, davantage pour poursuivre des études que pour vivre en couple. De plus, les ruptures de couples continuent d'augmenter, entraînant une progression du nombre de familles monoparentales. Cette évolution des modes de vie doit ainsi être anticipée dès à présent afin de prévoir une production de logements adaptée, notamment en matière de superficie et de nombre de pièces. Une inadaptation du parc, composé à majorité de logements T4 et plus, est déjà constatée face aux demandes actuelles de logement social sollicitant, pour plus de 60 %, des 3 pièces ou moins.

La conjonction de ces deux facteurs entraîne une **augmentation sensible du nombre de ménages**, qui évolue plus vite que l'augmentation de la population. Mécaniquement, la taille des ménages s'oriente à la baisse ; alors qu'un ménage comptait en moyenne 2,8 personnes en 1982 en Poitou-Charentes, il en compte 2,2 en 2010 et la projection de l'INSEE et de la DREAL Poitou-Charentes pour 2040 en prévoit 2,0 en moyenne à cet horizon. L'évolution du nombre de personnes vivant seules (cf. graphique ci-dessous) explique cette tendance démographique lourde.

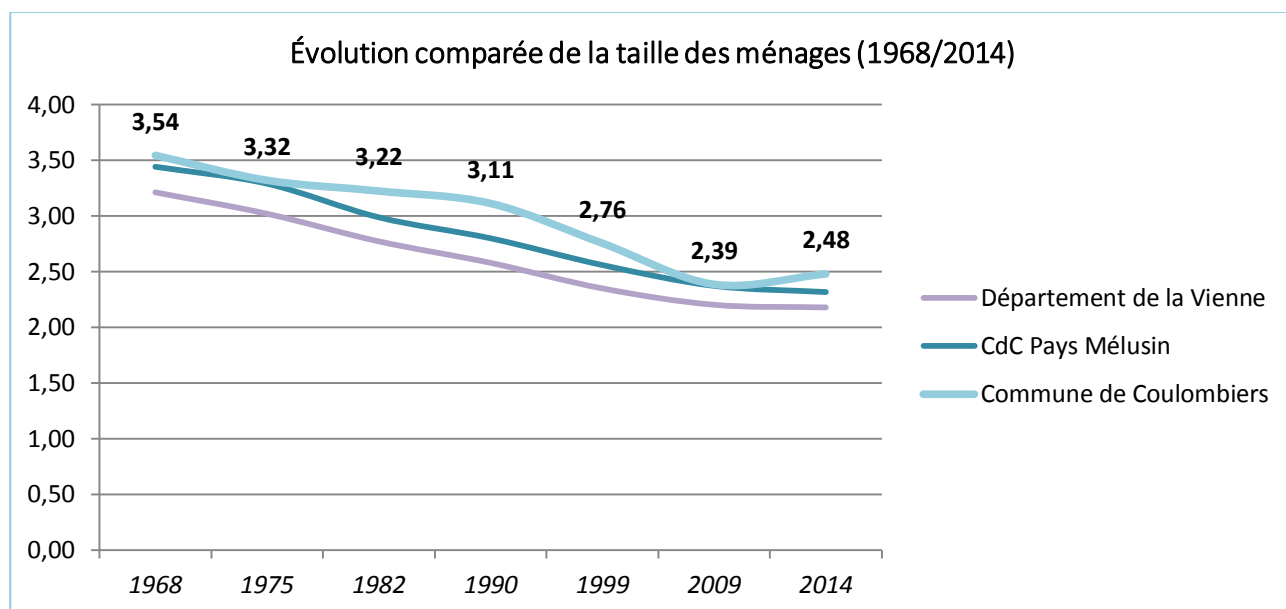
Évolution du mode de vie des ménages de Poitou-Charentes



⁸ Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, *revue Décimal* n°317 (Juin 2012).

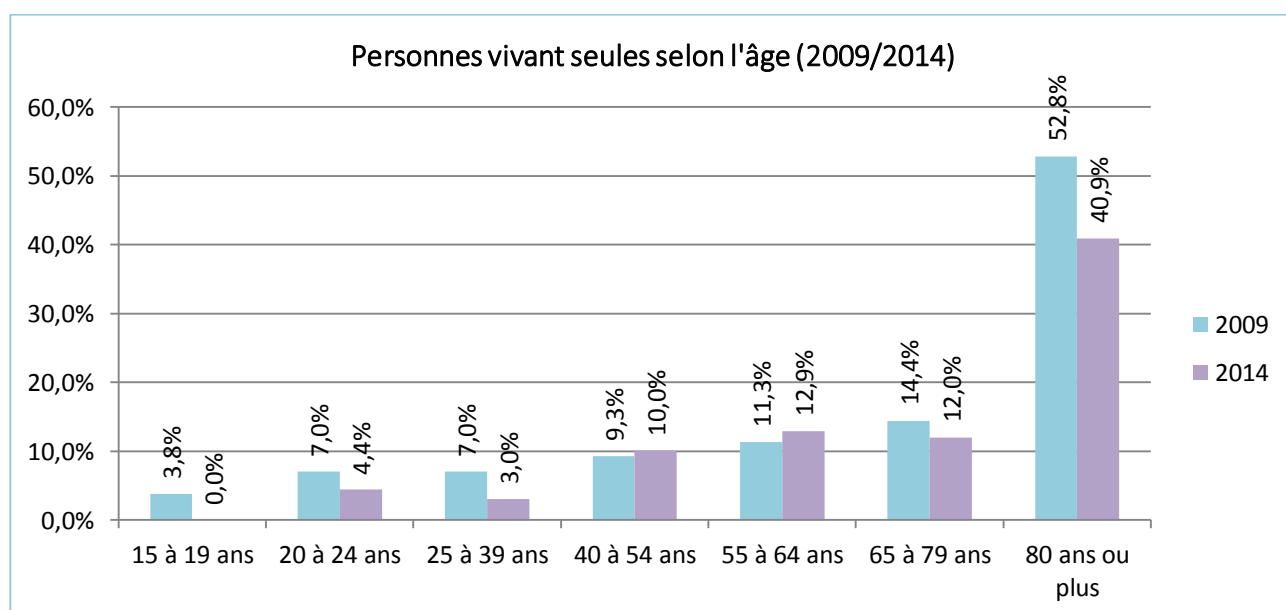
■ Diagnostic sur la commune

La taille des ménages a suivi à Coulombiers une diminution globale assez comparable à ce qui est constaté sur l'ensemble du territoire national et dans le département, à l'exception d'une légère remontée sur la période 2009/2014. Elle était, à l'échelle communale, de 3,54 personnes par logement en 1968 et n'est plus que de 2,48 personnes par logement en 2014, soit une baisse de 29,9%. À l'échelle de la Vienne, la diminution de la taille des ménages a également été continue depuis 1968 et a tendance à se stabiliser sur la période la plus récente. À terme, la diminution devrait être moins sensible, voire stable entre 2030 et 2040, aux alentours de 1,8 à 2,0 personnes par ménage en moyenne sur cet espace départemental.



Source : INSEE, RP 1968 à 1990 dénombremments, RP 1999 à 2014 exploitations principales

Sur une échelle longue, la tendance reste cependant à une diminution continue de la taille des ménages. Comme évoqué ci-avant, celle-ci participe du phénomène national de « décohabitation », dit aussi de « desserrement des ménages » : multiplication des ménages isolés, des personnes âgées vivant seules, des familles monoparentales, etc.



Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Le nombre de personnes vivant seules a régressé à Coulombiers entre 2009 et 2014 sur une partie des tranches d'âge, à l'exception des 40 à 64 ans. Cette évolution explique, pour partie, la légère remontée de la taille moyenne des ménages entre 2009 et 2014. Sur une échelle longue, la tendance de celle-ci reste

cependant à la diminution Cette situation n'est pas sans enjeux, notamment en matière de maintien à domicile des personnes âgées et de lutte contre la dépendance.

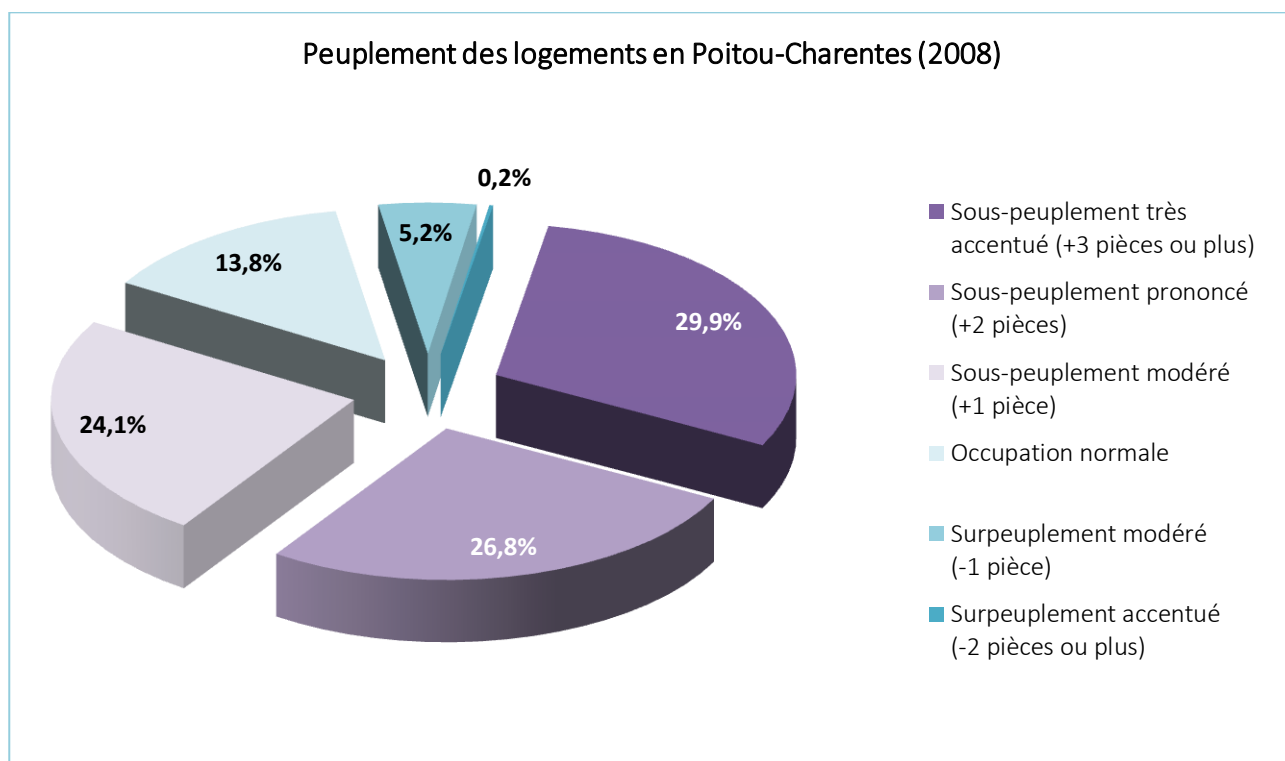
Adaptation de la taille des logements

Comme évoqué ci-avant (Cf. paragraphe « l'enjeu de la mixité sociale dans l'habitat »), l'adaptation de la taille des logements aux usages et à l'évolution des modes de vie est une problématique à prendre en compte dans la définition des logements qui seront mis en chantier sur le territoire.

En Poitou-Charentes, la taille des logements est globalement inadaptée. 5,4 % des résidences principales sont en 2008 en situation de surpeuplement. Cela signifie que le nombre de pièces est insuffisant pour des conditions normales d'occupation du logement. Le phénomène se résorbe puisque 6,6 % des logements étaient dans cette situation en 1999.

13,8 % des logements sont en situation d'occupation normale, avec un nombre de pièces adapté au nombre d'occupants.

En revanche, 80,8 % des logements sont en situation de sous-peuplement (en augmentation de 3,7 % depuis 1999), c'est-à-dire que le logement comporte une ou plusieurs pièces de trop par rapport au nombre d'habitants. L'évolution dans le temps voit l'augmentation du nombre de logements en sous-peuplement prononcé (2 pièces de trop, +0,3 % par rapport à 1999) et en sous-peuplement très accentué (3 pièces de trop ou plus, +6,7 % par rapport à 1999).

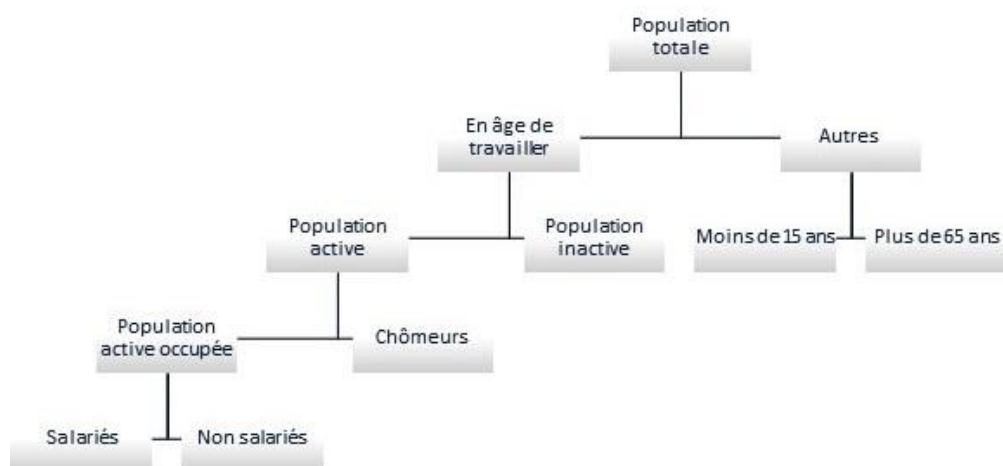


Source : INSEE et DREAL Nouvelle-Aquitaine, *revue Décimal* n°317 - Juin 2012

Au total en Poitou-Charentes, ce sont 190 000 logements, soit près de 30 % du parc, qui sont en situation de sous-peuplement très accentué, alors que la moyenne nationale est de 23 %.

LE TISSU ÉCONOMIQUE, LES ACTIVITÉS INDUSTRIELLES, ARTISANALES ET COMMERCIALES

■ LA STRUCTURE SOCIO-ÉCONOMIQUE COMMUNALE



Évolution de la structure socio-économique communale	2009	2014	Évolution
Population totale de la commune	1 086	1 136	+4,6%
- dont population de 15 à 64 ans	737	721	-2,2%
Population active totale	576	561	-2,6%
- dont actifs ayant un emploi (population active occupée)	537	500	-6,9%
- dont actifs au chômage	40	61	+52,5%
Population inactive totale	161	160	-0,6%
- dont élèves, étudiants et stagiaires	39	50	+28,2%
- dont retraités et préretraités	79	70	-11,4%
- dont autres inactifs	42	40	-4,8%
Nombre d'emplois sur la commune	237	332	+40,1%
Taux d'activité au sens de l'INSEE	78,2%	77,8%	-0,4%
Taux d'activité par rapport à la population totale	53,1%	49,4%	-3,7%
Indicateur de concentration d'emploi	43,8	65,3	+49,1%
Taux de chômage	6,9%	10,8%	+3,9%
Population active résidant et travaillant dans la commune	97	102	+5,2%
Population active résidant mais travaillant hors commune	442	407	-7,9%

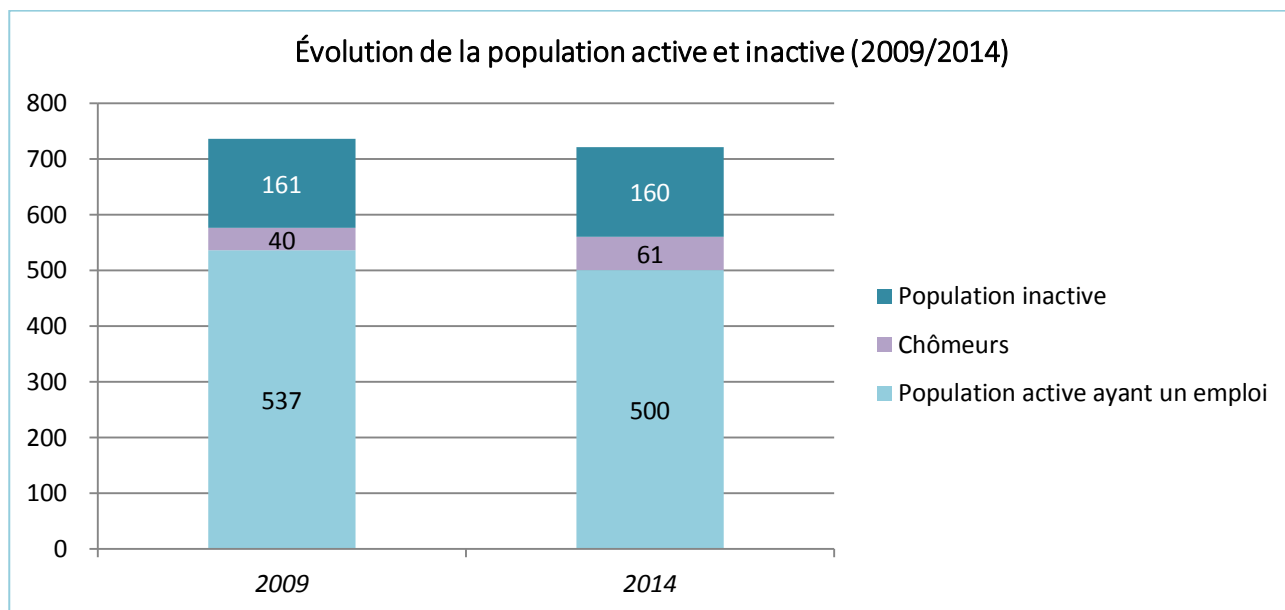
Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Évolution du tissu socio-économique et de l'emploi

La population active de Coulombiers s'élève à 561 personnes en 2014. Elle est en diminution de 15 personnes depuis 2009, soit une baisse de 2,6%. La population active occupée⁹ est, elle aussi, en baisse de 6,9% sur la même période. La population inactive, en âge de travailler mais empêchée pour cause d'études ou de pré-retraite, est en très légère diminution, de 0,6%.

Parallèlement, le taux de chômage est en augmentation entre 2009 et 2014, passant de 6,9% à 10,8% de la population active et le nombre de chômeurs en augmentation de 52,5% (+21 personnes).

Le taux d'activité de la population¹⁰ régresse de 3,7% du fait d'une augmentation de la population totale et d'une régression de la population active et de la population active occupée.



Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

Les activités économiques présentes sur la commune génèrent un total de 332 emplois en 2014 (en augmentation de 95 unités par rapport à 2009, soit une hausse de 40,1%). Le ratio entre emplois et population active occupée (l'indicateur de concentration d'emploi) augmente donc très significativement. Il était de 43,8 en 2009 et il est de 65,3 en 2014.

Caractérisation de l'emploi

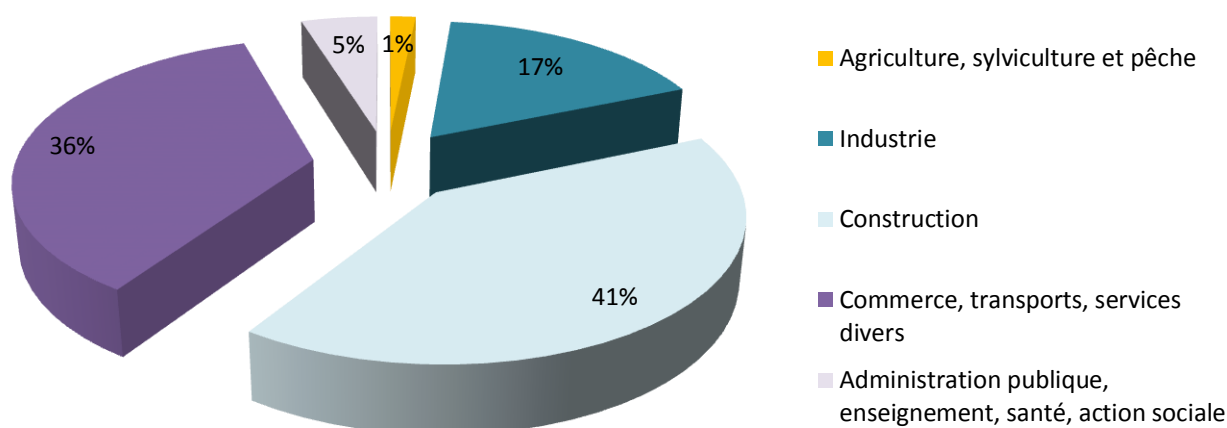
La répartition de ces emplois par secteur d'activité (chiffres au 31 Décembre 2015) montre une prédominance du secteur de la construction (41% des emplois) dans le tissu local. Les emplois liés à la sphère du commerce et des services (36% des emplois), de l'industrie (17% des emplois), des emplois publics (5% des emplois) et de l'agriculture, la sylviculture et la pêche (1% des emplois) complètent le tissu économique local.

Dans le contexte national de réorganisation de l'activité agricole, l'emploi dans ce domaine reste important : 26 emplois sont liés sur la commune au secteur de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche. Ces données sont détaillées ci-après (cf. partie « Les activités agricoles et sylvicoles »).

⁹ Population active occupée : part de la population active (15/64 ans) ayant un emploi.

¹⁰ Le taux d'activité s'entend en part de la population active (ayant un emploi, salarié ou non, ou au chômage) par rapport à la population totale de la commune.

Postes salariés par secteur d'activité (31/12/2015)



Source : INSEE, outil CLAP (Connaissance Locale de l'Appareil Productif), sur la base du référentiel SIRENE et des données DADS, URSSAF et MSA

■ LE TISSU ÉCONOMIQUE COMMUNAL

Les entreprises suivantes ont été recensées sur la commune par la municipalité.

Liste des entreprises présentes sur la commune

Nom	Activité	Nb emplois
DOUSSAINT Florent	Élagage	1
CALDOM Services	Combustibles	7
AUTHE France	Hôtel Restaurant	7
COQPITAUTO	Automobile	2
ECO-PHU		
GETREAU Manon	Fleuriste	1
Garage de la Vallée	Garage carrosserie	3
BOUTIN Patricia	Boucherie Restaurant	1
LEHOUELLEUR Didier	Restaurant	2
RIPAULT Mathieu	Buraliste	2
NSI	Nettoyage industriel	2
HAYE Patricia	Coiffure à domicile	1
VIVIER Valérie	Coiffure	2
AFM Recyclage		
Air Paysage		2
Altitude Élagage	Élagage	3
Analytical Sciences Consultants		1
Art de bâtir Société nouvelle	Maçonnerie, taille de la pierre	21
AUGRY Pierre	Boulangerie	2
AUTHE Étienne	Brocante	1
BERLAND-LIAUD		6
BOILEAU Carrosserie	Carrosserie poids-lourds	11
BV BOURGEOIS	Bâtiment	

Nom	Activité	Nb emplois
Centrale éolienne Fontennelles		
Coulombiers Automobiles	Garagiste, pompiste	3
EROME		2
GREMAIR Application		10
GUERIN Automobiles	Automobile	1
LEONARD		14
LUSSEON-RICHARD	Travaux publics	3
MARILLEAU Soudure SARL	Soudure	1
MENUISOLA	Menuiserie, huisserie, isolation	2
NICAUREL		2
GIRARD Pierre	Façadier	9
Prepa Trucks 86 SARL	Garagiste poids-lourds	2
RIVAUULT Michel	Carbonisateur	4
SCOPAYSAGE	Élagage	8
SEREXPRO	Développeur agricole	4
SIMONET GCI		
SOMEPIERRES	Art de bâtir	3
Transports FOUCHER	Transports	

Source : Annuaire des entreprises de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Mairie de Coulombiers



■ LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE MENÉ AU NIVEAU SUPRA-COMMUNAL

Développement économique dans le cadre de l'intercommunalité

Le développement économique était, jusqu'au 31 Décembre 2016, une compétence de la Communauté de Communes du « Pays Mélusin ». Six zones d'activités était gérées au niveau intercommunal :

- ZAE « Le Pré Sableau » à Jazeneuil
- ZAE « Les Cinq Sauts » à Rouillé
- ZAE « Le Pré Vert » à Saint-Sauvant
- ZAE « La Pazioterie » à Celle-L'Évescault
- ZAE « La Georginière » à Lusignan
- ZAE « La Chaponnerie » à Lusignan

Le développement économique est désormais de la compétence de la Communauté urbaine du « Grand Poitiers » qui gère, au total, 27 ZAE pour une superficie de plus de 1 000 hectares.

Dans ce nouveau contexte intercommunal, il est nécessaire de trouver les bonnes articulations pour une gestion optimale du territoire qui intègre tous les paramètres : localisation potentielle des entreprises et des sites dédiés, mais également maintien d'une certaine diversité des usages et des destinations à l'échelle du Bourg. Cette bonne articulation porte de réels enjeux de développement durable, notamment en matière de déplacements.

Le site de « La Pazioterie » est essentiel à cet égard dans le projet communal.

Développement économique dans le cadre du SCoT du « Seuil du Poitou »

Le travail de préfiguration du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou, en cours au moment de l'élaboration du présent PLU, s'est concentré en premier lieu sur les pôles économiques majeurs du territoire. La question des zones artisanales locales et du maintien des entreprises sur l'espace rural ou périurbain n'est pas assorti, pour l'heure, de préconisations opérationnelles.

Il semble néanmoins important de préserver la centralité commerciale du centre-bourg de Coulombiers en y concentrant les commerces et activités de service de première nécessité.

Contexte touristique départemental

La commune se situe dans un rayon de 25 kilomètres de 3 des 12 sites les plus visités de la Vienne : le Parc du Futuroscope (2,0 millions de visiteurs en 2017), site le plus visité de la Vienne et troisième parc de loisirs le plus visité de France, le Parc de la Belle à Magné, la Vallée des Singes à Romagne. Coulombiers se situe par ailleurs à même distance de 2 sites touristiques d'importance en Deux-Sèvres : le Musée du Rauranum à Rom et le Musée du Tumulus de Bougon.

La commune est donc dans un contexte touristique particulièrement favorable, qu'il s'agisse d'inciter les séjours de tourisme ludique, naturel ou culturel.

Dans ce contexte, également aidée par un patrimoine architectural et naturel de qualité (cf. chapitre « Analyse paysagère » ci-avant), la commune peut développer une activité touristique locale à même de satisfaire différents type de clientèles.

Contexte touristique local

La commune de Coulombiers dispose en ce sens d'atouts en matière de potentiel touristique :

- Un cadre de vie préservé (habitat ancien typique, paysages remarquables, etc.).
- Un patrimoine naturel et bâti riche et diversifié.
- La proximité de sites touristiques (Futuroscope, Marais Poitevin, Musée du Vitrail, Site Gallo-romain de Sanxay...).

LES ACTIVITÉS AGRICOLES ET SYLVICOLES

■ LE CONTEXTE AGRICOLE RÉGIONAL

Les données suivantes sont issues du Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) Poitou-Charentes 2013/2019.

Systèmes de production agricole dans les territoires ruraux du Poitou-Charentes

La production agricole en Poitou-Charentes représentait, lors du recensement agricole de 2010, 3,6 milliards d'euros, soit 5,5% de la production nationale agricole. Le secteur « viticulture et vins » représente à lui seul près de 25% de la valeur totale des productions.

Concernant les activités d'élevage, l'ancienne région Poitou-Charentes est (chiffres 2010) :

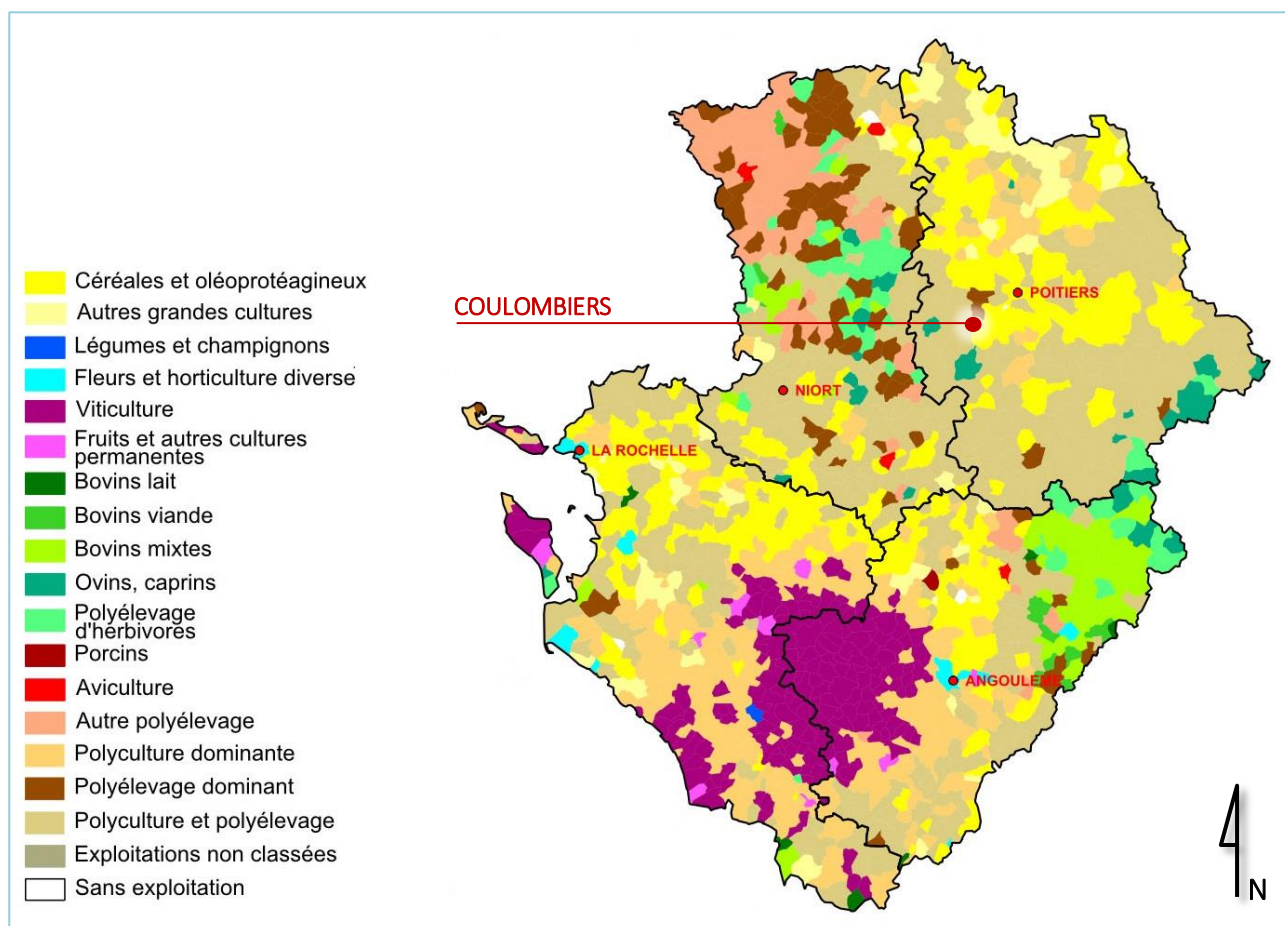
- La première région caprine (32% du cheptel national et 45% des livraisons de lait à l'industrie) ;
- La quatrième région en élevage d'ovins viande (650 000 têtes, soit 8,2% du cheptel national) ;
- La troisième région en élevage cynicole.

L'aviculture est également bien représentée (5% du cheptel national). Le cheptel de bovins représente 4% du cheptel national (787 000 têtes, 656 millions de litres de lait). L'ancienne région Poitou-Charentes est également une grande région ostréicole (27 000 tonnes). Enfin, le secteur des équidés est conséquent (près de 30 000 têtes). Les ânes tiennent notamment une place importante (deuxième région productrice), de même que les mulets (première région productrice), en lien avec les berceaux des races Trait Poitevin et baudet du Poitou.

Concernant les productions végétales, l'ancienne région Poitou-Charentes est (chiffres 2010) :

- La deuxième région oléagineuse (290 000 hectares consacrés, soit 12,8% de la surface française) ;
- La deuxième région pour les vignes en volume de récoltes, la quatrième région en surface (plus de 10% du vignoble français) ;
- La troisième région en surfaces céréalières (740 000 hectares, soit 8% de la surface française), et notamment la deuxième région pour le maïs grain (172 000 hectares) et la quatrième région pour le blé tendre (385 000 hectares) ;
- Les protéagineux (pois, féveroles et lupin) représentent 6,6% de la surface nationale (26 500 hectares) ;
- Bien que n'étant pas une région fruitière ou légumière, le Poitou-Charentes est la première région en matière de surface de production de melon (24% de la production nationale).

L'orientation technico-économique principale des communes est cartographiée ci-après. **Coulombiers est principalement un territoire de production de polyculture et polyélevage**, comme une large partie Sud et Sud-Ouest du département de la Vienne.



Source : Agreste, recensement agricole 2010

Surfaces agricoles, irrigation

Les Surfaces Agricoles Utilisées (SAU)¹¹ représentent 1,7 millions d'hectares à l'échelle de l'ancienne région, soit 68% du territoire, contre 51% au niveau national.

Néanmoins, l'artificialisation des sols progresse et les SAU a régressé de 3% entre les recensements agricoles de 2000 et 2010.

L'irrigation est utilisée sur environ 10% de la SAU régionale. Elle constitue le poste principal des prélèvements annuels d'eau en Poitou-Charentes, avec 53,7% du total (186,1 millions de m³ en 2010), essentiellement pris pendant la période estivale.

Les surfaces irriguées sont en baisse de 12% par rapport au recensement agricole de 2000. Le maïs est toujours la principale culture irriguée mais sa part relative baisse au profit d'autres céréales et d'oléagineux. Ce recul est lié à une réduction réelle des surfaces irriguées, mais aussi à une meilleure efficacité du matériel d'irrigation et à une amélioration des pratiques.

Les volumes prélevés sont liés aux conditions climatiques. La récurrence des sécheresses printanières ou estivales rend problématique la gestion des prélèvements d'eau en été.

¹¹ Les surfaces agricoles utilisées (SAU) des exploitations, telles que définies par le Recensement Général Agricole, comprennent l'ensemble des terres exploitées. À l'échelle locale il s'agit des terres exploitées dans la commune et hors de celle-ci, par les agriculteurs ayant leur siège sur la commune. Elles ne comprennent donc pas, par exemple, les terres exploitées sur la commune par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur une commune limitrophe.

Prélèvements d'eau en Poitou-Charentes (2010)

Département	Usage domestique (millions de m3)	Usage agricole (millions de m3)	Usage industriel (millions de m3)
Charente	19,4 Mm3 (22,8%)	58,2 Mm3 (68,4%)	7,5 Mm3 (8,8%)
Charente-Maritime	52,8 Mm3 (48,9%)	52,3 Mm3 (48,4%)	2,9 Mm3 (2,7%)
Deux-Sèvres	40,2 Mm3 (59,3%)	25,9 Mm3 (38,2%)	1,7 Mm3 (2,5%)
Vienne	34,3 Mm3 (40,1%)	49,7 Mm3 (58,1%)	1,5 Mm3 (1,8%)
Total Poitou-Charentes	146,7 Mm3 (42,3%)	186,1 Mm3 (53,7%)	13,7 Mm3 (4,0%)

Source : PRAD Poitou-Charentes

Synthèse des enjeux régionaux

Les éléments suivants permettent de dégager des tendances pour les systèmes agricoles à l'échelle de l'ancienne région Poitou-Charentes :

- Les productions agricoles sont diversifiées, ancrées dans les territoires, avec des savoir-faire associés ; les exploitations sont en voie de spécialisation.
- L'agrandissement des exploitations va de pair avec l'accroissement de compétitivité et la professionnalisation. Le phénomène répond au manque de visibilité donné par la volatilité des prix du marché. Les structures d'exploitation changent.
- Moins d'un actif agricole sur deux est remplacé. Un enjeu essentiel pour l'agriculture est sa capacité à continuer à attirer des femmes et des hommes compétents, innovants et ambitieux.
- Le potentiel de production régional a été assez stable entre les recensements agricoles de 2000 et 2010.
- Les grandes cultures s'étendent au détriment des activités de polyculture et polyélevage.

À l'échelle du Poitou-Charentes se posent prioritairement les questions :

- de l'utilisation durable de l'eau ;
- du maintien de l'agriculture dans les zones de forte richesse biologique comme, par exemple, les marais ;
- de la gestion équilibrée des milieux naturels, de la simplification des paysages, notamment face à l'évolution des systèmes de production ;
- de l'autonomie et de la sobriété énergétique des activités des exploitations ;
- de l'adaptation des productions aux attentes de consommation durable.

■ LE CONTEXTE AGRICOLE COMMUNAL

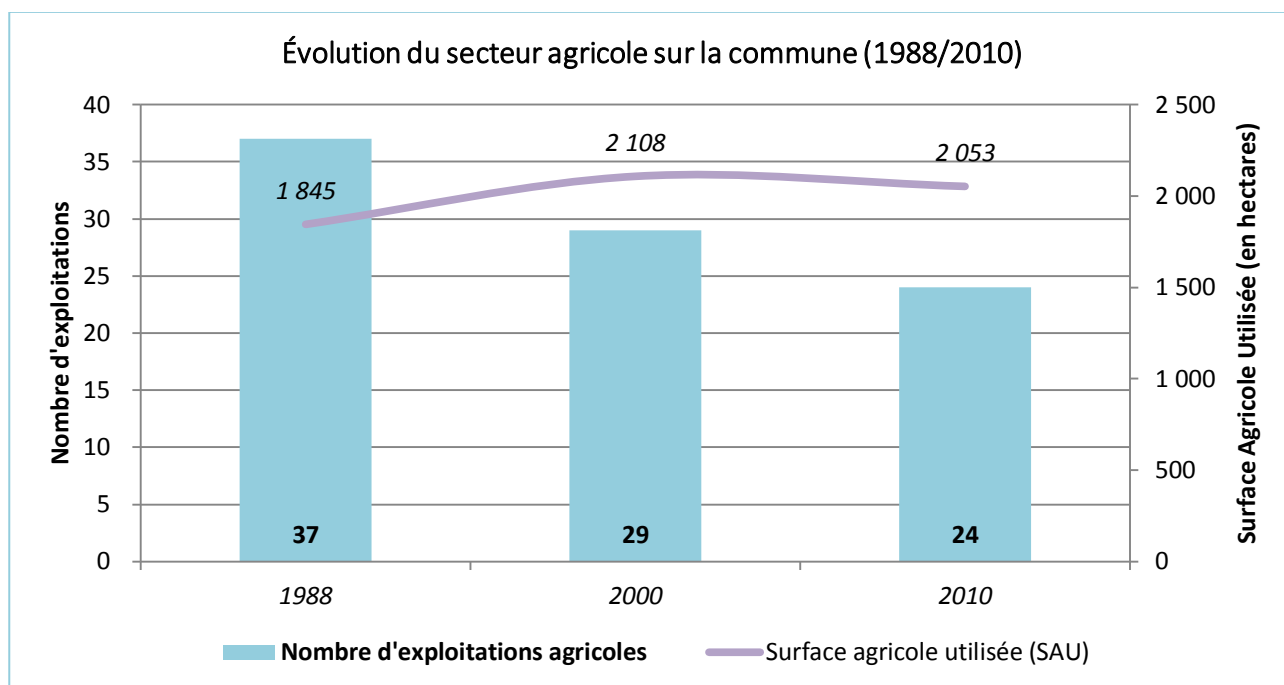
Évolution générale de l'activité agricole

Les surfaces agricoles utilisées¹² sont en augmentation de 11,3% par rapport au recensement général agricole de 1988. Selon les données du dernier recensement, 24 exploitations professionnelles étaient présentes à Coulombiers en 2010, soit 13 de moins qu'en 1988 (-35,1%).

¹² Les surfaces agricoles utilisées (SAU) des exploitations telles que définies par le Recensement Général Agricole comprennent l'ensemble des terres exploitées, dans et hors commune, par les agriculteurs ayant leur siège sur la

La superficie moyenne des exploitations a arithmétiquement progressé, en passant de 49,9 hectares en 1988 à 85,5 hectares en 2010, soit un presque doublement de la surface moyenne des exploitations du fait de la diminution de leur nombre et de l'augmentation sensible du volume global de terres agricoles utilisées.

Dans le contexte national de réorganisation de cette activité économique, la réorientation de l'activité agricole communale profite davantage aux activités de polycultures (augmentation de 14,8% de la surface de terres labourables depuis 1988) que d'élevage (diminution de 34,1% du cheptel depuis 1988).



Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

Enfin, l'emploi agricole subit l'effet de la mécanisation et des contraintes économiques qui touchent l'activité. On comptait 37 emplois agricoles (salariés et non-salariés) à Coulombiers en 1988 ; ils ne sont plus que 26 en 2010.

Évolution du secteur agricole communal	1988	2000	2010	Évolution 1988/2010
Superficie agricole utilisée des exploitations (en hectares)	1 845	2 108	2 053	+11,3%
- dont terres labourables	1 763	2 031	2 024	+14,8%
- dont superficies toujours en herbe	77	72	27	-64,9%
Cheptel	1 107	758	729	-34,1%
Superficie moyenne des exploitations (en hectares)	49,9	72,7	85,5	+71,5%
Nombre d'emplois (salariés et non-salariés)	37	30	26	-29,7%

Source : Recensement Général Agricole (RGA) 2010

commune. Elles ne comprennent donc pas, par exemple, les terres exploitées sur la commune par des agriculteurs ayant leur siège d'exploitation sur une commune limitrophe.

■ LA VALEUR ÉCONOMIQUE DES ESPACES AGRICOLES

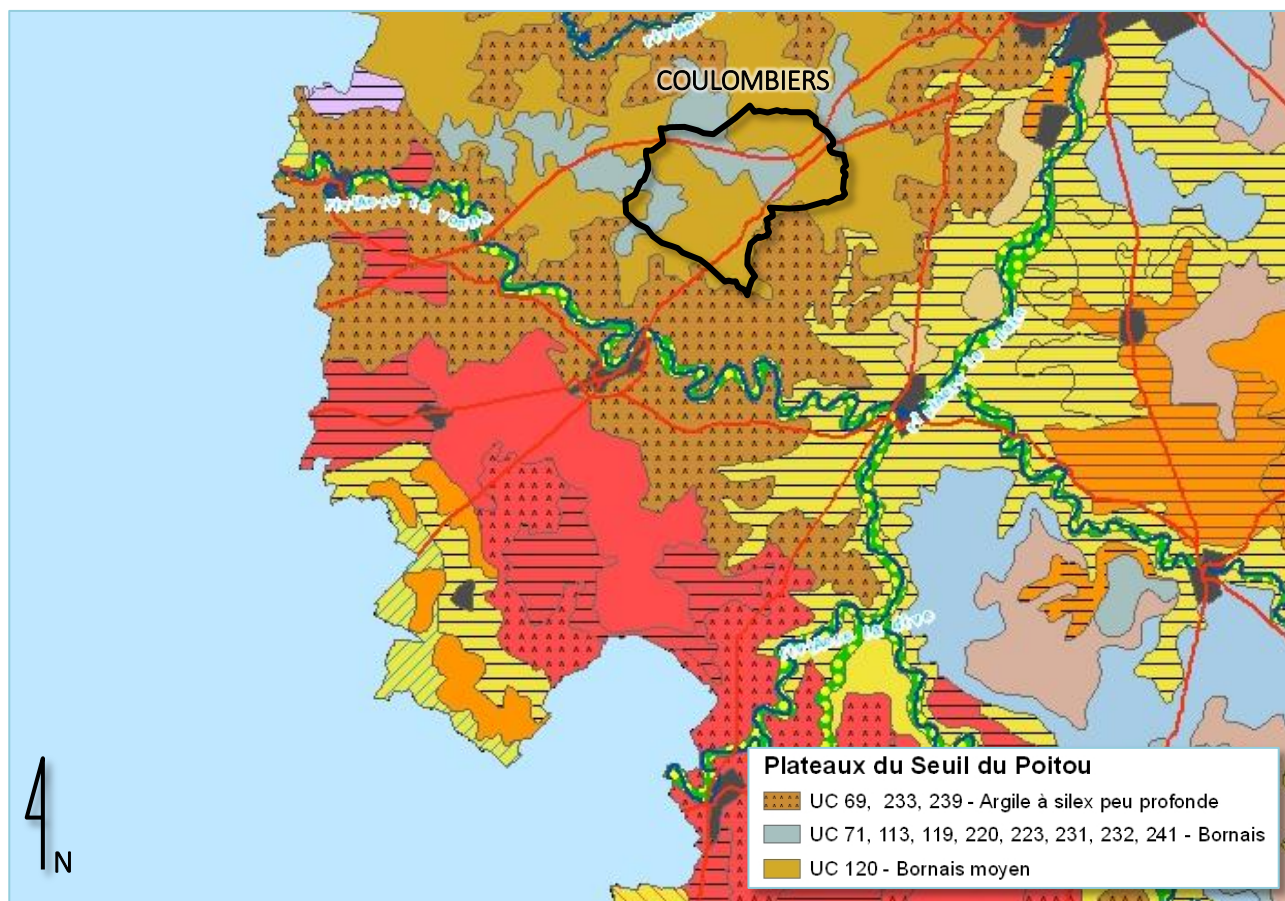
Valeur agronomique des terres agricoles

La commune de Coulombiers est localisée dans le pédopaysage du Sud-Ouest de la Vienne, avec la présence des sols suivants :

- Terres argileuses, en limites Sud-Ouest et Sud-Est du territoire communal.
- Terres de bornais sur la quasi-intégralité du territoire communal.

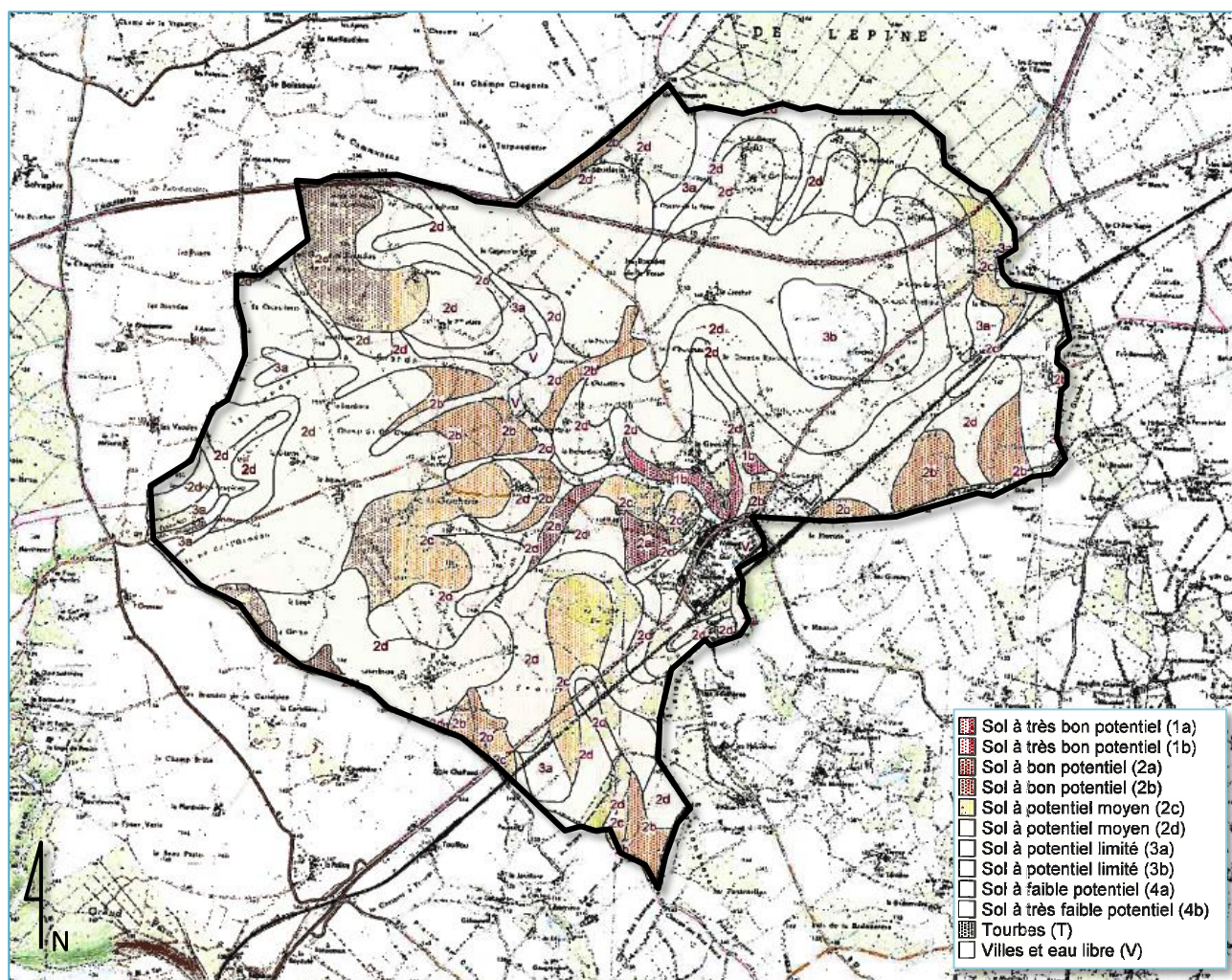
Ces éléments conditionnent le potentiel agronomique des sols.

La commune dans les pédopaysages de la Vienne – Référentiel régional pédologique



Source : Carte des pédopaysages de la Vienne

Carte d'aptitude agricole des sols



Source : Chambre d'Agriculture de la Vienne – Échelle approximative : 1/50 000

La carte d'aptitude des sols montre un potentiel moyen à bon sur une large partie du territoire communal. En partie Est de la commune, le potentiel agronomique est plus limité. Enfin, des sols à très bon potentiel sont localisés autour du Bourg et du vallon du ruisseau du *Palais*.

Les terres de la commune sont essentiellement cultivées pour la production de céréales (blé, orge), de protéagineux et d'oléoprotéagineux (colza, tournesol). Le parcellaire agricole permet par endroits de grandes cultures irriguées comme la maïsiculture (notamment en partie Ouest de la commune). On notera la présence significative de prairies temporaires et permanentes autour de certains hameaux, notamment en partie Ouest de la commune, ainsi qu'en lisières des espaces boisés.

LÉGENDE

- | | |
|-------------------------|----------------------|
| Blé tendre | Fourrage |
| Maïs, grain et ensilage | Estives et landes |
| Orge | Prairies permanentes |
| Autres céréales | Prairies temporaires |
| Colza | Vergers |
| Tournesol | Vignes |
| Autres oléagineux | Fruits à coques |
| Protéagineux | Autres cultures |
| Plantes à fibres | Légumes et fleurs |
| Semences | Arboriculture |
| Autres gels | Divers |
| Légumineuses à grains | |

Appellations d'Origine Contrôlée ou Protégée (AOC/AOP) et Indications Géographiques Protégées (IGP)

La commune de Coulombiers est incluse dans les aires géographiques des signes d'identification de la qualité et de l'origine pour les produits suivants :

▪ Appellations d'Origine Contrôlées et Protégées (AOC/AOP)

- Beurre Charentes-Poitou
- Beurre des Charentes
- Beurre des Deux-Sèvres
- Chabichou du Poitou

▪ Indications Géographiques Protégées (IGP)

- Agneau du Poitou-Charentes
- Jambon de Bayonne
- Porc du Sud-Ouest
- Vins du Val de Loire blanc, gris, rosé ou rouge, ainsi que primeur ou nouveau blanc, gris, rosé ou rouge (toutes dénominations départementales ou territoriales, 120 indications au total)

Aucune de ces appellations ou indications ne fait pas l'objet d'une délimitation à l'échelle de la parcelle.

■ LES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET LEURS PRODUCTIONS

Méthodologie du diagnostic agricole

Une démarche de diagnostic agricole a été mise en place dans le cadre de l'élaboration du PLU afin de recenser les activités agricoles présentes sur la commune, d'envisager les évolutions possibles de cette activité et de connaître les besoins des exploitations agricoles en matière d'urbanisme et d'occupation du sol. Ce diagnostic s'est appuyé sur un recensement initial des sièges d'exploitations, effectué par la commune de Coulombiers, complété par l'analyse du bureau d'études, par les informations transmises par l'État dans le cadre du Porter-À-Connaissance et par les informations sur les entreprises agricoles enregistrées au répertoire nationale SIRENE (INSEE).

Une concertation spécifique a été menée avec les agriculteurs dans le cadre de l'élaboration participative du Plan Local d'Urbanisme. Une réunion d'échanges a ainsi été organisée le 23 Novembre 2015 pour expliciter le contexte juridique du PLU et ses implications pour l'activité agricole, notamment au regard des enjeux environnementaux. La Chambre d'Agriculture de la Vienne a été associée à cette démarche, dans une logique de concertation large avec la profession. Au-delà de la réunion d'information et d'échanges, des questionnaires ont été remis à l'ensemble des exploitants afin qu'ils précisent leur activité, leurs projets éventuels et que ces données abondent au présent diagnostic.

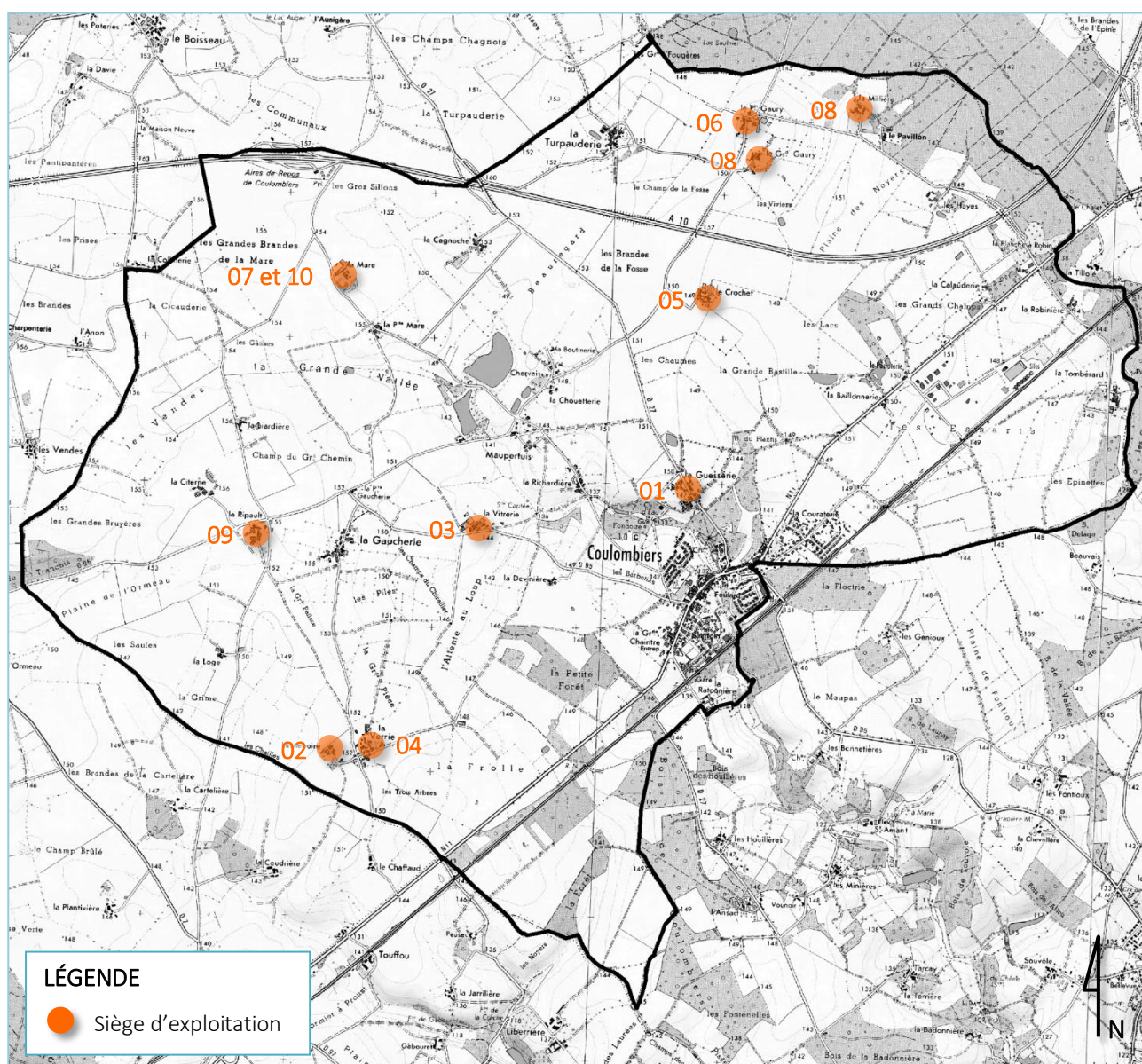
Les exploitants ayant souhaité compléter le questionnaire fourni l'ont retourné au bureau d'études pour analyse en Décembre 2015 et Janvier 2016. Par la suite, le diagnostic agricole a été actualisé en Octobre 2020 pour une utilisation de données à jour sur le contexte agricole communal.

Liste des exploitations agricoles présentes sur la commune

La commune compte **10 exploitations agricoles**. Ces données communales, collectées en 2015 et actualisées en 2020, diffèrent de celles du dernier Recensement Général Agricole (RGA), présentées ci-avant. Celui-ci a, en effet, été mené en 2010 et une partie des données est obsolète. Elles sont conservées au présent rapport pour illustrer l'évolution du contexte agricole communal.

Liste et localisation des agriculteurs présents sur la commune

N°13	Nom de l'exploitant ou de la structure	Localisation
01	BACHELIER Michel	« La Guesserie »
02	BERLAND Liliane	« Lasneboire »
03	GUILLON Jean-Marie et Pascal	« La Vitrierie »
04	RIVAUT Maxime	« La Verrerie »
05	RIVAUT Jean	« Le Crochet »
06	DANNEELS Frédéric	« Le Petit Gaury »
07	PLATEAU Damien	« La Grande Mare »
08	MERIGOT Martine	« Le Grand Gaury » et « La Milière »
09	BARRIÈRE Éric	« Le Ripault »
10	PLATEAU Christine	« La Grande Mare »



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25, diagnostic agricole, Mairie de Coulombiers - Échelle : 1/40 000

¹³ Le numéro de l'exploitation dans la liste renvoie à la cartographie en page suivante.

■ LES PROJETS D'ÉVOLUTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

La concertation menée avec les exploitants agricoles de la commune et les questionnaires remis à cette occasion n'ont pas fait émerger de projets de développement dont la prise en compte par le présent Plan Local d'Urbanisme est nécessaire.

■ CONTRAINTES DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

Le Règlement Sanitaire Départemental (RSD)

Les bâtiments d'élevage sont soumis au Règlement Sanitaire Départemental ou à la législation sur les installations classées à partir d'un certain seuil et, de ce fait, à un périmètre de protection dans lesquels l'installation de nouveaux tiers sans rapport avec l'agriculture n'est pas autorisée.

L'évolution des élevages doit aussi être prise en compte : agrandissement, mise aux normes et c'est pourquoi il faut éviter au maximum l'implantation de tiers auprès d'installations classées ou soumises au RSD.

Les installations agricoles classées

Lors de la création de ce type d'établissement classé, la réglementation prévoit que les bâtiments respectent une distance minimale de 100 mètres vis à vis des tiers (hormis logements occupés par des personnels de l'installation et gîtes ruraux dont l'exploitant a la jouissance), stades, campings agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

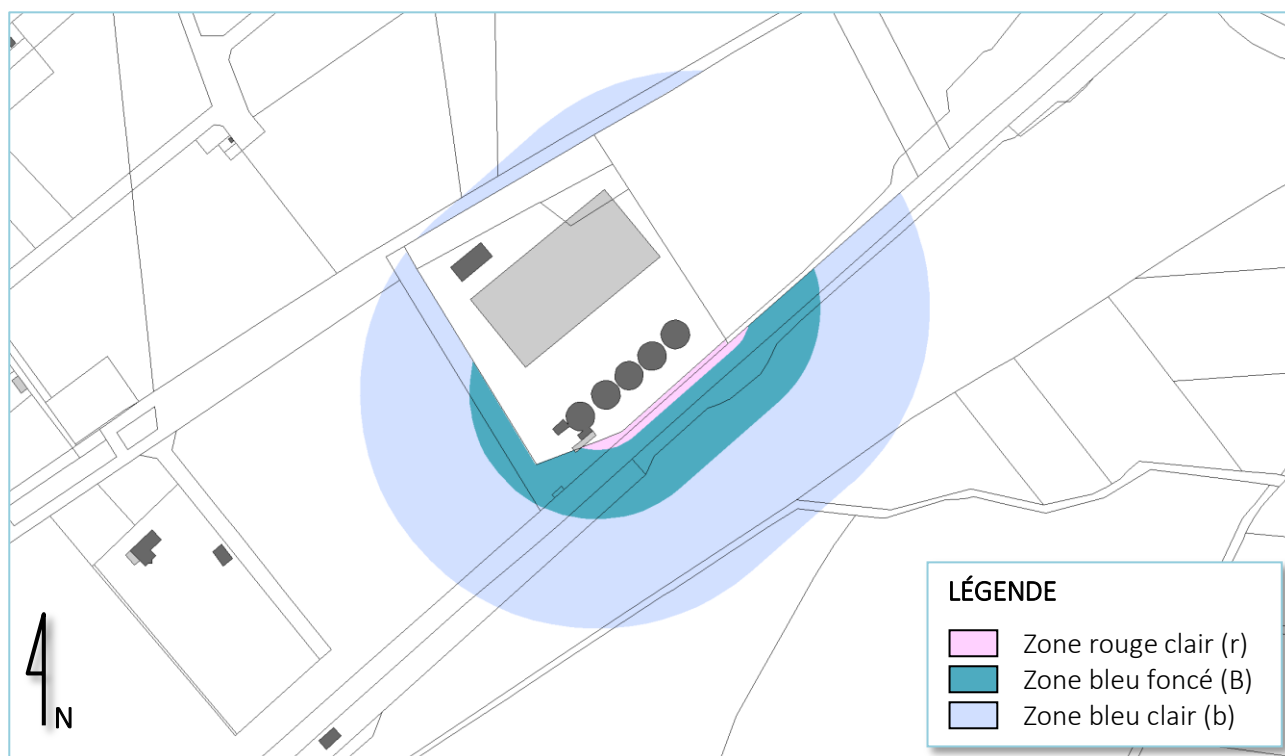
L'article L.111-3 du Code Rural introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Elle prévoit en effet les mêmes contraintes lorsque ce sont des tiers qui doivent s'implanter à proximité de bâtiments d'élevage existants et de leurs annexes (bâtiments, plateformes à fumier, fosses à lisier, parcs d'ébat pour les chiens, etc.).

Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des exploitations trop proches des habitations.

Il n'existe pas d'établissement classé sur la commune de Coulombiers.

En revanche, le silo appartenant à la société TERRENA POITOU, installation classée ICPE, est soumis à des prescriptions spécifiques compte-tenu des zones de danger potentiel débordant de l'enceinte de l'installation.

Périmètre de danger éventuel autour du silo TERRENA POITOU



Source : SIG PARCOURS, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données DDT 86 – Échelle : 1/5 000

Au règlement du PLU devront être portées les dispositions réglementaires suivantes.

▪ En zone rouge clair (r) de risque fort

Les constructions, installations et modes d'occupation du sol de toute nature sont interdits, à l'exception des installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles avec cet environnement (notamment au regard des effets-dominos et de la gestion des situations d'urgence).

La construction d'infrastructures de transport est interdite, à l'exception des voies de desserte de l'établissement classé et de la zone industrielle.

▪ En zone bleu foncé (B) de risque moyen

Les nouvelles constructions, ainsi que l'aménagement, l'extension et le changement de destination des constructions existantes, sont autorisés sous réserve de ne pas augmenter la population exposée aux risques (sont donc notamment interdites les constructions de nouvelles habitations, d'établissements recevant du public, de locaux occupés régulièrement...).

Les voies de communication dont le débit est supérieur à 2 000 véhicules par jour, ainsi que les voies ferrées sur lesquelles circulent plus de 30 trains de voyageurs par jour sont interdites.

▪ En zone bleu clair (b) de risque faible

Les nouvelles constructions, ainsi que l'aménagement, l'extension et le changement de destination des constructions existantes, sont autorisés sous réserve qu'ils soient conçus et réalisés de manière à ce que la sécurité des occupants, des bâtiments et des usagers soit assurée face à un aléa correspondant à un effet de surpression de 20 mbar (hPa).

L'agriculture et la protection de l'environnement

▪ **Maîtrise des pollutions et modernisation des installations**

Dans le cadre d'une relation concertée entre pérennité des activités agricoles d'élevage et protection de l'environnement, les éleveurs de la commune peuvent souscrire, s'ils le souhaitent, à l'élaboration d'un Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole (PMPOA) qui implique, entre autres, de procéder à l'épandage des effluents d'origine agricole.

▪ **Mesures Agro-Environnementales et Climatiques (MAEC)**

Les mesures agro-environnementales et climatiques sont des contrats rémunérés d'une durée de 5 ans visant à mettre en place des pratiques spécifiques pour la protection de l'environnement, notamment celles combinant performance économique et performance environnementale, ou le maintien de celles-ci lorsqu'elles sont menacées de disparition. Ces mesures sont instituées dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC 2015/2020), en remplacement des Mesures Agro-Environnementales Territorialisées (MAET).

Chaque Région, dans le cadre de son Programme de Développement Rural (PDR), identifie et justifie les enjeux environnementaux propres au territoire et définit des zones au sein desquelles les MAEC pourront être proposées aux exploitants. Ces zones sont gérées par un opérateur (Chambre d'Agriculture, Parc Naturel Régional...) qui établit un Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC) détaillant les modalités des MAEC mises en œuvre. Les agriculteurs de la commune peuvent contractualiser, s'ils le souhaitent, un programme de mesures agro-environnementales.

▪ **Le « paiement vert »**

Dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC 2015/2020), le « paiement vert », ou verdissement, est un paiement direct aux exploitants agricoles de métropole qui vise à rémunérer des actions spécifiques en faveur de l'environnement et contribue à soutenir leurs revenus. Il impose le respect par un grand nombre d'exploitants de mesures similaires, contribuant par leur effort de masse globale à améliorer la performance environnementale de l'agriculture en matière de biodiversité, de protection de la ressource en eau et de lutte contre le changement climatique.

Le paiement vert est orienté autour de trois critères principaux :

- **Contribuer au maintien, au niveau régional, d'un ratio de prairies permanentes** par rapport à la SAU, et ne pas retourner certaines prairies permanentes, dites sensibles.
- **Avoir une diversité des assolements**, c'est-à-dire avoir sur ses terres arables (terres agricoles sauf les prairies permanentes et les cultures permanentes - vignes, vergers...), au moins trois cultures dans le cas général.
- **Disposer de Surfaces d'Intérêt Écologique (SIE) sur son exploitation** : des éléments correspondant à au moins 5% de la surface en terres arables et situés sur ces terres arables ou leur étant adjacents. Les SIE peuvent être des éléments topographiques (arbre, haies, mares...) ou des surfaces (bandes tampons, cultures fixant l'azote...).

▪ **Subventionnements dans le cadre de mesures agro-environnementales**

Les bénéficiaires de subventions européennes dans le cadre de la PAC, sur la commune, sont rappelés ci-après, en application du règlement européen (UE) n°1306/2013. Seules sont citées les aides relevant de mesures agro-environnementales dans le cadre du Fonds Européen Agricole de GARantie (FEAGA) ou du Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER).

Par souci de confidentialité, les montants des aides ne sont pas indiqués.

Liste des bénéficiaires de la PAC sur la commune

Exploitant	Rubrique de subventionnement
BABIN Michel	Aide unique découplée à la surface (DPU) Primes pour la viande bovine Soutiens couplés spécifiques Soutien handicaps naturels en zones de montagne
BACHELIER Michel	Aide unique découplée à la surface (DPU)
BONHERT Nelly	Aide unique découplée à la surface (DPU)
CHILL Emmanuel	Aide unique découplée à la surface (DPU)
CHIQUET Bruno	Aide unique découplée à la surface (DPU)
CHIQUET Nicole	Aide unique découplée à la surface (DPU)
DANNEELS Frédéric	Aide à l'installation des jeunes agriculteurs
EARL DANNEELS	Aide unique découplée à la surface (DPU)
EARL DE LA GRANDE MARE	Aide unique découplée à la surface (DPU) Soutiens couplés spécifiques
EARL DU POIRIER	Aide unique découplée à la surface (DPU)
EARL DU RIPAUT	Aide unique découplée à la surface (DPU)
EARL LANEBOIRE	Aide unique découplée à la surface (DPU)
EARL SARBER	Aide unique découplée à la surface (DPU) Soutiens couplés spécifiques
FRADET Michel	Aide unique découplée à la surface (DPU)
GAEC DE LA VITRERIE	Aide unique découplée à la surface (DPU) Soutiens couplés spécifiques
MERIGOT Martine	Aide unique découplée à la surface (DPU) Soutiens couplés spécifiques Soutien handicaps naturels en zones de montagne
PLATEAU Damien	Aide unique découplée à la surface (DPU)
RIVault Catherine	Aide unique découplée à la surface (DPU)
RIVault Jean Clément	Aide unique découplée à la surface (DPU)
RIVault Maxime	Aide unique découplée à la surface (DPU)

Source : TELEPAC, Aides financières 2014/2015

■ LES ACTIVITÉS SYLVICOLES

Le contexte sylvicole régional

Les données suivantes sont issues du Plan Pluriannuel Régional de Développement Forestier (PPRDF) Poitou-Charentes.

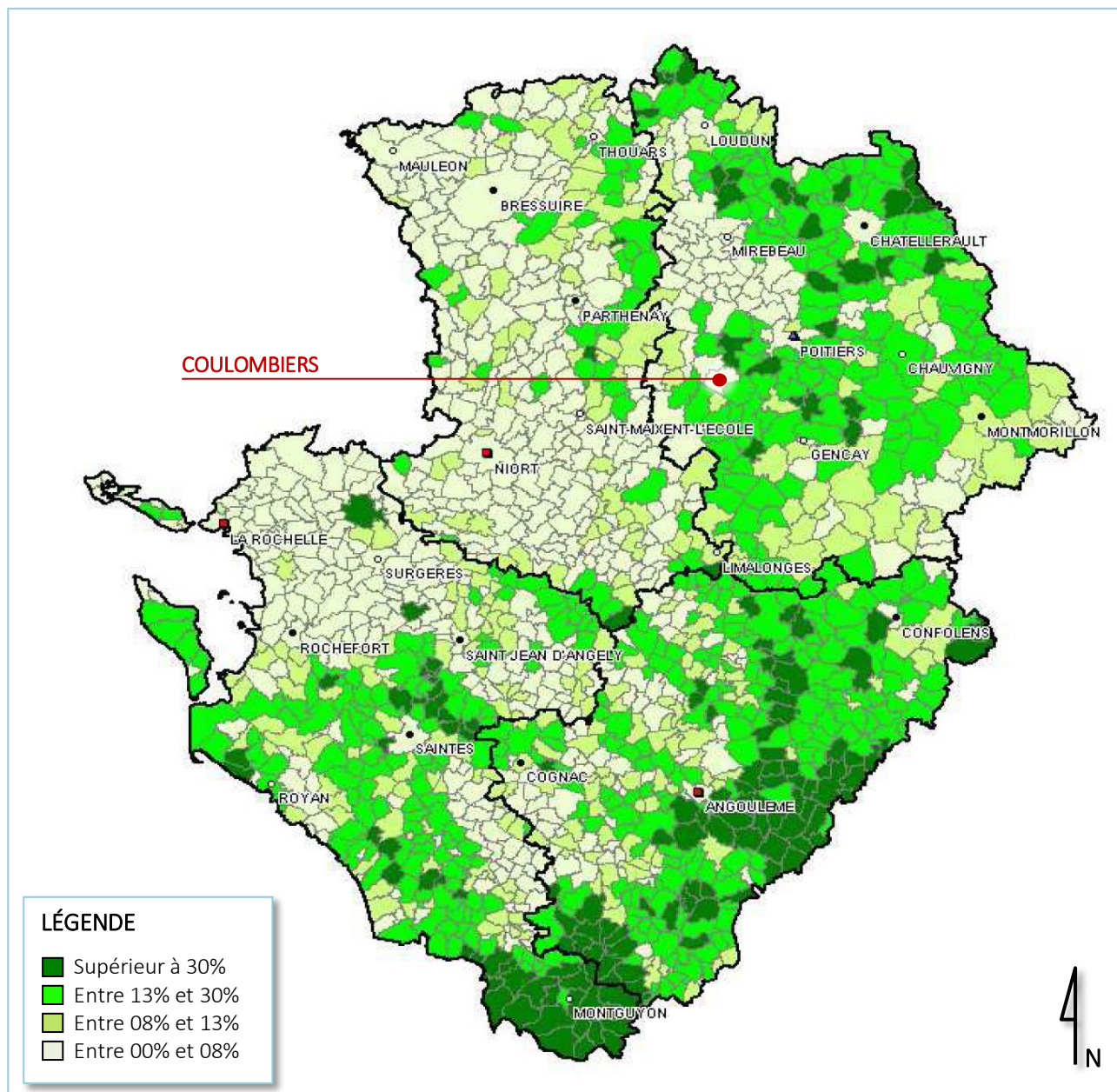
L'ancienne région Poitou-Charentes compte 22 régions forestières naturelles au sens de l'Inventaire Forestier National (IFN). Ces zones sont des entités homogènes ayant, entre autres, des caractéristiques bio-géographiques, sylvicoles, climatiques et pédologiques similaires.

Les formations forestières de production occupent 393 000 hectares. Avec un taux de boisements de l'ordre de 15%, l'ancienne région Poitou-Charentes est nettement en dessous de la moyenne nationale, qui est de 26%. La surface boisée de production par département est de :

- Charente : 120 000 hectares, soit un taux de boisement de 20%.
- Charente-Maritime : 102 000 hectares, soit un taux de boisement de 15%.
- Deux-Sèvres : 52 000 hectares, soit un taux de boisement de 9%.
- Vienne : 119 000 hectares, soit un taux de boisement de 17%.

Le taux de boisement par commune est illustré par la cartographie ci-dessous.

Taux de boisement par commune en Poitou-Charentes



Source : PPRDF Poitou-Charentes, IFN 2003, CPRF Poitou-Charentes

Les peuplements principaux sont les suivants :

- 14% de résineux, représentés majoritairement par le Pin maritime (10% du total régional).
- 78% de feuillus, représentés essentiellement par le Chêne pédonculé (23% du total régional), le Chêne pubescent (20%), le Châtaignier (14%) et d'autres feuillus (28%).

Le volume sur pied de la forêt est estimé à 47 millions de m³, avec un accroissement annuel d'environ 2 millions de m³.

La forêt régionale est essentiellement privée (93%), les forêts publiques (7%) étant représentées par 45 forêts de collectivités (1,13% de la surface boisée) et 18 grands massifs domaniaux.

À l'échelle régionale, la filière bois, dans ses branches « exploitation forestière » et « scierie » génère environ 1 500 emplois directs. En tenant compte des emplois induits liés à la deuxième transformation du bois (tonnellerie, fabrique de panneaux, charpente...), cela représente 12 000 emplois, classant ainsi la filière parmi les trois premiers secteurs d'activité en Poitou-Charentes.

Diagnostic du couvert forestier

Les unités boisées présentes sur la commune de Coulombiers sont assez peu nombreuses. Les unités présentes à l'Est du territoire appartiennent à l'ensemble, plus vaste, de la Forêt de l'Épine (commune de Béruges). La parcelle située à l'Ouest de Coulombiers appartient, elle aussi, à un ensemble plus vaste de petits boisements entourant le *Ruisseau de Mâcre* (commune de Lusignan). Enfin, divers parcelles boisées isolées autour du Bourg et du *ruisseau du Palais* complètent le couvert forestier communal.

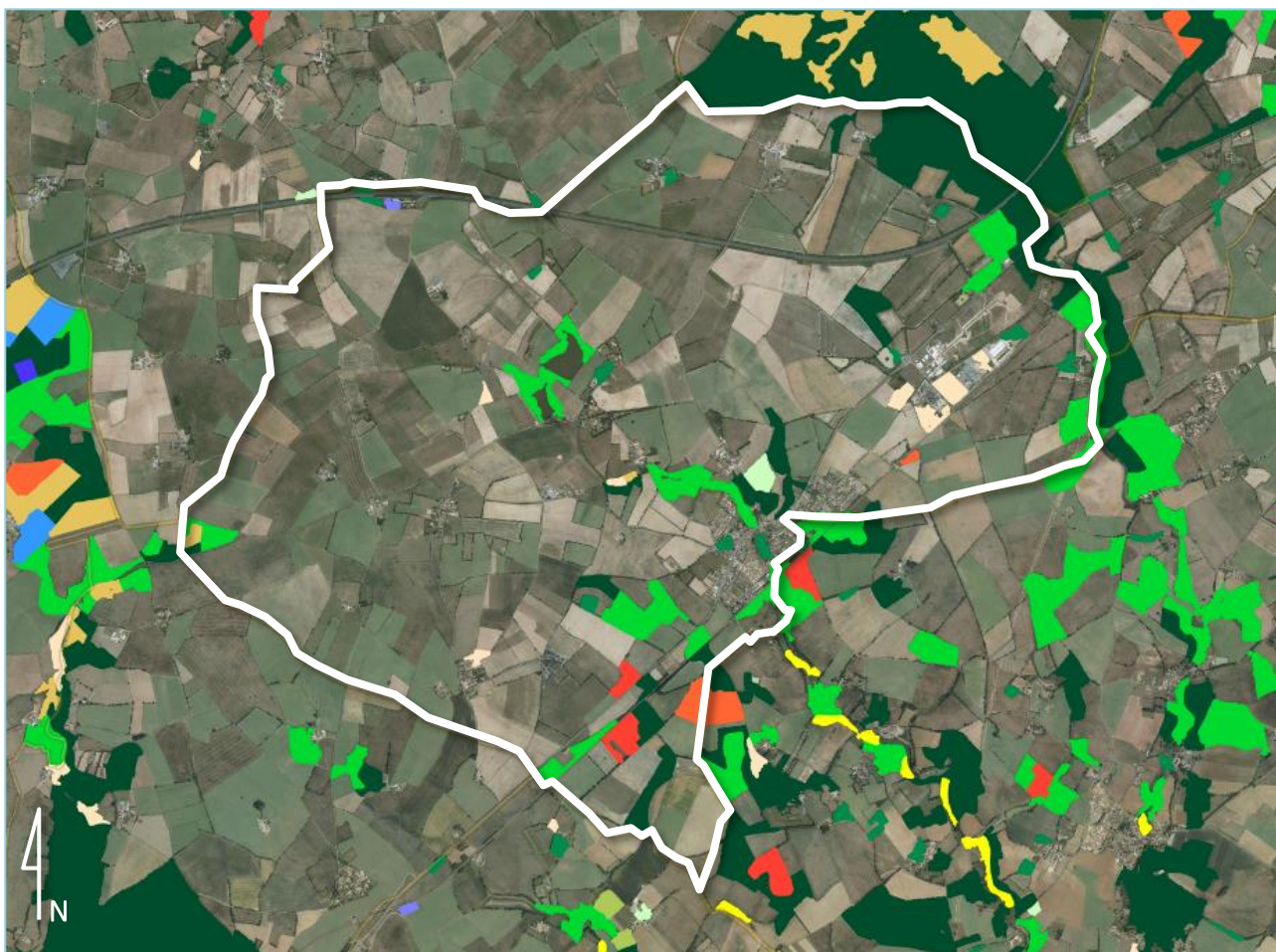
Selon les données de l'Inventaire Forestier National (IFN), les boisements et forêts de la commune de Coulombiers représentent 9,4 % du territoire communal, soit 262 hectares. Ce taux de boisement est très inférieur à la moyenne départementale qui est de 18,3%. La commune est incluse dans la région forestière « Brenne et Brandes », pour laquelle le taux moyen de boisement est de 18,1%.

La sylvoécorégion « Brenne et Brandes » est formée de deux sous-entités : les Brandes, à l'Ouest, sous-région à laquelle appartient Coulombiers, et la Brenne, à l'Est (département de l'Indre), dont le territoire est classé Parc Naturel Régional.

Les forêts de la commune sont assez diverses et sont cartographiées en page suivante. Elles sont essentiellement composées de forêts fermées de chênes (120 hectares) ou de mélanges de feuillus (89 hectares). On trouve également 16 hectares de mélanges de feuillus et de conifères, et 14 hectares de landes.

La forêt privée est morcelée. Il n'y a pas, sur la commune, de propriété de plus de 25 hectares. Ce seuil réglementaire détermine la rédaction de plans simples de gestion.

Caractéristiques du couvert forestier



Source : IGN Géoportail, base forestière v.2 – Échelle approximative : 1/60 000
Légende en page suivante

Le rôle environnemental des espaces boisés

Le rôle environnemental des espaces boisés est traité spécifiquement au chapitre « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale », ci-avant dans ce présent document.

Les boisements et linéaires boisés peuvent jouer un rôle dans la protection de la ressource en eau. Ils contribuent notamment à la protection des eaux superficielles en ralentissant les phénomènes d'érosion, de ruissellement et de transfert des matières polluantes. Les linéaires boisés jouent également un rôle important en matière de biodiversité et ceux-ci peuvent servir de corridor écologique à un grand nombre d'espèces animales : mammifères, oiseaux, chiroptères. Il en est de même pour les lisières des espaces boisés qui sont à préserver autant que possible.

LÉGENDE de la Carte forestière en page précédente

Forêt fermée de feuillus	
Feuillus en îlots	
Chênes décidus	
Chênes sempervirents	
Hêtre	
Châtaignier	
Robinier	
Autre feuillu	
Mélange de feuillus	
Forêt fermée de conifères	
Conifères en îlots	
Pin maritime	
Pin sylvestre	
Pin laricio ou pin noir	
Pin d'Alep	
Pin à crochets ou pin cembro	
Autre pin	
Sapin ou épicéa	
Mélèze	
Douglas	
Autre conifères autre que pin	
Mélange d'autres conifères	
Mélange de conifères	
Forêt fermée mixte	
Mélange de feuillus et conifères	
Mélange de conifères et feuillus	
Forêt fermée non discriminée	
Jeunes peuplements, coups rases ou incidents	
Forêt ouverte	
Incident en forêt ouverte	
Forêt ouverte de feuillus	
Forêt ouverte de conifères	
Forêt ouverte à mélange de conifères et feuillus	
Peupleraie	
Peupleraie	
Landes	
Lande ligueuse	
Formation herbacée	

Le rôle économique des espaces boisés

La sous-région forestière des « Brandes » est globalement caractérisée par une large diminution du couvert forestier sur les derniers siècles.

En effet, la forêt fut surexploitée au XVII^e siècle pour alimenter en combustible les forges de la Vienne et de la Charente, notamment. Le terme de « brande », nom commun donné à la bruyère à balais qui domine souvent dans ces formations, signifie, en vieux Français, « brûler ». Elle était souvent utilisée comme combustible, comme fourrage par les paysans pauvres et, surtout, comme matériau pour le toit des habitations.

Au XIX^e siècle, avec l'essor de l'agriculture mécanisée, ces brandes ont progressivement disparu.

Les boisements de la commune conservent un intérêt économique pour l'exploitation de bois de petit œuvre ou de bois de chauffage (cf. chapitre « Gestion des ressources naturelles, développement des énergies renouvelables » ci-avant).

Le potentiel économique des boisements de la commune est globalement variable. Les facteurs limitant une bonne production forestière tiennent au climat local avec, notamment, un déficit hydrique estival, et à des sols parfois médiocres et, surtout, présentant une forte variabilité. Toutefois, de très bonnes stations forestières peuvent se rencontrer au bénéfice d'une exposition favorable ou d'une situation topographique particulière.

Les coupes de taillis traditionnelles peuvent entraîner, du fait de la forte pression exercée par les chevreuils, dont le cheptel s'accroît de façon très significative, une évolution régressive des peuplements vers une lande plus ou moins arborée. Les abrouissements répétés peuvent en effet supprimer toute repousse de taillis de chênes au bénéfice du noisetier.

TROISIÈME PARTIE – ANALYSE DU FONCTIONNEMENT URBAIN DU TERRITOIRE



LES ÉQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

■ LES ÉQUIPEMENTS PUBLICS ET SERVICES COMMUNAUX

Les services publics, les équipements scolaires

La commune dispose d'une Mairie, située au centre du Bourg.

La commune de Coulombiers dispose de deux écoles : une école maternelle à deux classes, où sont accueillis 46 élèves pendant l'année scolaire 2015/2016, et une école primaire à trois classes, où sont accueillis 66 élèves. Les effectifs scolaires sont stables sur la commune, assurant la pérennité des équipements en place.



La Mairie

La commune dispose également d'une bibliothèque, d'une salle associative, et d'un bureau de Poste.

Les équipements culturels, sportifs et de loisirs

Les habitants de la commune disposent d'une salle polyvalente, d'un stade, situé au Sud du Bourg, et d'un espace de jeux, située au Nord de la salle polyvalente, composé d'un city-stade et de jeux pour les 2/10 ans.

Le stade, éclairé, est composé de vestiaires, d'un terrain de football, d'un mur de frappes et tags, d'un terrain de bicross et d'un terrain de skate et de roller.



Le stade

LES RÉSEAUX, LA GESTION DES DÉCHETS

■ L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES

L'assainissement collectif

■ Assainissement du Bourg et du village de « La Guesserie »

Le traitement des eaux usées du Bourg et du village de « La Guesserie » est assuré par une station d'épuration de type « boues activées en aération prolongée » et « table d'égouttage », située sur la commune limitrophe de Marçay, mise en service en 2010 et dimensionnée pour 1 800 EH (Équivalents Habitants) et un débit de référence de 324 m³/jour. La station a produit 5,40 tonnes d'effluents en 2017, intégralement valorisés par épandage.

L'équipement épuratoire a été jugé conforme en 2017, tant en matière de respect de la réglementation que de performances. Par ailleurs, une conformité prévisionnelle est prévue pour 2018.



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50 - Échelle : 1/5 000

La charge de la station était de 1 112 EH en 2017, soit 61,8% de sa capacité nominale, et de 170 m³/jour, soit 52,5% du débit de référence.

- **Assainissement du village de « La Gaucherie »**

Le traitement des eaux usées du village de « La Gaucherie » est assuré par une station d'épuration de type « prétraitements », située au Nord du village, mise en service en 1990 et dimensionnée pour 30 EH (Équivalents Habitants) et un débit de référence de 5 m³/jour.

L'équipement épuratoire a été jugé non conforme en 2017 en matière de respect de la réglementation. Les performances n'ont pas été évaluées.



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50 - Échelle : 1/3 000

La charge de la station était de 0 EH en 2017.

- **Assainissement de la zone d'activité de « La Pazioterie »**

Le traitement des eaux usées de la zone d'activité de « La Pazioterie » est assuré par une station d'épuration de type « lagunage », dimensionnée pour 250 EH (Équivalents Habitants).

Selon les données communiquées par le gestionnaire de l'ouvrage, Eaux de Vienne, la charge de la station était de 50,0% de sa capacité en 2017.



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50 - Échelle : 1/5 000

L'assainissement non-collectif

Sur toutes les parties de la commune non spécifiées précédemment, c'est-à-dire hors Bourg de Coulombiers, villages de « La Guesserie », de « La Gaucherie » et hors zone d'activité de « La Pazioterie », l'assainissement est non-collectif.

Chaque habitation nouvelle doit traiter ses eaux usées domestiques selon des techniques conformes à la réglementation, dont la conception et la mise en œuvre sont normalisées depuis Décembre 1992 dans un Document Technique Unifié (DTU 64.1, modifié en 1998) « Mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome ».

L'assainissement non collectif (ou individuel) se caractérise par la mise en place d'un prétraitement et d'un traitement des eaux usées.

- Le prétraitement est réalisé à l'aide d'une fosse septique toutes eaux collectant l'intégralité des eaux usées domestiques de l'habitation (cuisine, salle de bain, WC), dont le volume est fonction de la capacité d'accueil de l'habitation.
- Le traitement dépend étroitement des caractéristiques des sols. Figurent en annexe, les principales filières techniques d'assainissement individuel, ainsi que leur règle de dimensionnement.

Dans le cadre d'une autorisation de construire, pour les parcelles non desservies par un assainissement collectif, il est recommandé de faire une étude de sol afin de déterminer la filière d'assainissement individuel à réaliser.

Il est rappelé que les vidanges de fosses toutes eaux doivent être réalisées par une structure spécialisée devant donner la destination des boues. L'épandage agricole des matières de vidange est possible, mais est fortement réglementé. Il doit apporter toutes les garanties nécessaires quant à la protection de la salubrité publique, les dépotages sauvages étant interdits.

Réseau d'assainissement collectif

Le réseau d'assainissement collectif de la commune est donné en annexe au présent dossier de PLU, pour information. Il est géré par les services d'Eaux de Vienne (ex SIVEER).

■ LE RÉSEAU PLUVIAL

Aucun zonage pluvial n'a été réalisé sur la commune de Coulombiers.

■ L'ADDUCTION D'EAU POTABLE

Le réseau d'adduction d'eau potable (AEP) de la commune est donné en annexe au présent dossier de PLU, pour information. L'amenée d'eau potable est gérée par les services d'Eaux de Vienne (ex SIVEER).

■ LA GESTION DES DÉCHETS

Au niveau régional, en application de la Loi n°2002-276 du 27 Février 2002, le Plan Régional de Réduction et d'Élimination des Déchets Dangereux (PRREDD) relève de la compétence du Conseil Régional. Il a été révisé et approuvé le 23 Mars 2012 au niveau de l'ancienne région Poitou-Charentes. Il a par ailleurs été soumis à évaluation environnementale.

Le Conseil Départemental de la Vienne était chargé, en application de l'article L.541-15-1 du Code de l'Environnement, de l'élaboration du Plan Départemental de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PDPGDND) (ex Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés, PDEDMA). Ce dernier, révisé et approuvé en Avril 2010 par le Comité Départemental des Risques Sanitaires et Technologiques, couvre la période 2009/2018. Il intègre la gestion des déchets industriels banals.

En application de l'article L.541-14 du Code de l'Environnement et suite à l'adoption de la Loi « NOTRe », la compétence planification en matière de déchets est transférée au Président du Conseil Régional.

Cette disposition intègre le Plan Départemental de Gestion des Déchets du Bâtiment et Travaux Publics (PDGDBTP) qui recouvre les activités de construction, de réhabilitation et de démolition et qui vise à lutter contre les installations sauvages. Ce plan doit notamment prévoir des Installations de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) ainsi que la définition d'une organisation de collecte sélective et de valorisation des déchets. Ces installations font par ailleurs l'objet, depuis 2006, d'une procédure d'autorisation réglementée (Arrêtés du Ministère de la Transition écologique et solidaire des 28 Octobre 2010 pour les déchets inertes et du 12 Mars 2012 pour les déchets amiantés).

Depuis Mars 2012, les ISDI ne peuvent plus réceptionner et stocker des déchets d'amiante qui doivent être acheminés spécifiquement dans des installations de stockage de déchets dangereux. Il n'existe pas d'ISDI sur

la commune de Coulombiers mais il est à noter que les dépôts sauvages relèvent des compétences de police du Maire.

La collecte et le recyclage des déchets sur Coulombiers est une compétence communautaire.

Les habitants de l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin » disposaient, depuis 1998, d'un système de tri sélectif de leurs déchets. Ce dispositif de collecte sélective est prorogé par Grand Poitiers Communauté urbaine.

Une caissette jaune est mise à disposition des habitants pour les déchets recyclables (plastique, métal, carton, sous conditions spécifiques) qui sont collectés en porte à porte dans les bourgs et en conteneurs situés aux points d'apport volontaire pour les villages. Au total, 51 points d'apport étaient répartis sur le territoire communautaire du « Pays Mélusin », par ailleurs équipés de bornes vertes (collecte du verre) et bleues (collecte des journaux).

Les habitants disposent par ailleurs d'une déchetterie communautaire, située à Lusignan.

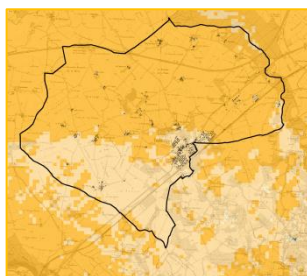
LES COMMUNICATIONS NUMÉRIQUES

■ LES RÉSEAUX DE TÉLÉPHONIE MOBILE

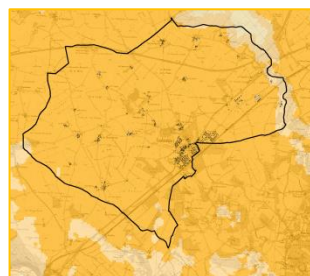
En raison de sa localisation à proximité de grandes infrastructures de transports, non loin de l'agglomération de Poitiers, la commune de Coulombiers n'est que peu concernée par l'absence ou la faiblesse des signaux permettant d'accéder à la téléphonie mobile.

Les cartographies ci-après, compilées à partir des données fournies par les opérateurs à l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP), détaillent la qualité de la couverture réseau, pour les réseaux 2G (voix et SMS) et pour les réseaux 4G (données).

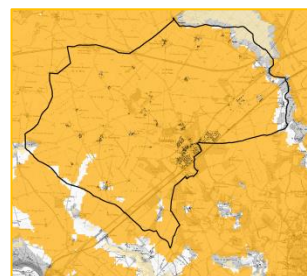
Couverture des réseaux mobiles voix/SMS et data sur la commune



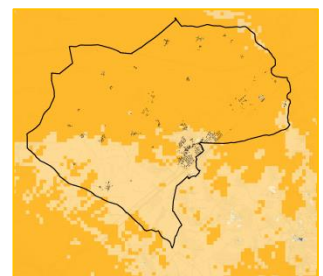
Réseau 2G voix/SMS
Orange



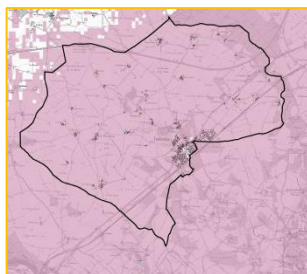
Réseau 2G voix/SMS
Bouygues Telecom



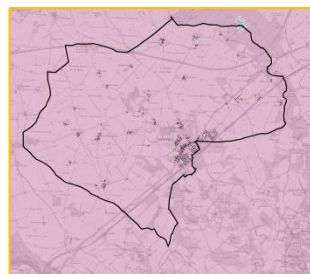
Réseau 2G voix/SMS
SFR



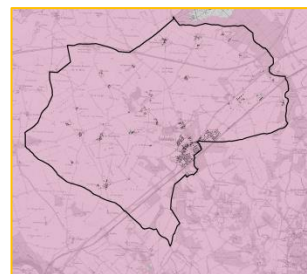
Réseau 2G voix/SMS
Free



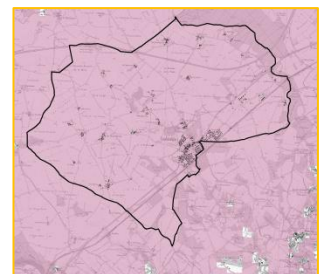
Réseau 4G data
Orange



Réseau 4G data
Bouygues Telecom



Réseau 4G data
SFR



Réseau 4G data
Free

LÉGENDE

Couverture 2G

- Couverture limitée
- Bonne couverture
- Très bonne couverture

Couverture 4G

- Zone couverte
- Zone non couverte

Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25 et ARCEP « mon réseau mobile » (Septembre 2017)

En 2017, la commune possède une bonne couverture mobile, notamment du fait de la présence d'une antenne-relais dans le Bourg (Bouygues et SFR) et de plusieurs autres à proximité de l'autoroute A10 (Bouygues, Orange, SFR). Les points bas topographiques, les espaces boisés et les méandres de *la Rhune* peuvent présenter des secteurs de faiblesse voire d'absence de couverture.

En matière de réseau 4G (*data*), la situation est assez comparable selon les opérateurs avec une très bonne couverture globale.

■ LE RÉSEAU INTERNET À HAUT-DÉBIT

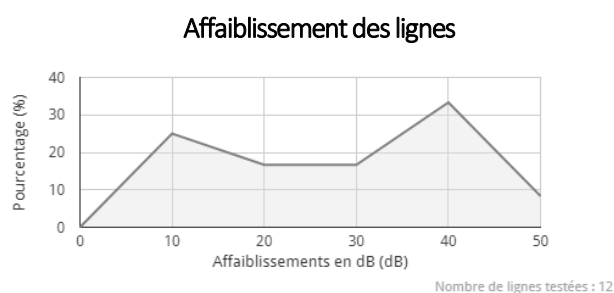
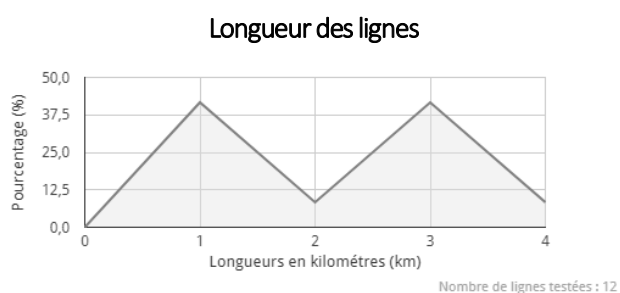
La commune est desservie par un central téléphonique (NRA) situé sur la commune, au niveau du Bourg. Les lignes de ce répartiteur sont éligibles à l'ADSL et relèvent d'une technologie ADSL 2+ et VDSL2 permettant l'accès à des services à haut-débit (ADSL Max, *Triple Play*¹⁴...). Le central de Coulombiers dessert également, pour partie, les communes de Fontaine-le-Comte et Marçay.

Le Sud de la commune est desservi par le central de Lusignan.

L'affaiblissement du signal est modéré, la longueur moyenne des lignes étant de 3 667 mètres (affaiblissement de 38dB en moyenne). L'opérateur historique et 5 opérateurs alternatifs proposent des offres sur ce répartiteur.

NRA DE COULOMBIERS				86083CLB – CLB86	
Nombre de lignes connectées		900			
Communes desservies		Coulombiers, Fontaine-le-Comte, Marçay			
ÉQUIPEMENT DU CENTRAL					
ADSL	ReADSL	ADSL Max	ADSL 2+	VDSL2	TV par internet
OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
RÉSEAUX ALTERNATIFS			Dégrouper	TV par ADSL	VDSL 2
SFR			OUI	OUI	OUI
Free			OUI	OUI	OUI
Bouygues Telecom			OUI	OUI	OUI
OVH			OUI	NON	NON

Source : Portail d'information ARIASE



La commune n'est pas éligible à la fibre optique (FTTH¹⁵ ou FTTLA¹⁶).

Un opérateur alternatif (Ozone) propose également une offre via un réseau WiMax sur la commune. Il s'agit d'un système combinant technologie hertzienne et ondes radio, à l'image du WiFi au niveau domestique.

¹⁴ Triple Play : Internet + Téléphone + Télévision

¹⁵ FTTH : Fiber to the home.

¹⁶ FTTLA : Fiber to the last amplifier.

■ LES STRATÉGIES LOCALES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DU NUMÉRIQUE

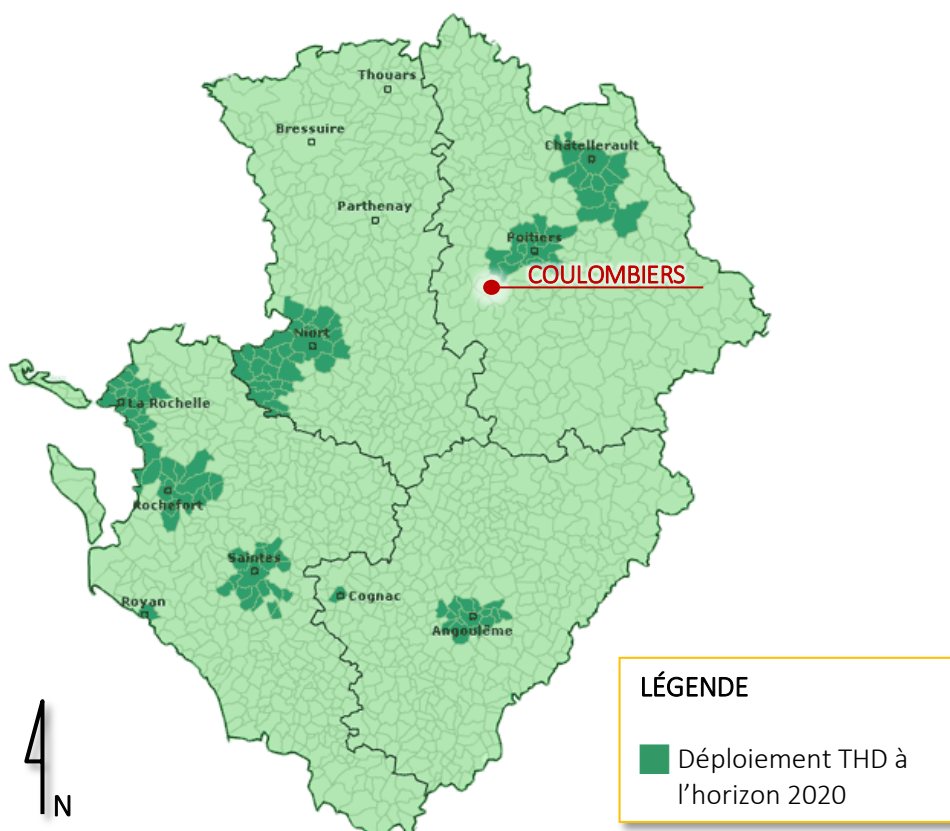
La Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN)

En l'attente de dispositifs mis en œuvre par la Région Nouvelle-Aquitaine, les données présentées ci-dessous sont celles mises en œuvre à l'échelle du Poitou-Charentes.

L'ancienne région Poitou-Charentes a mis en œuvre une Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique (SCORAN) afin de permettre à l'ensemble des territoires régionaux d'être desservis par Internet à haut débit, en évitant la création de « zones blanches », moins densément peuplées et donc à l'écart des principales infrastructures des opérateurs privés.

Par ailleurs, la Région a anticipé l'arrivée du Très Haut Débit (THD) sur le territoire régional en développant une répartition homogène de la technologie THD sur l'ensemble du territoire. Ainsi, comme cartographié ci-après, le THD devrait concerner l'ensemble des grandes villes de la région à l'horizon 2020.

La commune de Coulombiers n'est pas concernée, dans le cadre de la SCORAN, par le déploiement de la technologie THD à court terme. Néanmoins, la commune devrait bénéficier du déploiement du réseau THD au cœur du territoire de Grand Poitiers Communauté urbaine, avec une montée en débit progressive.



Source : SCORAN Poitou-Charentes

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Vienne

Par ailleurs, le Conseil Départemental de la Vienne a choisi de développer le très haut débit sur l'ensemble du département afin d'offrir aux particuliers et aux entreprises un accès facilité et rapide à Internet et à l'ensemble des services que le très haut débit autorise. Cette politique est guidée par le lancement, en Septembre 2010, de l'élaboration du Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Ce schéma les objectifs suivants :

- Fixer l'ambition départementale pour l'aménagement numérique de son territoire.
- Parvenir à une équité départementale.
- Favoriser l'appropriation des services numériques et contribuer à leur développement.
- Rendre plus cohérente et plus efficace l'offre en infrastructures.
- Favoriser les synergies entre les pratiques numériques.
- Contribuer au développement économique et à l'attractivité du territoire.
- Valoriser les infrastructures existantes et à créer.
- Favoriser le travail collaboratif et les échanges entre acteurs de l'aménagement numérique.

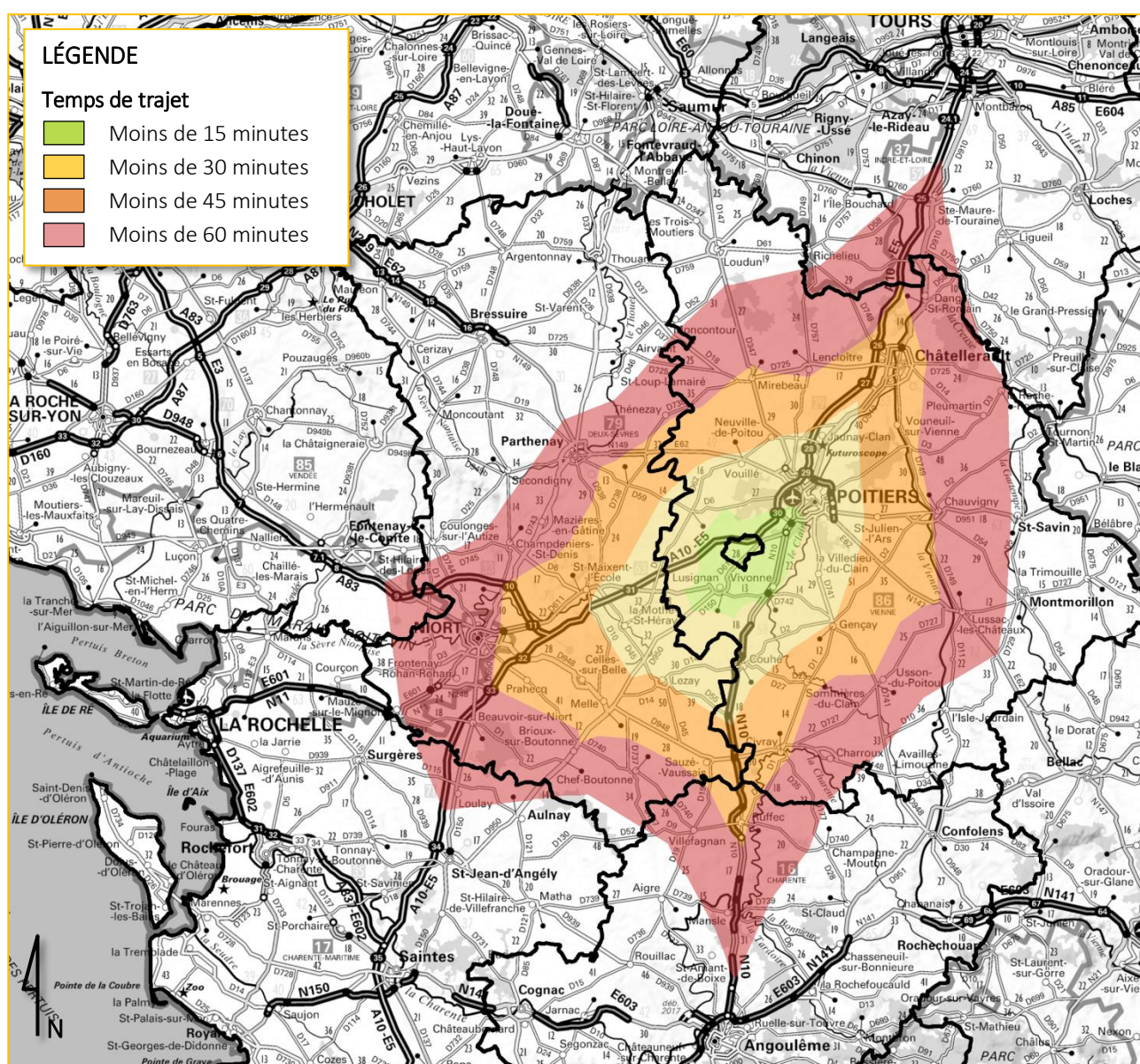
S'agissant de la commune de Coulombiers, la situation en matière de réseaux de télécommunications est bonne avec la présence d'un répartiteur au sein du Bourg. Compte-tenu de la superficie modérée de la commune et de la situation du Bourg au centre du territoire, le signal est, au minimum, de 10 Mbits/s sur l'ensemble de la commune.

LES DÉPLACEMENTS, LES TRANSPORTS ET LES MOBILITÉS

■ ACCESSIBILITÉ ROUTIÈRE DE LA COMMUNE

La cartographie ci-dessous présente les temps de trajet depuis le centre-bourg de Coulombiers. Calculés sur la base de données de navigation GPS, ils situent la commune à environ 20 minutes de Poitiers, à moins de 45 minutes de Châtelleraut et à moins de 60 minutes de Niort.

Accessibilité routière de la commune (temps de trajet depuis Coulombiers)

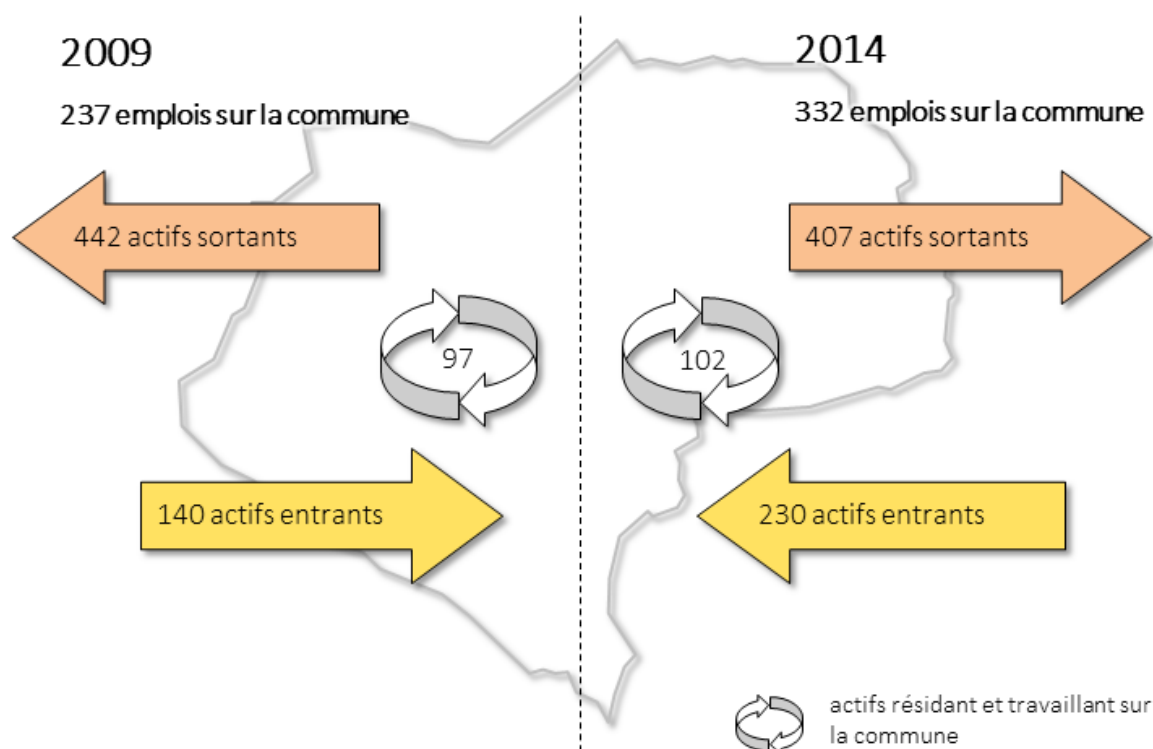


Source : SIG Parcours, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 1000, isochrones SHARP sur la base du réseau routier OpenStreetMap 2012 et des données de navigation Navteq – Échelle : 1/1 00 000

■ LES DÉPLACEMENTS DOMICILE-TRAVAIL

Évolution des déplacements d'actifs

L'analyse des données recueillies dans le cadre du recensement de la population permet d'établir la situation suivante en matière de mobilités domicile/travail.



Sur la dernière décennie, les phénomènes suivants sont observés :

- Le nombre de personnes actives exerçant un emploi a légèrement diminué, passant de 537 en 2009 à 500 en 2014 (-6,9%) tandis que le nombre d'emplois disponibles sur le territoire augmentait sensiblement (+40,1% soit 95 emplois en plus sur la commune).
- Moins d'actifs partent travailler quotidiennement à l'extérieur de la commune (-7,9%) en raison de la contraction de la population active et de la population active occupée. Parallèlement, le nombre d'actifs extérieurs venant travailler quotidiennement à Coulombiers augmente notablement (+64,3%). Le nombre d'actifs travaillant et résidant sur la commune est, quant à lui, en légère augmentation (+5,2%).

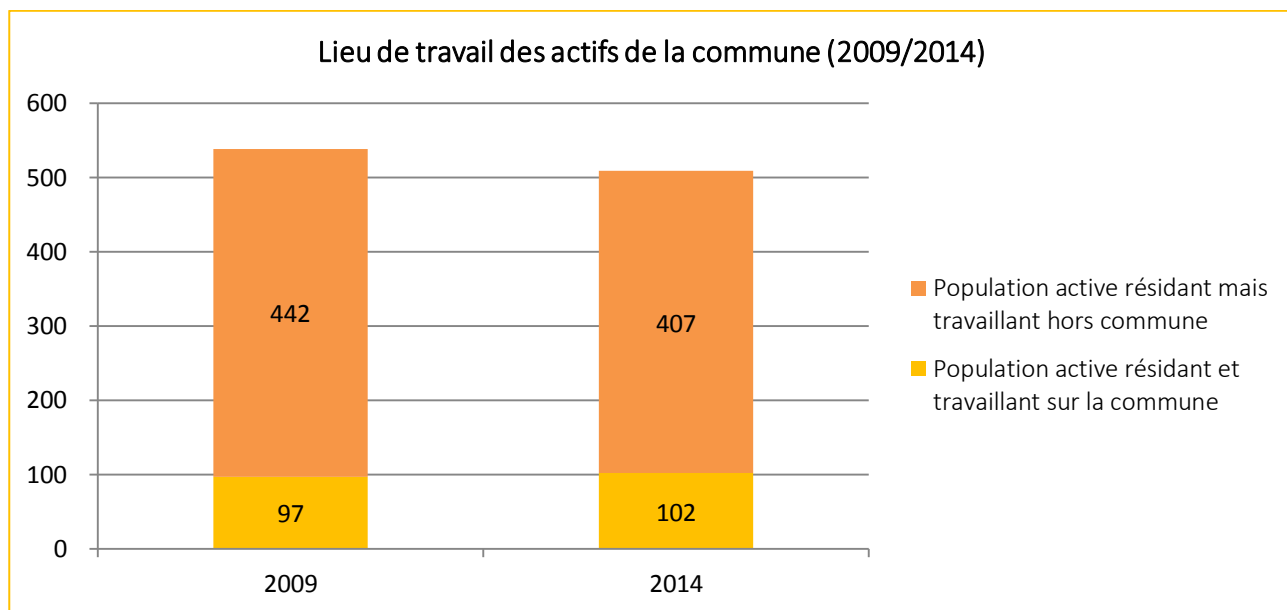
La conjugaison de ces phénomènes entraîne une légère augmentation du volume de déplacements : 1 478 mouvements quotidiens¹⁷ d'actifs étaient enregistrés en 2014 contre 1 358 mouvements en 2009, soit une augmentation de 8,8%.

Évolution des relations domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, l'écart entre population résidente et population active sur la commune s'était déjà creusé avant 2009.

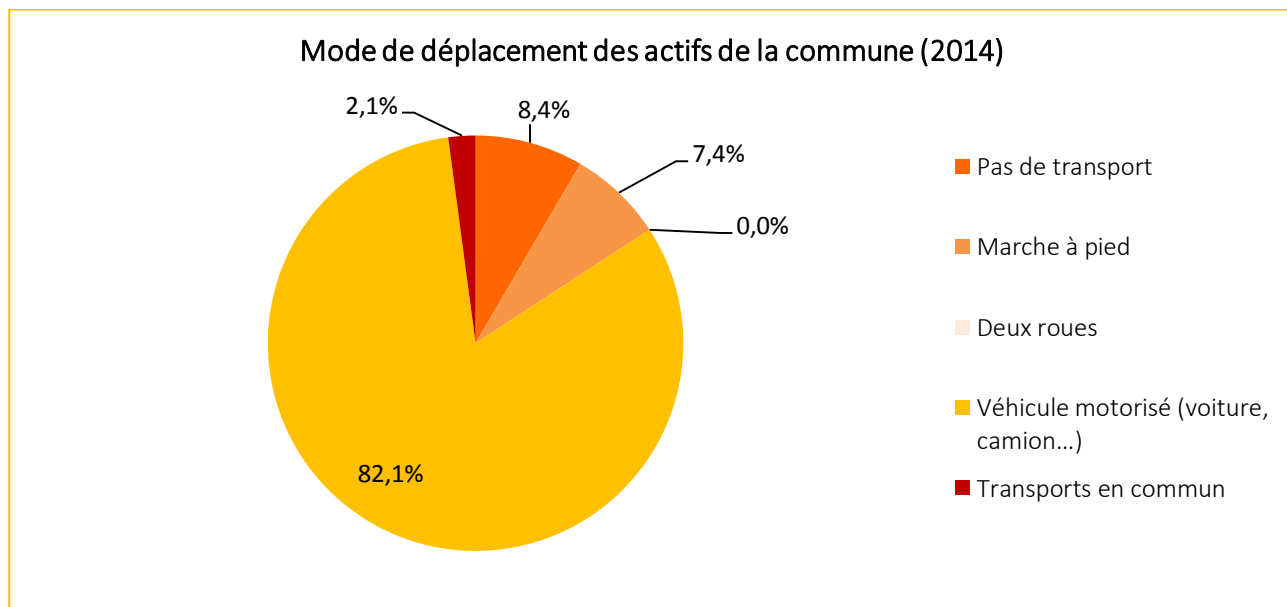
¹⁷ Mouvements quotidiens calculés sur la base d'un aller/retour par jour par actif entrant, sortant ou circulant dans la commune.

Les actifs résidents et travaillant sur la commune ont ainsi augmenté (+5,2%) entre 2009 et 2014, à l'inverse des actifs travaillant hors commune (-7,9%). Ceux-ci restent environ 4 fois plus nombreux que les actifs résident et travaillant sur la commune.



Les modes de déplacements domicile/travail

Comme illustré par le graphique ci-après, les déplacements dans le cadre domicile/travail sont majoritairement effectués par le biais de véhicules motorisés pour 82,1% des actifs.



L'utilisation d'un deux roues ne concerne aucun actif sur la commune. Par ailleurs, 7,4% des actifs se déplacent à pied pour se rendre sur leur lieu de travail et 8,4% des actifs ne se déplacent pas, notamment dans le cadre d'un travail à domicile ou en cas de chômage. **Les transports en commun représentent 2,1% des déplacements domicile/travail.**

L'équipement automobile des ménages

Le nombre de véhicules par foyer à Coulombiers est en augmentation sur la dernière décennie. L'équipement automobile des ménages de la commune est ainsi supérieur à la moyenne départementale. Par exemple, 58,1% des ménages disposent de 2 automobiles ou plus en 2014 à Coulombiers (en augmentation de 5,0% depuis 2009) alors qu'ils sont 40,7% sur l'ensemble de la Vienne.

Équipement automobile	2009		2014	
	Coulombiers	Vienne	Coulombiers	Vienne
Au moins 1 voiture	93,4%	70,5%	95,2%	71,1%
1 voiture	37,1%	45,7%	40,3%	45,4%
2 voitures ou plus	53,1%	39,4%	58,1%	40,7%

Source : INSEE, RP 2009 et 2014 exploitations principales

L'augmentation des besoins en déplacements est corrélée avec une augmentation de l'usage du véhicule automobile, en raison de la faiblesse de l'offre de transports alternatifs sur le territoire.

En territoire rural ou périurbain, les déplacements automobiles sont indispensables pour rejoindre les lieux de travail, de domicile, de commerce et de services, de loisirs et de culture qui sont souvent éloignés les uns des autres. Les ménages s'installant sur la commune comportent souvent deux personnes actives qui peuvent exercer leur profession sur deux lieux différents. Les trajets domicile-travail sont organisés selon tous ces motifs (courses, école, loisirs, etc.).

Une estimation des émissions de dioxyde de carbone par les ménages de Coulombiers se déplaçant quotidiennement à l'extérieur de la commune peut être faite sur les bases statistiques suivantes :

Bilan carbone des déplacements d'actifs en 2014

Personnes exerçant leur emploi à l'extérieur de la commune	407
Longueur des déplacements quotidiens ¹⁸	12 210 kilomètres
Émissions moyennes des voitures en France ¹⁹	110 g. de CO ₂ / km
Émissions journalières occasionnées par les déplacements quotidiens des actifs	1 343,1 kg de CO ₂
Émissions à l'année ²⁰	349,2 tonnes de CO ₂

Cette approche ne prend pas en compte les déplacements générés par d'autres motifs que la mobilité domicile/travail. Le bilan carbone annuel est donc plus élevé que le chiffre annuel de 349,2 tonnes de CO₂.

¹⁸ Estimation sur la base d'un aller-retour quotidien par actif et d'une distance de 15 kilomètres par trajet.

¹⁹ Source : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Énergie (ADEME), chiffres Car Labelling 2016.

²⁰ Sur la base de 260 jours de travail par an.

Les rejets atmosphériques liés au trafic automobile

Une campagne de mesure de la qualité de l'air réalisée par ATMO Poitou-Charentes en 2010 permet d'estimer la part du trafic routier dans les émissions de gaz à effet de serre sur la commune, ainsi que sa contribution à l'émission de polluants atmosphériques.

Polluant	Agriculture	Autres sources	Autres transports	Extraction, transfo. et distrib. énergie	Industries	Résidentiel, tertiaire	Transport routier
CO	9,6 %	0 %	0,4 %	0 %	0,2 %	22,6 %	67,2 %
CO2TOT	2,5 %	0 %	0,5 %	0 %	0,7 %	7,0 %	89,3 %
COVNM	3,8 %	63,5 %	0,3 %	0,6 %	6,4 %	11,9 %	13,4 %
NH3	97,1 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	2,9 %
NOX	5,7 %	4,1 %	2,1 %	0 %	0,5 %	1,0 %	86,7 %
PM10	34,2 %	0 %	2,4 %	0 %	1,6 %	12,3 %	49,6 %
SO2	33,8 %	0 %	0,1 %	0 %	19,2 %	37,3 %	9,7 %
TSP	54,4 %	0 %	2,8 %	0 %	2,8 %	6,1 %	34,0 %

Source : ATMO Poitou-Charentes – Inventaire 2010V3.0, Année 2010

Selon ces données, les déplacements motorisés génèrent la quasi-totalité des émissions de dioxyde de carbone (CO₂) sur la commune (89,3%). L'impact sur les émissions de dioxyde d'azote (NOX) est également très significatif, avec 86,7 % des émissions.

Cette situation résulte de la présence de nombreuses infrastructures routières sur la commune avec, au premier titre, l'autoroute A10 et la RD 611, axes majeurs en ancienne région Poitou-Charentes.

■ LE STATIONNEMENT ET LE COVOITURAGE

■ Véhicules motorisés

Lors de la phase de concertation, il a été établi « un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques, et de vélos, des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités », conformément à la Loi.

S'agissant des capacités de stationnement, les capacités suivantes ont été constatées :

- Parking de la Mairie : 25 places environ
- Parking de la salle des fêtes : 25 places environ
- Parking de la gare : 10 places environ

Ces espaces, cartographiés ci-après, possèdent les capacités suffisantes pour assurer de manière mutualisée le fonctionnement des équipements et services.

■ Cycles

La commune ne dispose pas d'une organisation spécifique pour le stationnement des cycles.

■ Véhicules hybrides et électriques

La commune dispose d'un point de recharge pour véhicules hybrides ou électriques, situé sur le parking de la Mairie.

▪ Covoiturage

Une aire de covoiturage est située sur le parking de la gare, en lien avec les transports en commun ferroviaires (liaison vers Poitiers notamment).

Inventaire des capacités de stationnement sur la commune et lien avec les transports en commun



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50 – Échelle : 1/6 000

▪ LES DÉPLACEMENTS DOUX ET DE LOISIRS

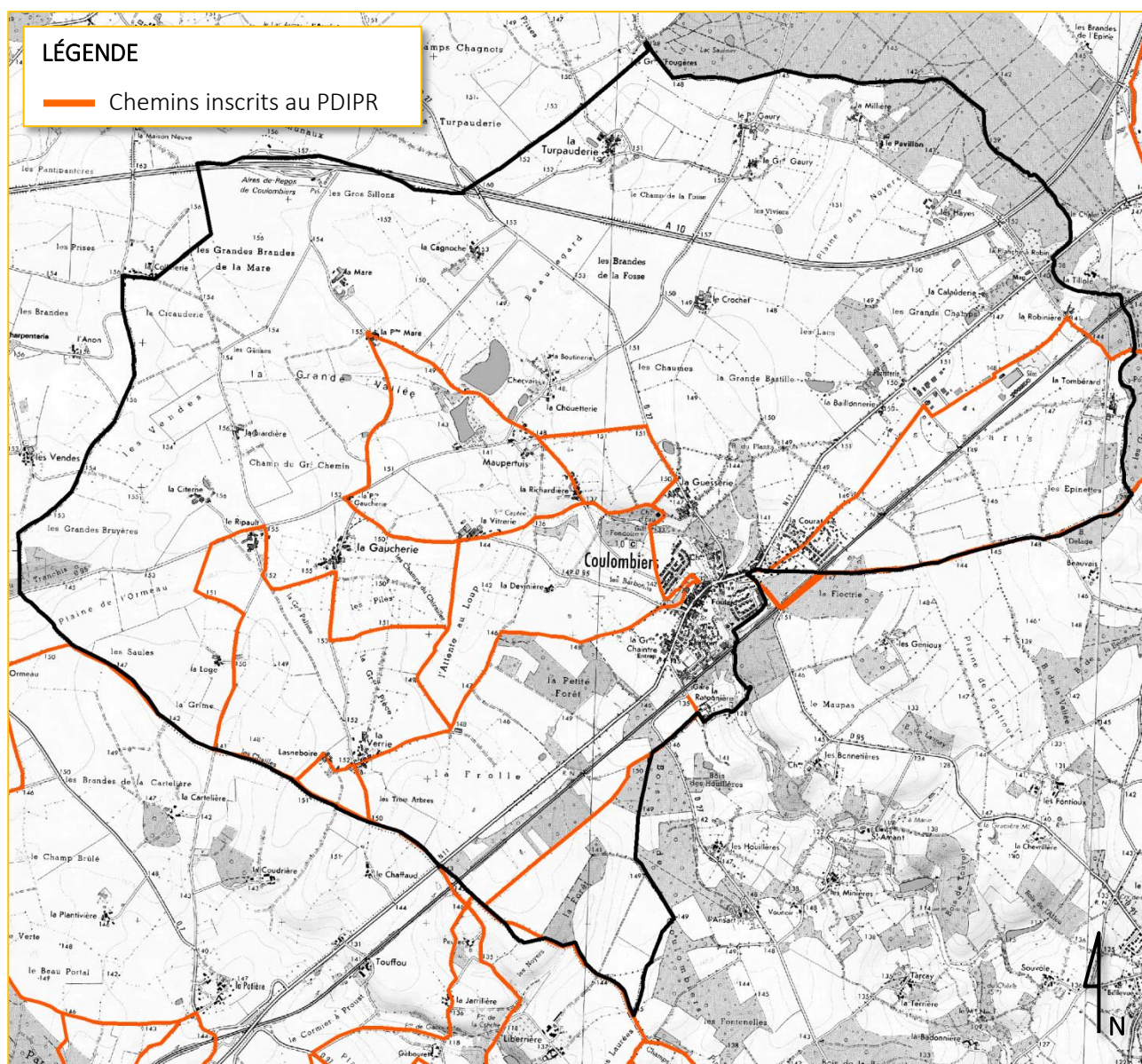
Le Conseil Départemental de la Vienne a établi un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR) qui identifie un certain nombre de chemins sur la commune de Coulombiers comme intéressants pour la pratique de la randonnée.

Les espaces ruraux de la commune de Coulombiers constituent un cadre favorable à la pratique de la randonnée. Les chemins ruraux sont un atout pour la commune en matière de cadre de vie. La continuité des cheminements en place doit être préservée de même que la qualité des éléments qui les constituent où qu'ils contribuent à mettre en valeur (arbres, haies, petit patrimoine bâti, lieux-dits, etc.).

Cela représente, au total, **plus de 23,2 kilomètres linéaires**. La cartographie de ces chemins inscrits au PDIPR est présentée ci-après.



Itinéraires de randonnée identifiés sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25 et Conseil Départemental de la Vienne, Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée 2012 - Échelle : 1/40 000

■ LES TRANSPORTS EN COMMUN

Desserte ferroviaire

L'accès le plus proche au réseau ferré est situé sur la commune limitrophe de Lusignan (réseau de transport régional TER). De là, une correspondance est possible à Poitiers pour les grandes lignes (ligne LGV Paris / Bordeaux, ligne TGV Paris / La Rochelle).

Desserte par les lignes de transport départementales

Les transports en commun par bus concernent uniquement les transports scolaires.

Plusieurs points d'accès sont présents sur la commune, assurant les dessertes spécifiques dans le cadre du ramassage scolaire. La compétence en matière de transports en commun est du ressort du Conseil Départemental de la Vienne en tant qu'Autorité Organisatrice des Transports (AOT).

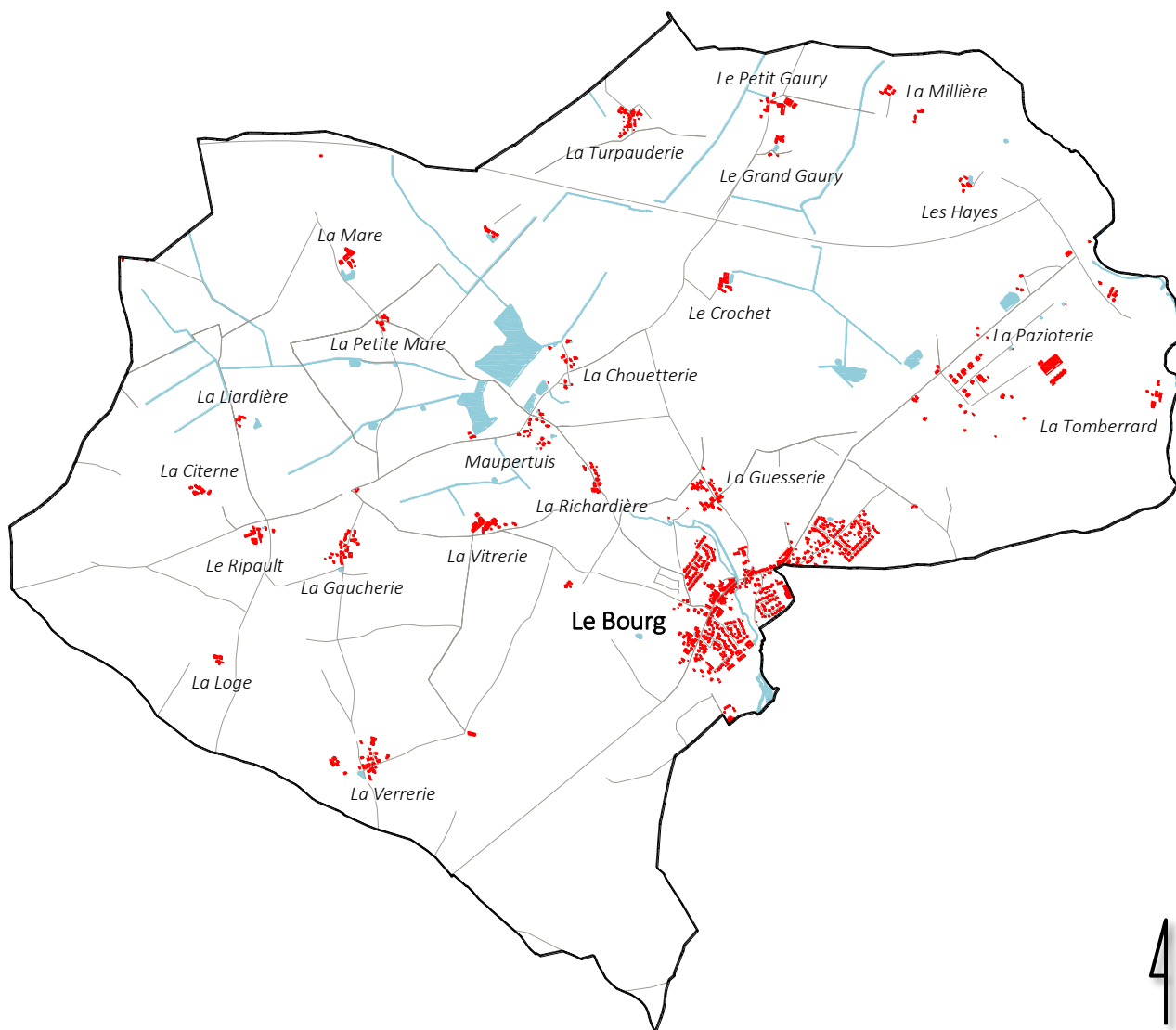
L'ORGANISATION DES ESPACES BÂTIS

■ RÉPARTITION GÉNÉRALE DES ESPACES BÂTIS

La commune de Coulombiers est caractérisée par une densité de population modérée, avec 40,7 habitants par kilomètre carré en moyenne en 2014 alors qu'elle est de 62,0 habitants par kilomètre carré dans le département de la Vienne.

Les espaces bâtis occupent 3,2% du territoire et sont essentiellement localisés sur le Bourg ainsi que sur les villages de « La Guesserie », « La Gaucherie » et « La Richardière ». Un semis régulier de lieux-dits, principalement à vocation agricole, complète cette répartition des espaces bâtis.

Répartition des espaces bâtis (en rouge)



Échelle : 1/40 000

Le Bourg de Coulombiers est excentré par rapport à ce territoire et s'est développé sur la base de la RD 611, à proximité des limites communales. Quelques habitations de la rue principale se situent ainsi sur la commune limitrophe de Marçay.

■ LE BOURG DE COULOMBIERS

Les espaces bâtis anciens

Le Bourg de Coulombiers est initialement organisé sous la forme d'un « village-rue », implanté le long de l'ancienne RN 11, devenue RD 611. Les constructions anciennes s'alignent le long de cet axe routier sur une longueur d'un kilomètre environ. L'histoire du Bourg est ainsi étroitement liée à cette voie, qui lui a donné naissance et qui servait d'espace public principal avant que l'augmentation du trafic routier sur les dernières décennies n'altère cette fonction.

Espaces bâtis du Bourg en 1958



Source : IGN, site « Remonter le temps » - Échelle : 1/7 500

Le caractère rectiligne de la voie sur le plateau agricole s'interrompt temporairement au droit du Bourg en adoptant d'amples virages pour franchir le vallon du ruisseau du *Palais*. Ce profil de la voie, ainsi que la présence d'un léger relief, mettent en scène les fronts bâtis avec des apparitions visuelles successives.

Les constructions anciennes de Coulombiers présentent une architecture inhérente aux « maisons de bourg » du début du XX^e siècle, avec un alignement de la façade principale sur l'espace public, une implantation systématique en mitoyenneté et la présence récurrente d'un étage. Cet étage est également fréquemment surmonté de combles disposant d'ouvertures destinées à la ventilation des pièces servant pour le stockage de denrées.



Les toits sont à faible pente et recouverts de tuiles rondes. Les pierres de taille calcaires encadrant les ouvertures de la façade constituent également une signature visuelle importante, par contraste avec l'utilisation d'enduits de tons foncés.

Les espaces bâtis anciens de Coulombiers se caractérisent ainsi par une cohérence architecturale d'ensemble qui concourt à l'identité et à la qualité des lieux.



À l'Est du bourg, en direction de Poitiers, le front bâti ancien présente toutefois la particularité d'être constitué d'habitations basses et ne comportant pas de combles, ce qui confère la perception d'un certain « écrasement du bâti ». En contrepartie, l'alignement des constructions y est remarquablement régulier.



Quelques constructions anciennes font exception à ce schéma architectural. Les « maisons de maître » se distinguent par une conception symétrique de la façade, par une élévation importante (renforcée par des traits architecturaux spécifiques tels que la hauteur variable des étages et la présence de mansardes) ainsi que par une implantation face à la voie et/ou dans l'alignement d'une perspective visuelle. Les attributs décoratifs sont nombreux (corniches, éléments sculptés, cheminées, zingueries, etc.).



Mairie et écoles



Habitation du début du XX^e siècle



Demeure de la fin du XIX^e siècle

Le Bourg de Coulombiers a hérité historiquement d'une identité fondée sur certaines caractéristiques architecturales : alignement des bâtiments, mitoyenneté, présence fréquente d'un étage, volumétrie importante, visibilité des encadrements... Tout projet de construction dans le centre ancien doit être étudié de manière à s'insérer harmonieusement dans ces ensembles architecturaux.

Au Plan Local d'Urbanisme, La définition d'un règlement spécifique au centre-bourg pourrait constituer une réponse de la collectivité afin d'encadrer les projets.

Les espaces résidentiels récents

Le développement de l'urbanisation s'est effectué de manière organisée autour du Bourg de Coulombiers et, de manière plus importante, en direction de Poitiers. Les secteurs d'habitat diffus (hors opérations d'ensemble) sont minoritaires et essentiellement localisés le long de la Route de Jazeneuil (au droit de la Mairie) et de part et d'autre du Chemin des Petits Vergers (hors lotissements). Ces espaces peu denses possèdent encore une capacité de construction modérée sur de petits terrains non bâtis (espaces interstitiels).

Depuis 1958, six opérations d'ensemble ont été réalisées, incluant l'aménagement de voiries et d'espaces verts, pour un volume d'environ 197 logements et sur une superficie estimée de 21,8 hectares²¹. La consommation d'espace par habitation est en moyenne de 1 100 m² sur ces opérations.

Espaces bâtis du Bourg en 2013



Source : IGN Géoportail - Échelle : 1/7 500

La réalisation d'opérations d'ensemble maintient la cohérence de l'urbanisme du Bourg grâce à l'application de schémas d'aménagement propres à chaque époque. Ces aménagements devront être privilégiés à l'avenir, afin de réduire le développement d'une urbanisation diffuse et dispersée, très consommatrice d'espace.

²¹ Chiffre estimatif fondé sur l'analyse du plan cadastral (cadastre PCI vecteur de la DGFIP).

▪ La cité du « Sainfoin »

Ce lotissement de 2,7 hectares comporte 36 logements et possède, en conséquence, une densité moyenne de 13,3 logements par hectare. Aménagé au Sud-Ouest du Bourg, il s'articule autour du stade avec une mutualisation des espaces publics internes pour le stationnement. Organisé en impasse routière, il comporte deux liaisons piétonnes : vers le lotissement du « Clos du Palais » et vers la halte ferroviaire.



Organisation du lotissement



Espaces publics

Cet espace d'habitat est localisé à proximité immédiate des services publics (Mairie, poste), des commerces et d'un accès au réseau de transports en commun. Il bénéficie de l'aménagement des espaces publics et de la liaison piétonne vers le lotissement du « Clos du Palais » pour son intégration au fonctionnement du Bourg.

▪ La cité de « La Couraterie »

Ce lotissement de 2,4 hectares comporte 25 logements et possède en conséquence une densité moyenne de 10,4 logements par hectare. Aménagé au Nord-Est du Bourg, il s'articule en lien entre la RD 611 et la Rue des Petits Vergers. Les habitations les plus proches de la RD 611 subissent les nuisances sonores générées par la circulation sur cet axe routier, malgré la création d'un espace vert tampon.



Organisation du lotissement



Espaces publics

Cet espace d'habitat est localisé à 900 mètres de la Mairie, autour de laquelle se concentrent les services publics et les commerces.

La cité de « La Couraterie » dispose d'un point d'accès au réseau de transports en commun, implanté à l'entrée du lotissement, le long de la RD 611.

▪ La cité du « Fossé Neuf »

Ce lotissement de 4,7 hectares comporte 42 logements et possède en conséquence une densité moyenne de 8,9 logements par hectare. Aménagé au Nord-Est du Bourg, il s'articule autour d'une boucle routière en accroche sur le Chemin des Petits Vergers. La partie Nord-Ouest (15 lots) a été récemment aménagée.



Organisation du lotissement



Espaces publics

Cet espace d'habitat est localisé à 900 mètres de la Mairie, autour de laquelle se concentrent les services publics et les commerces.

Un point d'accès au réseau de transports en commun est implanté à le long de la RD 611 à 300 mètres environ.

▪ La cité du « Champ de la Métairie »

Ce lotissement de 4,5 hectares comporte 57 logements et possède en conséquence une densité moyenne de 12,1 logements par hectare. Implanté au Nord-Ouest du Bourg, il s'articule autour d'une boucle routière en accroche sur une voie communale. Il s'appuie également sur les espaces verts aménagés le long du ruisseau du *Palais* ainsi que sur une plaine de jeux (ancien camping municipal), jouant le rôle d'interface entre cet espace d'habitat et le centre-bourg.



Organisation du lotissement



Espaces publics et forme bâtie

La cité du « Champ de la Métairie » est localisée à 300 mètres de la Mairie, à laquelle elle est reliée directement par une liaison douce structurante desservant également la salle socio-culturelle. Le quartier présente un paysage bâti architecturalement diversifié mais harmonieux, articulé autour de petits espaces publics bien identifiés. Il comporte une réelle mixité sociale avec une typologie élargie de logements : accession à la propriété, locatif, locatif social...

La constitution d'une forme bâtie identifiable, l'accroche fonctionnelle directe au centre-bourg et la création d'une offre diversifiée de logements sont ici des éléments concourant à la réussite de ce projet urbain malgré les contraintes initiales (impossibilité d'une greffe directe au bâti ancien du Bourg). Certains principes d'aménagement pourront être repris dans les futures opérations d'habitat.

▪ La cité du « Foulard »

Ce lotissement de 4,3 hectares comporte 34 logements et possède en conséquence une densité moyenne de 7,9 logements par hectare. Aménagé à l'Est du Bourg, il est organisé autour d'une boucle routière en impasse et en accroche sur la RD 95 (Route de Marçay). Des équipements de voirie empêchent le passage entre les voies internes et le Chemin du Haut Bourg, à l'Ouest, réservant ainsi cette seule possibilité aux deux roues et aux piétons.



Organisation du lotissement



Espaces publics

Cet espace d'habitat est localisé à proximité de deux entreprises, dont il est séparé par un espace vert tampon. Il est situé à environ 450 mètres de la Mairie, autour de laquelle se concentrent les services publics et les commerces. Une liaison douce entre les deux sites a été aménagée dans la vallée du ruisseau du *Palais* et permet d'éviter la RD 611.

▪ La cité du « Clos du Palais »

Le lotissement du « Clos du Palais » constitue un espace d'habitat très récent, aménagé sur un site stratégique au cœur du Bourg et en continuité directe des équipements et des services. Malgré cela, sa densité reste faible puisqu'il comporte 33 logements sur 3,2 hectares, soit une densité moyenne de 10,3 logements par hectares. La taille moyenne des parcelles constructibles y est de 760 m², avec une faible variabilité des surfaces des lots.



Organisation du lotissement

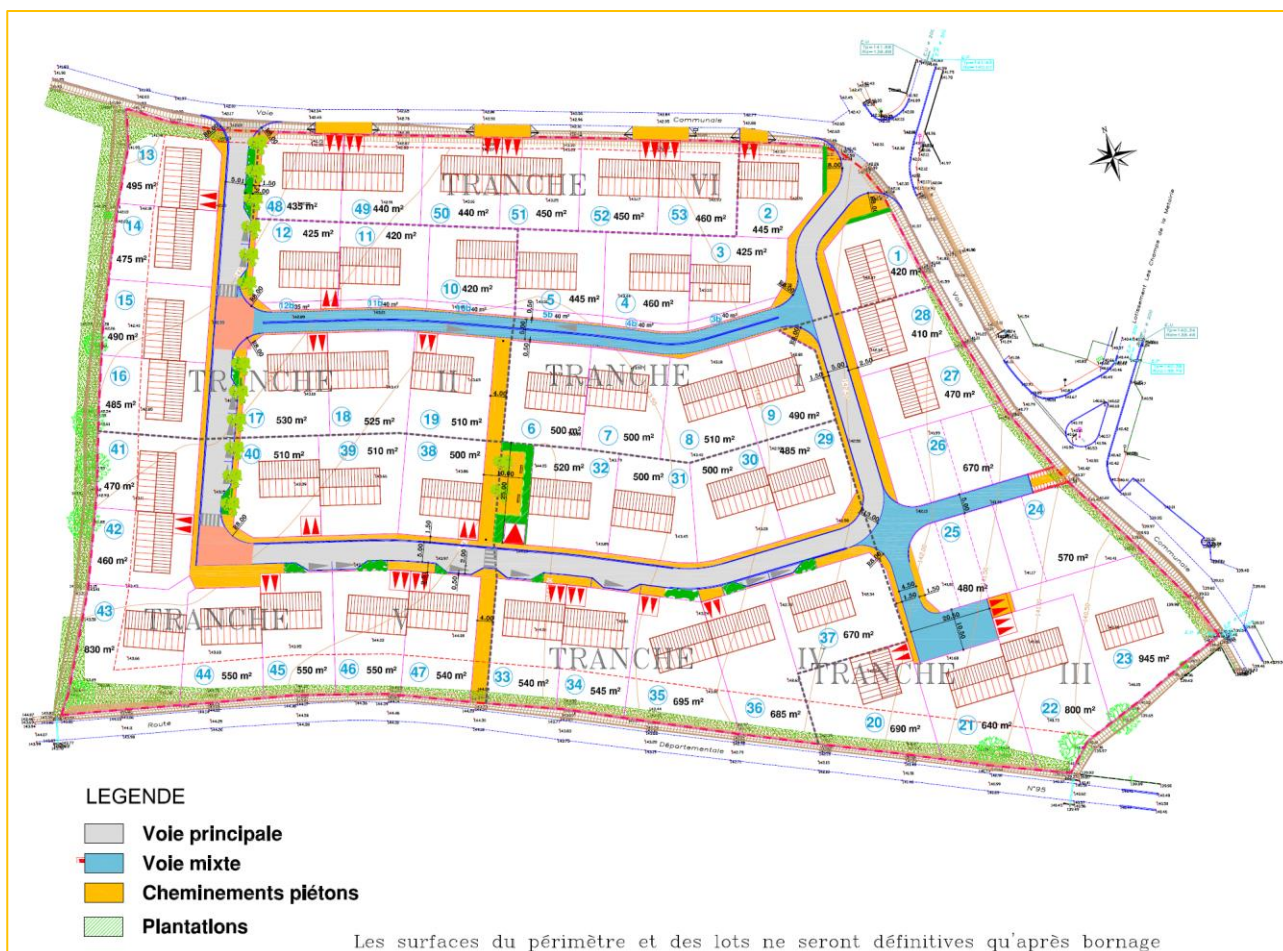


Morphologie bâtie depuis l'espace vert adjacent

Compte-tenu de la situation de cette opération au cœur du Bourg et de sa réalisation récente, une conception intégrant une densité plus importante (entre 12 et 15 logements par hectare) aurait pu être retenue afin de mieux prendre en compte la gestion économe des sols. La présence de larges espaces verts périphériques et d'un relief modéré permettaient en effet la constitution d'une forme bâtie plus compacte tout en préservant la qualité de vie.

▪ Les projets d'urbanisme en cours

Face à une demande constante de terrains à bâtir et à une offre foncière qui se raréfie (construction des derniers lots sur la cité du « Fossé Neuf »), la commune de Coulombiers soutient l'aménagement en cours d'un lotissement de 3,6 hectares comportant 53 lots, dont 3 divisibles, par un opérateur privé, sur le secteur des « Barbotins ». Cet espace, précédemment à vocation agricole, est localisé en continuité de la cité du « Champ de la Métairie » et bénéficie de la même proximité avec les équipements et services du Bourg. Son aménagement est prévu avec une densité de 15 logements par hectare.



Source : Permis d'Aménager du lotissement, Bureau d'études Touchard

Les espaces publics

Le Bourg de Coulombiers comporte deux espaces publics principaux, localisés autour de la salle socio-culturelle et de l'ensemble Mairie/écoles. Ils assurent les fonctions de stationnement, d'aération du bâti et de lieu de rencontre (lien social). Ces deux sites compensent la faible superficie allouée aux déplacements doux dans la rue principale, où l'étroitesse des trottoirs incite peu à l'usage social des lieux. Ils marquent et renforcent en sens la centralité sur un secteur situé entre la Mairie et la salle socio-culturelle.



Espace public au droit de la salle socio-culturelle

Les espaces verts et les espaces boisés

Le Bourg de Coulombiers comporte de larges espaces verts, essentiellement localisés dans la vallée du ruisseau du *Palais*, et en appui sur les boisements existants. Cette trame végétale abondante est paradoxalement peu visible depuis la voie principale, à l'exception de l'ouverture visuelle créée par le passage sur le ruisseau.



Aire de loisirs (plaine de jeux) à l'interface entre la cité de « La Métairie » et le centre-bourg



Espace vert et arboretum dans la vallée du ruisseau du Palais



Aménagement écologique du ruisseau du Palais



Boisement (privé et non accessible) près de la cité du « Foulard »

Les espaces verts jouent une fonction primordiale dans l'organisation et le fonctionnement du Bourg de Coulombiers, en cumulant plusieurs rôles :

- Rôle esthétique, de détente et de loisirs pour la qualité du cadre de vie.
- Rôle tampon par rapport aux équipements et aux infrastructures (RD 611, voie ferrée, zone d'activités).
- Rôle de support pour les circulations douces entre le centre-bourg et les espaces d'habitat.
- Rôle écologique avec, notamment, la présence de l'eau dans le contexte d'un territoire communal où elle est peu présente en surface. Les espaces verts constituent ainsi une trame verte urbaine en connexion écologique avec la trame verte globale, grâce aux boisements présents autour du Bourg.

Dans le cadre du PLU, les projets de futurs quartiers d'habitat pourront prévoir l'aménagement d'espaces verts structurants directement reliés à ceux préexistants.

Les espaces dédiés aux activités économiques

La présence de l'ancienne Route Nationale, ainsi que la proximité du bassin économique de Poitiers, ont favorisé le développement de nombreuses activités économiques dans le Bourg. Les entreprises sont majoritairement localisées à proximité de la voie mais ne sont visuellement pas impactantes pour les entrées de bourg. Elles s'insèrent ainsi harmonieusement dans le tissu bâti et constituent un marqueur du dynamisme du territoire.



Entreprise de logistique énergétique en entrée de Bourg



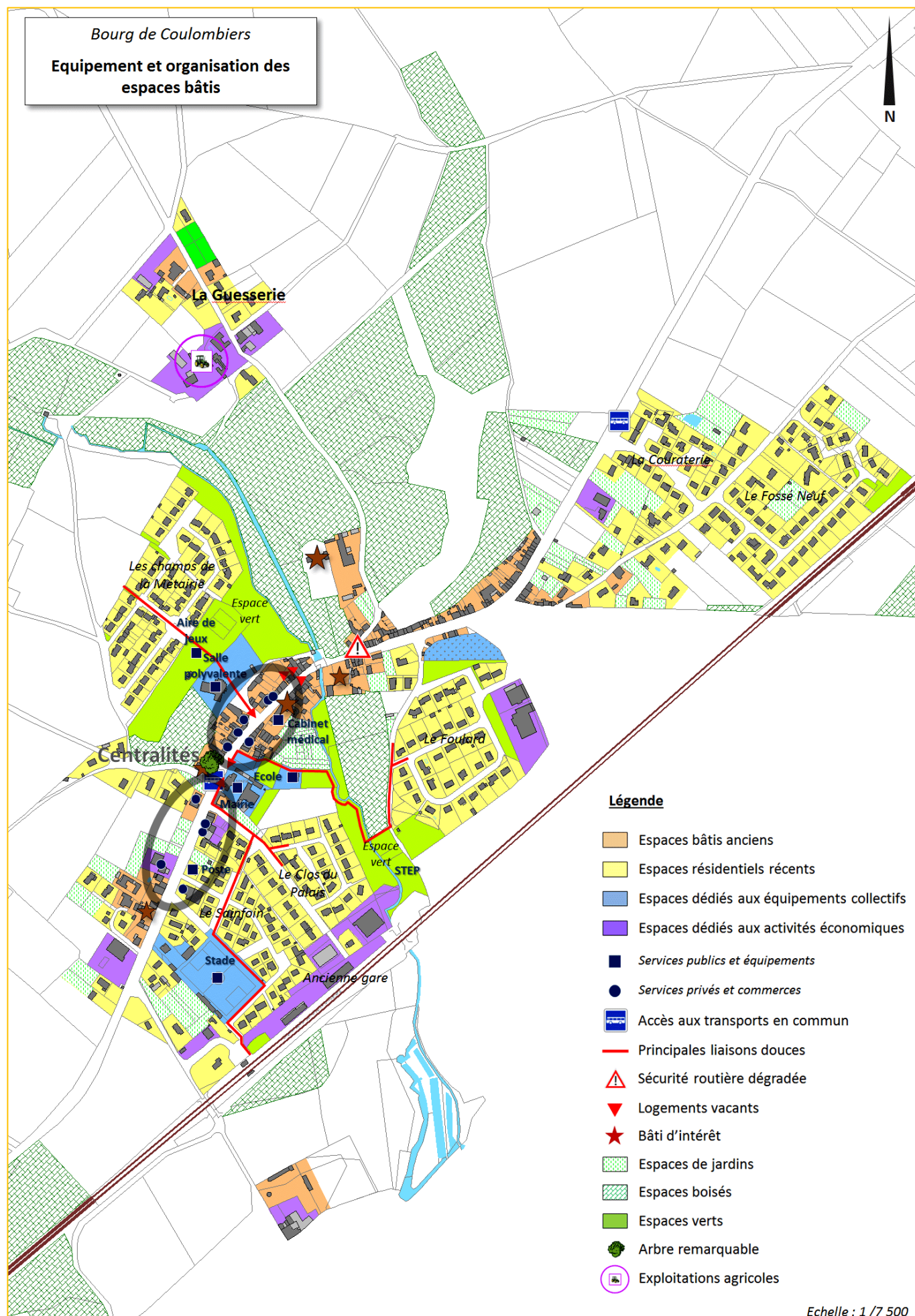
Artisan menuisier implanté au sein de l'espace bâti

A l'arrière du Bourg, le long de la Route de Marçay, un petit espace dédiés aux activités économiques accueille deux entreprises : un paysagiste et un carrossier. Cet espace est antérieur à l'aménagement du lotissement du « Foulard ».

En raison des nuisances localement générées par l'entreprise de carrosserie, un espace vert tampon a été aménagé entre ce site et les nouvelles habitations. Un cadre arboré permet également l'intégration paysagère des bâtiments.



Entreprises de carrosserie à l'arrière du lotissement du « Foulard »



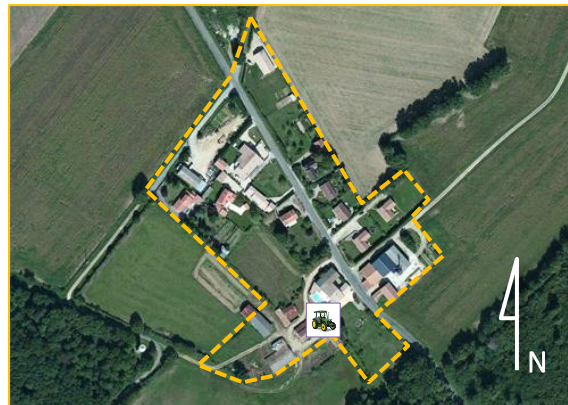
■ LES VILLAGES

Ces lieux d'habitat sont, après le Bourg de Coulombiers, les espaces urbanisés les plus importants de la commune. Leur caractérisation en tant que « villages » est définie par la présence d'un nombre minimum de 10 foyers.

■ Village de « La Guesserie »

« La Guesserie » est un village implanté de part et d'autre de la RD 27, à un kilomètre du centre-bourg et accueillant une douzaine de foyers. Il comporte une exploitation agricole sur sa partie Sud et son tissu bâti est majoritairement constitué de constructions récentes. Depuis 2004, quatre nouvelles habitations y ont été implantées.

Le hameau s'inscrit dans un contexte agricole. Il possède encore quelques espaces interstitiels éventuellement susceptibles d'accueillir deux logements.



« La Guesserie » en 2011

Compte-tenu de sa proximité directe avec les services et équipements du Bourg et de la présence d'un réseau d'assainissement collectif, ce hameau pourra être conforté sous condition de ne pas entraver l'activité agricole existante. Il conviendra de ne pas étendre l'emprise des espaces bâtis afin d'éviter une consommation excessive d'espace agricole.

■ Village de « La Gaucherie »

« La Gaucherie » est un village implanté le long d'une voie communale, à 2,8 kilomètres du centre-bourg et accueillant environ une douzaine de foyers. Le bâti est composé pour moitié de constructions anciennes et pour moitié de constructions contemporaines. Le site d'habitat ne comporte pas d'exploitation agricole. Depuis 2004, aucune habitation n'y a été implantée.

Le hameau est localisé au sein des grands espaces agricoles de la commune mais dispose sur ces franges d'éléments semi-naturels (prairies, haies...) qui jouent un rôle de tampon entre les espaces résidentiels et les secteurs de grandes cultures.



Le village de « La Gaucherie » en 2011

« La Gaucherie » dispose d'espaces interstitiels, essentiellement localisés sur les fonds de parcelles, et susceptibles d'accueillir quelques logements. Le confortement de ce site d'habitat, disposant d'un ouvrage épuratoire et d'un réseau d'assainissement collectif, est toutefois conditionné au maintien des éléments végétaux périphériques assurant l'intégration du village dans son contexte agricole. Il conviendra également de ne pas étendre l'emprise des espaces bâtis afin d'éviter une consommation excessive d'espace agricole.

■ LES LIEUX-DITS DÉVELOPPÉS

Ces sites d'habitat sont composés initialement d'un nombre très réduit d'habitations, auxquelles ont été adjoints de nouvelles constructions pavillonnaires autorisées par les documents d'urbanisme successifs. Ils comportent entre 8 et 10 foyers.

« **La Richardière** » est un lieu-dit implanté de part et d'autre d'une voie communale, à 1,2 kilomètre du centre-bourg et accueillant environ 8 foyers. Il comporte une exploitation agricole sur sa partie Sud et son tissu bâti est majoritairement constitué de constructions récentes. Depuis 2004, une nouvelle habitation y a été implantée.

Le lieu-dit s'inscrit dans un contexte agricole et naturel. Il possède un espace interstitiel central mais contigu au site d'activité agricole.



Compte-tenu de sa proximité directe avec les services et équipements du Bourg, ce lieu-dit pourra être conforté sous condition de ne pas entraver l'activité agricole existante. Il conviendra de ne pas étendre l'emprise des espaces bâtis afin d'éviter une consommation excessive d'espace agricole.

■ LES HAMEAUX ET LES LIEUX-DITS

■ « Maupertuis » et « La Chouetterie »

À « Maupertuis » et à « La Chouetterie », l'habitat se développe de manière diffuse sur de grandes parcelles non investies par l'agriculture et possédant un caractère naturel. Le contexte est celui d'une tête de bassin versant avec la présence de sources alimentant le ruisseau du *Palais*. Le caractère potentiellement humide des terrains devra y être précisé afin d'adapter le fonctionnement des systèmes d'assainissement individuels et de protéger la ressource en eau, conformément aux dispositions du SDAGE Loire-Bretagne.



« Maupertuis » est situé à environ 1,5 kilomètre du centre-bourg et accueille environ 8 foyers. Une habitation est en cours de construction en 2015 en extension sur sa partie Ouest. Le bâti est quasi-exclusivement constitué de constructions récentes. Depuis 2004, cinq habitations y ont été construites.



« La Chouetterie » est un lieu-dit implanté le long d'une voie communale, à 1,8 kilomètre du centre-bourg et accueillant environ 8 foyers. Le bâti est quasi-exclusivement constitué de constructions récentes. Depuis 2004, une habitation y a été construite.

Compte-tenu de la consommation d'espace observée sur le site de « La Chouetterie », la poursuite du développement de l'urbanisation n'y apparaît pas comme une orientation souhaitable dans le futur Plan Local d'Urbanisme. Le site de « Maupertuis », assez compact, pourra être conforté sous condition de ne pas entraver l'activité agricole existante. Il conviendra de ne pas étendre l'emprise des espaces bâtis afin d'éviter une consommation excessive d'espace agricole.

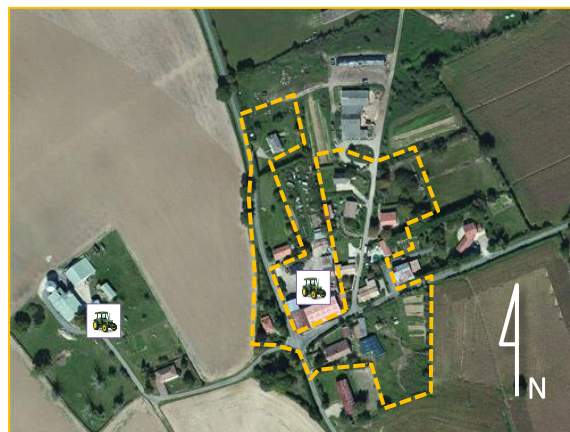
▪ Les autres lieux-dits

Ces sites d'habitat sont composés d'un nombre réduit d'habitations (moins de 8 foyers en général) et sont isolés au sein de l'espace rural. Ils sont fréquemment le support des activités agricoles. La présence de bâtiments d'activités de grands volumes tend alors à minorer visuellement la fonction d'habitat.

Des activités agricoles très présentes sur les lieux-dits



« Le Petit Gaury » : présence d'une importante activité d'élevage à l'Est et développement résidentiel (habitation des exploitants) à l'Ouest.



« La Verrerie » : important lieu-dit comportant une exploitation agricole dans sa partie centrale ainsi que des silos.



« La Vitrierie » : présence d'une importante activité d'élevage à l'Ouest et développement résidentiel (habitations des exploitants) en partie Est.



« La Turpauderie » : le lieu-dit ne comporte plus d'activité agricole. Deux habitations ont été réalisées depuis 2004, au Sud-Ouest, par extension sur l'espace agricole.

Au projet de Plan Local d'Urbanisme, les lieux-dits à vocation d'habitat ne pourront pas être définis comme étant des « secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées » (STECAL) pour la construction de logements, au sens de la Loi, en raison de leur taille, de leur éloignement par rapport aux équipements et services du Bourg et de la présence de ces activités agricoles. Le Code de l'Urbanisme prévoit en effet que la délimitation des STECAL doit rester « exceptionnelle », ce qui réserve de fait cette possibilité aux deux hameaux les plus importants et les plus proches du Bourg.

Selon le contexte territorial dans lequel ils s'inscrivent, les lieux-dits ont ainsi vocation à être classés en zone agricole ou naturelle. Ce classement permettra notamment la réalisation « d'extensions ou d'annexes aux

habitations existantes dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site » (législation en vigueur en Août 2015).

■ LE VIENNOPÔLE DE « LA PAZIOTERIE »

Créés dans le sillon du Technopôle du Futuroscope, les « Viennopôles » sont des zones d'activités attractives en milieu rural en raison de la haute qualité des services proposées aux entreprises. Le label « Viennopôle » est accordé aux zones de qualité environnementale, architecturale, d'accueil et d'animation pour les entreprises, qui doit respecter certains principes :

- Une implantation géographique à proximité immédiate de grands axes de transport routier.
- Une surface minimale de 20 à 30 hectares.
- Un aménagement répondant à des critères paysagers, environnementaux et architecturaux de grande qualité, ainsi qu'aux objectifs de développement durable définis par le Grenelle de l'environnement.

La Vienne compte 9 « Viennopôles » dont celui de « La Pazioterie » à Coulombiers. Le département et l'ancienne communauté de Communes du « Pays Mélusin » en ont cofinancé l'aménagement en 2010, avec le concours de l'État. Le site couvre une superficie de 30 hectares et est situé à 1,3 kilomètre du Bourg. Une surface d'environ 16,5 hectares y reste disponible pour l'accueil d'entreprises. Il présente la spécificité de pouvoir être desservi par le fret ferroviaire grâce à un embranchement de 450 mètres de long, en complément de son accès par la RD 611.

Photo aérienne du site en 2011



Source : IGN Géoportail - Échelle : 1/7 500

Quinze entreprises sont installées en 2015 sur le site. L'espace provisoirement utilisé par le groupement d'entreprises COSEA pour la construction de la Ligne à Grande Vitesse Sud-Europe-Atlantique est à nouveau disponible.

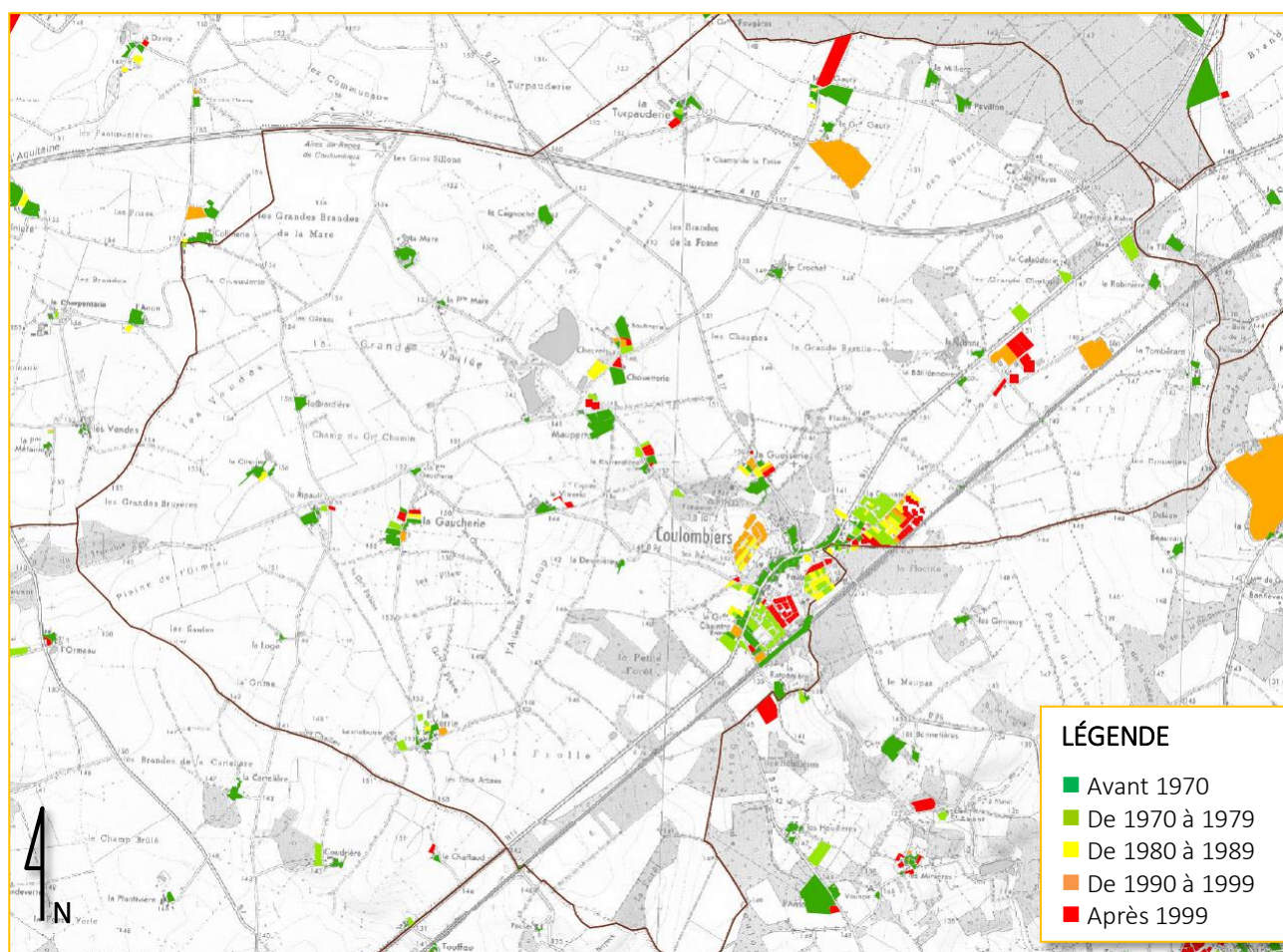
Le projet d'implantation d'un parc photovoltaïque aux abords immédiats du site est validé par la commune et nécessite une adaptation du périmètre du secteur économique.

ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE, BILAN DU DOCUMENT D'URBANISME PRÉCÉDENT

■ ANALYSE DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Progression globale de l'urbanisation

La carte ci-après, illustrant la période de construction des parcelles, met en avant un phénomène de développement de l'urbanisation essentiellement concentré autour du Bourg ainsi qu'autour des hameaux de « La Guesserie » et de « La Gaucherie ». Le développement des espaces bâtis sur les lieux-dits « La Richardière », « Maupertuis » et « La Chouetterie » est également visible. Enfin, l'aménagement de la zone d'activités de « La Pazioterie » puis du « Viennopôle » a généré une consommation notable d'espace à partir des années 1990.



Source : DREAL Nouvelle-Aquitaine

La grande superficie des terrains supportant les nouvelles constructions peut également être notée (grands aplats de couleurs). Cette observation doit cependant être pondérée par le fait que seule une petite partie de la parcelle est généralement prélevée pour l'implantation de la construction, le foncier restant

demeurant à vocation agricole ou naturelle (exemples sur les lieux-dits « Le Petit Gaury » et « Le Grand Gaury »).

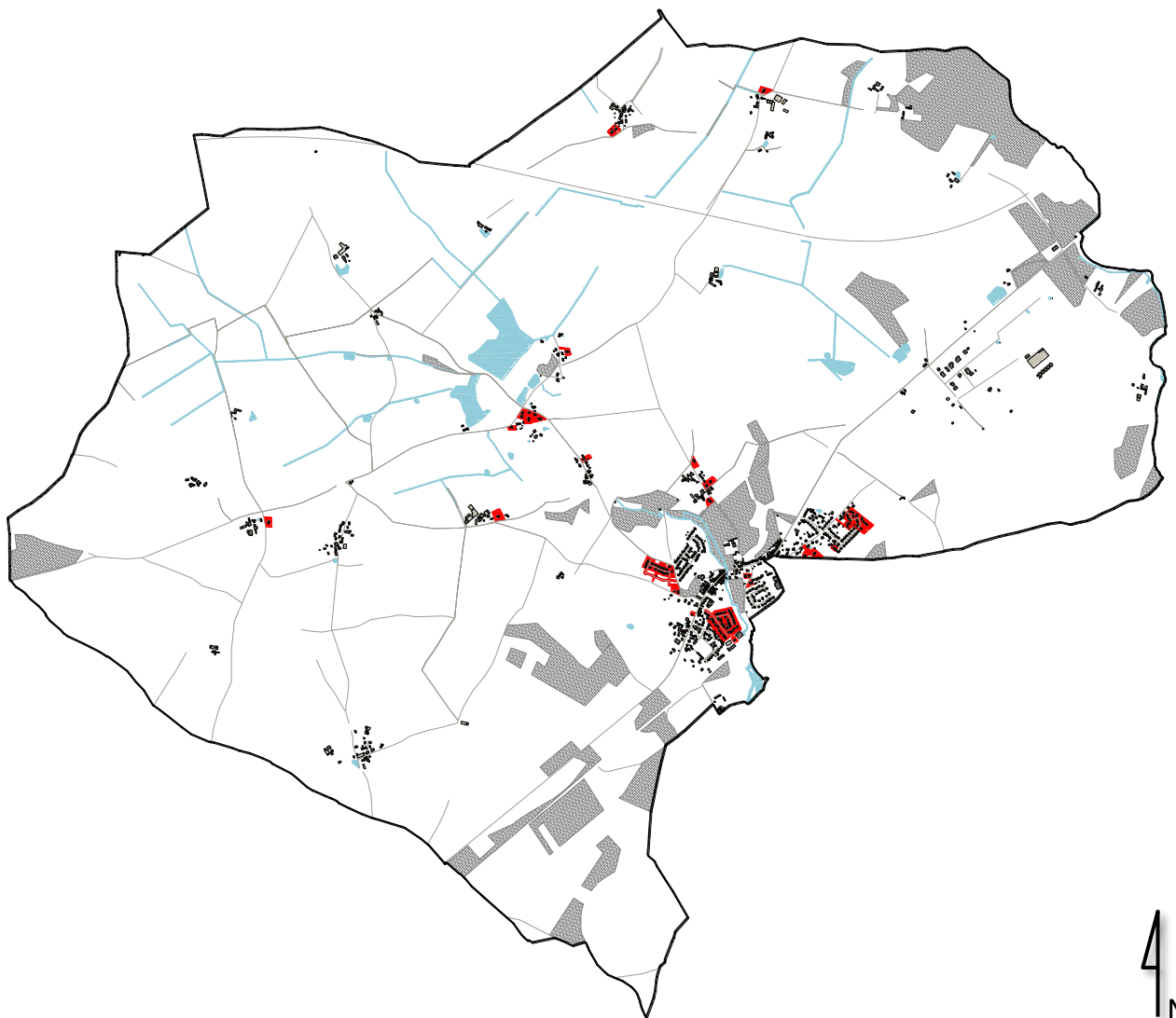
■ BILAN DU DOCUMENT D'URBANISME PRÉCÉDENT

L'évaluation décennale de la consommation d'espace est évaluée par la comparaison des plans cadastraux de 2004 et 2017, complétée par les données issues des permis de construire et communiquées par la Mairie.

La consommation d'espace pour l'habitat

Entre 2004 et 2017, le Plan Local d'Urbanisme a permis la réalisation de 96 logements sur une superficie totale de 11,38 hectares soit une consommation foncière moyenne brute de 1 185 m² par logement et une consommation nette de 1 005 m² par logement, déduction faite des espaces publics et voiries.

Consommation d'espace 2004/2017 pour l'habitat (en rouge) (base de référence)



Source : fonds de plan cadastraux – Échelle : 1/40 000

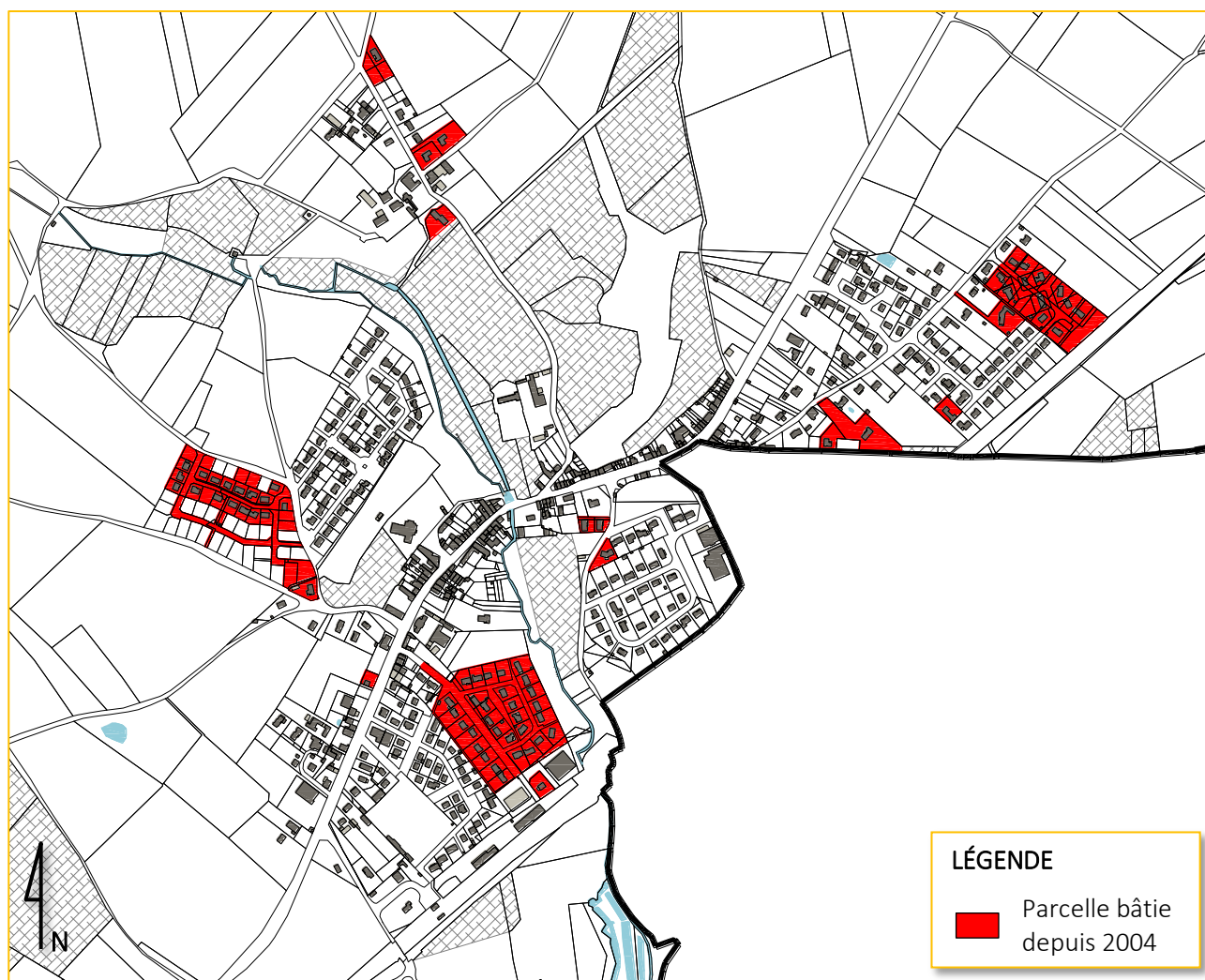
Cette consommation d'espace a été réalisée essentiellement dans le Bourg (81% des logements et 70% de la consommation foncière). Les chiffres masquent cependant une consommation d'espace structurellement plus importante par unité de logement dans les secteurs d'urbanisation diffuse à l'extérieur du Bourg.

Répartition de la consommation d'espace pour l'habitat entre 2004 et 2017

	Nombre de logements	Consommation foncière brute totale	Consommation foncière brute par logement	Consommation foncière nette par logement
Bourg de Coulombiers	78	79 410 m ²	1 018 m ²	796 m ²
- dont voiries et espaces publics		17 328 m ²		
Hameaux et lieux-dits	18	34 389 m ²	1 911 m ²	1 911 m ²
TOTAL	96	113 799 m²	1 185 m²	1 005 m²

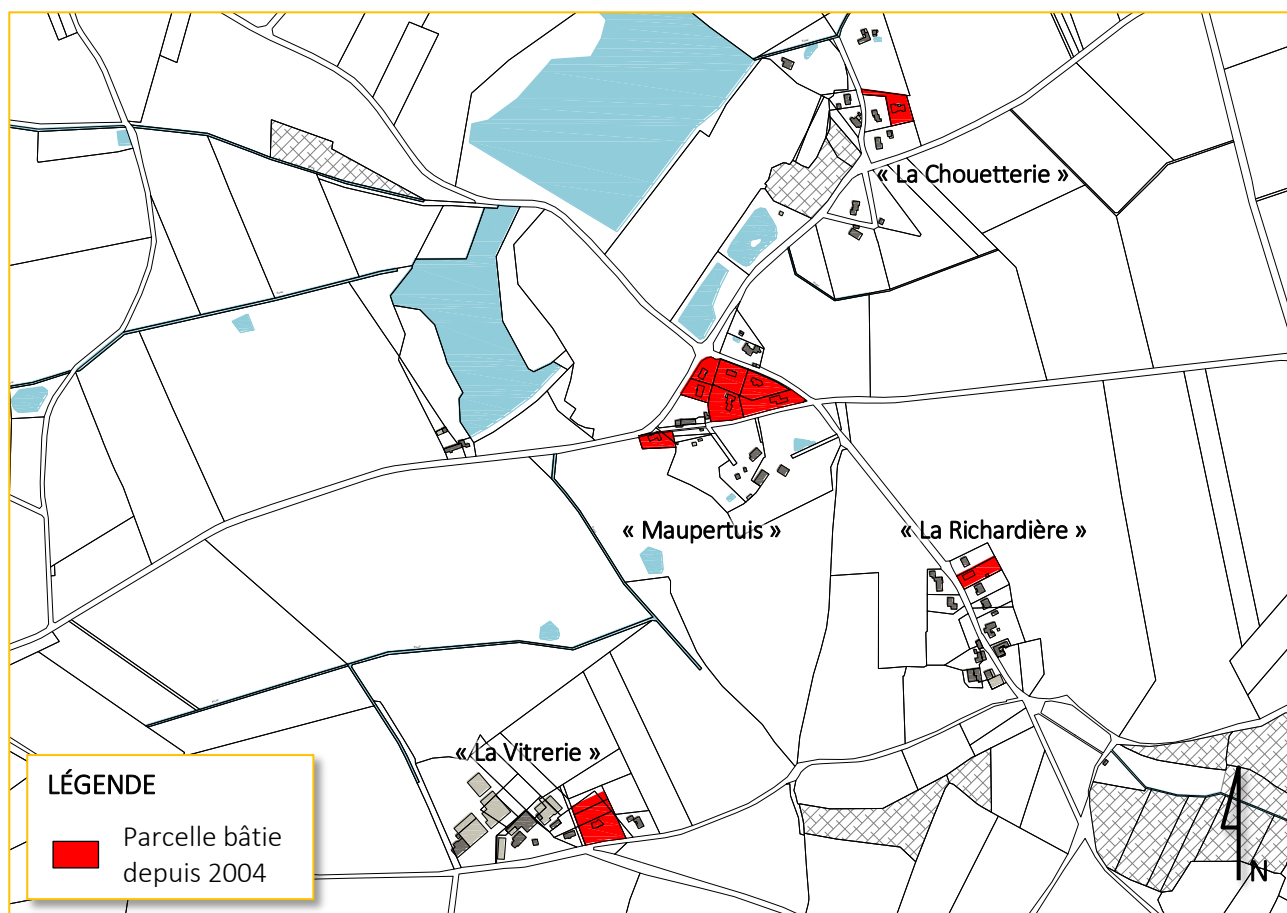
Source : fonds de plan cadastraux

Consommation d'espace pour l'habitat dans le Bourg et le village de « La Guesserie »



Source : fonds de plan cadastraux et observations de terrain – Échelle : 1/10 000

Consommation d'espace pour l'habitat depuis 2004 dans les hameaux et les lieux-dits



Source : fonds de plan cadastraux et observations de terrain – Échelle : 1/10 000



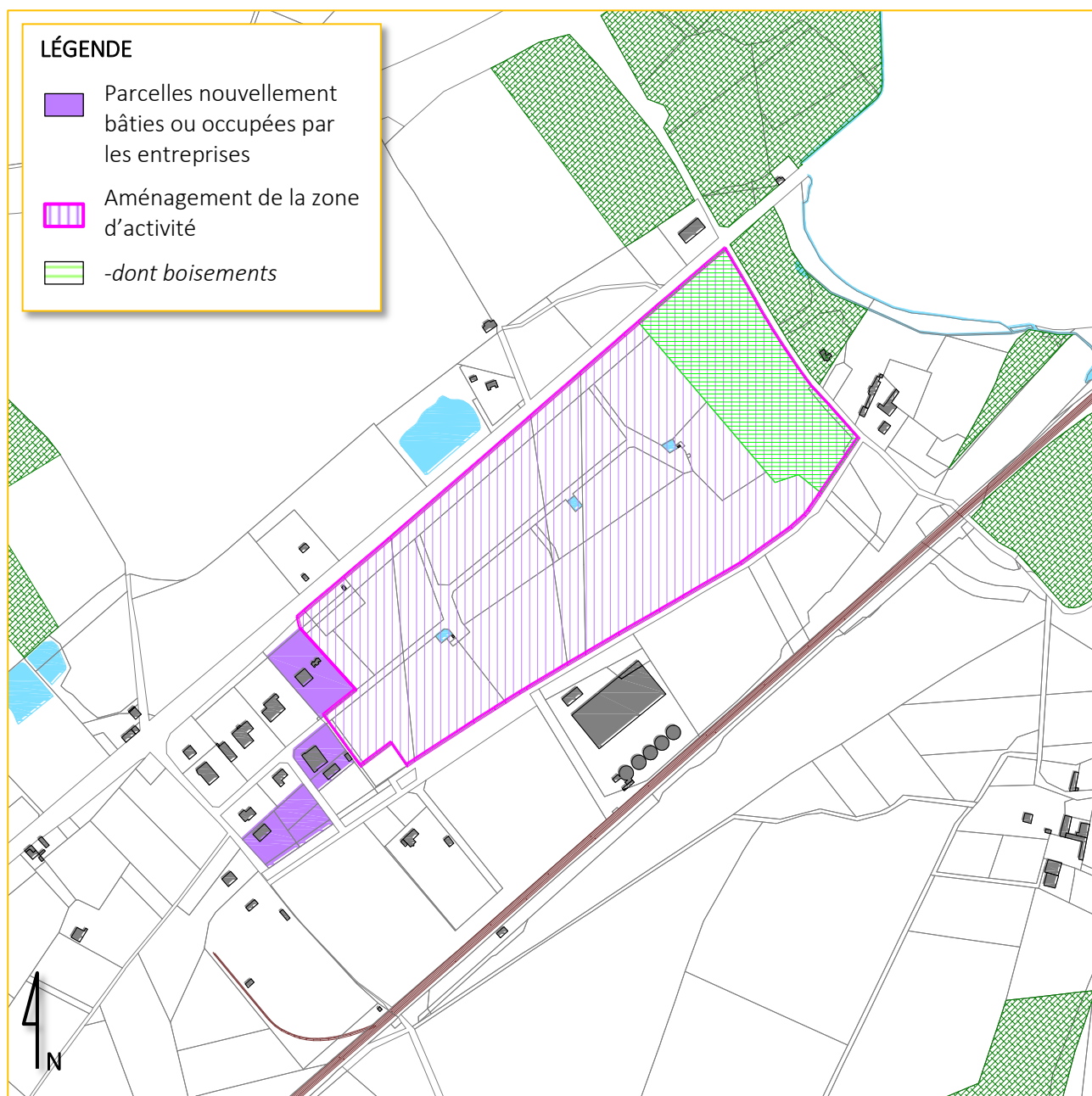
Source : fonds de plan cadastraux et observations de terrain – Échelle : 1/10 000

La consommation d'espace pour le développement économique

Entre 2004 et 2017, l'aménagement du « Viennopôle » de « La Pazioterie » a nécessité le prélèvement de 30,4 hectares de foncier initialement à vocation agricole. Sur cette superficie, 5,4 hectares ont été reconvertis en espaces forestiers avec la réalisation de plantations.

Parallèlement à cet investissement, l'installation et l'extension de plusieurs entreprises sur la zone d'activités économiques initiale ont généré l'artificialisation de 2,2 hectares de parcelles déjà viabilisées.

Consommation d'espace pour le développement économique entre 2004 et 2017



Source : fonds de plan cadastraux et observations de terrain – Échelle : 1/10 000

La consommation d'espace pour les équipements publics

Entre 2004 et 2017, aucun espace agricole, naturel ou forestier n'a été artificialisé pour la réalisation d'équipements publics.

ANALYSE DE LA CAPACITÉ DE DENSIFICATION ET DE MUTATION DES ESPACES BÂTIS

■ ANALYSE DES CAPACITÉS DE DENSIFICATION DES ESPACES BÂTIS

Méthodologie d'analyse

Les capacités de densification du Bourg et des villages de Coulombiers sont analysées au regard des terrains non bâtis situés au sein de l'enveloppe bâtie, entre les constructions existantes, et où sont susceptibles d'être implantés de nouveaux logements, ainsi qu'au regard des terrains viabilisés immédiatement disponibles pour la construction sur les opérations d'ensemble ou en secteur diffus. **L'enveloppe bâtie doit être comprise dans son acception large, dans une logique de diagnostic *a priori*, sans préjuger des limites de zonage qui seront retenues par la collectivité.**

L'identification de ces espaces interstitiels, également appelés « dents creuses », est réalisée sur la base d'un premier inventaire technique (analyses de terrain, analyses par photo-interprétation), validé et amendé ultérieurement par les élus de la commune. Sont notamment écartés les terrains dont la mobilisation porterait atteinte aux déplacements, aux capacités de stationnement, à la qualité du paysage cadre de vie (espaces naturels, jardins d'agrément, petits éléments de patrimoine) ou à l'activité agricole.

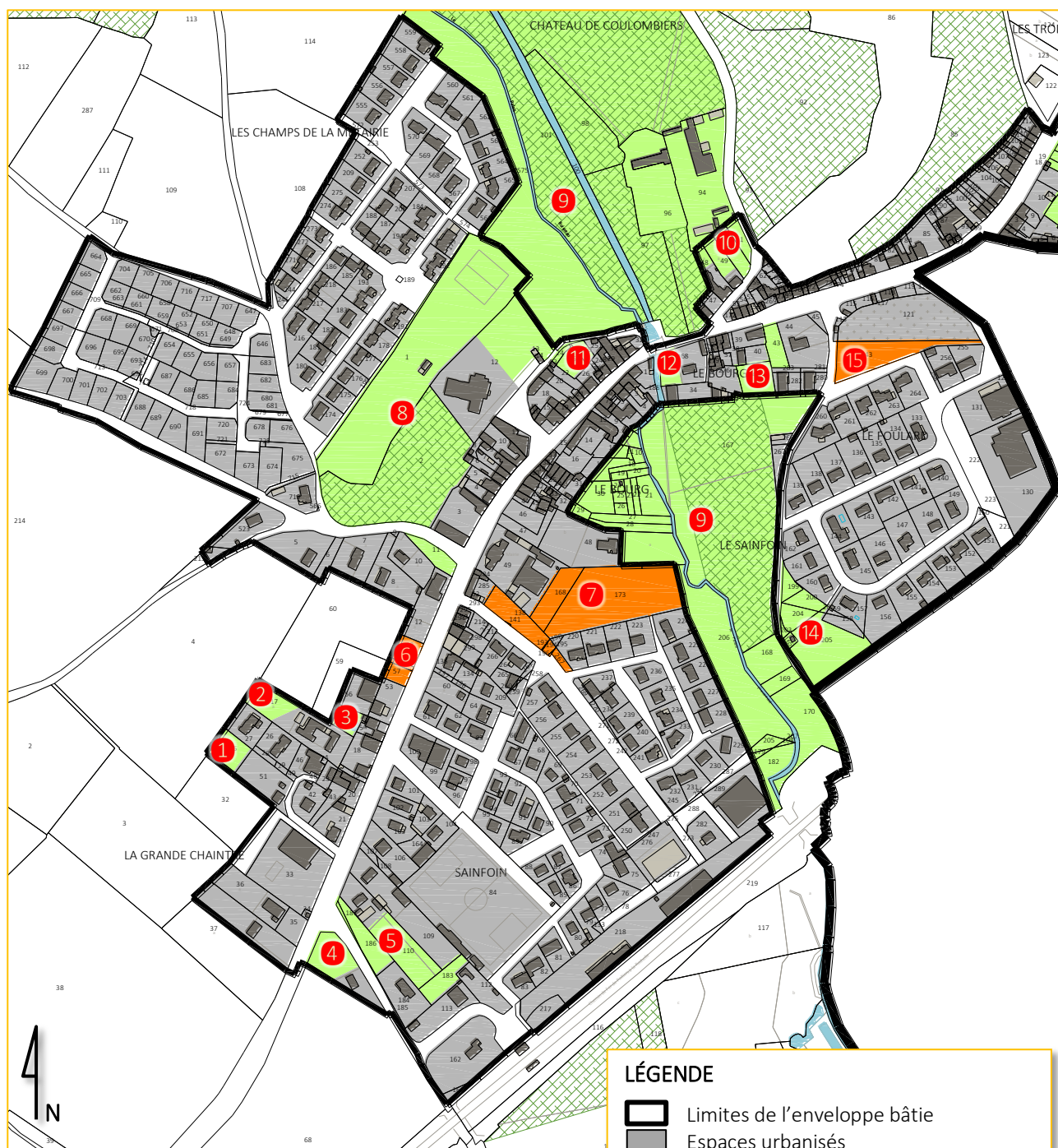
Capacités de densification sur le Bourg de Coulombiers

Les capacités de densification suivantes ont été retenues sur le Bourg.

Capacités de densification des espaces bâtis au Sud du Bourg.








N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	917 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément en fond de parcelle, difficile d'accès
02	1 035 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément en fond de parcelle, difficile d'accès
03	530 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément en fond de parcelle, difficile d'accès
04	1 401 m ²	2 logements	NON	Jardin d'agrément et potager, enjeu de sécurité routière
05	3 980 m ²	4 logements	NON	Jardins d'agrément et potagers
06	969 m ²	1 logement	NON	Parcelle d'accès à une future opération d'ensemble
07	8 473 m ²	8 logements	NON	Espace dévolu aux équipements publics
08	26 658 m ²	-	NON	Espace naturel et forestier, parc de la salle des fêtes
09	-	-	NON	Espaces naturels, cours d'eau, hors enveloppe bâtie
10	1 764 m ²	2 logements	NON	Jardins d'agrément au contact du parc du château
11	820 m ²	1 logement	NON	Jardins potagers
12	576 m ²	1 logement	NON	Jardin potager, enjeu de sécurité routière
13	1 602 m ²	2 logements	NON	Jardin d'agrément et potager, difficile d'accès
14	4 640 m ²	5 logements	NON	Espaces semi-naturels en fond d'opération d'ensemble
15	2 235 m ²	2 logements	NON	Espace dévolu à l'extension du cimetière communal

Capacité de densification des espaces bâtis au Sud du Bourg



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), relevés et analyses de terrain – Échelle : 1/5 000
Les numéros renvoient au tableau d'analyse en page précédente.

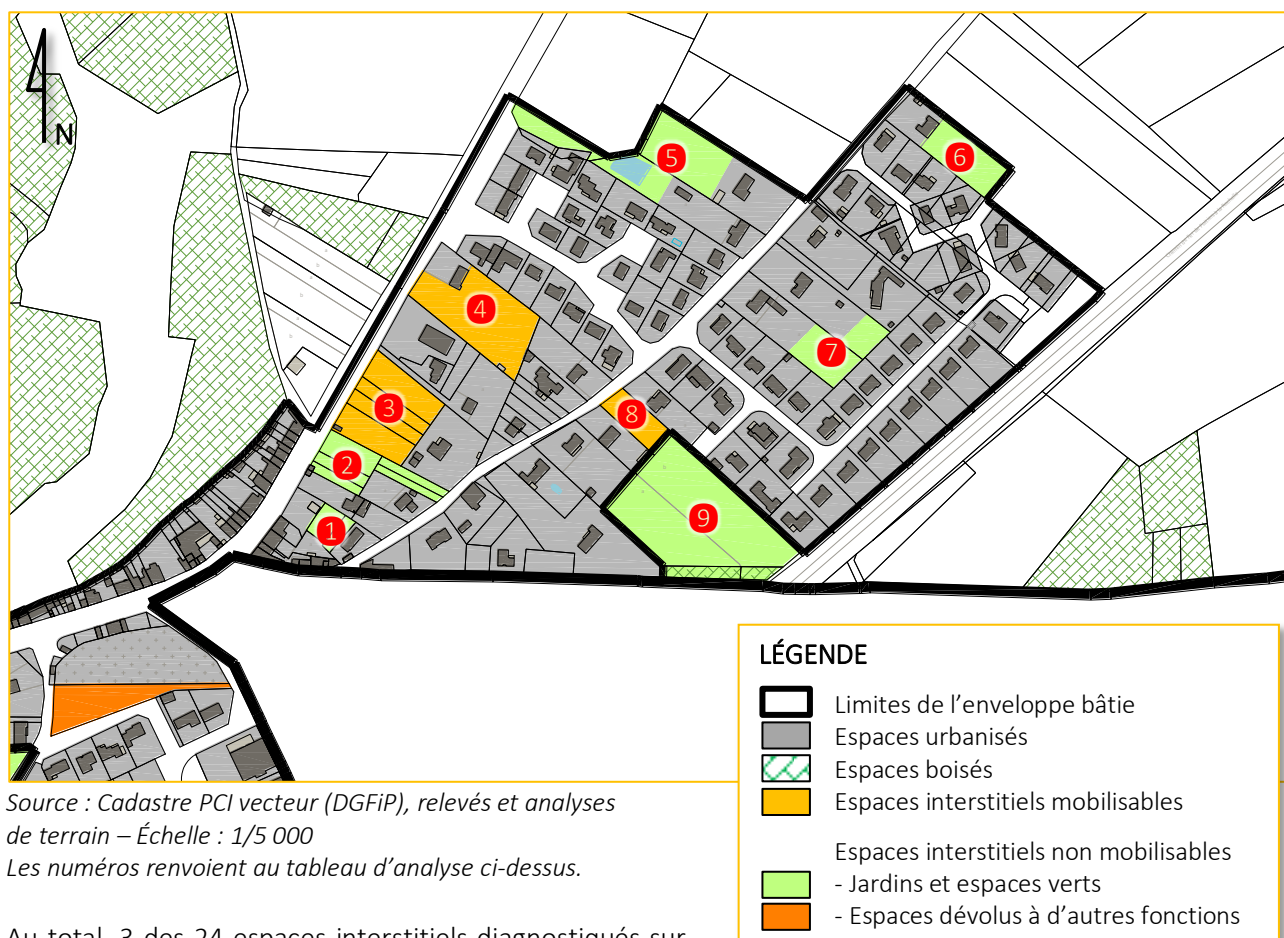
LÉGENDE

-  Limites de l'enveloppe bâtie
-  Espaces urbanisés
-  Espaces boisés
-  Espaces interstitiels mobilisables
-  Espaces interstitiels non mobilisables
-  - Jardins et espaces verts
-  - Espaces dévolus à d'autres fonctions

Capacités de densification des espaces bâtis au Nord du Bourg.

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	726 m ²	1 logement	NON	Jardin d'agrément en arrière-parcelle, difficile d'accès
02	2 211 m ²	2 logements	NON	Jardins potagers
03	4 057 m ²	3 logements	OUI	
04	4 215 m ²	2 logements	OUI	
05	4 887 m ²	2 logements	NON	Espaces semi-naturels et jardins d'agrément
06	1997 m ²	2 logements	NON	Jardin d'agrément en arrière-parcelle, difficile d'accès
07	1 998 m ²	2 logements	NON	Jardins d'agrément en arrière-parcelle, difficile d'accès
08	1 126 m ²	1 logement	OUI	
09	9 398 m ²	10 logements	NON	Espaces naturels, hors enveloppe bâtie

Capacité de densification des espaces bâtis au Nord du Bourg



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), relevés et analyses de terrain – Échelle : 1/5 000

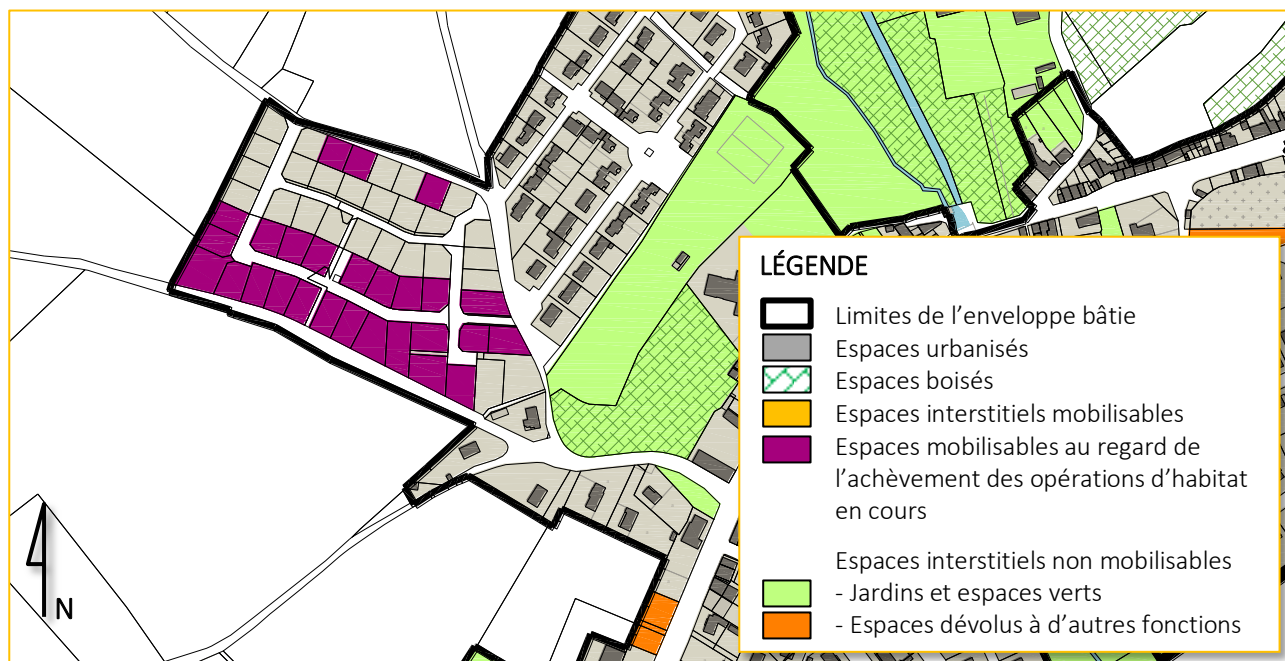
Les numéros renvoient au tableau d'analyse ci-dessus.

Au total, 3 des 24 espaces interstitiels diagnostiqués sur le Bourg ont été jugés mobilisables par les élus de la commune, pour une surface totale de 9 398 m² et un potentiel d'environ 6 logements.

Capacités liées à l'achèvement des opérations d'habitat en cours

À l'Ouest du Bourg, le lotissement des « Barbotins » est en cours d'achèvement. Une partie des parcelles, dont la commercialisation sera achevée à brève ou moyenne échéance, peut être comptabilisée dans les capacités de densification du Bourg, s'agissant de constructions qui seront réalisées après l'entrée en vigueur du présent Plan Local d'Urbanisme.

Capacité liées à l'achèvement d'opérations d'habitat en cours



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), relevés et analyses de terrain – Échelle : 1/5 000

Au total, 27 des 53 parcelles vont être mobilisées à court ou moyen terme et permettront une densification du Bourg par achèvement des opérations d'habitat en cours.

Capacités de densification sur les principaux villages et hameaux

Les capacités de densification suivantes ont été retenues sur les villages de « La Gaucherie » et « La Guesserie », ainsi que sur les hameaux de « La Richardière » et « Maupertuis ».

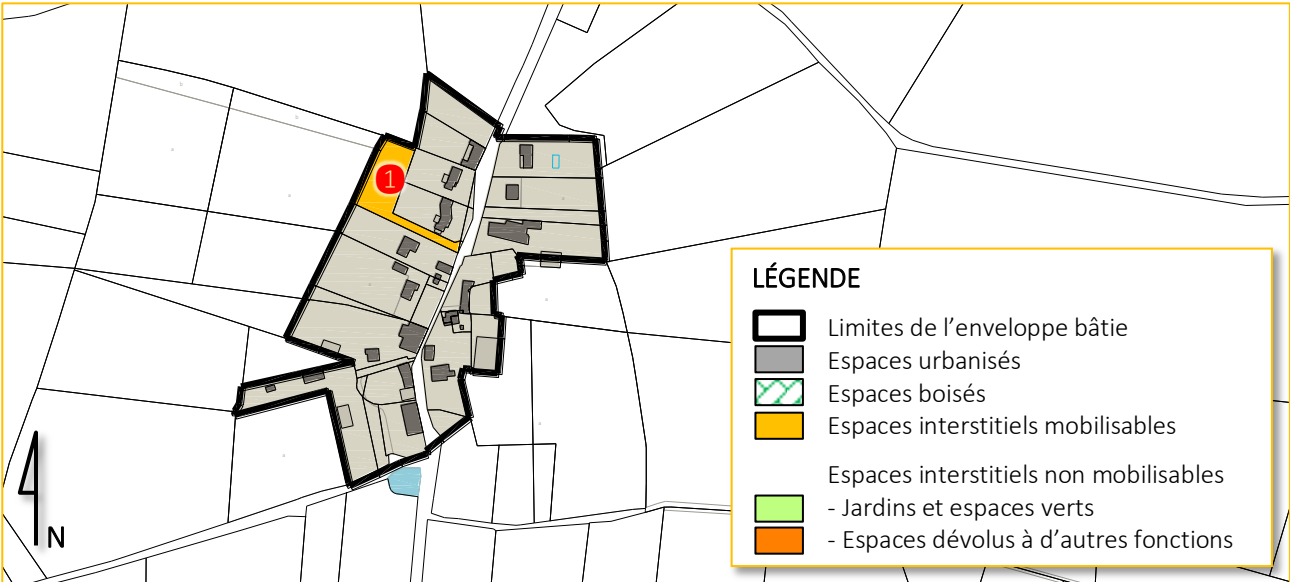
■ Village de « La Gaucherie »

Au total, un seul espace interstitiel a été diagnostiqué sur ce village et jugé mobilisable par les élus de la commune, pour une surface de 2 023 m² et un **potentiel d'environ 1 logement**.

Capacité de densification des espaces bâtis dans le village de « La Gaucherie »

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	2 023 m ²	1 logement	OUI	

Capacité de densification des espaces bâtis dans le village de « La Gaucherie »



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), relevés et analyses de terrain – Échelle : 1/5 000
Les numéros renvoient au tableau d'analyse ci-avant.

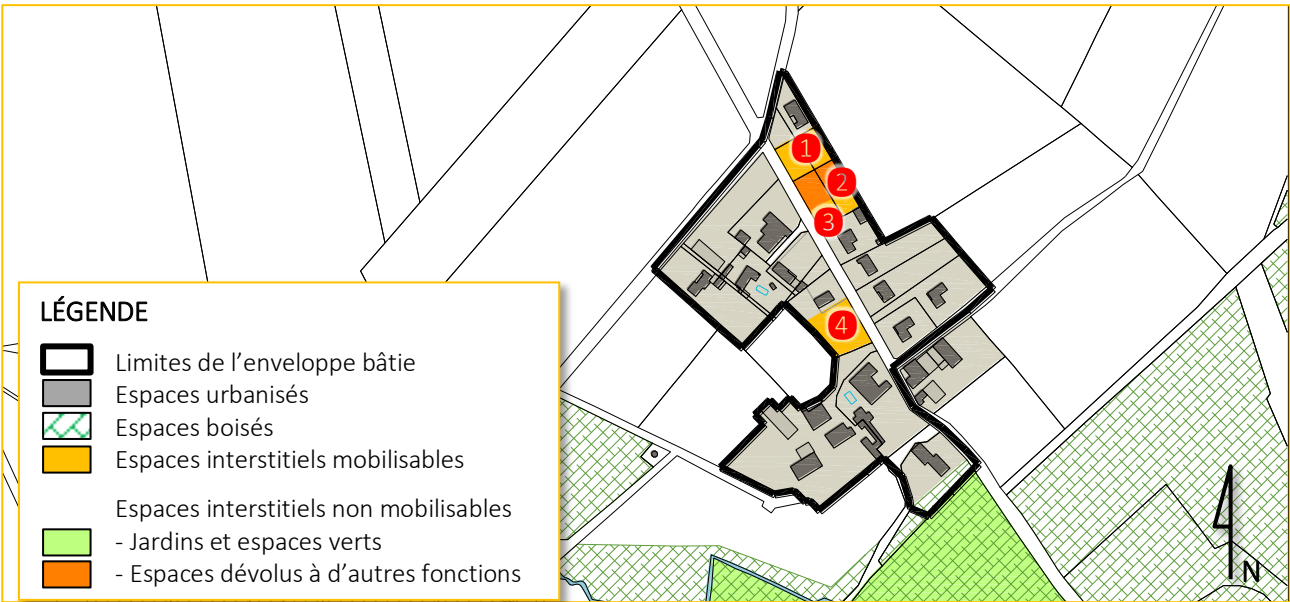
▪ Village de « La Guesserie »

Au total, trois espaces interstitiels ont été diagnostiqués sur ce village et jugé mobilisable par les élus de la commune, pour une surface de 2 819 m² et un **potentiel d'environ 3 logements**.

Capacité de densification des espaces bâtis dans le village de « La Guesserie »

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	1 044 m ²	1 logement	OUI	
02	1 018 m ²	1 logement	NON	Autre opération en cours
03	541 m ²	1 logement	OUI	
04	1 234 m ²	1 logement	OUI	

Capacité de densification des espaces bâtis dans le village de « La Guesserie »



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), relevés et analyses de terrain – Échelle : 1/5 000
Les numéros renvoient au tableau d'analyse ci-dessus.

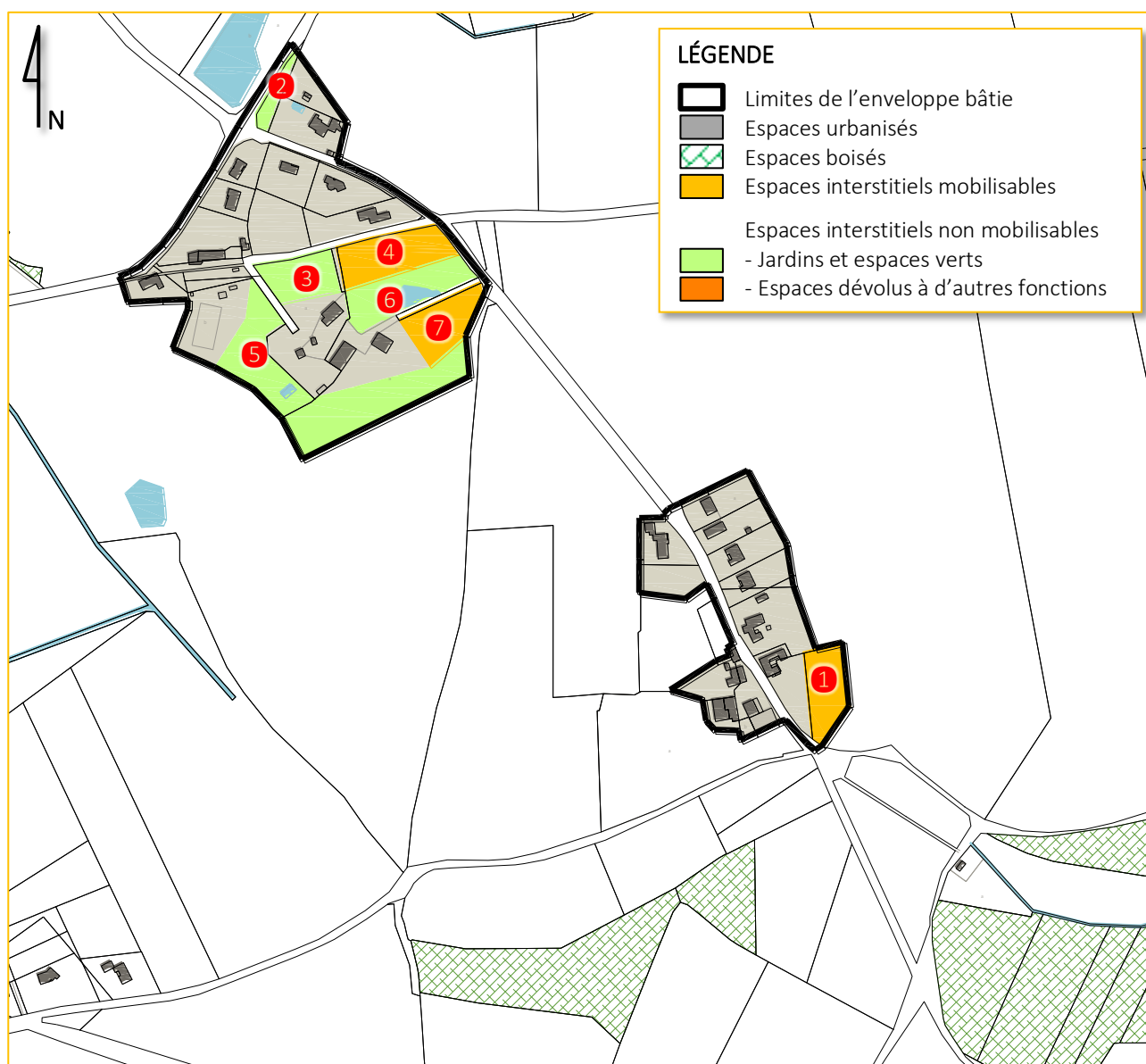
▪ Hameaux de « La Richardière » et « Maupertuis »

Au total, quatre espaces interstitiels ont été diagnostiqués sur ces hameaux et jugé mobilisable par les élus de la commune, pour une surface de 8 364 m² et un **potentiel d'environ 3 logements**.

Capacité de densification des espaces bâtis des hameaux de « La Richardière » et « Maupertuis »

N°	Superficie	Potentiel de densification	Espace retenu	Justification
01	2 493 m ²	1 logement	OUI	
02	721 m ²	1 logement	NON	Espace boisé
03	2 243 m ²	2 logements	NON	Jardins d'agrément
04	3 293 m ²	1 logement	OUI	
05	9 225 m ²	9 logements	NON	Jardins d'agrément
06	3 390 m ²	2 logements	NON	Espace semi-naturel, partiellement boisé, mare
07	2 578 m ²	1 logement	OUI	

Capacité de densification des espaces bâtis des hameaux de « La Richardière » et « Maupertuis »



Source : Cadastre PCI vecteur (DGFIP), relevés et analyses de terrain – Échelle : 1/5 000

Les numéros renvoient au tableau d'analyse ci-dessus.

Capacités globales de densification

Le Bourg de Coulombiers et les principaux villages et hameaux présentent un potentiel de création d'environ **13 logements en espaces interstitiels (2,26 hectares)** et de 27 logements en achèvement d'opérations en cours.

Cette approche reste estimative et conditionnée à la possibilité de mobiliser effectivement ces espaces. L'analyse permet cependant de dégager un potentiel indicatif dans l'optique de la construction du projet de PLU.

■ ANALYSE DES CAPACITÉS DE MUTATION DES ESPACES BÂTIS

Aucune déshérence du bâti n'est constatée sur le centre-bourg de Coulombiers, qui possède en outre une valeur patrimoniale importante. En conséquence, il n'apparaît ni utile ni envisageable d'y prévoir le remplacement de constructions anciennes par des constructions contemporaines. Le bâti étant quasi-uniquement dédié à l'habitat, aucun changement potentiel de destination d'un bâtiment agricole ou économique pour l'habitat n'est identifié à ce jour.

Les extensions contemporaines du Bourg, de constitution récente, ne possèdent également pas d'éléments bâtis en déshérence et/ou susceptibles de changer de destination pour l'habitat. En conséquence, aucun potentiel de mutation n'existe sur ces espaces.

Une qualification du bâti susceptible de changer de destination en zone agricole ou naturelle est donnée ci-après, au chapitre « Justification des choix liés à la réglementation du droit des sols ».

■ DISPOSITIONS SUSCEPTIBLES DE FAVORISER LA DENSIFICATION ET LA MUTATION

Dispositions en faveur de la densification

■ La constitution d'un cadre réglementaire favorable

Afin de ne pas contraindre l'implantation de logements sur des parcelles ayant une configuration et/ou une superficie restreinte, la collectivité définit un règlement souple dans les zones urbaines du PLU. Les ouvertures réglementaires pourront concerner notamment l'article 4, qui définit les droits à construire au regard des propriétés riveraines et du domaine public. Les possibilités d'implantation en alignement sur la rue et/ou en limite séparatives seront privilégiées pour économiser l'espace, respecter la forme urbaine du Bourg et faciliter la réalisation des nouveaux logements.

■ Le projet urbain partenarial (PUP)

La Loi ALUR prévoit la possibilité pour les collectivités compétentes en matière de PLU, de fixer un périmètre, d'une durée maximale de 15 ans, dans lequel toutes les opérations de construction ou d'aménagement devront nécessairement faire l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial. La collectivité pourra, par exemple, indiquer la surface de plancher prévisionnelle devant être réalisée dans ce périmètre et préciser que le montant des participations sera calculé en fonction de la surface de plancher créée par chaque opération.

- **L'accompagnement de la collectivité vers les propriétaires fonciers**

Les tissus urbains pavillonnaires constituent un important gisement foncier, dont le potentiel peut être mis en valeur dans le cadre d'une démarche d'urbanisme participatif de type BIMBY (*Build In My BackYard*, c'est-à-dire « *construire dans mon jardin* »).

La collectivité pourra ainsi accompagner les propriétaires fonciers dans leurs projets de logements par des actions pédagogiques ainsi que par la diffusion d'idées et de conseils pour la division parcellaire et l'implantation des futures constructions. La démarche BIMBY est présentée sur le site Internet www.bimby.fr.



Illustration de la densification par la méthode BIMBY

Dispositions en faveur de la mutation

- **Les emplacements réservés et le droit de préemption**

En cas de portage direct par la collectivité du projet de mutation du tissu bâti, un emplacement réservé peut être délimité sur le secteur concerné.

Les emplacements réservés sont destinés à favoriser l'acquisition par les collectivités de terrains destinés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts. Leur création permet d'éviter qu'un terrain destiné à servir d'emprise à un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future. Cette restriction apportée à l'utilisation du sol garantit la disponibilité foncière en temps utile et aux endroits adéquats.

- **Les orientations d'aménagement et de programmation**

Lorsque les enjeux le nécessitent, la collectivité peut définir une orientation d'aménagement et de programmation sur un site potentiel de mutation des espaces bâtis, afin notamment de parvenir à la bonne intégration fonctionnelle et paysagère des nouveaux projets aux lieux dans lesquels ils s'inscrivent.

Les orientations d'aménagement et de programmation fixent des grands principes d'organisation de l'espace, qui doivent être respectés dans une logique de compatibilité. La cartographie des éléments est ainsi donnée pour principe : leur réalisation est obligatoire mais leur localisation effective peut varier géographiquement selon les contraintes d'aménagement qui seront identifiées lors des études préalables aux opérations d'ensemble.

- **Le changement de destination du bâti en zones agricole et naturelle**

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, le règlement du Plan Local d'Urbanisme peut désigner en zone agricole et naturelle les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Une qualification du bâti susceptible de changer de destination en zone agricole ou naturelle est donnée ci-après, au chapitre « Justification des choix liés à la réglementation du droit des sols ».

QUATRIÈME PARTIE – CHOIX RETENUS POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET DE TERRITOIRE



DÉMARCHE ET HISTORIQUE D'ÉLABORATION DU PROJET

■ HISTORIQUE DE LA DÉMARCHE

La commune de Coulombiers dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal le 29 Avril 2004.

Par délibération du 27 Octobre 2014, le Conseil Municipal de Coulombiers a décidé de prescrire la révision générale du Plan Local d'Urbanisme.

■ LE PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables exprime la volonté du Conseil Municipal de Coulombiers en matière d'aménagement du territoire communal pour les 10 ans à venir. Son élaboration a été réalisée conformément à l'article L.153-12 du Code de l'Urbanisme : un débat a été organisé le 17 Mars 2017 au sein du Conseil Communautaire de Grand Poitiers Communauté urbaine sur les orientations générales du projet et validé par vote au cours de cette même séance. Les réflexions, issues de plusieurs réunions de travail, ont ainsi amené les élus à effectuer les choix suivants en matière d'aménagement du territoire :

- **Volet environnemental**
 1. Protéger la richesse biologique du territoire
 2. Valoriser le cadre de vie
 3. Intégrer les enjeux du réchauffement climatique
- **Volet social**
 4. Maîtriser la vitalité démographique
 5. Faire émerger un urbanisme structuré
 6. Conforter le niveau d'équipements
- **Volet économique**
 7. Pérenniser le potentiel d'accueil d'entreprises
 8. Soutenir le tissu commercial du centre-bourg
 9. Accompagner le dynamisme de l'activité agricole

Ces choix ont été traduits et développés selon la trame thématique prévue par l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme. Ils expriment la volonté de la collectivité d'élaborer un projet durable respectant les grands équilibres du territoire de Coulombiers en organisant, notamment, le développement résidentiel.

■ MISE EN ŒUVRE DE LA DÉMARCHE

Concertation renforcée et élaboration participative du document d'urbanisme

Un processus de concertation renforcée a été mis en place avec la population, à travers la constitution de groupes de travail au sein desquels les habitants volontaires pourraient s'impliquer dans l'élaboration participative du document d'urbanisme et du projet communal.

■ Groupe de travail « Trame verte et bleue »

Un groupe de travail porteur des enjeux environnementaux a été réuni le 26 Janvier 2016. Ce groupe avait pour objectifs de travail :

- de consulter, compléter et amender la partie du diagnostic territorial consacrée à l'état initial de l'environnement,
- de compléter le recensement des éléments de la Trame verte et bleue locale,
- de réfléchir aux actions à mener pour protéger et/ou restaurer ces éléments et, plus globalement, les milieux naturels ou les continuités écologiques.

Sur la base des études de terrain et des analyses par photo-interprétation réalisées préalablement par le Bureau d'études, les intervenants du groupe de travail ont pu valider les éléments de Trame verte et bleue locale et de préparer les mesures de protection à soumettre à la collectivité. Cette approche concrète a fait l'objet d'une réunion de rendu et d'échanges le 26 Avril 2016.

■ Groupe de travail « Équipements, services et loisirs »

Ce groupe de travail a été réuni le 26 Janvier 2016. Ce groupe avait pour objectifs de travail :

- de consulter, compléter et amender les parties du diagnostic territorial consacrées aux équipements et services communaux, aux communications numériques, aux déplacements et au stationnement, aux loisirs et au tourisme,
- de recenser les besoins en matière d'adaptation ou de développement de ces équipements ou services,
- d'engager une réflexion sur l'articulation entre déplacements et équipements ou services,
- d'engager une réflexion sur le positionnement touristique de la commune, sur le recensement et la protection du patrimoine bâti.

Le groupe de travail a pu mener un travail de fond sur l'ensemble de ces thématiques, qui ont irrigué la conception du projet communal. Ces réflexions ont fait l'objet d'une réunion de rendu et d'échanges le 26 Avril 2016.

■ Groupe de travail « Habitat et cadre de vie »

Un groupe de travail porteur des enjeux patrimoniaux a été réuni le 26 Janvier 2016. Ce groupe avait pour objectifs de travail :

- de consulter, compléter et amender les parties du diagnostic territorial consacrées à l'habitat et au cadre de vie,
- de recenser les logements vacants et les bâtiments susceptibles de changer de destination,
- de proposer une perspective démographique à long terme et de réfléchir à l'articulation spatiale de cet objectif.

De façon très concrète, ce groupe a permis d'abonder la réflexion du Conseil Municipal sur les capacités de mutation et de densification des espaces bâtis, sur la perspective démographique à retenir et les lieux pouvant servir de support à ce développement. Ces réflexions ont fait l'objet d'une réunion de rendu et d'échanges le 26 Avril 2016.

▪ Groupe de travail « Développement économique »

Un groupe de travail porteur des enjeux économiques a été réuni le 26 Janvier 2016. Ce groupe avait pour objectifs de travail :

- de consulter, compléter et amender la partie du diagnostic territorial consacrée au contexte économique de la commune,
- de recenser les besoins des acteurs économiques : commerçants, artisans et PME,
- de réfléchir aux actions à mener en matière de développement économique.

Le travail mené par ce groupe a permis de faire le point sur le potentiel d'emplois présents sur la commune. Cette approche concrète a fait l'objet d'une réunion de rendu et d'échanges le 26 Avril 2016.

L'ensemble des travaux menés au sein des groupes de travail a permis une réelle démarche participative qui a alimenté la réflexion des élus sur les besoins de la population.

Concertation spécifique avec les agriculteurs

Une concertation spécifique a été conduite avec les agriculteurs lors d'une réunion le 23 Novembre 2015 pour expliquer le contexte juridique du Plan Local d'Urbanisme et ses implications pour l'activité agricole, notamment au regard des enjeux environnementaux.

À la suite de cette première réunion, un questionnaire a été remis à chaque agriculteur exploitant des terres sur la commune afin que ceux-ci puissent préciser les enjeux liés à leur exploitation et, le cas échéant, les projets qu'ils pourraient souhaiter développer. Quinze réponses ont été données à fin Décembre 2015 et ont permis d'alimenter le diagnostic agricole, ainsi que l'établissement du zonage pour protéger l'activité agricole.

Définition des orientations du projet et information de la population

Au global, les données recueillies pendant l'élaboration participative du document d'urbanisme ont permis de compléter et d'enrichir le diagnostic territorial et environnemental et de construire le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

C'est sur la base de ces orientations que le Plan Local d'Urbanisme a été élaboré et que les autres pièces du dossier ont été constituées (orientations d'aménagement et de programmation, règlement, règlement graphique).

Concertation avec les partenaires institutionnels

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables a également été conçu en concertation avec les Services de l'État et de Grand Poitiers Communauté urbaine. Deux réunions de travail sur le PADD, et sur les autres outils réglementaires ont été organisées les 20 Octobre 2016 et 19 Janvier 2018.

Ces mêmes pièces ont été présentées aux Personnes Associées lors d'une réunion, le 21 Février 2018.

Réunions publiques

Deux réunions publiques de présentation du projet à la population ont été organisées, l'une le 20 Octobre 2016 sur la base des grandes orientations du PADD, l'autre le 13 Juillet 2018 sur la base du projet en passe d'être arrêté.

Les participants ont eu l'occasion de soulever des observations ou de poser des questions au cours de ces réunions publiques d'information.

DÉFINITION DU PROJET DE TERRITOIRE

■ DÉVELOPPEMENT DE L'HABITAT : BESOINS POTENTIELS ET OBJECTIFS CHIFFRÉS

Besoins en habitat induits par le desserrement des ménages

■ Méthodologie employée

Les évolutions sociétales en cours depuis plusieurs décennies (vieillesse de la population, développement du célibat et/ou des familles monoparentales, nouvelles organisations familiales...) sont à l'origine d'une **diminution régulière et quasi-continue de la taille des ménages**, c'est-à-dire du nombre moyen de personnes par logement. Ce phénomène est appelé « desserrement des ménages » ou également « décohabitation ». Dans une étude prospective publiée en 2012²² et réalisée en collaboration avec la DREAL Nouvelle-Aquitaine, l'INSEE estime qu'en 2030, 42% des ménages du Poitou-Charentes ne seront constitués que d'une seule personne.

À volume de population égale, le besoin en logements augmente ainsi structurellement avec le temps. Concrètement, si la population de la commune ne variait pas, les changements de modes de vie et l'évolution « naturelle » du parc de logements entraînerait une nécessité, plus ou moins importante, de construire des logements pour maintenir le niveau de la population. Le niveau minimum de ces logements à construire est identifié sous le terme de « point mort ».

Celui-ci est estimé à partir d'un exercice de prospective visant à déterminer l'évolution tendancielle de la taille moyenne des ménages à partir des données des périodes censitaires précédentes.

Concrètement, l'évolution de la taille des ménages est analysée à plusieurs échelles (commune, intercommunalité, département) à partir des données INSEE des recensements de 1999 et 2015. Cette tendance sur 15 ans est prolongée sur la période d'application du Plan Local d'Urbanisme (2019/2029). C'est une **tendance dite « au fil de l'eau »**, hors intervention de la collectivité en matière de redressement démographique ou de production de logements.

Évolution de la taille des ménages et projection « au fil de l'eau »

Hypothèse de taille des ménages	1999 (INSEE)	2015 (INSEE)	2019 (« fil de l'eau »)	2029 (« fil de l'eau »)
Commune de Coulombiers	2,76	2,48	2,46	2,29
Aire urbaine de Poitiers	2,32	2,16	2,12	2,02
Département de la Vienne	2,35	2,17	2,13	2,02

■ Hypothèse retenue

La taille des ménages est en diminution notable à Coulombiers entre 1999 et 2015 en raison d'une augmentation modérée de la population (1 017 habitants en 1999, 1 149 habitants en 2015) et d'une augmentation importante du nombre de résidences principales (369 résidences en 1999, 463 résidences en 2015).

²² Source : INSEE et DREAL Poitou-Charentes, *revue Décimal* n°317 (Juin 2012).

En moyenne, la taille des ménages a diminué de 0,017 personnes par logement et par an entre 1999 et 2015.

Sur la période 2019/2029, l'hypothèse d'une poursuite de l'évolution de la taille des ménages « au fil de l'eau » est retenue, soit une taille des ménages évaluée à 2,29 personnes par logement en 2029. Ce coefficient est supérieur à celui de l'aire urbaine de Poitiers et à celui du département de la Vienne (2,02 sur ces deux espaces).

La formule de calcul appliquée pour calculer les besoins induits par le desserrement des ménages (D) est la suivante : $(D) = (Population\ 2019 / Taille\ des\ ménages\ 2029) - Résidences\ principales\ 2019$.

- Population 2019 à Coulombiers = 1 186
- Tailles des ménages en 2029 = 2,29
- Résidences principales 2019 à Coulombiers = 482

Besoins en logements induits par le desserrement des ménages pour maintenir une population constante sur la commune (« point mort »)	36 logements
--	--------------

Besoins en habitat induits par l'objectif démographique

Au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, une volonté de développement démographique mesuré est affichée par l'équipe municipale. Elle reste cohérente au regard de la situation globale de la commune et de son évolution récente. L'hypothèse de croissance démographique de 10% sur 10 ans est retenue, soit environ **119 habitants supplémentaires** et une perspective démographique de 1 305 habitants à l'horizon 2029.

Sur la base de ces deux points, le point de référence pris en compte est un taux moyen d'occupants à 2,29 personnes par logement, comme abordé ci-avant.

La formule de calcul appliquée pour calculer les besoins induits par l'objectif démographique (O) est la suivante : $(O) = Habitants\ supplémentaires / Taille\ des\ ménages\ 2029$.

Besoins en logements induits par l'objectif démographique pour accueillir environ 119 habitants supplémentaires	52 logements
---	--------------

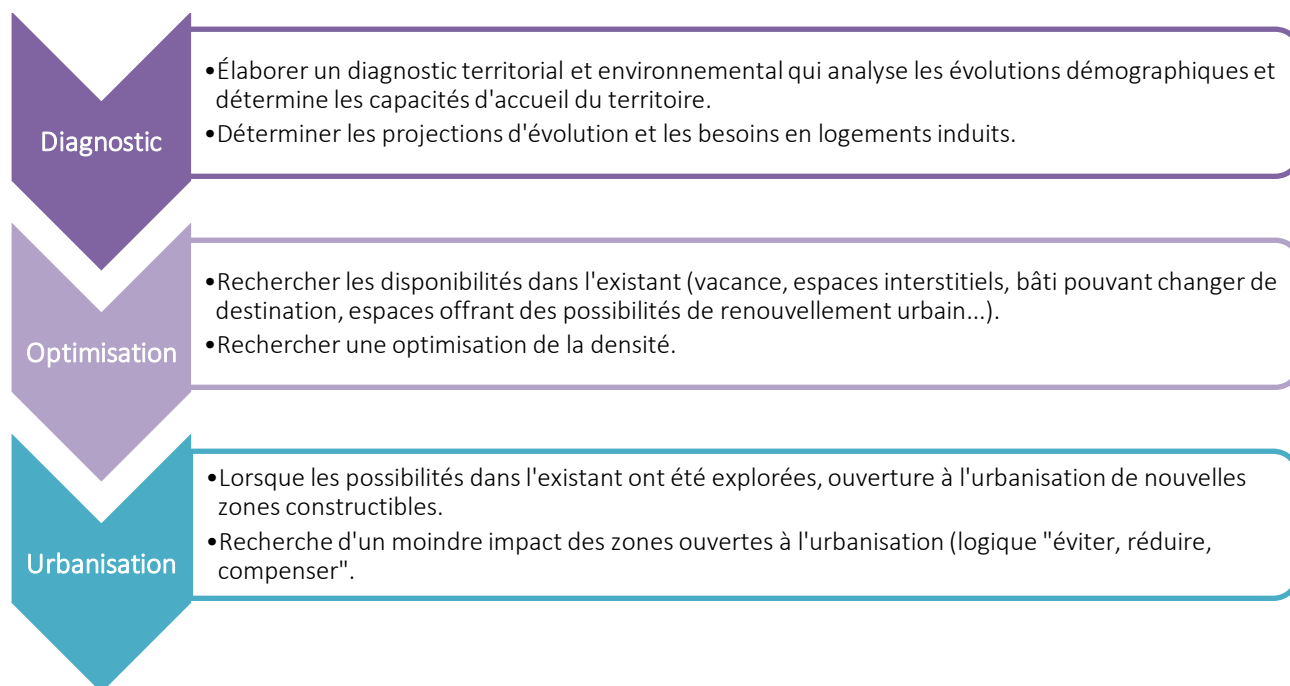
Total des besoins

Le cumul des besoins liés à la tendance structurelle de desserrement des ménages et à la volonté de d'un développement démographique mesuré de la commune correspond au total des besoins en logements porté par le Plan Local d'Urbanisme.

Total des besoins induits par le desserrement des ménages et l'objectif démographique porté par le Plan Local d'Urbanisme	Desserrement des ménages		Objectif démographique	
	36 logements	+	52 logements	= 88 logements

■ RÉPONSE AUX BESOINS

La réponse aux besoins portés par le projet de Plan Local d'Urbanisme suit une démarche itérative visant à modérer la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, et à lutter contre l'étalement urbain. Cette démarche itérative est résumée ci-dessous.



À Coulombiers, et dans le sens de cette logique itérative, la réponse aux besoins est résolue à quatre niveaux.

■ La reprise des logements vacants

Sur 35 logements vacants recensés par l'INSEE en 2015, une **hypothèse de reprise de 11 logements** est émise, soit une mobilisation de 30% de l'ensemble.

■ La finalisation des opérations d'aménagement en cours

Un potentiel d'environ **27 logements** a été identifié dans le cadre des opérations d'habitat en cours d'achèvement, au niveau du lotissement « Les Barbotins ».

■ La reconquête des espaces interstitiels

Comme évoqué ci-avant (cf. chapitre « Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis » ci-avant), plusieurs sites inclus dans la trame bâtie du Bourg et des villages et hameaux de « La Gaucherie », « La Guesserie », « La Richardière » et « Maueptuis » et offrent un potentiel d'accueil qui mérite d'être mobilisé. Le potentiel total a été estimé à 13 logements.

Sur cette base, une **hypothèse de réalisation de 4 logements en espaces interstitiels** est émise, soit une mobilisation de 30% de l'ensemble. Ce taux est conforme à ce qui est observé en matière de rétention à l'échelle du SCoT du Seuil du Poitou, en cours d'élaboration, et sert de base aux projections à cette échelle.

■ Changement de destination en zones agricole ou naturelle

Sur 34 logements identifiés comme susceptibles de changer de destination par la collectivité, une **hypothèse de changement de destination de 10 logements** est émise, soit une mobilisation de 30% de l'ensemble.

- **L'extension du bâti (zones à urbaniser)**

Compte-tenu des efforts de mobilisation décidés pour la reprise de vacance, l'achèvement d'opérations en cours, la reconquête des espaces interstitiels et le changement de destination en zone agricole ou naturelle (soit un **potentiel total de 52 logements, correspondant à 59,1% des besoins initiaux**), les besoins induits par le projet de Plan Local d'Urbanisme ne sont pas pleinement satisfaits et nécessitent le recours à des extensions de l'urbanisation, comme développé ci-dessous.

Correspondance entre objectif démographique et besoins en logements

Objectif démographique	Besoin initial en logements	Réponse aux besoins dans une logique de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain				Zones « AU » hors enveloppe bâtie (extension)
		Reprise de vacance	Opérations d'habitat en cours de finalisation	Mobilisation d'espaces interstitiels	Changement de destination	
Hausse modérée (+10%, soit environ +119 habitants)	88	11	27	4	10	32

Le projet de PLU définit une réponse légèrement inférieure aux besoins (potentiel de 84 logements pour un besoin initial de 88 logements) mais met en œuvre une zone ouverte à l'urbanisation à long terme « 2AU » permettant la réalisation d'un projet ultérieur de développement, dans une logique de développement phasée dans le temps.

Le secteur retenu pour l'extension du bâti était déjà ouvert à l'urbanisation au Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2004 (sous la forme de deux zones « AUa » et « AUb »), à savoir le secteur du « Grand Champ ».

L'extension envisagée à court terme est localisée en continuité immédiate de la trame bâtie existante et en partie Ouest du Bourg. Il s'agit d'un espace ne présentant pas d'enjeux environnementaux.

Le secteur « 2AU », situé en continuité de la seule zone ouverte à l'urbanisation à court terme, nécessite une approche plus longue dans le temps, notamment quant à sa vocation et ses possibilités.

▪ ENJEUX DE DENSITÉ EN MATIÈRE D'HABITAT

Il importe, dans le contexte du développement durable et des objectifs de moindre consommation d'espace, de porter une attention spécifique à la mise en œuvre d'une certaine densité urbaine.

Cette démarche s'appuie sur l'analyse concrète du tissu urbain existant (cf. chapitre « L'organisation des espaces bâtis », ci-avant). Le tissu pavillonnaire s'est constitué sur la base d'opérations d'ensemble et d'initiatives individuelles intégrées à la trame urbaine. Au global, c'est un tissu urbain assez disparate qui a émergé, avec des secteurs peu denses (8 à 10 logements/hectare en densité brute sur les opérations d'habitat des années 1980 à 2000) à plus denses (15 logements/hectare en densité brute sur l'opération des « Barbotins » et des espaces vides interstitiels.

L'enjeu est que se constitue une trame urbaine cohérente, qui renforce la densité tout en portant attention à la qualité du bâti produit. Il est également primordial d'éviter des surdensités socialement discriminantes.

La qualité urbaine résulte en effet d'un bon équilibre entre espaces privés et lieux publics. En contexte pavillonnaire, si tous les enjeux des espaces publics sont correctement intégrés (gestion de l'eau,

stationnement collectif, espaces de jeux, de détente, de rencontre, aménagements paysagers...), c'est environ 20% à 30% de la surface de l'opération qui est mobilisée. C'est ce premier pourcentage qui est retenu, en ordre de grandeur, pour le secteur ouvert à l'urbanisation au projet de PLU, avec une adaptabilité selon les conceptions.

Le tableau ci-après traduit le travail effectué lors de la définition du projet urbain, notamment en ce qui concerne la réflexion conduite dans le choix des secteurs ouverts à l'urbanisation.

Synthèse des zones ouvertes à l'urbanisation au regard de la densité de l'habitat

Secteur ouvert à l'urbanisation	Surface	Nombre de logements envisagés	Densité brute ²³	Part indicative des espaces publics	Densité nette ²⁴
Urbanisation à court terme (secteur « 1AUh »)					
« Le Grand Champ »	1,61 ha	32 logts	19,9 logts/ha	20%	24,9 logts/ha
Urbanisation à long terme (secteur « 2AU »)					
« La Grande Chaintre »	2,34 ha	À déterminer ultérieurement selon la/les vocation(s) du secteur			

Pour le secteur envisagé à l'urbanisation à court terme, la densité brute estimée est de 19,9 logements/hectare et de 24,9 logements/hectare en densité nette, soit une taille moyenne de parcelles de 402 m² hors espaces publics et voiries, et de 502,5 m² en tenant compte des espaces publics.

■ Mise en perspective à l'échelle régionale

En prenant appui sur l'étude menée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine en Décembre 2015²⁵, il est possible de mettre en perspective ces données. Ainsi, les constats suivants ont été dressés en Janvier 2011, sur la base de l'analyse des fichiers fonciers 2011 de la DGFIP :

- La densité nette moyenne était de 9,2 logements/hectares sur l'ensemble de l'ancienne région Poitou-Charentes.
- 80% des intercommunalités (dans leur configuration 2015) avaient des densités résidentielles nettes inférieures à 9,0 logements/hectare.
- La Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers (dans sa configuration 2015, soit 12 communes) présentait une densité nette de 21,2 logements/hectare.

■ Mise en perspective à l'échelle du SCoT en élaboration

La réflexion conduite dans le cadre du SCoT du Seuil du Poitou, en cours d'élaboration, fait le constat d'une densité différenciée entre les différents espaces présents au sein du périmètre du SCoT : *« Des opérations récentes dans l'espace urbain aggloméré, dont les densités peuvent atteindre 40 à 60 logements à l'hectare (densité brute), tandis que ces densités avoisinent 18 à 26 logements/hectare dans les plus grosses communes périurbaines et dépassent plus rarement les 10 logements/hectare en espace rural ou rural ».*

Le PADD en projet²⁶ fixe ainsi, au sein de son objectif 3.2.2, l'orientation suivante : *« Un effort de densification à fournir par tous les territoires, mais différencié selon leur dynamique de développement : une*

²³ La densité brute exprime le nombre de logements sur la totalité de la surface prise en compte.

²⁴ La densité nette exprime le nombre de logements sur la surface effectivement allouée à l'habitat, déduction faite des espaces publics, pour tenir compte des voies de desserte, des espaces de régulation des eaux, des espaces jeux, du stationnement, etc.

²⁵ Étude DREAL Poitou-Charentes *Gestion économe de l'espace, quels indicateurs pour la planification intercommunale ?*, collection « L'essentiel » n°2015-02.

²⁶ Version 2 du PADD, présentée en Comité syndical le 20 Juin 2018.

densification plus forte en espaces urbains agglomérés et en couronne périurbaine que dans les espaces ruraux du territoire du SCoT ».

Les perspectives de densité portées par le projet de PLU de Coulombiers, commune rurale présentant à la fois un caractère périurbain et rural, ayant rejoint la Communauté urbaine du Grand Poitiers en 2017, se situent donc parfaitement dans les enjeux de densification portés à l'échelle départementale.

■ DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES : BESOINS POTENTIELS

Le potentiel économique communal est diversifié.

Le centre-bourg offre un niveau d'équipement en commerces et en services adapté aux besoins de la population. Ce potentiel est concrétisé et pérennisé à travers la définition d'une « centralité commerciale » (cf. justifications des orientations d'aménagement et de programmation et des dispositions réglementaires, ci-après).

Le site de « La Pazioterie » a permis l'accueil d'entreprises et offre encore un potentiel d'accueil à valoriser. Le projet de création d'un parc photovoltaïque nécessite toutefois une extension du site (0,56 hectare environ), au Nord de la zone et dans le prolongement de celle-ci.

Cette perspective permettra de compléter le projet économique sur le territoire. La production d'énergie renouvelable est en cohérence avec les enjeux du développement durable.

MESURES DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

■ MESURES DE RÉDUCTION DE LA CONSOMMATION D'ESPACE

Consommation d'espace passée

Pour rappel des données exposées ci-avant (chapitre « Analyse de la consommation d'espace, bilan du document d'urbanisme précédent »), **entre 2004 et 2017, la consommation d'espace pour la réalisation de 86 logements s'est élevée à 11,38 hectares**. Ces logements ont donc mobilisé 1 185 m² par parcelle en moyenne, espaces publics compris, ou 1 005 m² hors voiries et espaces publics. À cette consommation d'espace pour l'habitat s'ajoute la mobilisation de 30,40 hectares (espaces publics compris) pour le développement de la zone d'activité économique de « La Pazioterie », dans le cadre intercommunal.

Au global, le document d'urbanisme en vigueur a mobilisé 41,78 hectares de foncier pour le développement de l'habitat et des activités économiques.

Objectifs chiffrés portés par le projet de Plan Local d'Urbanisme

■ Pour le développement économique

Le projet de PLU prévoit une mobilisation de 0,56 hectare de foncier en secteur de développement économique, au niveau de la zone d'activité économique de « La Pazioterie », pour la réalisation d'un projet photovoltaïque. Sur le plan des activités économiques, des disponibilités subsistent sur cette même zone et ne nécessitent pas de mobilisation supplémentaire de foncier.

■ Pour le développement de l'habitat

Afin de répondre aux enjeux identifiés dans le diagnostic et de mettre en œuvre les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, la commune de Coulombiers prévoit :

- La reprise de 11 logements vacants sur les 35 identifiés²⁷ (hypothèse de mobilisation de 30%).
- L'implantation de 27 logements dans le cadre des espaces en cours de développement (lotissement « Les Barbotins », en cours d'achèvement, au sein duquel des disponibilités restent présentes).
- L'implantation de 4 logements en espaces interstitiels du Bourg et des principaux villages (hypothèse de mobilisation de 30% des 13 logements potentiels identifiés en espaces interstitiels, sur la base d'une approche « de type OAP »).
- La mobilisation de 10 bâtiments identifiés au plan de zonage comme pouvant changer de destination en zone agricole ou naturelle sur les 33 repérés (hypothèse de mobilisation de 30%).
- L'implantation de 32 logements dans une zone ouverte à l'urbanisation à court terme, faisant l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation, en extension immédiate du Bourg.

²⁷ Source : Recensement INSEE 2015.

- Pour un projet urbain à long terme, à définir

Au Sud-Ouest du Bourg, un secteur de projet est défini à long terme. Le secteur, bien localisé, porte des contraintes. Ses usages futurs restent à définir.

- Synthèse

Dans les 10 prochaines années et au-delà, une mobilisation de 12,35 hectares de foncier est attendue, pour le développement de l'habitat, la définition d'un secteur de projet à urbaniser ultérieurement et la réalisation d'un projet photovoltaïque en site de développement économique, soit une réduction de 70,4% du volume foncier mobilisé.

L'ouverture à l'urbanisation ne représente que 5,08 hectare par rapport aux espaces d'ores et déjà ouverts à l'urbanisation par le Plan Local d'Urbanisme approuvé en 2004.

Sur ce volume de 12,35 hectares, la **consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers attendue est de 8,99 hectares**. La diminution significative du rythme de consommation d'espace, de 41,78 hectares entre 2004 et 2017 à 8,99 hectares entre 2019 et 2029 (soit une baisse de 78,5%) constitue l'objectif de modération de la consommation d'espace fixé par la commune de Coulombiers dans l'application de son projet d'urbanisme.

Pour la zone à urbaniser à court terme, une surface moyenne de 402 m² par parcelle est retenue (502,5 m² en tenant compte des espaces publics et voiries), soit une densité nette de 24,9 logements/hectare. Par comparaison avec les 1 005 m² par parcelle lotie constatés entre 2004 et 2017 (1 185 m² en tenant compte des espaces publics et voiries), la taille moyenne des parcelles est en diminution de 60,0% (de 57,6% en tenant compte des espaces publics et voiries).

Synthèse des objectifs au regard de la consommation d'espace

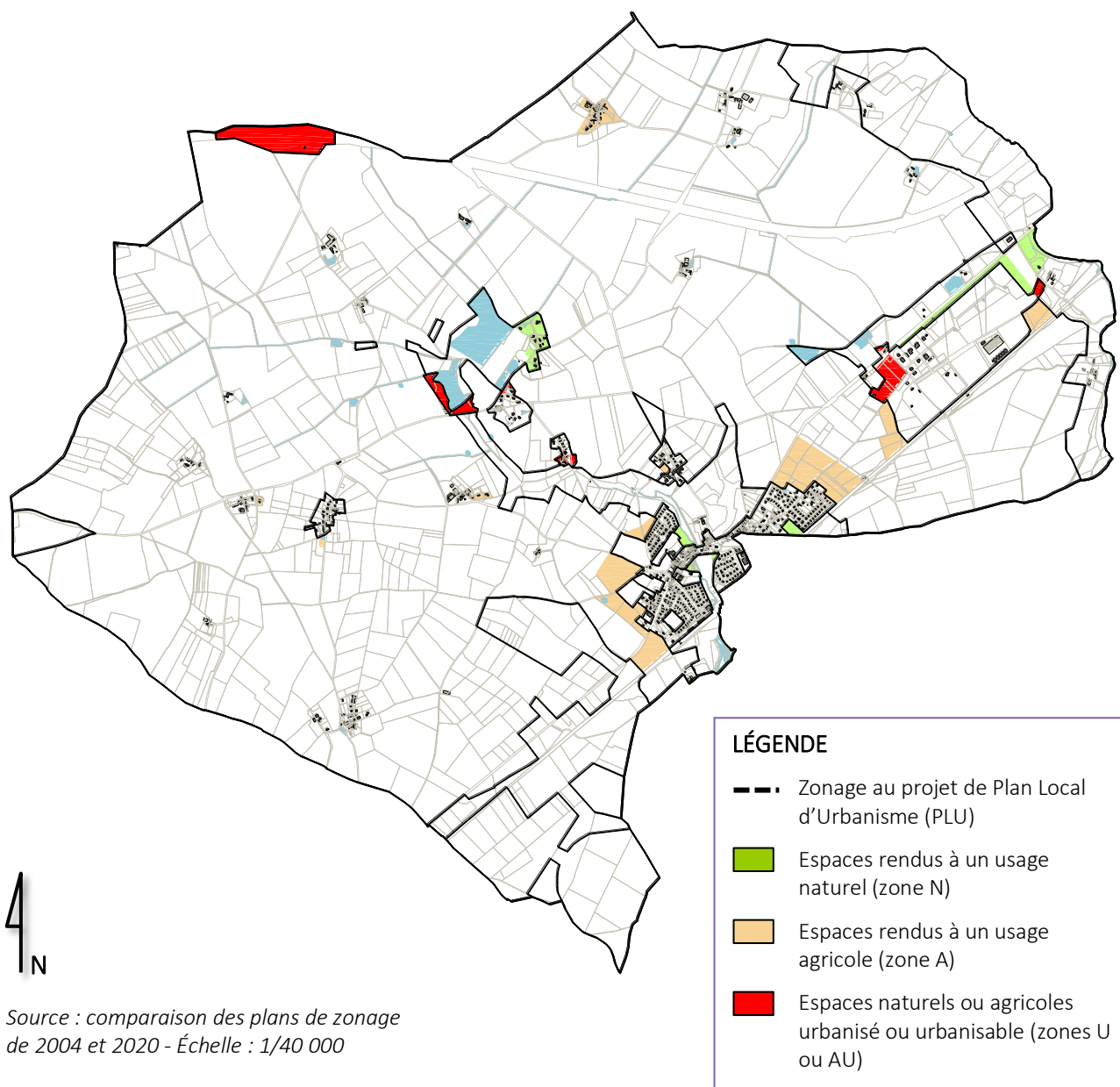
Développement	Nombre de constructions	Foncier mobilisé		Dont ouverture à l'urbanisation	Dont consommation d'espace
		Total terrains d'assiette	Surface par parcelle lotie ²⁸		
PÉRIODE PASSÉE 2004/2014					
Habitat Bourg	78	7,94 ha	1 018 m²		11,38 ha
Habitat hameaux	18	3,44 ha	1 911 m²		
Dévelop. économique		30,40 ha			30,40 ha
Total période passée	96	41,78 ha	1 185 m²		41,78 ha
PÉRIODE 2019/2029 (PROJET DE PLU)					
Développement de l'habitat					
Reprise de vacance	11	0,00 ha	nc.	0,00 ha	0,00 ha
Achèvement d'opérations	27	1,52 ha	nc.	0,00 ha	0,00 ha
Espaces interstitiels	4	2,30 ha	nc.	0,50 ha	0,50 ha
Changement de destination	10	0,00 ha	nc.	0,00 ha	0,00 ha
Habitat neuf court terme	32	1,61 ha	502 m²	0,00 ha	1,61 ha
Développement économique et développement à long terme					
Secteur de projet long terme		2,34 ha		0,00 ha	2,30 ha
Développement économ.		4,58 ha		4,58 ha	4,58 ha
Total projet de PLU	79	12,35 ha	502 m²	5,08 ha	8,99 ha

²⁸ Surface par parcelles lotie calculée en tenant compte des espaces publics et voiries.

■ MESURES DE LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a constitué l'opportunité de mettre en œuvre de manière très concrète le principe de gestion économe des sols, notamment en adaptant la superficie des différentes zones aux besoins réels de développement résidentiel et économique. Cette évolution du document d'urbanisme se traduit par une diminution significative de la consommation d'espace potentielle autorisée dans le droit des sols. Les cartes ci-après permettent de visualiser ces évolutions.

Évolution de zonage en matière de droit des sols entre le PLU de 2004 et le projet de PLU

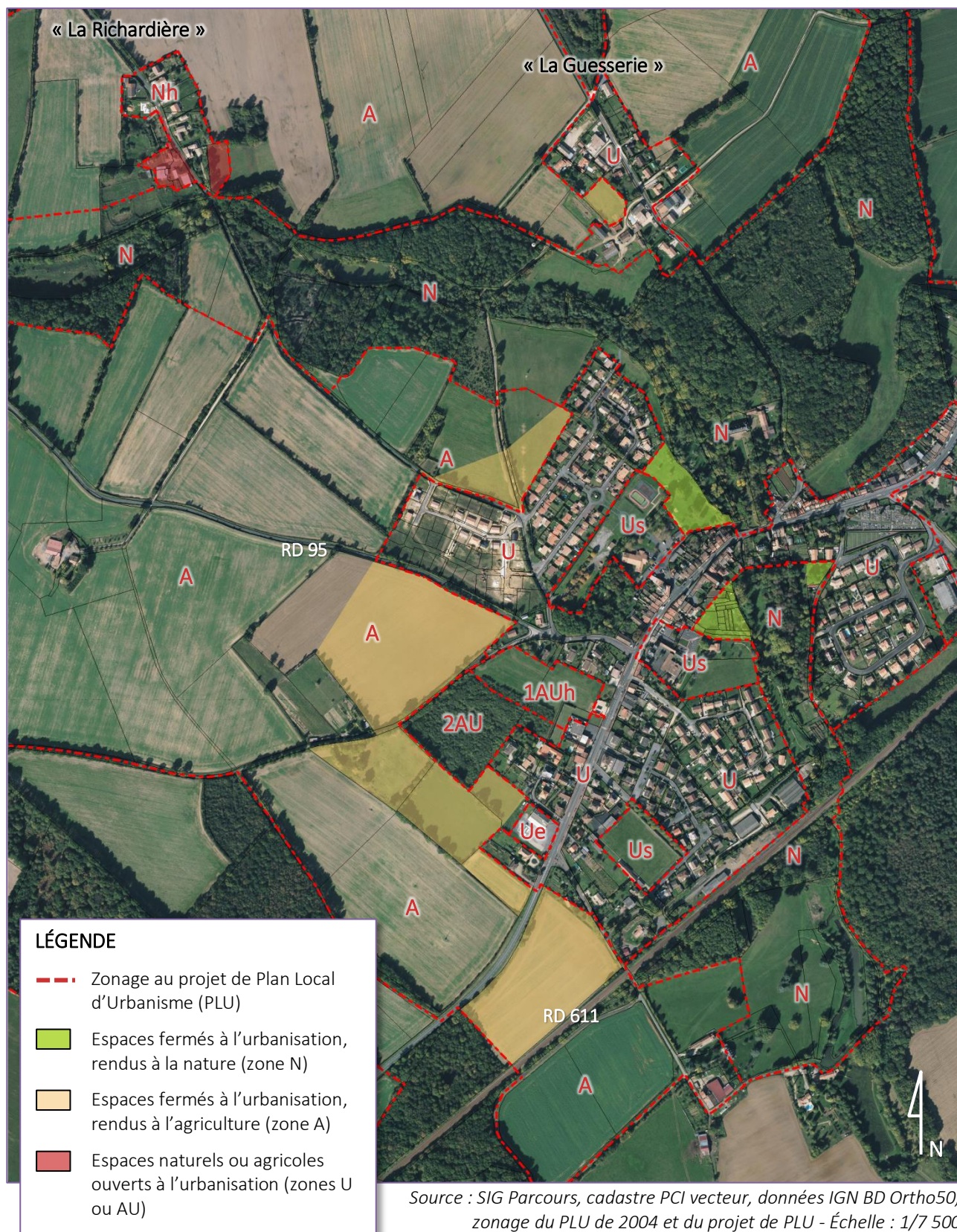


Évolution de l'urbanisation à l'Ouest du Bourg de Coulombiers, du village de « La Guesserie » et du hameau de « La Richardière »

Au Sud-Ouest du Bourg, en entrée de celui-ci et au Sud de la RD 611, un secteur urbanisable à vocation économique « AUa* » au PLU de 2004 n'est pas reconduit, les activités économiques d'importance, notamment industrielles, étant concentrées sur la ZA intercommunale de « La Pazioterie » et les commerces, services de proximité et entreprises étant autorisés par le règlement du projet de PLU en secteur urbain « U » ou urbain à vocation économique « Ue » dès lors qu'ils ne génèrent pas de nuisance spécifique.

Directement au Nord de cet espace et au Nord de la RD 611, les limites du secteur « U » sont reculées pour correspondre au bâti existant en bord de voie. Au Nord-Ouest, un secteur « AUb » au PLU de 2004 n'est pas reconduit. Ce sont les secteurs « 1AUh » et « 2AU » attenants qui concentrent, au projet de PLU, la réponse de la collectivité aux besoins en habitat, après mobilisation des espaces interstitiels du Bourg et du potentiel de reprise de vacance, et pour le développement à long terme.

Évolution de l'urbanisation à l'Ouest du Bourg de Coulombiers, du village de « La Guesserie » et du hameau de « La Richardière »



Le secteur situé au Sud de la RD 95 et du lotissement « Les Barbotins », est reclassée en secteur agricole « A ». Au Nord du lotissement « Les Barbotins », en voie d'achèvement, les limites d'un autre secteur « AUb » prévu au PLU de 2004 sont restreintes et les espaces ainsi dégagés reclassés en zone agricole.

Enfin, au cœur du Bourg, trois secteurs initialement classés en zone urbaine au PLU de 2004 sont reclassés au projet de PLU en secteur naturel « N » pour préserver la coulée verte que représentent les abords du *Ruisseau du Palais*.

- **Village de « La Guesserie »**

Au Nord du Bourg, une partie Sud-Ouest du secteur « U » du village de « La Guesserie » est reclassée en zone agricole pour limiter la consommation d'espace potentielle sur ce village.

- **Hameau de « La Richardière»**

Au Nord-Ouest du Bourg, une partie du hameau de « La Richardière » est ouvert à l'urbanisation (0,91 hectare) sous forme d'un secteur naturel à vocation d'habitat « Nh » pour tenir compte, au Sud-Ouest, du caractère bâti des lieux et de la disparition d'une exploitation agricole et, au Sud-Est, de la présence d'un espace interstitiel pouvant être mobilisé pour le développement de l'habitat en densification du hameau.

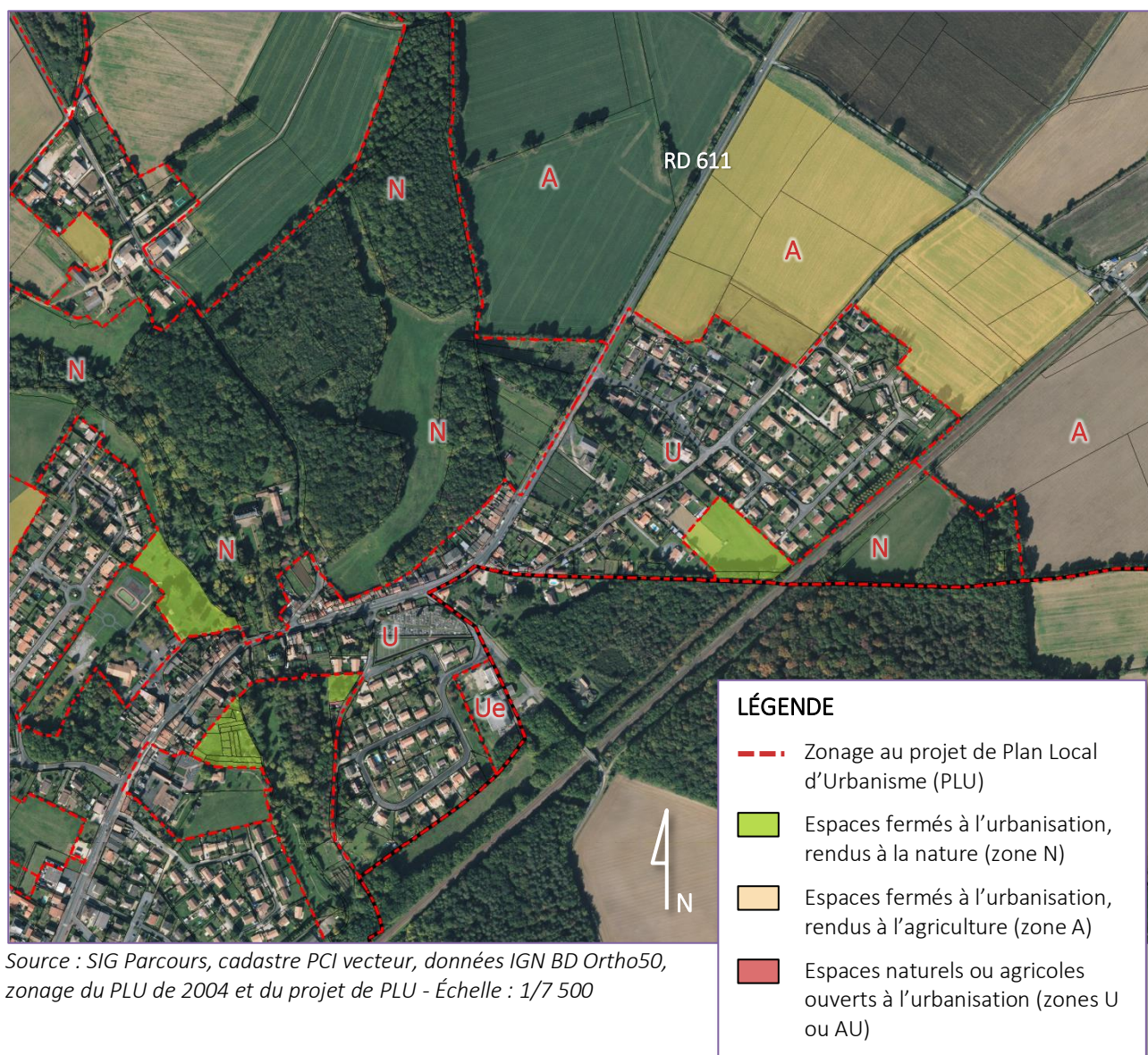
Évolution de l'urbanisation à l'Est du Bourg de Coulombiers

À l'Est du Bourg, en limite avec la commune de Marçay, un espace naturel au contact avec les Bois de La Floctrie, classé en secteur urbanisable à court terme « AUa » au PLU de 2004, est reclassé en secteur naturel « N ».

En limite Nord-Est des espaces bâtis du Bourg, un très vaste secteur classé urbanisable à long terme « AUb » au PLU de 2004 (13,6 hectares environ) n'est pas reconduit. Ces espaces sont reclassés au projet de PLU en zone agricole pour limiter la consommation d'espace et l'étalement urbain.

Globalement, aux abords du Bourg, les seuls changements apportés aux conditions d'occupation des sols par rapport au document d'urbanisme actuellement opposable concernent des reclassements en zone agricole ou naturelle. Seules les limites du hameau de « La Richardière » présentent une ouverture à l'urbanisation réduite (0,67 hectare) par adaptation des limites de l'enveloppe urbaine à la réalité du bâti et définition d'un espace interstitiel.

Évolution de l'urbanisation à l'Est du Bourg de Coulombiers



Évolution de l'urbanisation en secteur autoroutier

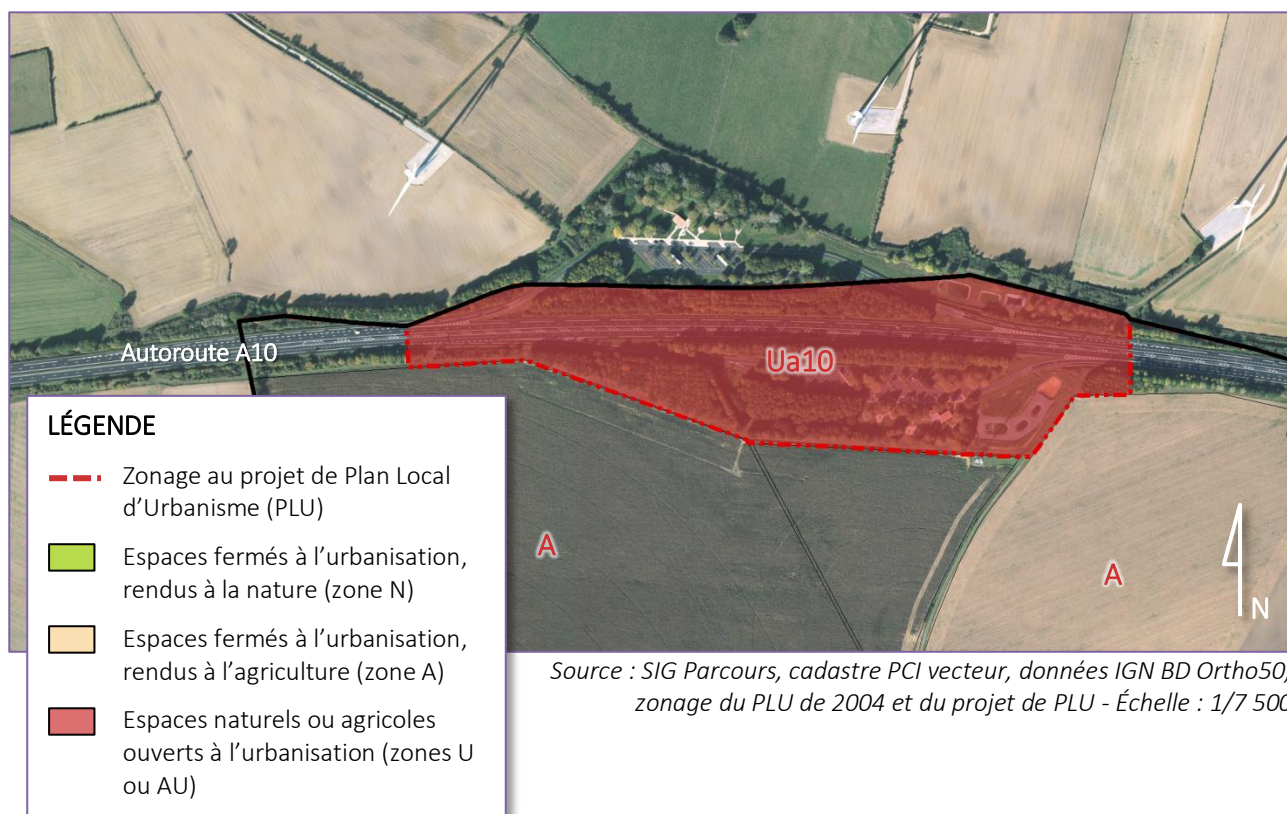
En limite Nord-Ouest de la commune, un secteur classé agricole « A » au PLU d'Avril 2004 est reclassé en secteur urbain autoroutier « Ua10 » au projet de PLU (12,02 hectares).

Il s'agit, comme cartographié ci-après, de l'aire de service « Coulombiers Sud » de l'autoroute A10, gérée par Autoroutes du Sud de la France (ASF). De toute évidence, la vocation du secteur n'est pas agricole, le secteur étant concédé au concessionnaire autoroutier.

Il s'agit donc d'une adaptation des règles du PLU (règlement graphique et règlement littéral) à la réalité du terrain. Le règlement autorise les locaux techniques sur ce nouveau secteur « Ua10 » et précise, en son article Ua10.5, que « les constructions et leurs extensions ne doivent pas, par leur aspect extérieur, porter atteinte à la sauvegarde des sites et des paysages ».

S'agissant d'une zone déjà urbanisée et en large partie artificialisée, elle ne constitue pas une zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan.

Évolution de l'urbanisation en secteur autoroutier



Évolution de l'urbanisation aux abords de la zone d'activités de « La Pazioterie »

La zone d'activités de « La Pazioterie », gérée dans un cadre intercommunal par Grand Poitiers Communauté urbaine, est inscrite comme pôle de développement économique au titre du SCoT du Seuil du Poitou. Les capacités résiduelles de développement de la zone sont donc maintenues au projet de PLU.

Plusieurs espaces font l'objet d'un changement de destination.

Au Sud-Ouest, une partie du secteur classé « AUB* » au PLU de 2004 est reclassée en secteur agricole « A ». La partie située au droit des entreprises existantes et de la RD 611 (3,92 hectares) est reclassée en secteur urbain à vocation économique « Ue » pour permettre un développement compact du tissu économique, en limitant la consommation d'espace.

Directement au Nord de la RD 611, un fond de parcelle (0,10 hectare) appartenant à une entreprises, classé naturel hameaux « Ne » au PLU de 2004, est également reclassé en secteur urbain à vocation économique « Ue » pour tenir compte de la réalité du terrain.

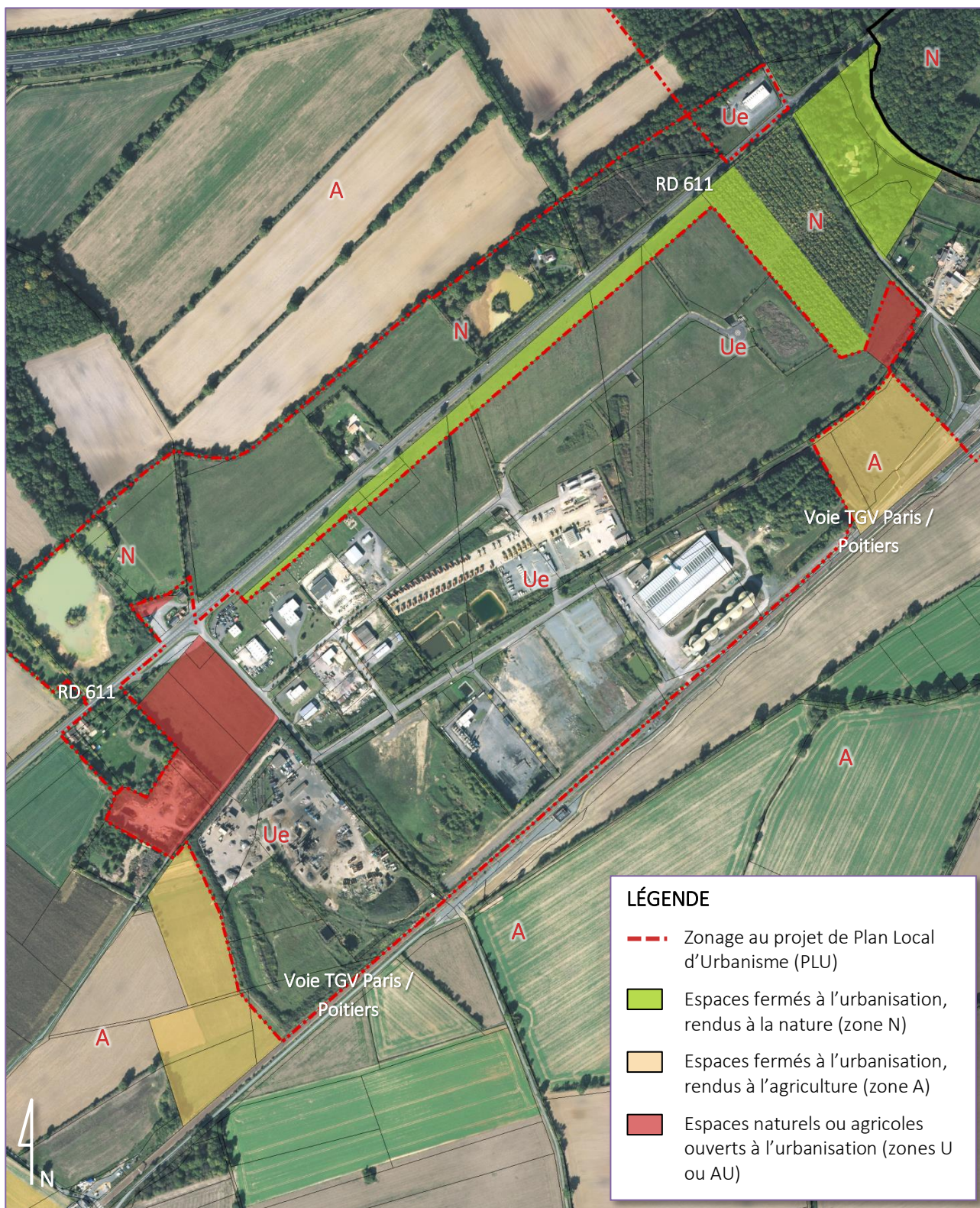
Le long de la RD 611 et au contact des espaces boisés au Nord-Est de la zone d'activités de « La Pazioterie », l'espace classé « AUa* » est reclassé en secteur naturel « N » pour maintenir une bande enherbée entre la zone d'activités et l'axe routier, ainsi que le contexte boisé au Nord-Est. De même, en limite Nord-Est de la commune, un secteur classé naturel hameaux « Ne » au PLU de 2004 est reclassé en secteur naturel « N ». Cette espace ne comporte en effet qu'une seule construction (sur une parcelle de 6 286 m²) et se trouve au contact des secteurs à enjeux du *Ruisseau de La Rhune* et de la Forêt de l'Épine (réservoir de biodiversité).

Au Nord-Est de la zone d'activité, un espace restreint (0,56 hectare), classé en secteur naturel « N » au PLU de 2004, est ouvert à l'urbanisation et reclassé en secteur urbain à vocation économique « Ue » au projet de PLU pour pouvoir permettre le développement d'un projet photovoltaïque.

Directement au Sud de cet espace, une vaste partie du secteur « AUa* » est reclassée en zone agricole pour limiter la consommation d'espace.

Globalement, aux abords de la zone d'activités, les principaux changements apportés aux conditions d'occupation des sols par rapport au document d'urbanisme actuellement opposable concernent des reclassements en zone agricole ou naturelle. Seuls trois espaces, de superficie diverse pour un total de 4,58 hectares, présentent une ouverture à l'urbanisation.

Évolution de l'urbanisation au niveau de la zone d'activités de « La Pazioterie »



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU de 2004 et du projet de PLU - Échelle : 1/7 500

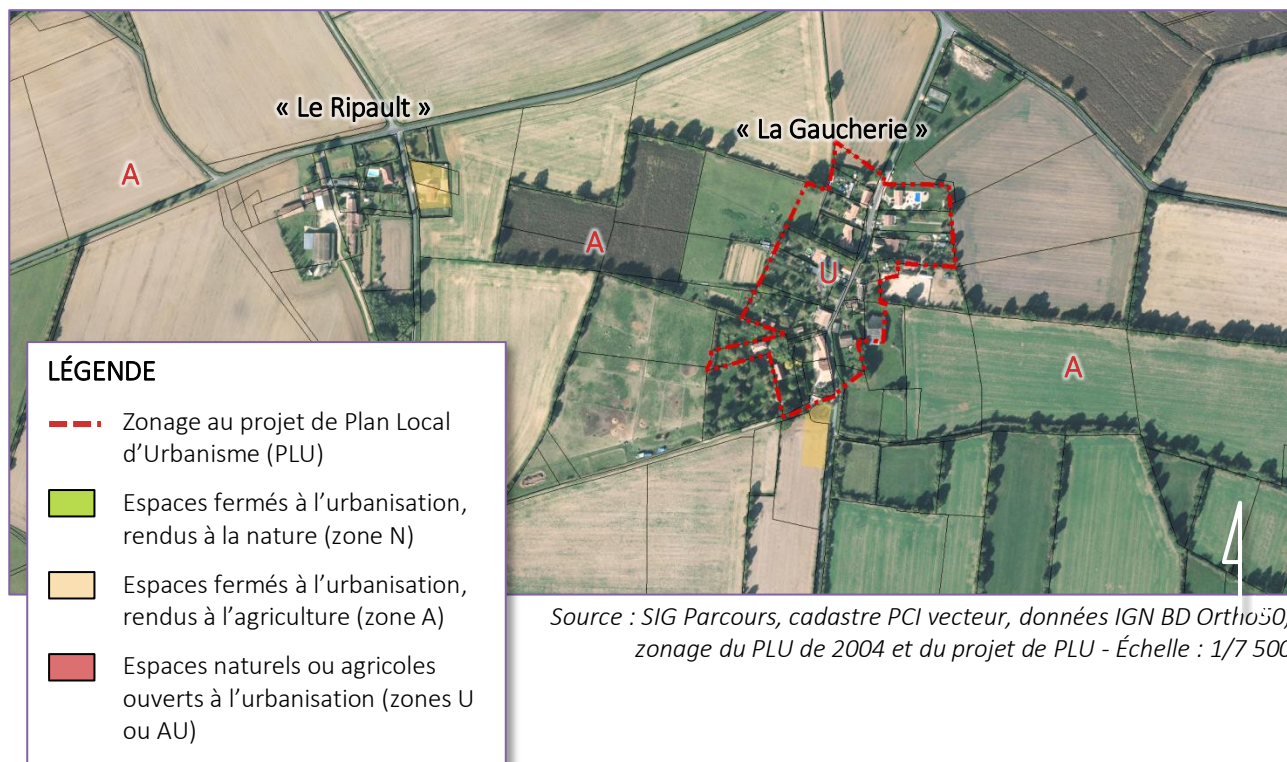
Évolution de l'urbanisation sur divers villages et hameaux

■ Village de « La Gaucherie » et hameau du « Ripault »

À l'Ouest du territoire communal, au Sud du village de « La Gaucherie », un espace en extension de l'enveloppe urbaine du village, classé en secteur urbain « U » au PLU de 2004, est reclassé en zone agricole.

À l'Est du hameau du « Ripault », un espace classé en secteur naturel hameaux « Ne » au PLU de 2004, est également reclassé en zone agricole.

Évolution de l'urbanisation aux abords du village de « La Gaucherie » et du hameau du « Ripault »



■ Hameau de « La Vitrierie »

À l'Est du hameau de « La Vitrierie », un espace classé en secteur naturel hameaux « Ne » au PLU de 2004, est également reclassé en zone agricole.

Évolution de l'urbanisation aux abords du hameau de « La Vitrierie »



▪ Hameaux de « Maupertuis » et « La Chouetterie »

Au Nord du hameau de « Maupertuis », classé en secteur naturel hameaux « Ne » au PLU de 2004, quelques parcelles bâties (0,27 hectare) sont intégrées à l'enveloppe du secteur naturel à vocation habitat « Nh ».

Un secteur naturel à vocation de loisirs « NL » est défini au Sud-Ouest des étangs de « Maupertuis » afin de permettre l'accueil d'activités légères de tourisme et de loisirs, en lien avec l'activité de pêche existant aux abords des étangs, sur une surface restreinte (2,76 hectares).

Au Nord, le hameau de « La Chouetterie », classé en secteur naturel hameaux « Ne » au PLU de 2004, est reclassé en zone naturelle.

Évolution de l'urbanisation aux abords des hameaux de « Maupertuis » et « La Chouetterie »



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU de 2004 et du projet de PLU - Échelle : 1/7 500

■ Hameau de « La Turpauderie »

Au Nord du territoire communal, Le hameau de « La Turpauderie », classé en secteur naturel hameaux « Ne » au PLU de 2004, est reclassé en zone agricole.

Évolution de l'urbanisation aux abords du hameau de « La Turpauderie »



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU de 2004 et du projet de PLU - Échelle : 1/7 500

Synthèse

Au total, sur le Bourg de Coulombiers et l'ensemble des villages et hameaux de la commune, l'évolution du zonage en matière de droit des sols œuvre en faveur d'une modération de l'étalement urbain et d'une limitation préventive de la consommation d'espace potentielle.

Seule une surface de 20,30 hectares est nouvellement urbanisée ou urbanisable au projet de PLU, principalement pour adaptation à la réalité du terrain (aire de service de l'autoroute A10). Cette surface est à mettre en rapport avec les 13,92 hectares rendus à un usage naturel et les 39,52 hectares rendus à un usage agricole.

Bilan de l'évolution du zonage en matière de droit des sols entre le PLU de 2004 et le projet de PLU

■ Espaces nouvellement urbanisés ou urbanisables	+ 20,30 hectares	Solde : - 33,14 hectares
■ Espaces rendus à un usage naturel (N)	- 13,92 hectares	
■ Espaces rendus à un usage agricole (A)	- 39,52 hectares	

Au global, la collectivité réduit sa consommation potentielle d'espaces agricoles et naturels et lutte contre l'étalement urbain en réduisant les surfaces urbanisées ou urbanisables de 33,14 hectares.

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS AU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

■ PRISE EN COMPTE DES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables de Coulombiers définit :

- les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
- les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble [...] de la commune.

La trame du document traite l'ensemble des thématiques prescrites par la Loi, en les regroupant selon des orientations générales qui constituent les choix de la collectivité en réponse aux grands enjeux qui concernent la commune en matière d'aménagement du territoire. La cohérence entre ces différentes approches est présentée ci-dessous :

Volet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (pilier du développement durable)	Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables débattu le 17/03/2017	Thématiques traitées au regard de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme
Volet environnemental	Protéger la richesse biologique du territoire	Orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
	Valoriser le cadre de vie	
	Intégrer les enjeux du réchauffement climatique	
Volet social	Maintenir la vitalité démographique	Orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs.
	Faire émerger un urbanisme structuré	
	Conforter le niveau d'équipements	

Volet du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (pilier du développement durable)	Orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables débattu le 17/03/2017	Thématiques traitées au regard de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme
Volet économique	Pérenniser le potentiel d'accueil d'entreprises	Orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs
	Soutenir le tissu commercial du centre-bourg	
	Accompagner le dynamisme de l'activité agricole	

■ EXPLICATION DES CHOIX RETENUS

Les différentes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables sont détaillées ci-après, mise en relation au regard des principes définis à l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme, et les moyens d'action définis par la collectivité pour leur mise en œuvre sont explicités.

Comme évoqué ci-avant (cf. chapitre « Démarche et historique d'élaboration du projet »), ce travail a été conduit à travers une phase de concertation renforcée. Les élus de la commune et les groupes de travail thématiques (« Habitat et cadre de vie », « Équipements services et loisirs », « Développement économique », « Trame verte et bleue ») ont travaillé pour élaborer des recommandations qui sont, pour l'essentiel, retranscrites dans les différentes orientations et dans les moyens d'action retenus au PADD.

Orientation n°1 - Protéger la richesse biologique du territoire

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de la biodiversité, en application des principes définis par l'alinéa 6 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ; [...] »

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de protection du cadre environnemental de la commune, sur la base des enjeux identifiés au diagnostic et de l'élaboration d'une Trame verte et bleue locale. Le choix de la collectivité tient par ailleurs compte du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de cinq moyens d'action :

- Protection, au titre des espaces boisés classés (article L.113-1 du Code de l'Urbanisme), et classement en zone naturelle, des boisements identifiés comme réservoirs de biodiversité au Schéma Régional de Cohérence Écologique. Protection, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme), des autres boisements et bosquets épars de la commune.

- Protection, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme), des mares identifiées à la Trame verte et bleue.
- Classement en zone naturelle des espaces participant aux corridors écologiques : vallée de *la Rhune*, vallon du *Ruisseau du Palais*, secteur du Bois de Coulombiers.
- Inscription, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme), des haies comportant un intérêt écologique.
- Classement majoritaire en zone naturelle des espaces à dominante humide, potentiellement indicateurs de la présence de zones humides.

Les moyens ainsi mis en œuvre vont permettre de protéger les éléments majeurs du potentiel écologique communal, dans une approche globale de gestion du territoire.

Orientation n°2 - Valoriser le cadre de vie

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de l'architecture et du cadre de vie, en application des principes définis par les alinéas 1 et 2 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre : [...]

b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;

d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ; [...]

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ; [...] »

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de protection du cadre architectural et paysager de la commune sur la base des enjeux identifiés au diagnostic.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de cinq moyens d'action :

- Renforcement du rôle du vallon du *Ruisseau du Palais* pour la détente et les loisirs dans le Bourg.
- Aménagement des espaces publics et organisation du stationnement.
- Inscription, au titre des espaces boisés classés (article L.113-1 du Code de l'Urbanisme), des arbres remarquables.
- Inscription, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme), des arbres intéressants, de haies et des boisements comportant un intérêt paysager.
- Inscription, au titre des éléments de paysage à protéger (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme), des chemins de randonnée et du petit patrimoine bâti comportant un intérêt patrimonial.

Les moyens ainsi mis en œuvre permettent d'agir en matière de cadre de vie, de façon complémentaire avec les enjeux écologiques, et en cohérence avec l'attente des habitants de la commune.

Orientation n°3 - Intégrer les enjeux du réchauffement climatique

Cette orientation répond aux enjeux de lutte contre le réchauffement climatique, en application des principes définis par l'alinéa 7 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

Le choix de la collectivité est motivé par la volonté de créer un cadre de vie de qualité, au sein duquel la réduction des émissions de gaz à effet de serre est recherchée.

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de quatre moyens d'action :

- Possibilité de mise en œuvre d'espaces de stationnement intégrant tous les enjeux des transports interurbains : arrêt de bus, aire de covoiturage, borne de recharge pour véhicules électriques.
- Mise en œuvre d'une protection réglementaire autour des cheminements doux de la commune (cf. orientation n°2).
- Permettre les installations de production d'énergies renouvelables, tant au niveau du bâti que d'équipements spécifiques. Autoriser notamment, au règlement, la pose de systèmes photovoltaïques dans le respect du bâti environnant et du cadre naturel et paysager.
- Conception d'orientations d'aménagement et de programmation qui favorisent la prise en compte des enjeux liés aux déplacements doux et au bâti économique en énergie.

Les moyens ainsi mis en œuvre pour la prise en compte des enjeux liés au réchauffement climatique permettent à la commune d'être acteur à l'échelle de ce territoire sur les différents segments potentiels d'action. Les principes arrêtés pourront être repris par les habitants de la commune.

Orientation n°4 - Maintenir la vitalité démographique

Cette orientation répond à l'enjeu de définition du niveau de développement démographique envisageable pour la commune dans les 10 ans à venir, lequel définit les besoins théoriques en logements sur cette période. L'orientation s'appuie sur un calcul prospectif et envisage un accroissement de 10% de la population communale sous 10 ans ; Coulombiers compterait alors environ 1 305 habitants en 2029, soit environ 119 habitants de plus qu'en 2019.

Cette évolution constitue un choix politique de la collectivité et correspond à une volonté d'accueil mesuré de nouveaux habitants pour maintenir une dynamique de territoire. La croissance retenue est légèrement inférieure à celle qu'a connue la commune sur la période 1968/2015 et reste cohérente et nécessaire pour pérenniser les activités économiques présentes sur la commune ainsi que les équipements et services publics.

Cette orientation est prise en application des principes définis par l'alinéa 1 l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ; [...] »

Au-delà de la prospective quantitative, la commune souhaite, comme par le passé, accueillir une population diversifiée quant aux âges et aux catégories sociales : jeunes ménages avec enfants, personnes âgées, accession à la propriété mais aussi locatif et locatif social.

C'est à travers sa politique de l'habitat que la commune atteindra ces objectifs démographiques et sociaux. Coulombiers présente un potentiel d'accueil diversifié : le centre-bourg et les écarts, la rénovation du bâti existant et la possibilité de construire de nouvelles habitations.

Au sein de ce bâti neuf, notamment dans le secteur soumis à orientation d'aménagement et de programmation, la commune fait le choix d'accueillir du bâti pavillonnaire et peut également accueillir du bâti en mitoyenneté, voire du petit collectif à étage, pour favoriser les objectifs de mixité sociale.

Orientation n°5 - Faire émerger un urbanisme structuré

Cette orientation répond aux enjeux de répartition de la population et de diversité des fonctions urbaines, en application des principes définis par les alinéas 1 et 3 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...] »

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ; [...] »

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

L'enjeu, dans une perspective de développement durable, est de renforcer la centralité autour de la Mairie, de l'école, des commerces et services. La présence d'espaces publics favorise le « vivre-ensemble ». Il importe de continuer à créer des espaces publics à l'échelle des futurs quartiers.

Afin d'atteindre cet objectif, l'essentiel du potentiel d'accueil créé au Plan Local d'Urbanisme est localisé à l'Ouest du Bourg, au plus proche des développements urbains récents, ce qui permet de conserver au Bourg une forme globalement ovoïde et une accessibilité optimale aux équipements, services et commerces du Bourg.

La définition d'une orientation d'aménagement et de programmation fixant, dans une logique de compatibilité, des objectifs d'organisation spatiale (surfaces d'espaces publics et d'espaces constructibles), imposera aux pétitionnaires le projet urbain souhaité par la commune.

Par ailleurs, la définition d'une orientation d'aménagement et de programmation établissant une « centralité commerciale » pour le Bourg de Coulombiers permet la corrélation entre espaces d'habitat et proximité des commerces et services, dans une logique de mixité fonctionnelle et sociale.

Hors Plan Local d'Urbanisme, le traitement paysager de la RD 611 permettrait de « gommer » l'impact routier en créant un espace urbain partagé, favorable à la pratique piétonne de l'espace.

Orientation n°6 - Conforter le niveau d'équipements

Cette orientation répond aux enjeux en matière de mobilité ainsi qu'aux enjeux de diversité des fonctions urbaines et de satisfaction des besoins en matière d'équipements, en application des principes définis par l'alinéa 3 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre : [...]

e) Les besoins en matière de mobilité ; [...]

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de quatre moyens d'action :

- Mise en œuvre d'un zonage adapté pour les équipements collectifs et les services publics.
- Mise en œuvre d'une réserve foncière, à travers un zonage adapté, pour la relocalisation des ateliers municipaux sur le site de l'ancien camping, en continuité de la salle des fêtes et des équipements sportifs.
- Mise en œuvre d'une réserve foncière, à travers un zonage adapté, pour l'extension du groupe scolaire, en continuité de celui-ci.
- Au-delà du PLU, poursuite de la collaboration avec les collectivités et opérateurs compétents pour l'amélioration des communications électroniques (résorption des zones d'ombre pour la téléphonie mobile, amélioration de la desserte numérique du territoire à travers le haut débit).

À la dynamique démographique doit répondre une dynamique d'investissement pour que la population trouve, sur la commune, les équipements qui répondent à ses attentes. C'est un positionnement prospectif à court, moyen et long termes, sur la base des éléments connus, dans le contexte du développement durable.

Orientation n°7 - Pérenniser le potentiel d'accueil d'entreprises

Cette orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables répond à l'enjeu du développement économique en favorisant la création ou le maintien d'emplois locaux, dans l'objectif de conserver la diversité des fonctions du territoire. Il est en effet essentiel que le développement économique accompagne le développement résidentiel afin de limiter la demande en déplacements vers les pôles d'emplois alentours. Cette orientation répond en outre aux enjeux de diversité des fonctions urbaines, en application des principes définis par l'alinéa 3 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois moyens d'action :

- Définition d'une « centralité commerciale » pour le Bourg de Coulombiers afin de concentrer les commerces de proximité et activités de service au plus proche des habitants, dans une logique de mixité fonctionnelle et sociale.
- Pérennisation de la zone d'activité de « La Pazioterie » comme espace d'accueil d'entreprises, à travers un zonage économique adapté, en conformité avec les orientations du SCoT du Seuil du Poitou.
- Au-delà du PLU, promotion du site pour l'accueil d'entreprises, dans une logique de dynamique intercommunale, à l'échelle du Grand Poitiers.

Depuis de nombreuses années, la commune est positionnée en matière d'accueil d'entreprises dans une logique intercommunale. Il est logique de pérenniser la démarche (investissements réalisés). En outre, à un niveau local, la présence d'emplois, dans une logique de bassin de vie, permettra de réduire les déplacements et donc la consommation d'énergie.

Orientation n°8 - Soutenir le tissu commercial du centre-bourg

Cette orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables répond également à l'enjeu du développement économique en favorisant la création ou le maintien d'emplois locaux, dans l'objectif de conserver la diversité des fonctions du territoire. Il est en effet essentiel que le développement économique accompagne le développement résidentiel afin de limiter la demande en déplacements vers les pôles d'emplois alentours. Cette orientation répond en outre aux enjeux de diversité des fonctions urbaines, en application des principes définis par l'alinéa 3 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants : [...]

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ; [...] »

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois moyens d'action :

- Choix d'un espace de développement de l'habitat à l'Ouest du Bourg (cf. orientation n°5) afin de générer un urbanisme structuré plaçant les nouveaux habitants à proximité des commerces du centre-bourg.
- Mise en œuvre d'un règlement autorisant les activités commerciales en secteur urbain afin de permettre à de nouvelles entreprises de s'implanter en centre-bourg, principalement dans la « centralité commerciale » définie par une orientation d'aménagement et de programmation.
- Au-delà du PLU, l'aménagement des espaces publics permettrait de renforcer l'attrait du centre-bourg, tant au niveau du potentiel de stationnement que de la qualité du cadre de vie.

Globalement, la démarche vise à permettre l'émergence d'un tissu bâti diversifié, structuré dans une logique de centre-bourg, et favorable à la vie commerciale et artisanale.

Orientation n°9 - Accompagner le dynamisme de l'activité agricole

L'agriculture est une activité importante à Coulombiers. Les entreprises de ce secteur doivent, en conséquence, pouvoir évoluer en fonction de l'évolution du contexte économique dans lequel elles s'inscrivent. Le choix de la collectivité de mettre en œuvre des dispositions réglementaires favorisant le développement de ces entreprises est justifié en ce sens.

Cette orientation répond aux enjeux de préservation de l'architecture et du cadre de vie, en application des principes définis par l'alinéa 1 de l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre : [...]

c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ; [...] »

Pour la mise en œuvre de cette orientation, la commune a fait le choix de trois moyens d'action :

- Définition d'un zonage agricole adapté à l'importance de l'activité et mise en œuvre de dispositions réglementaires permettant le développement des exploitations agricoles.
- Maîtrise de la consommation d'espaces agricoles dans le cadre du développement urbain.
- Protection des espaces agricoles aux abords des villages et des écarts de la commune en limitant la dispersion du bâti et l'urbanisation diffuse.

Les choix ainsi opérés assurent la protection de l'activité agricole et l'équilibre des différents usages de l'espace, notamment une bonne cohabitation urbain/rural, dans un contexte périurbain de plus en plus affirmé.

Aménagement de l'espace et objectifs chiffrés du PADD

Conformément aux dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'Urbanisme, le PADD développe « des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain ».

Ces objectifs sont ceux décrits ci-avant au chapitre « Mesures de réduction de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain ».

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS AUX ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers comporte deux Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) :

- l'une au titre de l'article L.151-7-1° du Code de l'Urbanisme qui vise, conformément à ce qui est exprimé au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, à renforcer la mixité fonctionnelle et sociale en centre-bourg de Coulombiers à travers l'organisation des commerces de proximité ;
- L'autre au titre de l'article L.151-7-4° du Code de l'Urbanisme, qui concerne l'aménagement d'un secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh ».

L'objectif de ces orientations d'aménagement et de programmation est de parvenir à la bonne intégration urbaine et paysagère de ces espaces bâtis aux lieux dans lesquels ils s'inscrivent.

■ COHÉRENCE DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION AVEC LES ORIENTATIONS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES

Les dispositions des Orientations d'Aménagement et de Programmation sont justifiées par la nécessité d'organiser l'accueil de ce nouvel espace d'habitat, en identifiant l'espace dédié à son implantation, en prévoyant l'équipement de cette zone et en prenant en compte les enjeux environnementaux et, d'autre part, de fixer les modalités d'accueil des commerces et services de proximités en centre-bourg. Elles découlent de la mise en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Mise en cohérence des orientations du PADD et des dispositions de l'OAP

Orientations du PADD	Dispositions des OAP
Protéger la richesse biologique du territoire	<ul style="list-style-type: none">- Choix d'un secteur d'accueil d'habitat présentant une faible densité d'éléments naturels et peu d'importance sur le plan des milieux naturels, en référence à la Trame verte et bleue identifiée localement et au Schéma Régional de Cohérence Écologique.- Insertion d'obligations en matière d'environnement et de cadre de vie quant à la plantation de haies ou la réalisation d'espaces verts afin de renforcer la trame des éléments naturels au contact de ce nouvel espace.- Modalités d'implantation des commerces et activités de service de proximité en centre-bourg, limitant ainsi l'étalement urbain et la dégradation des éléments de richesse biologique du territoire.

Orientations du PADD	Dispositions des OAP
Valoriser le cadre de vie	<ul style="list-style-type: none"> - Insertion d'obligations en matière d'environnement et de cadre de vie quant à la plantation de haies ou l'aménagement d'espaces verts afin de renforcer la trame des éléments naturels au contact de ce nouvel espace. - Mise en œuvre d'un cadre de vie de qualité proposant une bonne corrélation et proximité entre secteurs dédiés au logement et secteurs dédiés aux commerces et activités de service de proximité.
Intégrer les enjeux du réchauffement climatique	<ul style="list-style-type: none"> - Choix d'un secteur d'accueil d'habitat situé à proximité immédiate du centre-bourg pour limiter les déplacements automobiles et réduire les émissions de gaz à effet de serre.
Maintenir la vitalité démographique	<ul style="list-style-type: none"> - Définition d'un secteur d'accueil de l'habitat permettant une croissance raisonnée de la population communale (+10% sur 10 ans).
Faire émerger un urbanisme structuré	<ul style="list-style-type: none"> - Choix d'un secteur d'accueil d'habitat situé à proximité immédiate du centre-bourg pour limiter les déplacements automobiles et placer le nouvel espace à proximité des commerces, des équipements et des services.
Conforter le niveau d'équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Choix d'un secteur d'accueil d'habitat situé à proximité immédiate du centre-bourg afin de conforter les équipements présents sur celui-ci.
Pérenniser le potentiel d'accueil d'entreprises	<ul style="list-style-type: none"> - Définition d'une centralité commerciale permettant une implantation pérenne des commerces et activités de service de proximité à distance raisonnable des zones d'habitat.
Soutenir le tissu commercial du centre-bourg	<ul style="list-style-type: none"> - Choix d'un secteur d'accueil d'habitat situé à proximité immédiate du centre-bourg afin de favoriser le développement des commerces locaux.
Accompagner le dynamisme de l'activité agricole	<ul style="list-style-type: none"> - Définition d'un secteur d'OAP limitant autant que faire se peut la consommation d'espaces agricoles afin de conserver la vocation agricole des terres à proximité.

■ COHÉRENCE DES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION AVEC LES DISPOSITIONS DU RÈGLEMENT

OAP n°1 relative à la « centralité commerciale » du Bourg de Coulombiers

Les dispositions de l'OAP relative à la « centralité commerciale » s'attachent à assurer la globalité d'ensemble du projet, dans une logique de compatibilité. Elles sont ainsi complémentaires de celles définies par le règlement de l'ensemble des secteurs, qui s'impose dans une logique de conformité.

Mise en cohérence des dispositions du règlement et des dispositions de l'OAP

Article	Règlement littéral	Dispositions de l'OAP
Article 1 - Constructions et activités interdites	<p>Le règlement définit les constructions et activités interdites.</p> <p>De façon générale, toute activité ou construction incompatible avec la vocation du secteur concerné est interdite.</p> <p>De façon spécifique, toute activité ou construction mentionnée au tableau établi pour chaque secteur en référence aux articles R.151-27 et R.151-28 du Code de l'Urbanisme.</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.
Article 2 - Constructions et activités soumises à des conditions particulières	<p>Le règlement définit les constructions et activités soumises à conditions, dans la logique d'implantation d'une « centralité commerciale ».</p> <p>La condition afférente est renvoyée aux attendus de l'OAP relative à la centralité du Bourg de Coulombiers.</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.
Article 3 - Mixité fonctionnelle et sociale	Le règlement des différents secteurs n'est pas réglementé en matière de mixité fonctionnelle et sociale.	Le principe d'OAP régissant une « centralité commerciale » participe de la logique de mixité fonctionnelle et sociale, permettant la proximité entre activités de commerce et de service, d'une part, et habitat, d'autre part.
Article 4 - Volumétrie et implantation des constructions	<p>La hauteur des constructions est limitée selon les secteurs.</p> <p>les ouvrages et installations techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux de télécommunication peuvent déroger à la règle de hauteur.</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.

Article	Règlement littéral	Dispositions de l'OAP
	Les constructions, les extensions et les annexes doivent être édifiées à l'alignement de la voie et/ou de l'emprise publique, à l'alignement d'une façade existante dans le périmètre immédiat, ou à une distance minimum de 3 mètres de la voie et/ou de l'emprise publique (2 mètres pour les annexes).	
	Elles doivent par ailleurs être édifiées sur une ou plusieurs limites séparatives ou à une distance minimum de 3 mètres des limites séparatives (2 mètres pour les annexes).	
	Le règlement dispose également que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux d'eau et d'électricité pouvant déroger à ces deux dernières règles et que des implantations différentes peuvent être définies dans les plans de composition des opérations d'ensemble, notamment pour favoriser la gestion économe des sols et l'intégration paysagère des constructions.	
Article 5 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des constructions	L'article 5 régit les caractéristiques architecturales des façades, des toitures et les clôtures, pour une meilleure intégration dans l'environnement.	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.
Article 6 - Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâties et abords des constructions	<p>La destruction de tout élément végétal défini comme espace boisé classé ou élément de paysage à protéger est soumise aux règles édictées dans les dispositions générales du règlement.</p> <p>Celui-ci impose par ailleurs un entretien des plantations conformément aux dispositions du Code Civil et renvoie le choix des essences végétales à la liste annexée au règlement.</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.
Article 7 - Obligations en matière de stationnement	Les conditions de stationnement sont soumises aux règles générales fixées à l'annexe 2 du règlement.	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.

Article	Règlement littéral	Dispositions de l'OAP
Article 8 - Desserte par les voies publiques ou privées	<p>Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.</p> <p>La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes ainsi que le fonctionnement des services publics de collecte des déchets.</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.
Article 9 - Desserte par les réseaux	<p>Le règlement impose le raccordement au réseau AEP et, s'il existe, au réseau d'assainissement collectif.</p> <p>Il interdit les rejets autres que domestiques, sauf accord du gestionnaire de réseau.</p> <p>Il impose le raccordement souterrain ou en façade aux réseaux d'électricité et de téléphone.</p> <p>Il impose par ailleurs, hors contrainte technique, le traitement des eaux pluviales à la parcelle.</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement.

OAP n°2 relative au nouvel espace d'habitat

Les dispositions de l'OAP relative au nouveau secteur d'habitat s'attachent à assurer la globalité d'ensemble du projet, dans une logique de compatibilité. Elles sont ainsi complémentaires de celles définies par le règlement du secteur À Urbaniser à court terme vocation d'habitat « 1AUh », qui s'impose dans une logique de conformité.

Mise en cohérence des dispositions du règlement et des dispositions de l'OAP

Article	Règlement du secteur « 1AUh »	Dispositions de l'OAP
Article 1 - Constructions et activités interdites	<p>Le règlement définit les constructions et activités interdites.</p> <p>De façon générale, toute activité ou construction susceptible de créer ou de subir des nuisances est interdite : altération de la nappe phréatique, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...</p> <p>De façon spécifique, toute activité ou construction mentionnée au tableau établi pour chaque secteur en référence aux articles R.151-27 et R.151-28 du Code de l'Urbanisme.</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement de cette zone.
Article 2 - Constructions et activités soumises à des conditions particulières	Le règlement définit les constructions et activités soumises à conditions, en fonction de la vocation d'habitat de la zone.	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement de cette zone.
Article 3 - Mixité fonctionnelle et sociale	Le règlement du secteur « 1AUh » n'est pas réglementé en matière de mixité fonctionnelle et sociale.	L'OAP privilégie une offre d'habitat diversifiée.
Article 4 - Volumétrie et implantation des constructions	<p>La hauteur des constructions est limitée à 6 mètres ou à une hauteur identique à une construction existant dans le périmètre immédiat.</p> <p>les ouvrages et installations techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux de télécommunication peuvent déroger à la règle de hauteur.</p> <p>Les constructions, les extensions et les annexes doivent être édifiées à l'alignement de la voie et/ou de l'emprise publique, à l'alignement d'une façade existante dans le périmètre immédiat, ou à une distance minimum de 3 mètres de la voie et/ou de l'emprise publique (2 mètres pour les annexes).</p>	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement de cette zone.

Article	Règlement du secteur « 1AUh »	Dispositions de l'OAP
	<p>Elles doivent par ailleurs être édifiées sur une ou plusieurs limites séparatives ou à une distance minimum de 3 mètres des limites séparatives (2 mètres pour les annexes).</p> <p>Le règlement dispose également que les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des réseaux d'eau et d'électricité pouvant déroger à ces deux dernières règles et que des implantations différentes peuvent être définies dans les plans de composition des opérations d'ensemble, notamment pour favoriser la gestion économe des sols et l'intégration paysagère des constructions.</p>	
Article 5 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des constructions	L'article 5 régit les caractéristiques architecturales des façades, des toitures et les clôtures, pour une meilleure intégration dans l'environnement.	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement de cette zone.
Article 6 - Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâti et abords des constructions	<p>La destruction de tout élément végétal défini comme espace boisé classé ou élément de paysage à protéger est soumise aux règles édictées dans les dispositions générales du règlement.</p> <p>Celui-ci impose par ailleurs un entretien des plantations conformément aux dispositions du Code Civil et renvoie le choix des essences végétales à la liste annexée au règlement.</p>	L'OAP prévoit le maintien et le renforcement qualitatif des espaces concernés en matière d'environnement et de cadre de vie quant à la plantation de haies ou l'aménagement d'espaces verts afin de renforcer la trame des éléments naturels au contact de ces nouveaux espaces.
Article 7 - Obligations en matière de stationnement	Les conditions de stationnement sont soumises aux règles générales fixées à l'annexe 2 du règlement.	L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement de cette zone.
Article 8 - Desserte par les voies publiques ou privées	<p>Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée.</p> <p>La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes ainsi que le fonctionnement des services publics de collecte des déchets.</p>	L'OAP prévoit des accroches sur les voies attenantes et l'obligation de sécuriser certains de ces accès. Elles rappellent les obligations du règlement en matière de desserte des lots par les engins de service public (secours, collecte de déchets...).

Article	Règlement du secteur « 1AUh »	Dispositions de l'OAP
Article 9 - Desserte par les réseaux	<p>Le règlement impose le raccordement au réseau AEP et, s'il existe, au réseau d'assainissement collectif.</p> <p>Il interdit les rejets autres que domestiques, sauf accord du gestionnaire de réseau.</p> <p>Il impose le raccordement souterrain ou en façade aux réseaux d'électricité et de téléphone.</p> <p>Il impose par ailleurs, hors contrainte technique, le traitement des eaux pluviales à la parcelle.</p>	<p>L'OAP ne met pas en œuvre de disposition contraire au règlement de cette zone.</p> <p>L'OAP figure par ailleurs des espaces potentiels de régulation des eaux.</p>

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS À LA DÉLIMITATION DES ZONES

■ SUPERFICIE DES ZONES ET SECTEURS

La superficie des zones et secteurs traduit réglementairement les choix arrêtés au Projet d'Aménagement et de Développement Durables, de façon concrète, et s'appuie sur les principes définis aux articles L.101-1 à L.101-3 du Code de l'Urbanisme.

Emprise des différentes zones au projet de Plan Local d'Urbanisme

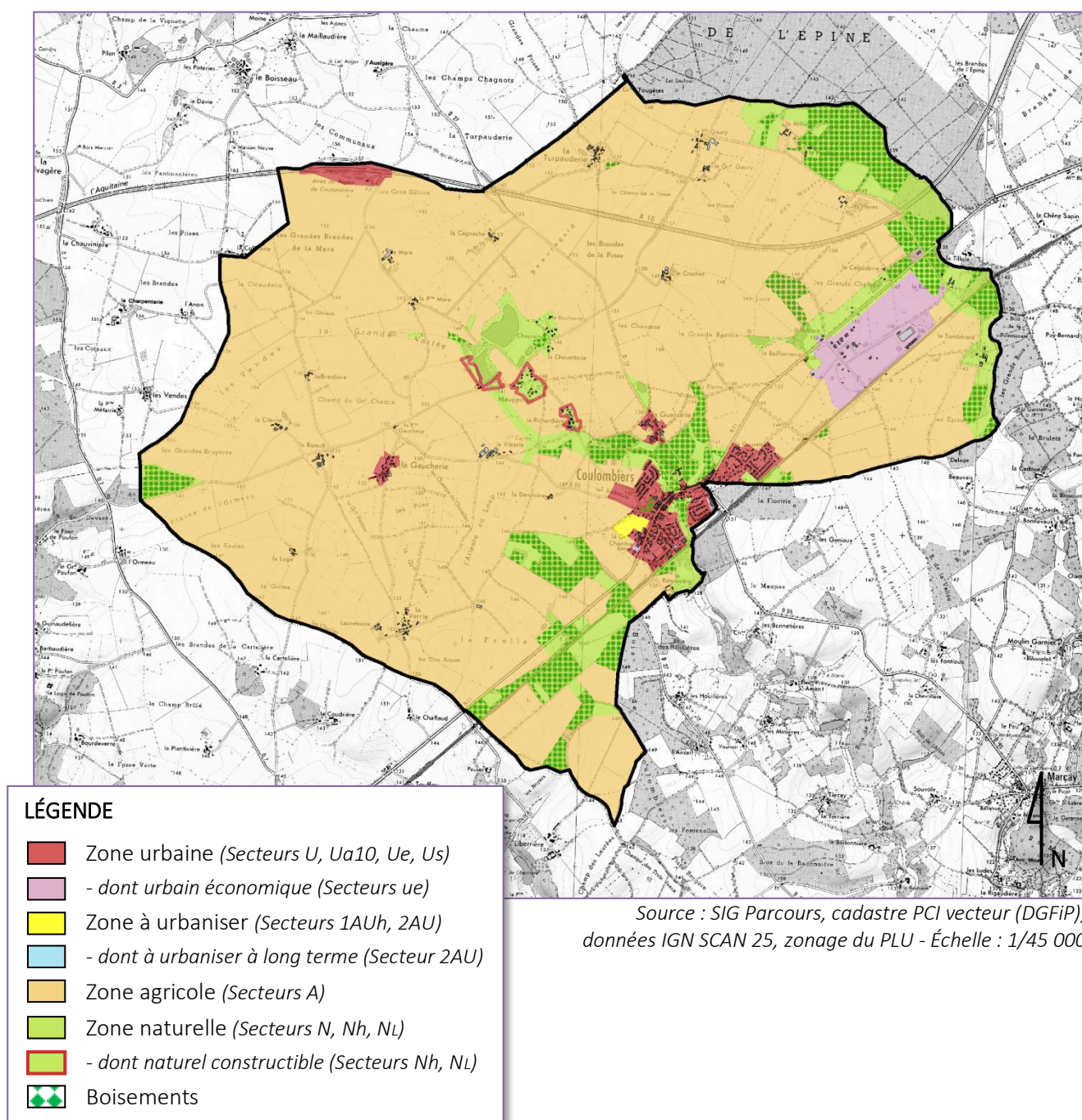


Tableau des superficies

Les valeurs ci-dessous sont données à titre informatif et sont basées sur le système de projection géographique Lambert 93. Des différences mineures peuvent être constatées avec les superficies des parcelles cadastrales calculées sur des systèmes de projection différents.

Zone	Dénomination du secteur	Lettrage	Superficie
■ ZONE URBAINE	Urbain	U	59,4 ha
	Urbain autoroutier	Ua10	12,0 ha
	Urbain à vocation économique	Ue	68,0 ha
	Urbain à vocation d'équipements et services publics	Us	5,1 ha
Sous total			144,5 ha
■ ZONE À URBANISER	À Urbaniser à court terme à vocation d'habitat	1AUh	1,6 ha
	À Urbaniser à long terme	2AU	2,3 ha
Sous total			3,9 ha
■ ZONE NATURELLE	Naturel et forestier	N	410,6 ha
	Naturel à vocation d'habitat	Nh	7,8 ha
	Naturel à vocation de loisirs	NL	2,7 ha
Sous total			421,1 ha
■ ZONE AGRICOLE	Agricole	A	2 223,5 ha
Sous total			2 223,5 ha
TOTAL			2 793,0 ha

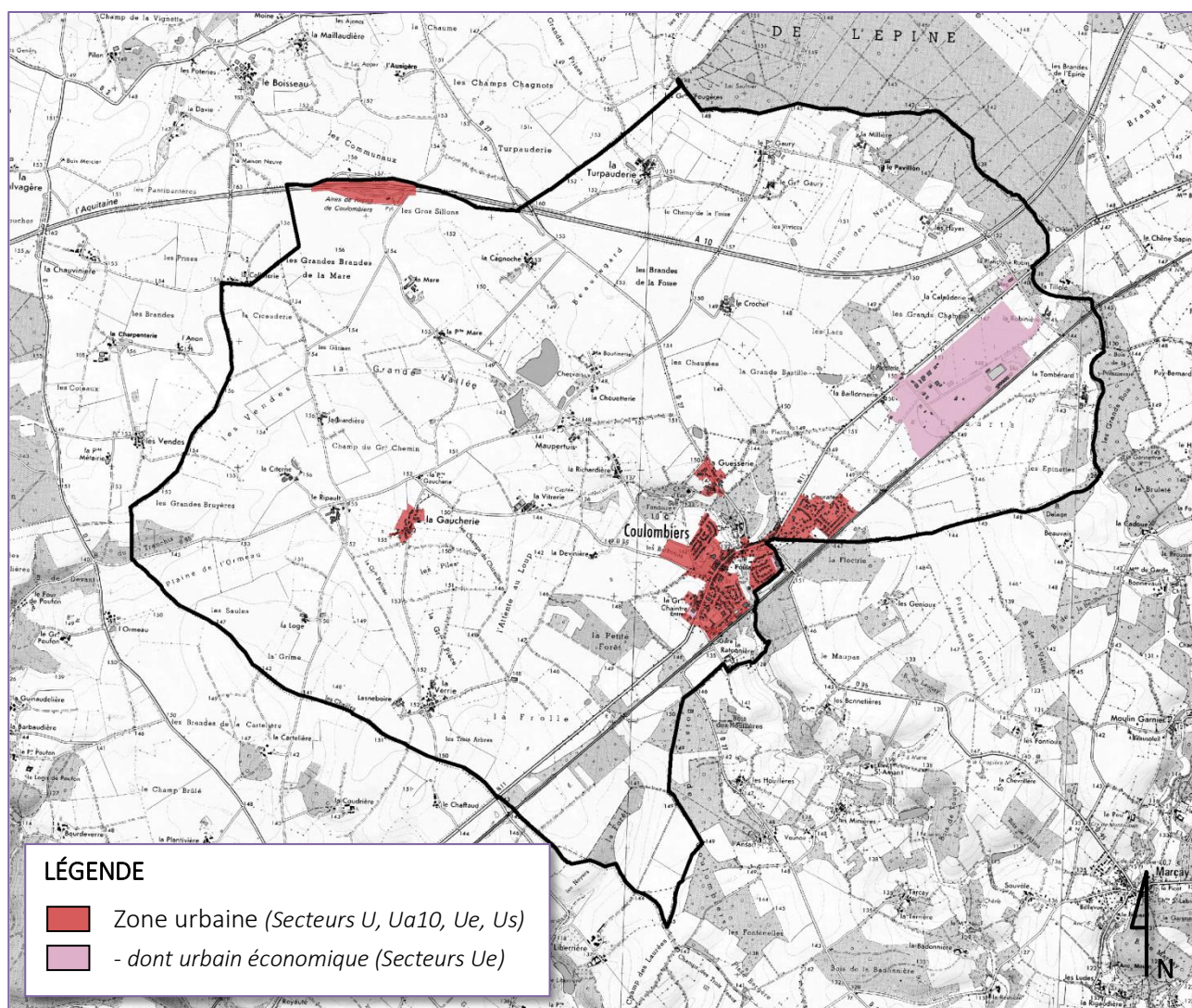
■ DÉLIMITATION DE LA ZONE URBAINE

Cadre juridique et importance dans le projet

■ Cadre juridique

La zone urbaine est annotée « U » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire déjà urbanisés et où les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Emprise de la zone urbaine sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFiP), données IGN SCAN 25, zonage du PLU – Échelle : 1/45 000

■ Importance dans le projet

La zone urbaine couvre un total de **144,5 hectares**, soit **5,2% du territoire communal**.

Elle est délimitée sur le Bourg de Coulombiers et sur les villages de « La Gaucherie » et « La Guesserie ». Il s'agit en effet des seuls espaces de la commune desservis par un réseau d'assainissement collectif et bénéficiant d'un ouvrage épuratoire. L'aire de service de l'autoroute A10, pour permettre son évolution, et la zone d'activité du « Viennopôle » de « La Pazioterie » sont également incluses dans la zone urbaine.

Afin de répondre aux différents enjeux qui concernent le territoire communal, la zone urbaine est divisée en quatre secteurs qui mettent en œuvre chacun des dispositions réglementaires spécifiques. Ces secteurs sont décrits ci-après.

Le secteur urbain « U »

Ce secteur, d'une superficie totale de 59,4 hectares, correspond au Bourg de Coulombiers ainsi qu'aux villages de « La Gaucherie » et « La Guesserie ». Comme expliqué ci-dessus, ces espaces sont desservis par un système d'assainissement collectif.

Les destinations et sous-destinations du bâti sont volontairement laissées ouvertes pour favoriser, au-delà de l'habitat, la mixité et la diversité des usages, notamment dans le cadre du tourisme (gîtes et chambres d'hôte), des activités économiques et commerciales et de l'implantation d'équipements publics. Une zone de « centralité économique » est par ailleurs définie, principalement, sur ce secteur, à travers une orientation d'aménagement et de programmation, afin de concentrer les commerces et activités de service de proximité au plus près des zones d'habitat.

La définition de ce secteur correspond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, à savoir :

- « Maintenir la vitalité démographique ».
- « Faire émerger un urbanisme structuré ».

▪ Le Bourg

La délimitation du secteur urbain « U » autour du Bourg (50,4 hectares) correspond à l'enveloppe bâtie de celui-ci, tant en ce qui concerne le bâti ancien que les extensions pavillonnaires plus récentes.

Le Bourg présente un volume intéressant de disponibilités au sein des espaces bâtis, considérées comme espaces interstitiels au projet de PLU et développées ci-avant. C'est sur le Bourg qu'est concentrée la très large majorité des espaces interstitiels portés par le projet de PLU. La majeure partie des nouvelles constructions peut ainsi être réalisée en densification du Bourg.

▪ Le village de « La Guesserie »

Au Nord du Bourg, le village de « La Guesserie » (3,9 hectares) est classé en secteur urbain « U » pour tenir compte de la présence d'un réseau d'assainissement collectif relié à celui du Bourg et à l'équipement épuratoire de celui-ci.

Ce village présente deux espaces interstitiels qu'il est possible de mobiliser pour densifier l'espace.

L'enveloppe du village est préservée pour éviter le développement diffus de l'habitat autour du village, et prévenir, vers le Sud, l'atteinte au contexte bocager du lieu et aux espaces naturels aux abords du *Palais*.

▪ Le village de « La Gaucherie »

Au centre-Ouest de la commune, le village de « La Gaucherie » (4,0 hectares) est classé en secteur urbain « U » pour tenir compte de la présence d'un réseau d'assainissement collectif et d'un équipement épuratoire situé au Nord du village et propre à celui-ci.

Ce village présente un espace interstitiel qu'il est possible de mobiliser pour densifier l'espace.

L'enveloppe du village est préservée pour éviter le développement diffus de l'habitat autour du village, et prévenir l'atteinte au contexte agricole du lieu.

Délimitation du secteur urbain « U » sur le Bourg et le village de « La Guesserie »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Délimitation du secteur urbain « U » sur le village de « La Gaucherie »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Le secteur urbain autoroutier « Ua10 »

Ce secteur, d'une superficie de 12,0 hectares, correspond à une partie de l'aire de services située sur l'autoroute A10 Paris / Bordeaux, longeant la limite Nord-Ouest du territoire communal. La partie Nord de l'aire de services est située sur la commune de La Chapelle-Montreuil.

La définition de ce secteur correspond à l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Conforter le niveau d'équipements ».

La définition de ce secteur répond aux besoins éventuels de développement et d'aménagement de l'équipement par le concessionnaire autoroutier et/ou les services de l'état, la politique autoroutière étant très largement hors champ réglementaire du Plan Local d'Urbanisme. La définition d'un secteur spécifique au sein duquel les constructions peuvent être envisagées et sont réglementées a minima, dans le respect des paysages, est une réponse à cet enjeu.

Délimitation du secteur urbain autoroutier « Ua10 »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Le secteur urbain à vocation économique « Ue »

Le secteur urbain à vocation économique « Ue », d'une superficie totale de 68,0 hectares, correspond au « Viennopôle » de « La Pazioterie » (66,8 hectares), à l'Est de la commune, mis en œuvre dans le cadre de la politique de développement économique du Conseil Départemental de la Vienne, en collaboration avec l'ancienne Communauté de Communes du « Pays Mélusin » et, depuis Janvier 2017, avec Grand Poitiers Communauté urbaine, mais aussi à deux secteurs d'accueil d'entreprises de mécanique industrielle en centre-bourg (0,4 et 0,8 hectare).

La définition de ce secteur correspond à l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Pérenniser le potentiel d'accueil d'entreprises ».

Le secteur « Ue » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seules les constructions économiques ou nécessaires au fonctionnement des services publics peuvent être réalisées.

Délimitation du secteur urbain à vocation économique « Ue » sur le site de « La Pazioterie » (Viennopôle)



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Délimitation du secteur urbain à vocation économique « Ue » au niveau du Bourg



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Le secteur urbain à vocation d'équipements et services publics « Us »

Ce secteur, d'une superficie totale de 5,1 hectares, correspond à trois espaces intégrés à l'enveloppe urbaine du Bourg de Coulombiers, au sein desquels sont concentrés les équipements publics et/ou les projets d'extension de ceux-ci.

Le secteur « Us » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seules les constructions nécessaires au fonctionnement des services publics peuvent être réalisées. Les seules constructions à usage d'habitation autorisées sont celles nécessaires au fonctionnement de l'équipement (logement de fonction par exemple).

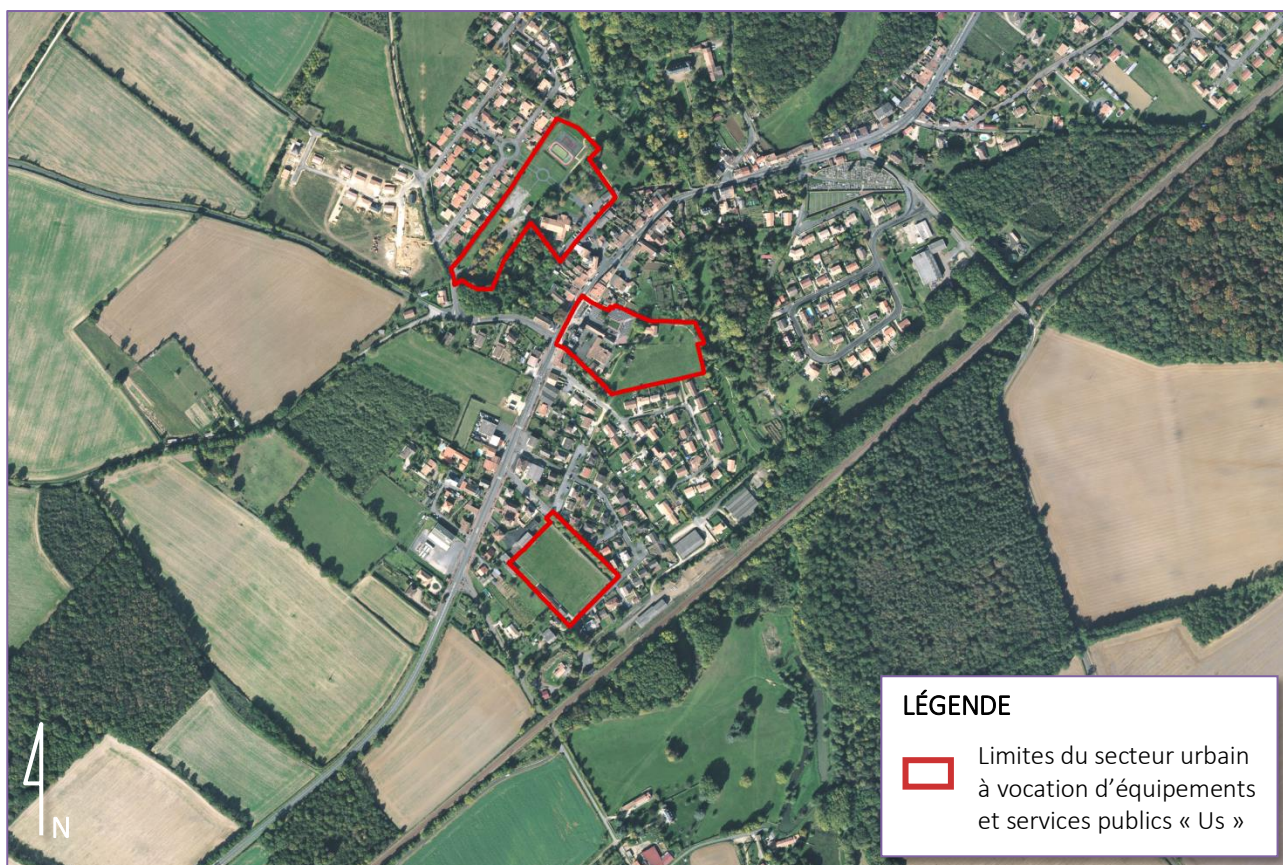
La définition de ce secteur correspond à l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Conforter le niveau d'équipements ».

L'espace au Nord-Ouest concentre les équipements de loisirs (salle socio-culturelle, terrains de sports...) ainsi que le projet de relocalisation des ateliers municipaux.

L'espace à l'Est concentre les équipements administratifs, éducatifs et de santé (Mairie, écoles) ainsi que le projet de maison de santé pluridisciplinaire.

L'espace au Sud concerne le stade et ses équipements.

Délimitation du secteur urbain à vocation d'équipements et services publics « Us »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Le secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh »

Le secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh », d'une superficie de 1,6 hectare, correspond à l'espace prévu pour le développement résidentiel de la commune. Cet espace fait l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation en vue d'un développement organisé.

La définition de ce secteur « 1AUh » correspond aux orientations suivantes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, à savoir :

- « Maintenir la vitalité démographique ».
- « Faire émerger un urbanisme structuré ».

Le secteur « 1AUh » du « Grand Champ » est très proche du centre-bourg (mairie, école, équipements publics) et en continuité immédiate avec une opération en cours d'achèvement sur le site des « Barbotins », au Nord, de l'autre côté de la RD 95.

Délimitation du secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Le site est limité, en partie Nord-Ouest, par un chemin rural dit « de Jazeneuil à Coulombiers ». Il s'agit d'un ancien champ agricole, devenu prairie. Celle-ci est régulièrement tondue ou fauchée à ras. Le code CORINE biotopes de cet espace est le **81.1 (prairies sèches)**. Le site ne présente pas d'enjeux environnementaux, ni au regard de sa valeur, ni au regard d'une potentielle vulnérabilité. Une haie clairsemée, d'espèces arbustives locales, le ceint au Sud.

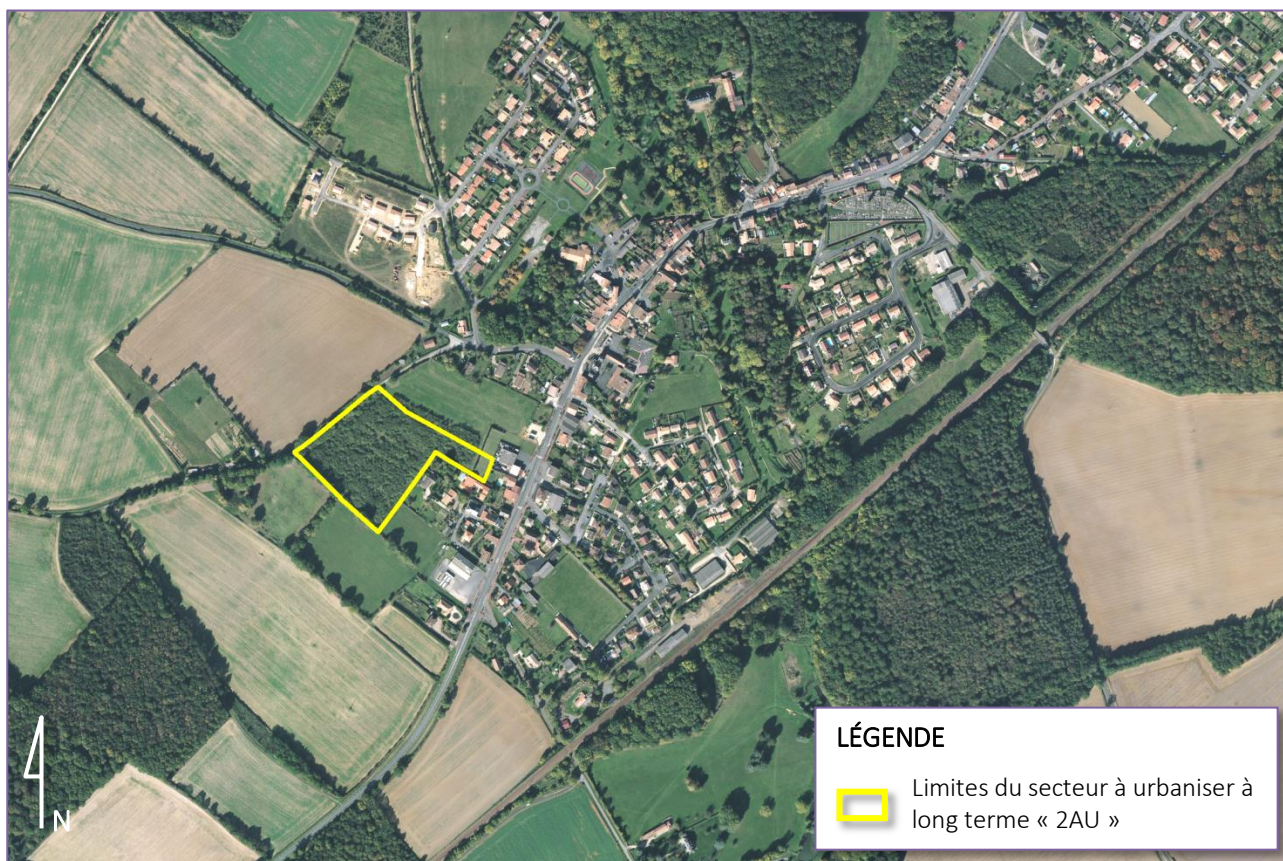
Comme rappelé ci-avant, ce site est concerné par une orientation d'aménagement et de programmation qui prévoit un accompagnement paysager et environnemental de l'opération. Le chemin rural dit « de Jazeneuil à Coulombiers », qui le borde au Nord-Ouest, est protégé dans ses deux composantes. Le cheminement de randonnée est inscrit au projet de PLU au titre des éléments de paysage à protéger pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural (article L.151-19 du Code de l'Urbanisme) en raison de son intérêt pour

le cadre de vie communal. Les haies bordant le chemin sont inscrites au projet de PLU au titre des éléments de paysage à protéger pour des motifs d'ordre écologique (article L.151-23 du Code de l'Urbanisme). La prise en compte et la préservation du cadre naturels sont donc assurées par les dispositions de l'OAP, dans une logique de compatibilité.

Le secteur à urbaniser à long terme « 2AU »

Le secteur à urbaniser à long terme « 2AU », d'une superficie de 2,3 hectares, correspond à un espace prévu pour le développement à long terme de la commune.

Délimitation du secteur à urbaniser à long terme « 2AU »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Sa vocation ne sera définie que dans le cadre d'un projet d'aménagement ultérieur et son ouverture à l'urbanisation est soumise à une modification du Plan Local d'Urbanisme.

Une servitude est instaurée sur cet espace au titre de l'article L.151-41-5° du Code de l'Urbanisme, dans les conditions décrites ci-dessous.

Article L151-41 du Code de l'Urbanisme

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

- 1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;*
- 2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;*
- 3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;*
- 4° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;*

5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements.

Ainsi, l'aménagement de la zone ne peut avoir lieu dans les cinq ans suivant l'approbation du PLU que dans la mesure où un projet est défini et, pour ce qui concerne l'urbanisation à vocation d'habitat, que dans la mesure où les opérations liées au quartier des « Barbotins » et au secteur « 1AUh » décrit ci-avant sont en voie d'achèvement. Cette servitude est matérialisée au règlement graphique du Plan Local d'Urbanisme.

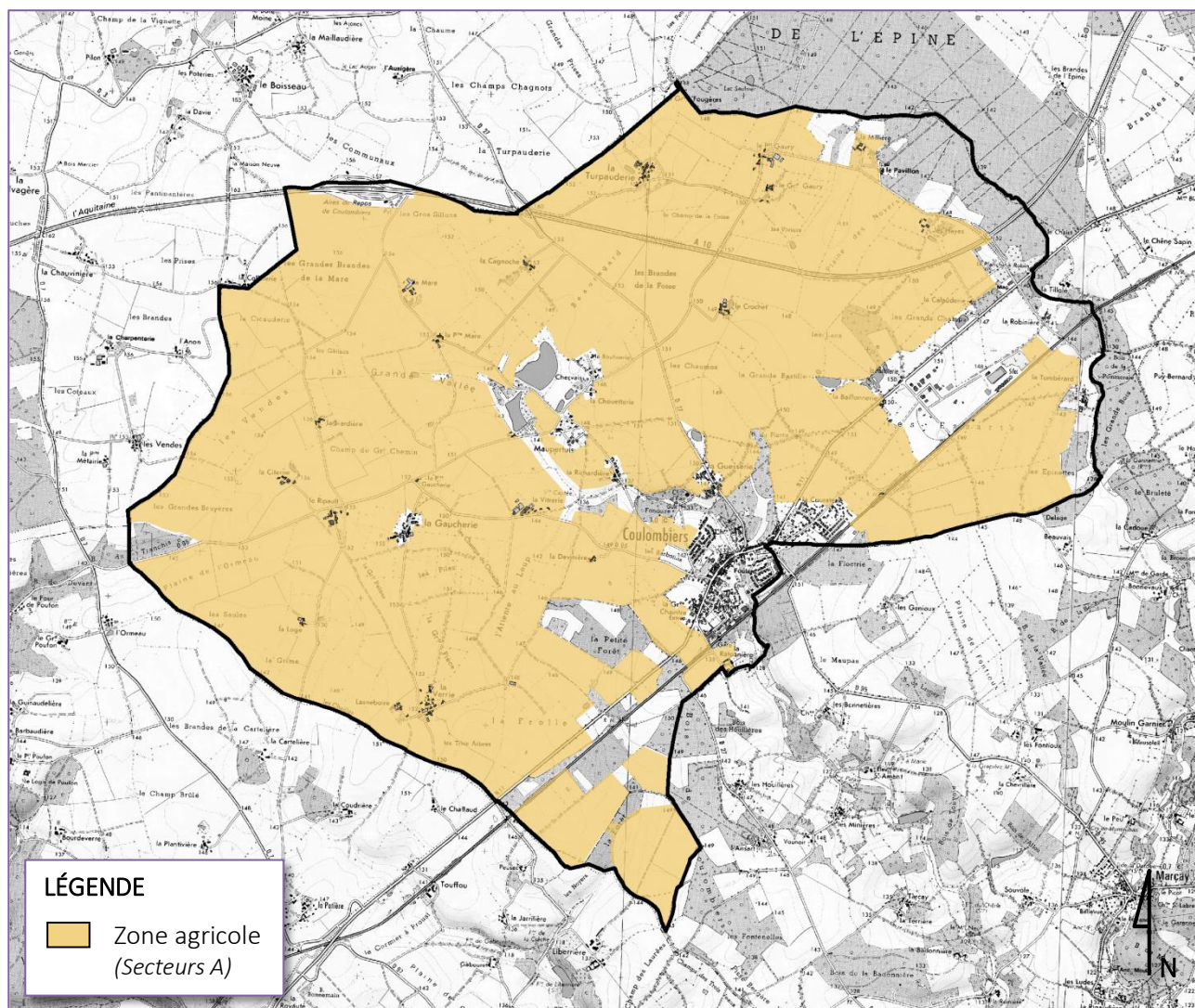
■ DÉLIMITATION DE LA ZONE AGRICOLE

Cadre juridique et importance dans le projet

■ Cadre juridique

La zone agricole est annotée « A » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Emprise de la zone agricole sur le territoire communal



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, zonage du PLU – Échelle : 1/45 000

■ Importance dans le projet

La zone agricole couvre un total de **2 223,5 hectares**, soit **79,6% du territoire communal**. Elle couvre la majorité des espaces non boisés et non naturels du territoire communal.

La zone agricole, mais aussi la zone naturelle, portent l'enjeu du devenir des activités agricoles, dans le respect de l'environnement. Une position équilibrée entre espaces naturels et agricoles a ainsi été recherchée.

La zone agricole est divisée en un secteur unique qui met en œuvre des dispositions réglementaires spécifiques. Ce secteur est décrit ci-après.

Le secteur agricole «A »

La création de ce secteur répond à l'objectif du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Accompagner le dynamisme de l'activité agricole ». Il recouvre les aires d'activité des entreprises agricoles (bâtiments, aires de circulation et de stockage, circulation des animaux, etc.), leurs abords immédiats pour faciliter la réalisation des projets d'extension des exploitants, le cas échéant, et la vaste majorité des terres agricoles de la commune.

Ce zonage a été élaboré en étroite concertation avec l'ensemble des exploitants de la commune, tant de manière individuelle que collective. En effet, l'articulation entre urbanisme et agriculture a fait l'objet d'une attention spécifique de la part de la commune.

Le secteur « A » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seules les constructions à des fins agricoles ou sylvicoles peuvent être réalisées. Les seuls bâtiments d'habitation pouvant être réalisés sont ceux nécessaires à la pérennité et au fonctionnement de l'exploitation.

Les bâtiments d'habitation existants peuvent faire l'objet d'extension ou d'annexe dès lors que celles-ci ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Par ailleurs, le changement de destination du bâti existant est également autorisé lorsqu'il est identifié aux documents graphiques, de même que les constructions nécessaires à l'accueil ou aux équipements techniques des services publics, sous conditions.



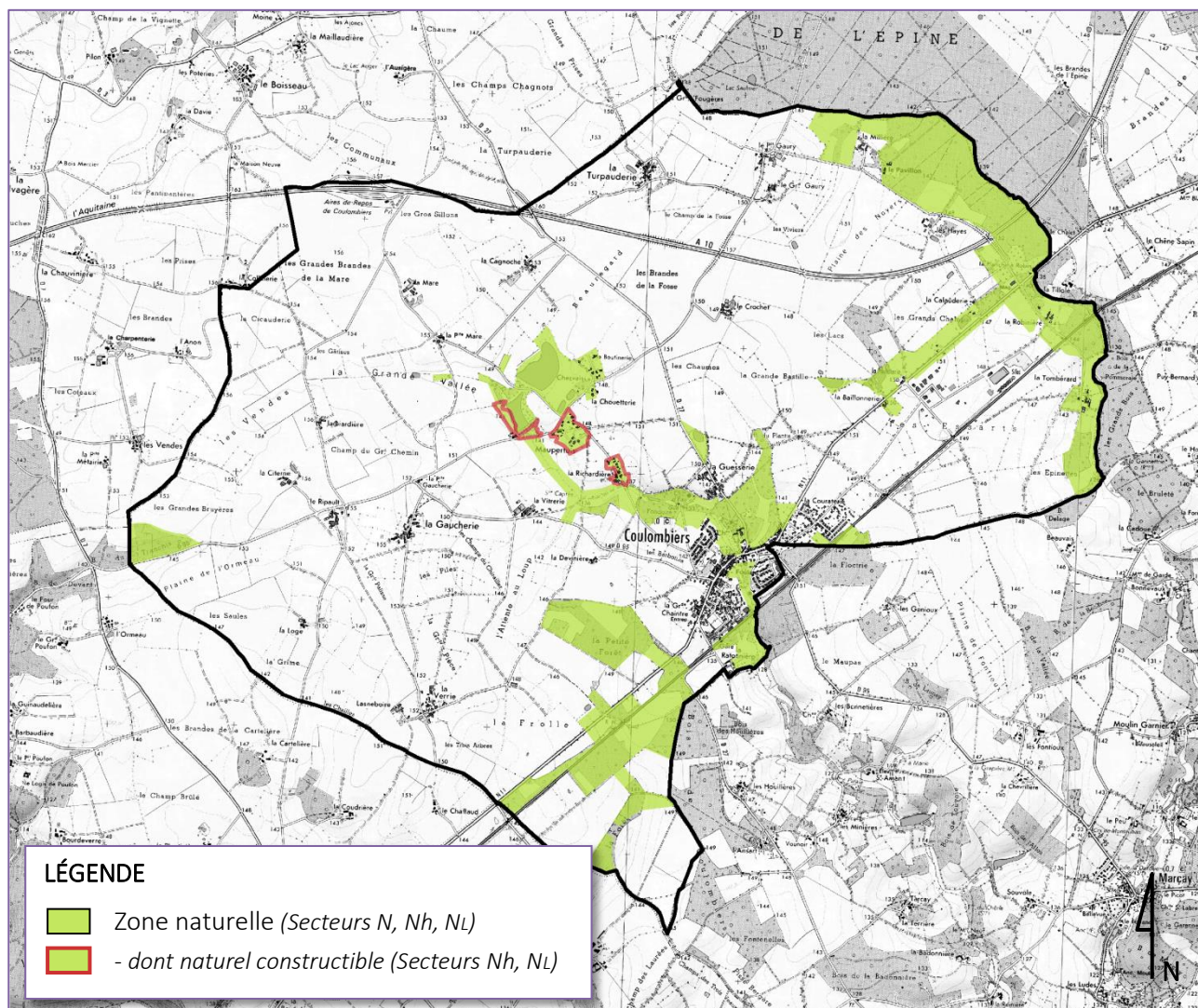
■ DÉLIMITATION DE LA ZONE NATURELLE

Cadre juridique et importance dans le projet

■ Cadre juridique

La zone naturelle est annotée « N » dans le Plan Local d'Urbanisme et correspond aux espaces du territoire à protéger en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ou, d'autre part, de leur caractère d'espaces naturels.

Emprise de la zone naturelle sur le territoire communal



■ Importance dans le projet

La zone naturelle couvre un total de **421,1 hectares**, soit **15,1% du territoire communal**.

Elle concerne l'ensemble des espaces présentant une richesse biologique ou environnementale spécifique, comme établi au diagnostic territorial (chapitre « Analyse écologique de la commune, définition d'une Trame verte et bleue locale »). Cela concerne, notamment, la vallée du *Palais* et celle de *La Rhune*, les principaux espaces boisés de la commune, les étangs de « Maupertuis » et, plus généralement, les espaces les plus importants constituant un réservoir de biodiversité ou une continuité écologique au sens de l'analyse du fonctionnement de la Trame verte et bleue locale.

Afin de répondre aux différents enjeux qui concernent le territoire communal, la zone naturelle est divisée en trois secteurs qui mettent en œuvre chacun des dispositions réglementaires spécifiques. Ces secteurs sont décrits ci-après.

Le secteur naturel « N »

La création du secteur naturel « N », d'une superficie totale de 410,6 hectares, permet la réalisation des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et « Valoriser le cadre de vie ». Ce secteur répond aux enjeux environnementaux de préservation de la biodiversité grâce au maintien de la fonctionnalité du réseau écologique de la Trame verte et bleue. En ce sens, les possibilités d'aménagements et de constructions sont restreintes.

Délimitation du secteur naturel « N »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/45 000

Le secteur naturel « N » couvre en effet les espaces boisés de la commune, ainsi que les principaux espaces naturels du territoire, comme les étangs de « Maupertuis », au centre du territoire communal, ainsi que les abords du *Palais*, entre les étangs précités et le Bourg de Coulombiers, dont les éléments naturels associés forment une continuité écologique locale.

Le secteur naturel « N » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seule la rénovation des constructions existantes est admise. Les annexes et extensions des bâtiments agricoles ou d'habitations sont

limitées, tant en volumétrie (limitation de l'étalement du bâti) qu'en hauteur (limitation de l'impact paysager). Les extensions ou annexes ne sont par ailleurs autorisée que dès lors qu'elles ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.

Le secteur naturel à vocation d'habitat « Nh » (STECAL)

La création de ce secteur, d'une superficie totale de 7,8 hectares, répond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Maintenir la vitalité démographique » et « Faire émerger un urbanisme structuré ». Il est délimité sur deux sites distincts.

Le secteur recouvre le village de « La Richardière » (2,3 hectares), déjà urbanisé et non desservi par l'assainissement collectif, possédant à la fois une taille suffisante pour accueillir de l'habitat et peu de contraintes sur le plan paysager ou environnemental afin que ce développement limité de l'habitat ne soit pas préjudiciable aux objectifs du développement durable. Un espace interstitiel est identifié sur ce village, permettant un développement très modéré au sein de l'enveloppe bâtie existante.

Délimitation du secteur naturel à vocation d'habitat « Nh »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

Le secteur recouvre également le village de « Maupertuis » (5,5 hectares), déjà urbanisé et non desservi par l'assainissement collectif, possédant à la fois une taille suffisante pour accueillir de l'habitat et peu de contraintes sur le plan paysager afin que ce développement limité de l'habitat ne soit pas préjudiciable aux objectifs du développement durable. Deux espaces interstitiels sont identifiés sur ce village, permettant là aussi un développement très modéré au sein de l'enveloppe bâtie existante.

Sans pénaliser ni l'agriculture ni le respect de l'environnement, la constructibilité de ces espaces permet de diversifier le potentiel d'accueil de la commune, en complément de ce qui est proposé dans le Bourg.

Le secteur naturel à vocation de loisirs « NL »

Ce secteur, d'une superficie de 2,7 hectares, est défini afin de permettre l'aménagement léger d'un espace touristique et de loisirs aux abords Sud-Ouest des étangs de « Maupertuis ». Ceux-ci sont en effet, d'ores et déjà, le support d'une activité ludique de pisciculture (carpodrome). Il s'agit donc d'adjoindre à cette activité un accueil léger des participants et une activité de « camping à la ferme », dans le cadre d'un projet dont les contours restent à déterminer.

Ce site, proche de la ZNIEFF de type I « Étangs de Maupertuis » et de l'Espace Naturel Sensible de même nom, doit être traité dans le respect des enjeux naturels correspondants. Aucun aménagement n'est prévu sur le site qui remette en cause l'un ou l'autre de ces espaces importants pour la biodiversité.

La définition de ce secteur correspond aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Valoriser le cadre de vie » et « Conforter le niveau d'équipements ». Des aménagements très ponctuels et localisés dans un espace de superficie limitée permettront d'atteindre ces objectifs sans remettre en cause la dynamique de loisirs d'ores et déjà en œuvre.

Le secteur « NL » est un secteur spécifié au règlement du PLU, où seuls les constructions agricoles (dans le contexte de développement d'une activité agro-touristique) et les aménagements légers de loisirs sont autorisés, de manière limitée, tant en volumétrie (limitation de l'étalement du bâti) qu'en hauteur (limitation de l'impact paysager). Ces derniers aménagements ne sont par ailleurs autorisés que dès lors qu'ils ne compromettent la qualité paysagère du site. L'article R.111-37 du Code de l'Urbanisme traduit concrètement les conditions d'autorisation sur cet espace en matière d'habitations légères de loisirs.

Délimitation du secteur naturel à vocation de loisirs « NL »



Source : SIG Parcours, données IGN BD Ortho50, zonage du PLU – Échelle : 1/9 000

JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS À LA RÉGLEMENTATION DU DROIT DES SOLS

■ RÉGLEMENTATION DES CONSTRUCTIONS ET ACTIVITÉS

Les articles 1 et 2 : constructions, usages de sols et activités interdits ou soumis à des conditions particulières

L'enjeu des articles 1 et 2 est d'aboutir à long terme à la constitution d'espaces cohérents où les activités humaines se développent harmonieusement, sans générer d'incidences les unes sur les autres. La réglementation mise en place a notamment pour objectif d'interdire les constructions et aménagements incompatibles avec la vocation principale des secteurs.

Au Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers, les articles 1 et 2 précisent, de manière spécifique, en référence à l'article R.151-27 du Code de l'Urbanisme, quelles constructions sont interdites, autorisées ou soumises à condition.

Afin d'assurer la clarté juridique du règlement, les destinations des constructions mentionnées dans les articles 1 et 2 reprennent à l'identique les dispositions de l'article R.151-27 du Code de l'Urbanisme fixant les destinations suivantes : « 1° *Exploitation agricole et forestière* ; 2° *Habitation* ; 3° *Commerce et activités de service* ; 4° *Équipements d'intérêt collectif et services publics* ; 5° *Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire* ». Cette articulation juridique est rappelée dans les dispositions générales introduisant le document.

Article 3 - Mixité fonctionnelle et sociale

Cet article n'est pas réglementé à Coulombiers.

■ RÉGLEMENTATION DES CARACTÉRISTIQUES URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE DES CONSTRUCTIONS

Article 4 - Volumétrie et implantation des constructions

■ La volumétrie des constructions

L'objectif de cet article est de favoriser l'émergence d'un paysage bâti cohérent en encadrant les possibilités de hauteur des constructions selon des critères liés à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains, et à la conservation des perspectives monumentales.

À Coulombiers, la règle pour la hauteur des constructions est volontairement variable et définie en référence à « l'égout du toit » ou au sommet de l'acrotère, le cas échéant.

- En secteur urbain « U », une hauteur maximale de 8 mètres ou identique à une construction existant dans le périmètre immédiat est déterminée pour les constructions à usage d'habitation, permettant la réalisation aisée de deux niveaux d'habitat.
- En secteur urbain à vocation économique « Ue », une hauteur maximale de 12 mètres ou identique à une construction existant dans le périmètre immédiat est déterminée, permettant la réalisation des constructions économiques artisanales, industrielles ou tertiaires.

- En secteur urbain à vocation d'équipements et services publics « Us », une hauteur maximale de 9 mètres ou identique à une construction existant dans le périmètre immédiat est déterminée, permettant la réalisation des équipements publics.
- En secteur agricole « A », une hauteur maximale de 9 mètres est déterminée pour les constructions agricoles et sylvicoles et de 6 mètres ou identique à une construction existant dans le périmètre immédiat pour les constructions à usage d'habitation. Les annexes des constructions à usage d'habitation sont limitées à 3 mètres.
- En secteur naturel « N », afin de modérer l'impact paysager des constructions, la hauteur maximale des seules constructions autorisées est limitée à une hauteur comparable aux constructions avoisinantes. Les annexes des constructions à usage d'habitation sont limitées à 3 mètres.
- En secteurs à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh » et naturel à vocation d'habitat « Nh », afin de modérer l'impact paysager des constructions, la hauteur maximale des seules constructions autorisées est limitée à 6 mètres ou identique à une construction existant dans le périmètre immédiat.
- En secteur naturel à vocation de loisirs « NL », une hauteur maximale de 3 mètres ou identique à une construction existant dans le périmètre immédiat est déterminée, permettant la réalisation des installations légères de loisirs et des constructions agricoles servant de support à l'activité agro-touristique en développement.

Enfin, dans tous les secteurs, les ouvrages et installations nécessaires au fonctionnement des réseaux de télécommunication (pylônes des antennes-relais notamment) sont dispensés des règles de hauteur.

▪ **L'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques**

Cet article comporte trois objectifs majeurs :

- Maintenir la sécurité routière sur les voies de circulation.
- Définir un niveau de densité réel et perçu, en appliquant le principe de gestion économe des sols.
- Créer un paysage bâti cohérent en organisant l'alignement des façades.

Dans tous les secteurs, trois options sont possibles : soit un alignement sur la voie ou l'emprise publique, soit un alignement constaté sur une construction riveraine, soit un alignement à deux ou trois mètres de la voie ou de l'emprise publique, selon le type de construction, s'il n'y a pas de point d'appui.

Sur tous les secteurs, des règles d'implantation plus souples sont instituées pour les ouvrages techniques nécessaires aux réseaux d'eau et d'électricité afin de ne pas générer de contrainte pour les gestionnaires de réseaux. Ces ouvrages comportent en effet de faibles enjeux spatiaux et paysagers.

▪ **L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Cet article comporte également trois objectifs majeurs :

- Favoriser la gestion économe des sols ;
- Assurer la salubrité publique ;
- Favoriser l'efficacité énergétique des nouvelles constructions.

Dans tous les secteurs, deux options sont possibles : l'accroche sur une ou plusieurs limites séparatives selon la taille de la parcelle, mais aussi à une distance de deux ou trois mètres, selon le type de construction.

La prise en compte du principe de gestion économe des sols est à l'origine de la règle permettant l'implantation de la construction en limite séparative. L'objectif est d'économiser le foncier situé entre les constructions, et qui ne joue souvent qu'un rôle d'espace tampon pour les habitants. Cette règle permet également de favoriser l'efficacité énergétique des nouvelles constructions lorsque celles-ci sont implantées sur la même limite séparative (diminution des surfaces au froid).

La règle de recul minimum de deux ou trois mètres lorsque la construction n'est pas implantée en limite séparative est destinée à éviter la création de réduits entre les constructions, qui sont des sources potentielles d'insalubrité liées à leur mauvaise accessibilité, à l'humidité et à la mauvaise circulation de l'air.

Article 5 - Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère des constructions

L'objectif essentiel de cet article est d'orienter la production du bâti en cohérence avec les caractéristiques architecturales locales pour préserver les paysages urbains et ruraux de Coulombiers. L'aspect extérieur des constructions est ainsi réglementé en ce qui concerne les teintes des matériaux utilisés pour les murs et les pentes et matériaux des toitures afin d'assurer l'intégration des bâtiments dans leur environnement.

Le principe de réglementation des clôtures répond à l'objectif de création d'une interface harmonieuse entre l'espace privé et l'espace public, respectueuse des paysages bâtis et ruraux de Coulombiers.

Article 6 - Traitement environnemental et paysager des espaces non-bâtis et abords des constructions

L'objectif de cet article est de favoriser l'émergence d'espaces privatifs qualitatifs au sein des paysages bâtis de Coulombiers. Le principe de préservation de la végétation existante protégée est affirmé pour les nouveaux projets de construction.

Par ailleurs, le règlement référence en annexe les essences végétales spécifiquement adaptées aux milieux et au climat de la commune.

Article 7 - Obligations imposées en matière de stationnement

L'objectif de cet article est de prévoir les capacités de stationnement adaptées aux usages. Le porteur de projet doit prévoir en ce sens un stationnement adapté aux besoins de la construction concernée, sur la parcelle d'implantation, en dehors des voies publiques, selon les modalités annexées au règlement.

■ RÉGLEMENTATION POUR LE RACCORDEMENT AUX ÉQUIPEMENTS ET RÉSEAUX

Article 8 - Desserte par les voies publiques ou privées

L'enjeu de cet article est de conserver, voire d'améliorer, les conditions de déplacements des personnes et des marchandises sur l'espace, tout en tenant compte des problématiques de sécurité routière et de mixité des usages de la voirie.

Dans le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers, les règles mises en place répondent à un objectif essentiel de sécurité routière : les accès des nouvelles constructions et des opérations d'ensemble sur les voiries existantes ne doivent pas dégrader les conditions de circulation sur celles-ci, notamment au regard des critères de vitesse et de visibilité aux carrefours existants ou à créer.

Les règles répondent également à un enjeu d'efficacité des services publics, en disposant que les voies et accès à créer doivent permettre l'intervention des véhicules de secours et/ou des engins de collecte de déchets.

Article 9 - Desserte par les réseaux

L'enjeu de cet article est d'organiser la desserte des habitations et des activités par les réseaux publics existants, avec comme objectif essentiel le maintien de la salubrité et de l'hygiène publique. Il en découle les règles suivantes :

- Le principe de raccordement obligatoire au réseau d'eau potable existant est affirmé afin d'éviter la consommation par une partie de la population d'eau de mauvaise qualité bactériologique et chimique, issue d'un prélèvement direct dans le milieu naturel.
- Le principe de raccordement de la sortie des eaux usées à un système d'assainissement individuel ou collectif est affirmé afin de maintenir la salubrité et l'hygiène publique ainsi que la protection des milieux naturels. Une dérogation peut toutefois être accordée lorsque ce raccordement génère un coût supérieur à celui de l'installation d'un système d'assainissement individuel.
- Le raccordement à un réseau d'eaux pluviales n'est pas obligatoire. Le principe affirmé est celui d'une récupération et d'une infiltration des eaux de pluie sur la propriété du pétitionnaire. Les projets ne doivent pas altérer la quantité et la qualité des eaux de ruissellement. Cette règle est définie en référence à la disposition 3D-1 du SDAGE Loire-Bretagne, dans l'objectif de limiter autant que faire se peut l'imperméabilisation des sols.
- Le raccordement aux réseaux d'électricité et de téléphone n'est pas obligatoire car ces services ne sont pas considérés comme porteurs d'enjeux collectifs. Il revient au porteur de projet d'opter pour les solutions énergétiques ou de communication de son choix. Seul le principe d'intégration paysagère des nouveaux raccordements est affirmé (intégration souterraine ou en façade).

Aucune obligation de desserte par les réseaux de communication numérique n'est imposée en raison de l'inadaptation de ces règles aux caractéristiques de la commune.

■ RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX CHANGEMENTS DE DESTINATION DES BÂTIMENTS

Conformément aux dispositions de l'article L.151-11 du Code de l'Urbanisme, le règlement peut désigner en zone agricole et naturelle les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Ces bâtiments sont détournés en noir et étoilés dans les documents graphiques.

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers désigne ainsi **34 constructions susceptibles de changer de destination** pour l'habitation (logement), le commerce et les activités de service (artisanat et commerce de détail, hébergement hôtelier et touristique). Il est en effet essentiel que le bâti vernaculaire présent sur les lieux-dits conserve une certaine attractivité pour différents usages, afin d'assurer sa pérennité à long terme.

Le recensement du bâti susceptible de changer de destination a été réalisé par les élus du Conseil Municipal, sur la base de connaissances locales, et est répertorié aux documents graphiques du PLU. Le bâti précaire (hangars en tôle, ruines...) a été exclu de l'inventaire.

Comme illustré ci-contre, il s'agit de bâti d'architecture traditionnelle de la région poitevine, dont l'usage était initialement agricole ou accessoire à la fonction d'habitat (grange, remise...). La qualité du bâti permet son adaptation à la fonction d'habitat et, dans le même temps, la sauvegarde d'un cadre de vie rural.

Exemple de bâti identifié comme susceptible de changer de destination au niveau du lieu-dit « La Petite Mare »



JUSTIFICATION DES CHOIX LIÉS AUX SERVITUDES D'URBANISME

■ LES EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers délimite **1 emplacement réservé** pour la création ou la modification de voies et ouvrages publics, d'installations d'intérêt général, d'espaces verts ou d'espaces nécessaires aux continuités écologiques. Les justifications de ces emplacements réservés, au regard des motifs prévus par la Loi, sont exposées dans le tableau ci-dessous.

Liste des emplacements réservés

N°	Localisation	Objet	Surface	Bénéficiaire	Justification au regard de l'article L.151-41 du code de l'Urbanisme
01	« Fonderie »	Création d'une liaison piétonne	2 677 m ²	Commune	Voies et ouvrages publics

Les emplacements réservés sont destinés à favoriser l'acquisition par les collectivités de terrains destinés à ces opérations. Leur création permet d'éviter qu'un terrain destiné à servir d'emprise à un équipement public fasse l'objet d'une utilisation incompatible avec sa destination future. Cette restriction apportée à l'utilisation du sol garantit la disponibilité foncière en temps utile et aux endroits adéquats.

■ LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS

Les boisements

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers délimite **59,6 hectares d'espaces boisés classés**, selon les dispositions prévues à l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme. Ce classement permet la réalisation des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ». Il interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements et entraîne de plein droit le rejet de toute demande d'autorisation de défrichement.

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, cette protection juridique stricte s'applique aux boisements de la commune situés dans un réservoir de biodiversité identifié au Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes.

La pérennité à long terme de ces boisements assure le maintien de la fonctionnalité du réseau écologique de la trame verte et bleue.

La justification de l'articulation des protections entre espaces boisés classés, éléments de paysage à protéger et autres boisements est donnée ci-après.

Les arbres remarquables et/ou isolés

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers prend en compte **1 arbre remarquable**, défini en tant qu'espace boisé classé selon les dispositions de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme.

Il s'agit d'un Peuplier noir d'Italie (*Populus nigra italica*), d'une hauteur de 26 mètres, d'une envergure de 10 mètres, âgé d'environ 155 ans. Il fait partie de l'inventaire réalisé par Vienne Nature en 2000.

Ce classement permet la réalisation des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ». Il interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation de cet arbre et entraîne de plein droit le rejet de toute demande d'autorisation de défrichement.

■ LES ÉLÉMENTS DE PAYSAGE À PROTÉGER

Pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural

■ Les chemins de randonnée

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers identifie et localise **23,2 kilomètres de chemins** à préserver pour des motifs d'ordre culturel et historique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Valoriser le cadre de vie » et à « Intégrer les enjeux du réchauffement climatique » et sur la base du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDIPR).

La protection des chemins ruraux revêt une grande importance pour l'intérêt général : ils constituent un héritage historique, sont une composante culturelle du cadre de vie, notamment pour la pratique de la petite randonnée, et constituent un atout pour le développement du tourisme vert. Ils peuvent également être le support de corridors écologiques lorsqu'ils sont bordés de linéaires végétaux. Ce patrimoine commun doit être protégé en ce sens. Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des chemins identifiés au PLU est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. La pérennité de la continuité du cheminement est une contrainte.

■ Les éléments de petit patrimoine

Une servitude d'urbanisme s'applique également sur les principaux éléments de patrimoine recensés dans le diagnostic territorial et non protégés au titre des monuments historiques. Ainsi, **2 ensembles architecturaux** sont classés en tant qu'élément de paysage à protéger, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit du lavoir situé en centre-bourg et du gué (muret compris) de « Fondonne », sur *le Palais*.

Ce classement est pris en application de l'orientation du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Valoriser le cadre de vie ». Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des ensembles architecturaux identifiés au PLU est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. En cas de travaux, une attention particulière devra être portée sur le maintien de l'écriture architecturale du bâti. Les démolitions ne sont envisageables qu'en regard à la salubrité et à la sécurité publiques.

▪ Les parcs et jardins

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers recense **1 parc ou jardin** présentant un intérêt esthétique et qui fait l'objet d'un classement en tant qu'éléments de paysage à protéger, selon les dispositions prévues à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme. Il s'agit de l'espace naturel situé à l'arrière de l'église, en centre-bourg de Coulombiers.

Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ». Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, la destruction des parcs et jardins identifiés au PLU est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

Pour des motifs d'ordre écologique

▪ Les boisements

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers délimite **132,8 hectares de boisements** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ».

Afin de répondre aux enjeux environnementaux, cette protection juridique plus souple que celle s'appliquant aux espaces boisés classés concerne les boisements de la commune situés hors réservoirs de biodiversité identifiés au Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes. Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'un boisement par arrachage ou dessouchage est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. En cas d'accord sur cette suppression, et en tant que mesure compensatoire, un boisement équivalent ou supérieur en surface doit être réalisé sur le territoire communal.

La justification de l'articulation des protections entre espaces boisés classés, éléments de paysage à protéger et autres boisements est donnée ci-après.

▪ Les arbres isolés

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers prend en compte **30 arbres isolés**, à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Ce classement permet la réalisation des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ».

Il s'agit d'arbres ayant un intérêt paysager ou esthétique, selon un inventaire réalisé par les groupes de travail participatifs dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

▪ Les haies

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers identifie et localise **81,8 kilomètres de haies** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ».

La protection des haies répond à plusieurs enjeux convergents :

- Le maintien de la perméabilité écologique diffuse du territoire ;
- La préservation du cadre de vie et l'intégration paysagère des constructions ;
- Le développement du tourisme vert.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une haie par arrachage ou dessouchage est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. En cas d'accord sur cette suppression, et en tant que mesure compensatoire, la plantation d'une haie de longueur équivalente ou supérieure doit être réalisée sur le territoire communal.

▪ Les mares

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers identifie et localise **29 mares** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ».

La protection des mares répond, là encore, à plusieurs enjeux convergents :

- Le maintien de la perméabilité écologique diffuse du territoire ;
- La préservation du cadre de vie.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, tout projet de destruction d'une mare par assèchement ou comblement est conditionné au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie. Les travaux pourront être refusés ou assortis de mesures compensatoires définies au cas par cas.

▪ Les espaces à dominante humide

Le Plan Local d'Urbanisme de Coulombiers délimite **29,5 hectares d'espaces à dominante humide** à préserver pour des motifs d'ordre écologique, selon les dispositions prévues à l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme. Ce classement est pris en application des orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables visant à « Protéger la richesse biologique du territoire » et à « Valoriser le cadre de vie ».

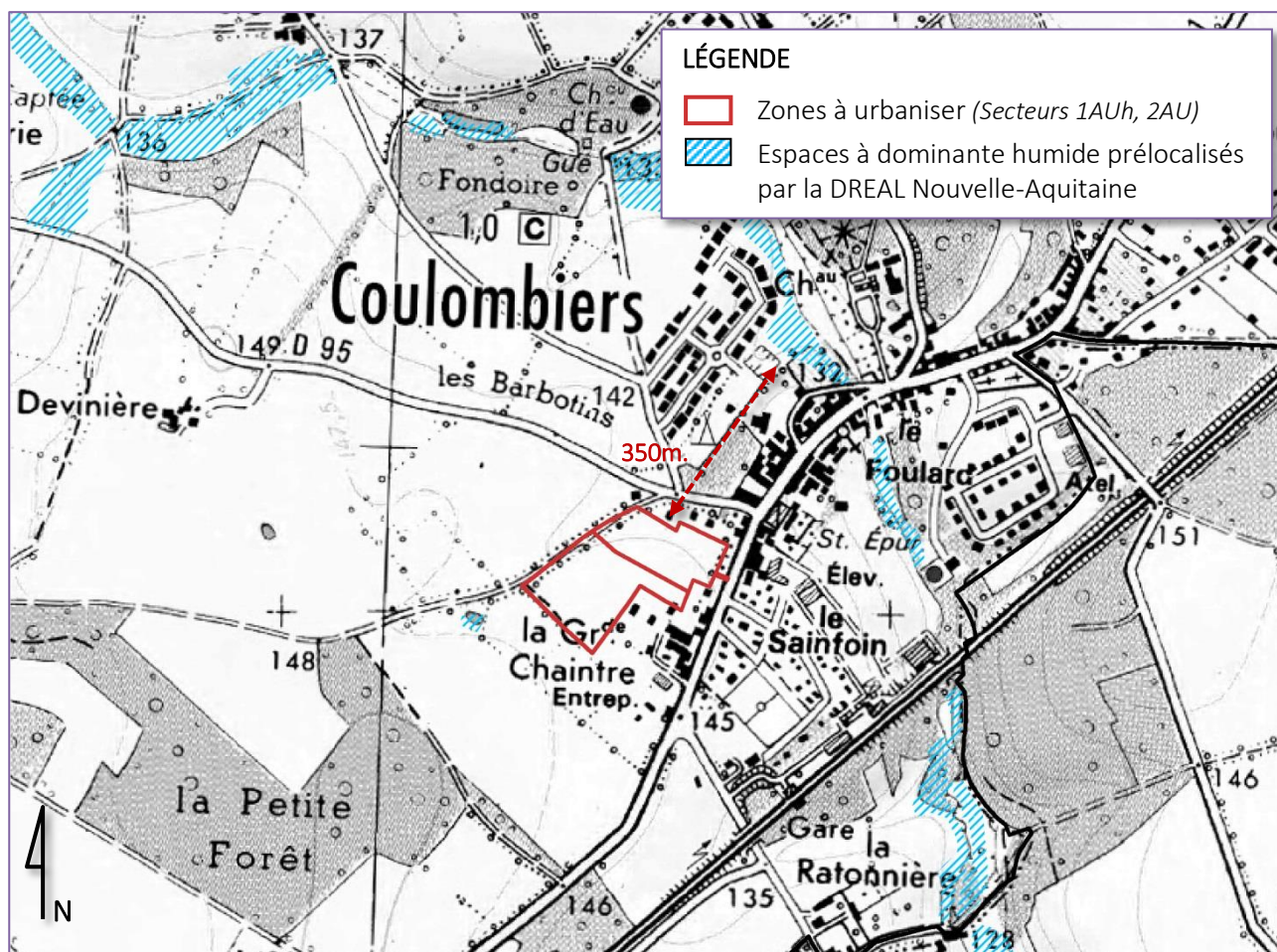
Conformément aux prescriptions du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE du Clain, tout aménagement mettant en danger ces éléments de paysage à protéger sont interdits.

À défaut d'alternative avérée, le règlement du PLU impose une recherche de minimisation des impacts des aménagements et une compensation, sous forme de restauration ou de création d'un espace équivalent sur le plan fonctionnel, paysager et écologique, sur le même bassin versant que l'unité foncière supportant l'aménagement. À défaut de compensation sur le même bassin versant ou dans l'incapacité d'obtenir les mêmes fonctionnalités paysagères ou écologiques, l'obligation de compensation portée au règlement impose alors une compensation à hauteur de 200% de l'unité foncière supportant l'aménagement, sur le même bassin versant ou sur un bassin versant différent, sur le territoire communal.

Comme illustré ci-après, une évaluation du lien entre futures zones à urbaniser et espaces à dominante humide a été réalisée. Les deux secteurs porteurs d'urbanisation future (secteur à urbaniser à court terme à vocation d'habitat « 1AUh » et secteur à urbaniser à long terme « 2AU ») sont distants d'environ 350 mètres de l'espace à dominante humide le plus proche, situé aux abords du *Ruisseau du Palais*. **Aucun lien fonctionnel n'existe entre ces espaces**, séparés par différents îlots bâtis du Bourg de Coulombiers. L'urbanisation de ces sites est donc sans impact sur les espaces à dominante humide prélocalisés par la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

S'agissant des enveloppes de probabilité d'espaces à dominante humide définies dans le cadre du SAGE du *Clain*, étant donné le niveau d'imprécision de la donnée, tant sur le plan géographique que typologique, ces espaces ne sont pas protégés au titre du PLU en tant qu'espaces à dominante humide. Au regard des zones ouvertes à l'urbanisation, celles-ci ne sont pas situées à proximité immédiates d'enveloppes de probabilité telles que définies par le SAGE du *Clain*.

Localisation des zones à urbaniser au regard de la prélocalisation d'espaces à dominante humide opérée par la DREAL Nouvelle-Aquitaine



Source : SIG Parcours, données IGN SCAN 25 et DREAL Nouvelle-Aquitaine, zonage du PLU – Échelle : 1/10 000

■ ARTICULATION ENTRE ESPACES BOISÉS CLASSÉS ET ÉLÉMENTS DE PAYSAGE À PROTÉGER

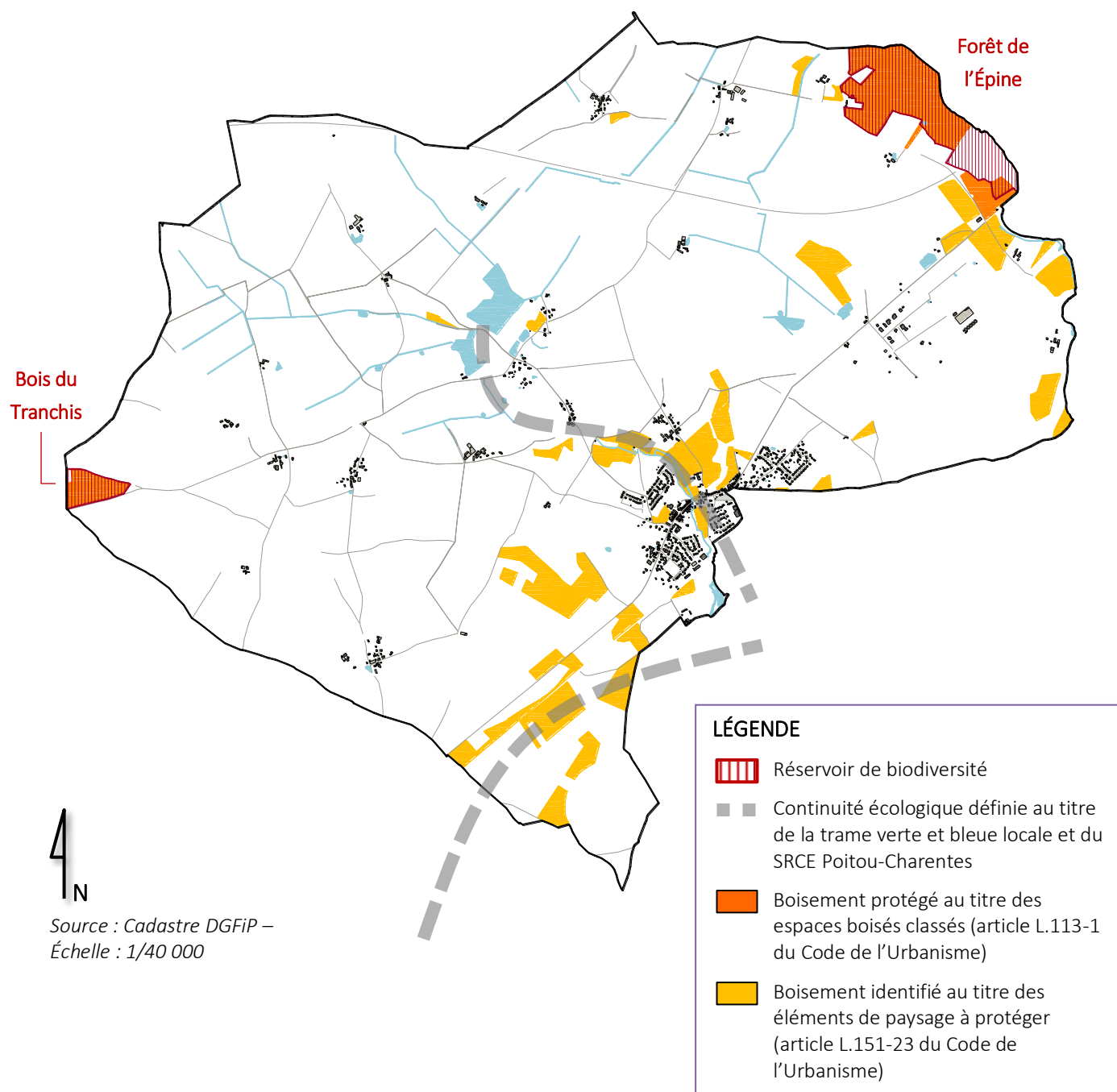
L'articulation des protections de boisements au titre des espaces boisés classés et des éléments de paysage à protéger a été élaborée à partir de multiples facteurs (taille des boisements, intérêt écologique, proximité de réservoirs de biodiversité ou de continuités écologiques, prorogation de protections mises en œuvre au document d'urbanisme en vigueur...).

La protection au titre des espaces boisés classés s'est particulièrement attachée à être en cohérence avec les réservoirs de biodiversité, dans le respect du Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

L'identification au titre des éléments de paysage à protéger concerne des boisements importants mais plus modestes, relevant d'une richesse biologique « ordinaire ».

La protection des boisements mise en place sur la commune résulte d'un travail de synthèse entre la réalité du terrain et les enjeux écologiques réels introduits par les dispositifs de connaissance (ZNIEFF, Schéma Régional de Cohérence Écologique) à l'œuvre sur le territoire. L'enjeu est de permettre, à l'échelle communale, la pérennité de la richesse biologique (notion d'érosion de la biodiversité), sans contraindre inutilement la gestion des espaces.

Articulation entre espaces boisés classés et éléments de paysage à protéger



CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS RETENUS POUR L'ANALYSE DES RÉSULTATS DU PLAN

■ MODALITÉS DE SUIVI RETENUES

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est défini sur une période de 10 ans. L'analyse des résultats du plan, au regard des objectifs fixés, doit être réalisée neuf ans au plus tard après son approbation, conformément à l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme, reproduit ci-dessous.

Afin d'identifier à un stade précoce les incidences négatives imprévues, conformément à l'article L.122-6 du Code de l'Environnement, reproduit ci-dessous, et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées, il est proposé la rédaction d'un rapport d'analyse des effets du plan sur l'environnement à la moitié de la période prévue pour la mise en œuvre du projet. Il contiendra des données chiffrées sur l'année en cours concernant les indicateurs exposés ci-après.

La constitution du rapport d'analyse pourrait donc avoir lieu quatre ans après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme, soit au cours de l'année 2023, puis au terme des neuf ans fixés par la réglementation, soit au cours de l'année 2028.

Les élus compétents en matière d'environnement pourront se réunir pour examiner les conclusions de ce rapport et, si nécessaire, proposer au Conseil Municipal et au Conseil Communautaire de réorienter ou de compléter certaines décisions en matière d'aménagement. Une modification du Plan Local d'Urbanisme pourra être décidée suite à ce débat.

Article L.153-27 du Code de l'Urbanisme

Neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, ou la dernière délibération portant révision complète de ce plan, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.101-2 et, le cas échéant, aux articles L.1214-1 et L.1214-2 du Code des Transports.

L'analyse des résultats porte également, le cas échéant, sur les unités touristiques nouvelles mentionnées à l'article L.122-16 du présent code.

L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

Article L.122-6 du Code de l'Environnement

L'évaluation environnementale comporte l'établissement d'un rapport qui identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme. Ce rapport présente les mesures prévues pour éviter les incidences négatives notables que l'application du plan ou du programme peut entraîner sur l'environnement, les mesures prévues pour réduire celles qui ne peuvent être évitées et les mesures prévues pour compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Il expose les autres solutions envisagées et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, le projet a été retenu. Il définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du plan ou du programme sur l'environnement afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

■ INDICATEURS DE SUIVI DES EFFETS DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT

Les critères et indicateurs retenus ci-après sont pris en application de l'article L.153-27 du Code de l'Urbanisme et sur la base des grands principes de l'article L.101-2 du même Code, lorsqu'applicables au contexte communal.

Article L.101-2 du Code de l'Urbanisme

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

▪ Principes d'équilibre de l'urbanisme

Indicateur	Objectifs de principe (le cas échéant)	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
HABITAT			
Reprise de logements vacants	11 logements		
Achèvement d'opérations en cours	25 logements		
Reconquête d'espaces interstitiels	4 logements		
Changement de destination zone A ou N	7 logements		
MOBILITÉ			
Chemins de randonnée préservés (EPP L.151-19 du Code de l'Urbanisme)	23,2 kilomètres		

▪ Qualité urbaine, architecturale et paysagère

Indicateur	Objectifs de principe (le cas échéant)	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE ET PAYSAGÈRE			
Éléments de patrimoine préservés (EPP L.151-19 du Code de l'Urbanisme)	2 éléments		
Parcs et jardins urbains préservés (EPP L.151-19 du Code de l'Urbanisme)	1 élément		

▪ Diversité des fonctions et mixité sociale dans l'habitat

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
POPULATION			
Population totale	1 149 (2015)		
Taille des ménages	2,48 (2015)		
FONCTION RÉSIDENTIELLE			
Nombre de résidences principales	463 (2015)		
Nombre de résidences secondaires	12 (2015)		
Nombre de logements vacants	35 (2015)		
Rythme de construction	3,6 logts/an (2007/2016)		
Nombre de permis déposés (habitat)			
Surface totale consommée (habitat)			
MIXITÉ SOCIALE ET GÉNÉRATIONNELLE			
Part des locataires dans le parc de logements	19,0% (2015)		
Part des locataires sociaux dans le parc	4,3% (2015)		
Population âgée de moins de 20 ans	287 (2015)		
Population âgée de plus de 60 ans	512 (2015)		
Indice de jeunesse	0,56 (2015)		

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
ÉQUIPEMENTS			
Nombre d'enfants scolarisés sur la commune	117 (2020/2021)		
Nombre de permis déposés (équipements)			
Surface totale consommée (équipements)			
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE			
Nombre d'emplois sur la commune	331 (2015)		
Habitants employés sur la commune	103 (2015)		
Habitants employés hors commune	412 (2015)		
Indicateur de concentration d'emploi	64,2 (2015)		
Taux d'occupation de la ZA intercommunale de « La Pazioterie » (Viennopôle)	75% phase 1 (7,5/10 ha) 70% phase 2 (17,5/25 ha) 0% phase 3 (0/30 ha) Total : 25 /65 ha (38,5%)		
Nombre de commerces en centre-bourg	9 (2021)		
Nombre de permis déposés (dév. éco.)			
Surface totale consommée (dév. éco.)			
DÉPLACEMENTS ET TRANSPORTS			
Part des transports en commun	2,1 % (2014)		
Part des mobilités douces	7,4 % (2014)		
Bilan carbone des actifs	349,2 tonnes/an (2014)		

▪ **Sécurité et la salubrité publiques**

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Nombre d'accidents sur le réseau viaire	5 (2009/2013) dont 7 blessés et aucun mort		
SALUBRITÉ PUBLIQUE			
Conformité de la STEP du Bourg	OUI (2018)		
Conformité de la STEP de « La Pazioterie »	OUI (2018)		
Conformité de la STEP de « La Gaucherie »	NON (2018)		

▪ **Prévention des risques, pollutions et nuisances**

Aucun indicateur n'est défini en raison de la faiblesse des enjeux sur la commune.

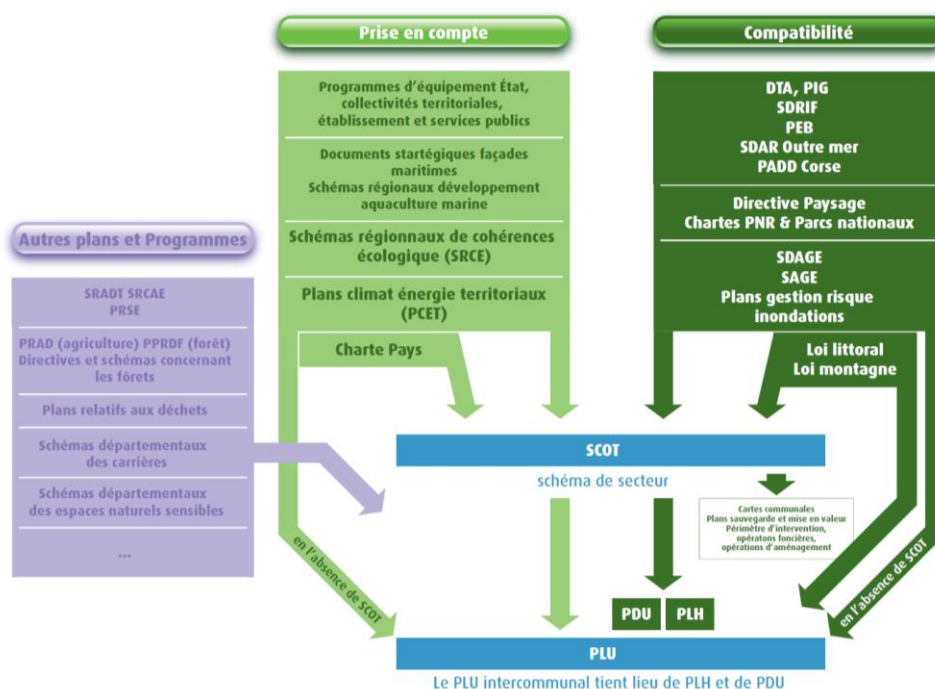
▪ Protection des milieux naturels et des paysages

Indicateur	Objectifs de principe (le cas échéant)	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
MILIEUX NATURELS			
Boisements classés (EBC L.113-1 du Code de l'Urbanisme)	59,6 hectares		
Arbres remarquables classés (EBC L.113-1 du Code de l'Urbanisme)	1 élément		
Autres boisements préservés (EPP L.151-23 du Code de l'Urbanisme)	132,8 hectares		
Autres arbres isolés préservés (EPP L.151-23 du Code de l'Urbanisme)	30 éléments		
Haies bocagères préservées (EPP L.151-23 du Code de l'Urbanisme)	81,8 kilomètres		
Mares préservées (EPP L.151-23 du Code de l'Urbanisme)	29 éléments		
PRÉSERVATION DE LA QUALITÉ DE L'EAU			
Respect des références de qualité	OUI (2018)		
Teneur en nitrates	39 mg/L (2018)		
CONSOMMATION D'ESPACE, LUTTE CONTRE L'ÉTALEMENT URBAIN			
Nombre de permis déposés (toutes destinations confondues)			
Surface totale consommée (toutes destinations confondues)			

▪ Lutte contre le changement climatique

Indicateur	Référence	Réalisation en 2023	Réalisation en 2028
ÉNERGIES RENOUVELABLES			
Nombre de déclarations de travaux pour production d'énergies renouvelables			

CINQUIÈME PARTIE — COMPATIBILITÉ AVEC LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES



■ OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME (RAPPEL RÉGLEMENTAIRE)

Article L.131-4 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales sont compatibles avec :

- 1° Les schémas de cohérence territoriale prévus à l'article L.141-1 ;*
- 2° Les schémas de mise en valeur de la mer prévus à l'article 57 de la Loi n° 83-8 du 7 Janvier 1983 ;*
- 3° Les plans de déplacements urbains prévus à l'article L.1214-1 du Code des Transports ;*
- 4° Les programmes locaux de l'habitat prévus à l'article L.302-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;*
- 5° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports conformément à l'article L.112-4.*

Article L.131-5 du Code de l'Urbanisme

Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial prévu à l'article L.229-26 du Code de l'Environnement.

Article L.131-7 du Code de l'Urbanisme

En l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les documents en tenant lieu et les cartes communales sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1° à 10° de l'article L.131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L.131-2.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un plan local d'urbanisme, d'un document en tenant lieu ou d'une carte communale, ces derniers sont, si nécessaire, rendus compatibles ou les prennent en compte dans un délai de trois ans.

■ OBLIGATIONS DE COMPATIBILITÉ ET DE PRISE EN COMPTE DES PLANS LOCAUX D'URBANISME EN L'ABSENCE DE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE APPROUVÉ

Article L.131-1 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale sont compatibles avec :

- 1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L.172-1 ;*
- 2° Les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables ;*
- 3° Le schéma directeur de la région d'Île-de-France prévu à l'article L.123-1 ;*
- 4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales ;*

- 5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L.4424-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- 6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L.333-1 du Code de l'Environnement ;*
- 7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L.331-3 du Code de l'Environnement ;*
- 8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-1 du Code de l'Environnement ;*
- 9° Les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux prévus à l'article L.212-3 du Code de l'Environnement ;*
- 10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L.566-7 du Code de l'Environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7 ;*
- [...]*

Article L.131-2 du Code de l'Urbanisme

Les schémas de cohérence territoriale prennent en compte :

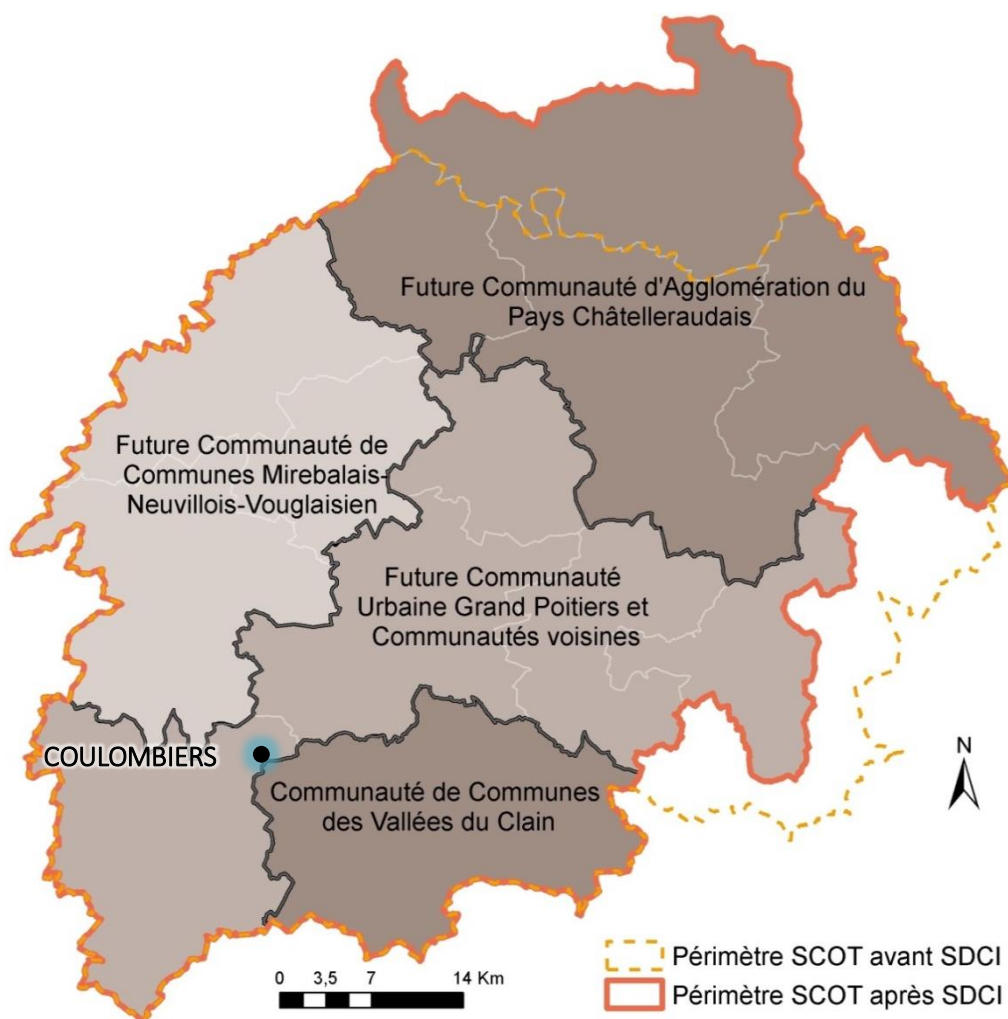
- 1° Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires prévu à l'article L.4251-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;*
- 2° Les schémas régionaux de cohérence écologique prévus à l'article L.371-3 du Code de l'Environnement ;*
- 3° Les schémas régionaux de développement de l'aquaculture marine prévus à l'article L.923-1-1 du Code Rural et de la Pêche maritime ;*
- 4° Les programmes d'équipement de l'État, des collectivités territoriales et des établissements et services publics ;*
- 5° Les schémas régionaux des carrières prévus à l'article L.515-3 du Code de l'Environnement.*

En l'absence de Schéma de Cohérence Territoriale approuvé sur la commune de Coulombiers, la prise en compte des plans et programmes détaillés aux articles L.131-1 et L.131-2 du Code de l'Urbanisme est décrite ci-après.

LE SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCoT) DU SEUIL DU POITOU

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Coulombiers est incluse dans le périmètre arrêté du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Seuil du Poitou, animé par le Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Seuil du Poitou (SMASP). Le périmètre de ce SCoT a été publié par Arrêté Préfectoral en date du 22 Août 2008 (Arrêté n°2008-ATDL-SCOT-1).



Source : Site internet du SMASP, (Mars 2016)

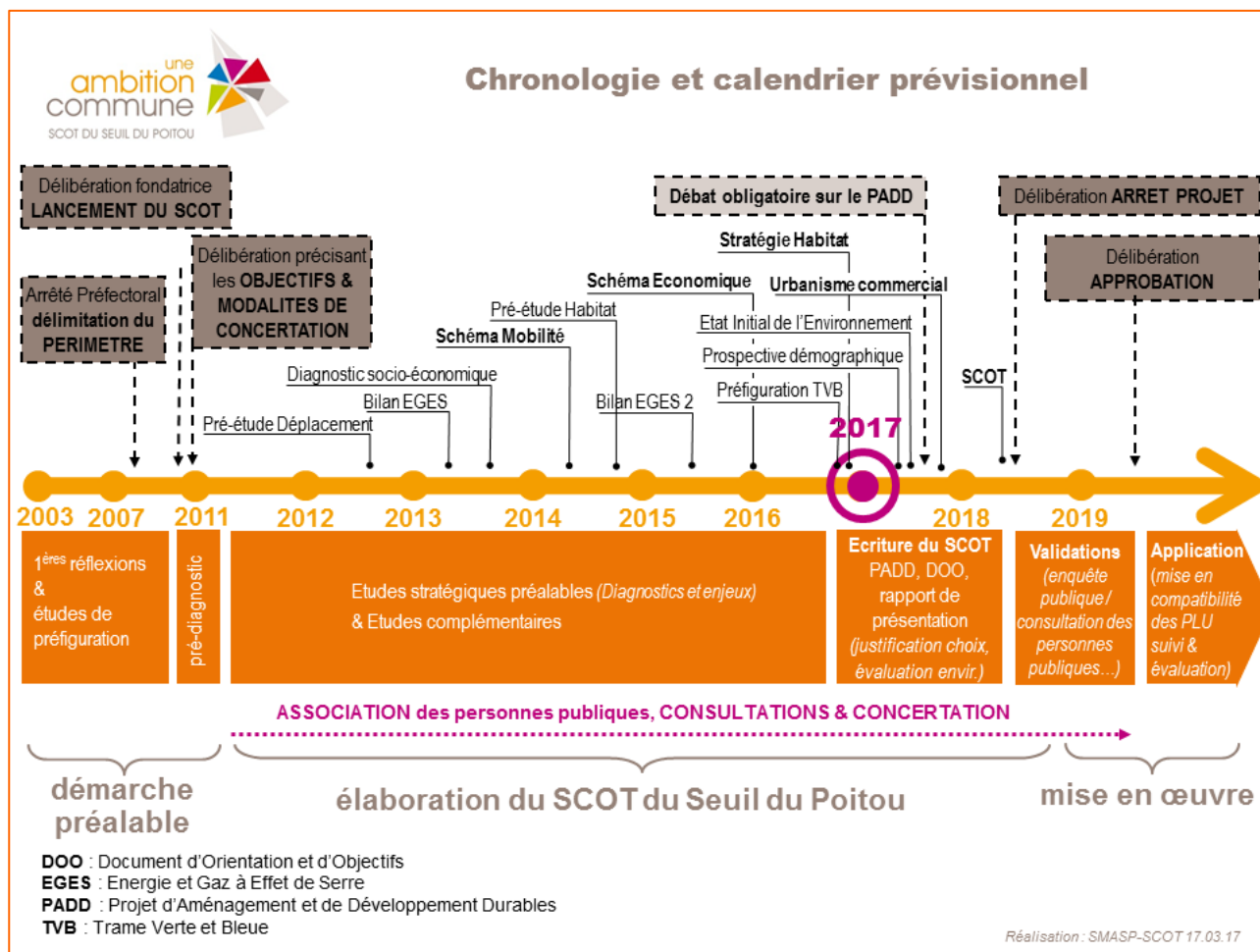
La modification du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) en Mars 2016 a entraîné une modification du périmètre du SCoT à compter de Janvier 2017 afin de tenir compte des nouvelles intercommunalités. Le SCoT couvre les agglomérations de Poitiers et Châtelleraut et, désormais, un total de 140 communes et 340 000 habitants (chiffres 2013).

Après une phase de pré-diagnostic (2011/2012) et la réalisation d'un diagnostic territorial (période 2012/2017), le SCoT est en cours d'écriture (PADD et DOO en 2017/2018), comme indiqué sur le calendrier prévisionnel suivant.

Un schéma de mobilités a été validé en 2014 et un schéma de développement et d'aménagement économique finalisé en Novembre 2015.

Parallèlement, des études complémentaires sont conduites sur les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre, sur l'état de la biodiversité et les dynamiques d'évolution associées, ou encore sur les tendances et évolutions démographiques à venir.

Calendrier prévisionnel d'élaboration du SCOT des aires urbaines de Poitiers et Châtelleraut



Source : Site internet du SMASP (Mai 2018)

Au moment de l'élaboration du PLU, seuls les grands enjeux émergents du SCOT définis lors de la phase de pré-diagnostic, sont connus. Ceux-ci s'articulent autour de trois axes :

- Axe 1 : Comment développer l'attractivité et la compétitivité du territoire ? (pilier économique)
- Axe 2 : Comment faire face aux défis environnementaux et énergétiques ? (pilier environnemental)
- Axe 3 : Comment améliorer la qualité de vie en faisant jouer la solidarité territoriale ? (pilier social)

■ COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES PREMIERS ENJEUX DU SCOT

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SCOT du Seuil du Poitou. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

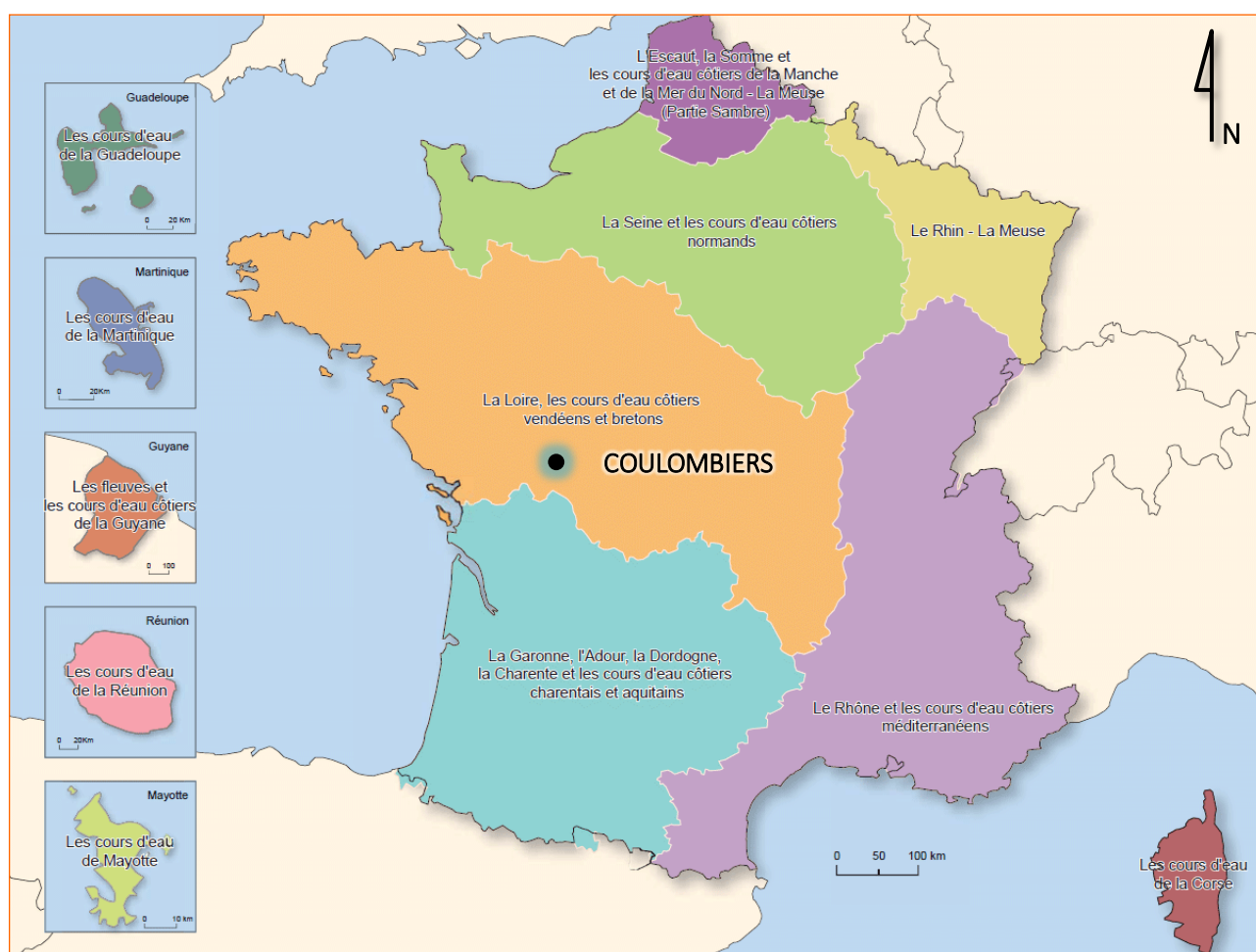
Enjeux du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Positionner le territoire du SCOT dans le Grand Ouest Atlantique.	Sans objet.
Saisir l'opportunité de la croissance démographique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°4 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Maintenir la vitalité démographique ».
Construire une stratégie de développement économique dans une approche intégrée, au service de l'attractivité du territoire et de la qualité de vie des habitants.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°7 et n°8 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Pérenniser le potentiel d'accueil d'entreprises » et « Soutenir le tissu commercial du centre-bourg ».
Économiser l'espace et limiter l'artificialisation des sols.	Les espaces dédiés à l'urbanisation ont été retenus en priorité par reprise de vacance, mobilisation des espaces interstitiels du Bourg et des principaux villages, changements de destination en zones naturelle et agricole et finalisation des opérations d'habitat en cours. La zone ouverte à l'urbanisation est située en extension immédiate et limitée du Bourg, sur un secteur entraînant une consommation limitée d'espaces agricoles ou naturels. Le PLU propose une consommation d'espace (8,99 hectares) et une ouverture à l'urbanisation (5,08 hectares) modérées, ainsi qu'une réduction significative des zones ouvertes à l'urbanisation de 33,14 hectares par rapport au document d'urbanisme précédent.
Préserver les ressources naturelles et les paysages.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°1 et n°2 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Protéger la richesse biologique du territoire » et « Valoriser le cadre de vie ».
Limiter les risques et nuisances.	Le PLU intègre un diagnostic des risques et le secteur défini comme constructible en tient compte.
Favoriser l'adaptation du territoire aux changements climatiques et à la nouvelle donne énergétique.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°3 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Intégrer les enjeux du réchauffement climatique ».
Adapter l'offre de logements aux besoins et répartir cette offre sur le territoire de manière à faciliter l'accès des habitants aux emplois et aux services.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°4 et n°5 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Maintenir la vitalité démographique » et « Faire émerger un urbanisme structuré ».

Enjeux du Schéma de Cohérence Territoriale du Seuil du Poitou	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Permettre la mobilité de tous et limiter les nuisances liées à l'automobile en articulant développement urbain et réseaux de transport collectif.	Les enjeux de limitation des nuisances automobiles sont pris en compte à travers les orientations n°3 et n°6 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables : « Intégrer les enjeux du réchauffement climatique » et « Conforter le niveau d'équipements ».
Permettre un accès facilité de tous aux services et équipements de proximité en assurant un maillage régulier du territoire en pôles de services.	Ces enjeux sont traités à travers l'orientation n°6 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Conforter le niveau d'équipements ».
S'organiser pour bénéficier des retombées économiques du développement de la locomotive régionale.	Ces enjeux sont traités à travers les orientations n°7 et n°8 du Projet d'Aménagement et de Développement Durables « Pérenniser le potentiel d'accueil d'entreprises » et « Soutenir le tissu commercial du centre-bourg ».

LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) LOIRE- BRETAGNE

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Coulombiers est concernée par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, approuvé par Arrêté Préfectoral du 18 Novembre 2015.



■ COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME AVEC LES ORIENTATIONS DU SDAGE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Orientations du SDAGE Loire-Bretagne	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Repenser les aménagements de cours d'eau	Les cours d'eau de la commune (<i>Le Palais</i> et <i>La Rhune</i>) sont intégrés à la zone naturelle et aucun aménagement n'est prévu.
Réduire la pollution par les nitrates	Hors champ réglementaire du PLU.
Réduire la pollution organique	Les ouvrages de traitement des eaux usées sont suffisamment dimensionnés et fonctionnels pour traiter les effluents supplémentaires produits par l'augmentation de la population.
Maîtriser la pollution par les pesticides	Hors champ réglementaire du PLU.
Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	Hors champ réglementaire du PLU.
Protéger la santé en protégeant l'environnement	L'objectif de protection de l'environnement est une des grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.
Maîtriser les prélèvements d'eau	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver les zones humides et la biodiversité	L'étude de prélocalisation des espaces à dominante humide réalisée par la DREAL a servi de cadrage au projet d'urbanisme. Aucun secteur de développement n'est localisé dans ces espaces. Sur ce point ainsi que sur l'ensemble des éléments de biodiversité, des mesures réglementaires sont prises pour protéger une très large partie des éléments constituant la Trame verte et bleue locale.
Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs	Hors champ réglementaire du PLU.
Préserver le littoral	Sans objet sur la commune.
Préserver les têtes de bassin versant	Sans objet sur la commune.
Réduire le risque d'inondation par les cours d'eau	Les cours d'eau de la commune ne sont pas identifiés comme générant un risque spécifique d'inondation.
Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Hors champ réglementaire du PLU.
Mettre en place des outils réglementaires et financiers	Hors champ réglementaire du PLU.
Informier, sensibiliser, favoriser les échanges	Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.

LE SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) DU CLAIN

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

La commune de Coulombiers est intégralement située sur le bassin versant du Clain.

Un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux est en cours d'élaboration. Les acteurs de l'eau délibérant sur le contenu du SAGE du Clain sont représentés depuis 2010 au sein de la Commission Locale de l'Eau (CLE), regroupant des élus, des usagers, les services de l'État.

Le Clain, dans le périmètre arrêté par le SAGE en 2009, draine un bassin versant de 2 882 km². Le SAGE a pour objet de fixer des conditions d'utilisation, de mise en valeur, de reconquête ou de préservation des ressources en eau superficielles et souterraines, des écosystèmes aquatiques et des zones humides. Une prélocalisation des zones humides à l'échelle du SAGE est par ailleurs en cours.

L'état initial du SAGE a été validé le 29 Juin 2011 et le diagnostic validé le 12 Novembre 2012. L'élaboration d'une stratégie et la rédaction des prescriptions du SAGE est en cours. Les scénarii alternatifs ont été validés le 7 Septembre 2016.



■ COMPATIBILITÉ DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SAGE DU CLAIN

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les enjeux du SAGE du Clain. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Enjeux connus du SAGE du Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Sécurisation de l'approvisionnement en eau potable	Définir les modalités de gestion de l'infra-Toarcien, diversifier les ressources	Sans objet sur la commune en l'absence de périmètre de protection de captage.
Réduction de la pollution par les nitrates et les pesticides	Établir un plan de réduction de l'usage des pesticides, limiter l'impact des eaux de drainage.	Hors champ réglementaire du PLU.
Partage de la ressource et atteinte de l'équilibre entre besoins et ressources	Économiser l'eau dans tous les usages	Hors champ réglementaire du PLU.

Enjeux connus du SAGE du Clain	Pistes d'action	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
Réduction de la pollution organique	Améliorer le fonctionnement des stations d'épuration et des réseaux, résorber les points noirs de l'assainissement non collectif.	La conformité de l'équipement épuratoire du Bourg aux réglementations est attestée (en 2017, conformité prévisionnelle pour 2018).
Maîtrise de la pollution par les substances dangereuses	Réduire l'impact des rejets d'eaux pluviales en zones urbaines	Sans objet sur la commune.
Réduction de l'aléa inondation et de la vulnérabilité des biens et des personnes	Limiter l'imperméabilisation, préserver et restaurer les zones d'expansion de crues	Les cours d'eau de la commune ne sont pas identifiés comme générant un risque spécifique d'inondation.
Restauration de la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau	Restaurer la continuité écologique, restaurer la qualité hydromorphologique des rivières.	Les cours d'eau de la commune (<i>Le Palais</i> et <i>La Rhune</i>) sont intégrés à la zone naturelle et aucun aménagement n'est prévu.
Restauration, préservation et gestion des zones humides et des têtes de bassin versant pour maintenir leurs fonctionnalités	Inventorier les zones humides, les préserver et les gérer.	Les espaces à dominante humide prélocalisés par la DREAL sont reportés au plan de zonage pour une meilleure prise en compte et assortis de prescriptions réglementaires (éléments de paysage à protéger).
Réduction de l'impact des plans d'eau, notamment en tête de bassin versant		Sans objet sur la commune.
Pérennisation du portage du SAGE, coordination et appui à la mise en œuvre des actions du SAGE	Faire émerger et/ou pérenniser les maîtrises d'ouvrages, accompagner techniquement et économiquement les acteurs.	Hors champ réglementaire du PLU.
Sensibilisation et information des acteurs de l'eau et des citoyens		Les informations relatives à la gestion des eaux et contenues dans le PLU sont mises à la disposition du public.
Maîtrise des coûts de la gestion de l'eau		Hors champ réglementaire du PLU.

LE SCHÉMA RÉGIONAL DE COHÉRENCE ÉCOLOGIQUE (SRCE) POITOU-CHARENTES

■ CONTEXTE TERRITORIAL ET INSTITUTIONNEL

En attente d'une refonte du SRCE dans le cadre de la Région Nouvelle-Aquitaine, le territoire de Coulombiers est concerné par le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes.

Le Préfet de Région Poitou-Charentes et le Président du Conseil Régional ont arrêté conjointement le projet de Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) Poitou-Charentes le 7 Novembre 2014.

Afin de recueillir leur avis sur ce projet, en application de l'article R.371-32 du Code de l'Environnement, la consultation officielle des collectivités a été organisée du 20 Novembre 2014 au 20 Février 2015. L'enquête publique s'est déroulée du 20 Mai au 23 Juin 2015 inclus. La commission d'enquête publique a rendu, le 23 Juillet 2015, un avis favorable à l'unanimité sur le Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes.

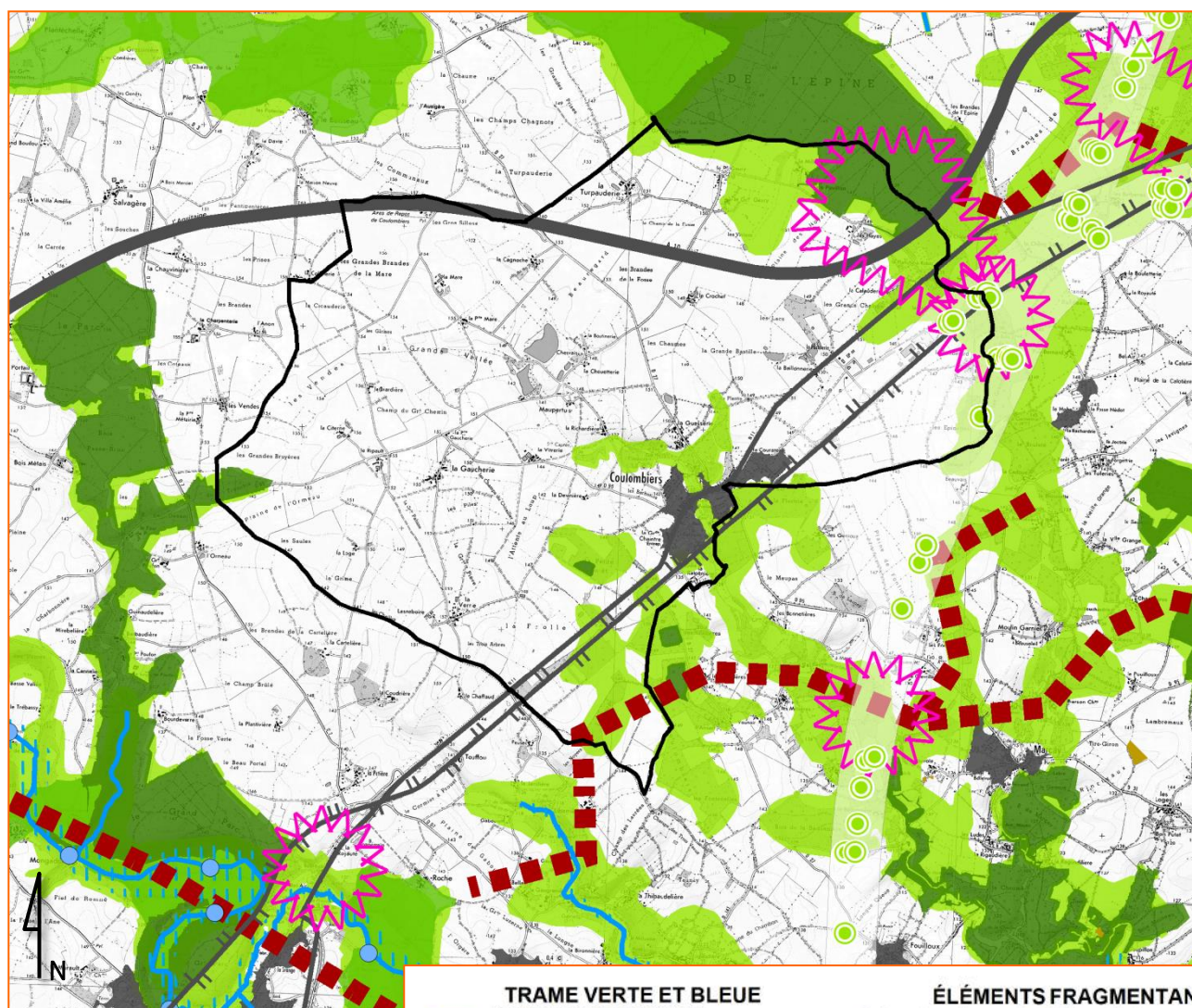
La publication des travaux destinés à identifier la trame verte et bleue régionale permet d'analyser globalement le fonctionnement écologique du territoire qui comporte ainsi :

- **Deux réservoirs de biodiversité de la sous-trame « forêt et landes »** sur :
 - Le Bois du Tranchis, en limite Ouest de la commune.
 - La Forêt de l'Épine, en limite Nord-Est de Coulombiers.
- **Deux zones de corridors diffus** sur :
 - La lisière de la Forêt de l'Épine.
 - La lisière des boisements épars répartis au Sud de la commune.
- Un **corridor écologique d'importance régionale** sur ce dernier secteur, joignant les ensembles boisés de Cloué et Lusignan avec ceux de Marçay.

Il est à noter qu'un nombre significatif d'éléments fragmentants peuvent entrer en conflit avec les corridors écologiques reliant ces nombreux réservoirs de biodiversité :

- Pour la trame verte, les voies de grande circulation que sont l'autoroute A10, la RD 611, ainsi que la voie ferrée TGV Paris / Poitiers / La Rochelle.
- Pour la trame verte, le fuseau de la Ligne à Grande Vitesse « Sud-Europe-Atlantique » (LGV SEA), qui longe la limite Est de Coulombiers, présente des possibilités de fragmentation, mais aussi de reconnexion.

Composantes de la Trame Verte et Bleue régionale à l'échelle de la commune et des alentours



Source : SIG Parcours, cadastre PCI vecteur (DGFIP), données IGN SCAN 25, Schéma Régional de Cohérence Écologique Poitou-Charentes
Échelle : 1/60 000



■ COMPATIBILITÉ DU PLU AVEC LES ORIENTATIONS DU SRCE

Le Plan Local d'Urbanisme est compatible avec les orientations du Schéma Régional de cohérence Écologique de Poitou-Charentes. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Orientations du SRCE Poitou-Charentes	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Améliorer, organiser et capitaliser les connaissances sur les milieux naturels, les espèces et les continuités écologiques.	L'orientation n°1 du PADD a pour objectif de mieux connaître l'environnement pour mieux le protéger.
Sensibiliser et former pour prendre en compte les continuités écologiques.	L'état initial de l'environnement a permis d'apporter des connaissances supplémentaires sur les milieux naturels. L'élaboration du PLU a constitué l'opportunité de préciser les continuités écologiques régionales et de délimiter les continuités écologiques locales.
Préserver les bocages et les espaces agricoles favorables à la biodiversité.	Le PLU met en place des outils de préservation des espaces bocagers : 81,8 kilomètres de haies sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger.
Préserver les espaces forestiers et de landes.	Le PLU met en place des outils adaptés de préservation des espaces forestiers : 59,6 hectares de boisements sont protégés en tant qu'espaces boisés classés et 132,8 hectares sont inscrits en tant qu'éléments de paysage à protéger.
Préserver les pelouses sèches.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux à enjeux pour les chiroptères et les connexions aériennes.	Sans enjeux sur la commune.
Restaurer la connectivité des milieux à enjeux terrestres.	Les réservoirs de biodiversité situés à l'interface des corridors écologiques d'importance régionale sont classés en secteurs naturel.
Préserver le littoral.	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les zones humides du littoral	Sans enjeux sur la commune.
Préserver les milieux humides et aquatiques.	Le PLU met en place des outils de préservation des milieux humides et aquatiques : 29 mares sont inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger. Les espaces à dominante humide prélocalisés par la DREAL (29,5 hectares) sont reportés au plan de zonage pour une meilleure prise en compte et assortis de prescriptions réglementaires (éléments de paysage à protéger).
Restaurer la continuité des milieux aquatiques.	Les cours d'eau de la commune (<i>Le Palais</i> et <i>La Rhune</i>) sont intégrés à la zone naturelle et aucun aménagement n'est prévu.
Préserver et restaurer les connexions entre les milieux aquatiques et terrestres.	
Améliorer la transparence des infrastructures et des ouvrages, équipements et projet d'aménagement vis à vis de la Trame Verte et Bleue.	Sans enjeux sur la commune.

Orientations du SRCE Poitou-Charentes	Réponse à ces enjeux au Plan Local d'Urbanisme
Lutter contre les nuisances altérant le fonctionnement des écosystèmes.	Le PLU prend en compte l'ensemble des risques, pollutions et nuisances pouvant présenter des incidences sur l'environnement.
Préserver la nature dans les villes, les bourgs et les villages.	Les éléments de la trame verte et bleue locale présents au sein ou aux abords du Bourg et des villages sont pris en compte. Par ailleurs, un parc ou jardin public est protégé en centre-bourg (élément de paysage à protéger).
Assurer la connectivité des milieux dans les zones urbaines, périurbaines et rurales.	Sans enjeux sur la commune.

LES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES

■ LE PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE

La commune de Coulombiers ne se situe pas dans un Territoire à Risque d'Inondation (TRI) identifié au PGRI. De ce fait, la mise en place d'une SLGRI (Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation) n'est pas nécessaire. Néanmoins, le PLU est compatible avec les orientations générales du PGRI. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Objectifs du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne	Réponse à ces enjeux dans le plan local d'urbanisme
Objectif n°1 : Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines	Les cours d'eau de la commune ne sont pas identifiés comme générant un risque spécifique d'inondation. Les cours d'eau de la commune (<i>Le Palais</i> et <i>La Rhune</i>) sont intégrés à la zone naturelle et aucun aménagement n'est prévu.
Objectif n°2 : Planifier l'organisation et l'aménagement du territoire en tenant compte du risque	
Objectif n°3 : Réduire les dommages aux personnes et aux biens implantés en zone inondable	
Objectif n°4 : Intégrer les ouvrages de protection contre les inondations dans une approche globale	
Objectif n°5 : Améliorer la connaissance et la conscience du risque d'inondation	
Objectif n°6 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à la normale	

■ LE SCHÉMA DE MISE EN VALEUR DE LA MER (SMVM)

La commune de Coulombiers n'est pas concernée un Schéma de Mise en Valeur de la Mer.

■ LE PLAN DE DÉPLACEMENTS URBAINS (PDU)

La commune de Coulombiers n'est pas située dans le périmètre d'un Plan de Déplacements Urbains.

■ LE PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH)

La commune de Coulombiers n'est pas située dans le périmètre d'un Plan Local de l'Habitat en vigueur.

Le Plan Local de l'Habitat 2010/2015 de Grand Poitiers Communauté urbaine a été prorogé jusqu'en 2018. Une démarche d'élaboration d'un nouveau PLH a été entamée à l'échelle du périmètre intercommunal entré

en vigueur en 2017 par délibération du 30 Juin 2017. Les grandes orientations de ce nouveau PLH ne sont pas connues.

■ LES DISPOSITIONS RELATIVES AUX ZONES DE BRUIT DES AÉRODROMES

La commune de Coulombiers n'est pas concernée par les dispositions relatives aux zones de bruit (Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Poitiers-Biard).

■ DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU LITTORAL ET AUX ZONES DE MONTAGNE

La commune de Coulombiers n'est pas concernée par les dispositions relevant d'une Directive Territoriale d'Aménagement.

■ SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (SRADDET)

La Loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), publiée au Journal Officiel du 8 Août 2015, introduit le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Ce document est la fusion des plans et schémas suivants :

- Schéma Régional « Climat, Air, Énergie » (SRCAE).
- Schéma Régional Transport Intermodalité (SRTI).
- Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le SRADDET Nouvelle Aquitaine n'a pas encore été élaboré.

■ CHARTE DE PARC NATUREL RÉGIONAL, CHARTE DE PARC NATIONAL

La commune de Coulombiers n'est pas incluse dans un périmètre de Parc National ou de Parc Naturel Régional.

■ SCHÉMA RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'AQUACULTURE MARINE (SRDAM)

La commune de Coulombiers n'est pas concernée par les dispositions relevant d'un Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine.

■ PROGRAMMES D'ÉQUIPEMENT DE L'ÉTAT, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES PUBLICS

Il n'y a pas de programme d'équipement de l'état, des collectivités territoriales et des établissements et services publics en cours sur la commune de Coulombiers.

■ SCHÉMA RÉGIONAL DES CARRIÈRES

La Loi n°93-3 du 4 Janvier 1993 relative aux carrières a introduit dans son article 8 l'obligation d'élaborer un Schéma Départemental des Carrières. Le Décret n°94-603 du 11 Juillet 1994 en a précisé le contenu et les modalités d'élaboration.

Dans la Vienne, le Schéma Départemental des Carrières a été approuvé par Arrêté Préfectoral n°99-D2/B3-206 du 09 Juin 1999.

Par application de l'article L.515-3 du Code de l'Environnement, un Schéma Régional des Carrières devra être adopté dans un délai de 5 ans à compter du 1^{er} Janvier 2015.

Sur le territoire de la commune de Coulombiers, il n'y a pas de carrière en activité.

■ LE PLAN RÉGIONAL SANTÉ ENVIRONNEMENT (PRSE 3) NOUVELLE-AQUITAINE

Au niveau régional, le PRSE 3 Nouvelle Aquitaine a été signé le 11 Juillet 2017 par le Préfet de Région Nouvelle-Aquitaine, le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine et le Président du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine. Le plan couvre la période 2017/2021.

Le PLU est compatible avec les orientations générales du PRSE 3. La cohérence établie entre les deux documents est la suivante.

Objectifs stratégiques du PRSE 3	Actions	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
1. Agir sur les pesticides et les risques émergents ou qui progressent	1. Contribuer à l'amélioration des connaissances sur les pesticides et à leur diffusion	Hors champ réglementaire du PLU.
	2. Mettre en place une stratégie de réduction des expositions aux pesticides	
	3. Améliorer et intensifier l'information sur la lutte contre la prolifération du moustique tigre	
	4. Intensifier l'information sur les risques allergiques liés aux pollens	
	5. Promouvoir et accompagner le dispositif national mis en place pour limiter l'extension de l'ambroisie	
	6. Faire progresser les connaissances sur les risques émergents : perturbateurs endocriniens et nanomatériaux	
	7. Accompagner l'évolution des comportements et des pratiques en matière de réduction des expositions aux ondes électromagnétiques	

Objectifs stratégiques du PRSE 3	Actions	Compatibilité du Plan Local d'Urbanisme
2. Promouvoir un environnement favorable à la santé et adapté aux caractéristiques des territoires	8. Renforcer la prise en compte des composantes santé environnement dans les décisions publiques	La prise en compte des composantes santé et environnement est assurée à travers l'analyse de compatibilité avec le PLU.
	9. Caractériser les inégalités environnementales de santé	Hors champ réglementaire du PLU.
	10. Agir avec une approche globale et intégrée pour l'amélioration de l'air intérieur dans l'habitat	
3. Améliorer la qualité de l'eau potable et l'accès à une alimentation saine et durable	11. Agir sur la ressource en amont pour améliorer la qualité et la fiabilité de l'eau potable	Sans objet sur la commune en l'absence de périmètre de protection de captage.
	12. Inciter les personnes responsables de la production et de la distribution de l'eau à mettre en œuvre des Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau (PGSSE)	Hors champ réglementaire du PLU.
	13. Favoriser l'accès pour tous à une alimentation saine et durable	
4. Protéger la santé des femmes enceintes, des jeunes enfants et des jeunes	14. Former et outiller les professionnels de la périnatalité	Hors champ réglementaire du PLU.
	15. Sensibiliser les élus et les personnels des établissements accueillant de jeunes enfants	
	16. Prévenir les risques auditifs chez les jeunes de façon coordonnée et harmonisée en Nouvelle-Aquitaine	
5. Permettre à chacun d'être acteur de sa santé	17. Développer la formation en santé environnement des professionnels de santé	Hors champ réglementaire du PLU.
	18. Mobiliser les relais de proximité pour la diffusion d'informations santé environnement fiables, ciblées et accessibles à la population	
	19. Adapter le portail santé environnement aux besoins des acteurs et des territoires de Nouvelle-Aquitaine	
	20. Sensibiliser les jeunes adultes pour une meilleure prise en compte de la santé environnementale dans leur quotidien	
	21. Sensibiliser à la santé environnementale les enfants de 7/11 ans	

LEXIQUE

LEXIQUE DES TERMES EMPLOYÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ADEME	Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
ADMR	Aide à Domicile en Milieu Rural
ALSH	Accueil de Loisirs Sans Hébergement
ALUR	Loi pour « l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové »
AOC	Appellation d'Origine Contrôlée
AOP	Appellation d'Origine Protégée
AOT	Autorité Organisatrice des Transports
ARCEP	Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes
ARS	Agence Régionale de Santé
ASN	Autorité de Sûreté Nucléaire
ATHEBA	Amélioration THERmique du Bâti Ancien
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
CCAS	Centre Communal d'Action Sociale
CEMAGREF	Centre National du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts
CLE	Commission Locale de l'Eau
CNPE	Centre Nucléaire de Production d'Électricité
CREN	Conservatoire Régional des Espaces Naturels
CRPF	Centre Régional de la Propriété Forestière
DDT	Direction Départementale des Territoires
DGFIP	Direction Générale des Finances Publiques
DICRIM	Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs
DOCOB	DOCument d'OBjectifs (Natura 2000)
DRAC	Direction Régionale des Affaires Culturelles
DREAL	Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
DTA	Directive Territoriale d'Aménagement
EBC	Espace Boisé Classé
ECPP	Eaux Claires Parasites Permanentes
EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes
ENE	Loi portant « Engagement National pour l'Environnement »
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale
EPP	Élément de Paysage à Protéger
ICPE	Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
ISDI	Installation de Stockage de Déchets Inertes
FEADER	Fonds Européen Agricole de Développement Rural
FEAGA	Fonds Européen Agricole de Garantie
IFN	Inventaire Forestier National
IGN	Institut National de l'information Géographique et forestière
IGP	Indication Géographique Protégée
INPN	Inventaire National du Patrimoine Naturel
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques
IRSN	Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
ISDI	Installation de Stockage de Déchets Inertes
MAEC	Mesure Agro-Environnementale et Climatique
MAFPA	Maison d'Accueil Familiale pour Personnes Âgées
NOTRe	Loi portant « Nouvelle Organisation Territoriale de la République »
OAP	Orientation d'Aménagement et de Programmation
OCLT	Objectif de Conservation à Long Terme (Natura 2000)
ODD	Objectif de Développement Durable (Natura 2000)
OIE	Office International de l'Eau
ONEMA	Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
ONF	Office National des Forêts

OPAH	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat
PAC	Politique Agricole Commune
PADD	Projet d'Aménagement et de Développement Durables
PAEC	Projet Agro-Environnemental et Climatique
PAGD	Plan d'Action et de Gestion Durable de la ressource en eau
PCET	Plan Climat-Énergie Territorial
PCS	Plan Communal de Sauvegarde
PDAHI	Plan Départemental d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion
PDALPD	Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées
PDEDMA	Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (voir PDPGDND)
PDGDBTP	Plan Département de Gestion des Déchets du Bâtiment et des Travaux Publics)
PDIPR	Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée
PDPFCI	Plan Départemental de Protection des Forêts Contre l'Incendie
PDPGDND	Plan Département de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux)
PDR	Programme de Développement Rural
PDU	Plan de Déplacements Urbains
PGD	Plan Global de Déplacements
PGRI	Plan de Gestion des Risques d'Inondation
PGSSE	Plan de Gestion de la Sécurité Sanitaire de l'Eau
PLALHPD	Plan Local d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées
PLH	Programme Local de l'Habitat
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PMPOA	Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole
PNPRS	Plan National de Prévention du Risque Sismique
PNSE	Plan National Santé Environnement
PPE	Périmètre de Protection Éloignée (captage d'eau potable)
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PPR	Périmètre de Protection Rapprochée (captage d'eau potable)
PPRi	Plan de Prévention des Risques d'inondation
PPRn	Plan de Prévention des Risques naturels
PPRt	Plan de Prévention des Risques technologiques
PRPGD	Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets
PRSE	Plan Régional Santé Environnement
PTZ	Prêt à Taux Zéro
PUP	Projet Urbain Partenarial
RCT	Loi portant « Réforme des Collectivités Territoriales »
RGA	Recensement Général Agricole
RPG	Référentiel Parcellaire Graphique
RSD	Règlement Sanitaire Départemental
SAGE	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SANDRE	Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau
SAU	Surface Agricole Utilisée
SCORAN	Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique
SCoT	Schéma de Cohérence Territoriale
SDAGE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux
SDAGV	Schéma Départemental d'Accueil des Gens du Voyage
SDC	Schéma Départemental des Carrières
SDCI	Schéma Départemental de Coopération Intercommunale
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
SDTAN	Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique
SIE	Surface d'Intérêt Écologique
SIVOS	Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire
SLGRI	Stratégie Locale de Gestion du Risque d'Inondation
SNGRI	Stratégie Nationale de Gestion du Risque d'Inondation
SMVM	Schéma de Mise en Valeur de la Mer
SRADDET	Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires
SRC	Schéma Régional des Carrières
SRCAE	Schéma Régional « Climat, Air, Énergie »
SRCE	Schéma Régional de Cohérence Écologique
SRDAM	Schéma Régional de Développement de l'Aquaculture Marine

SRE	Schéma Régional Éolien
SRI	Schéma Régional de l'Intermodalité
SRU	Loi « Solidarité et Renouvellement Urbain »
STECAL	Secteur de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées
TRI	Territoire à Risque d'Inondation
UDI	Unité de Distribution (eau potable)
ZICO	Zone d'Intérêt pour la Conservation des Oiseaux
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
ZPS	Zone de Protection Spéciale (Natura 2000)
ZRE	Zone de Répartition des Eaux
ZSC	Zone Spéciale de Conservation